

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

TRENTE-UNIÈME ANNÉE.

TOME QUATRE-VINGT-DIXIÈME

Janvier-Avril 1906.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1906

114.163

~~H~~
~~H3282~~
~~.90~~

D
I
. R6
t. 90
1906

REVUE
HISTORIQUE

LES ORDALIES EN GRÈCE

En publiant notre ouvrage *l'Ordalie dans la Grèce primitive* (Paris, Fontemoing, 1904), nous n'osions évidemment pas nous flatter d'obtenir sur tous les points traités une adhésion générale. Quelques-unes des objections auxquelles nous nous attendions se sont produites. D'autres nous ont été faites qui proviennent d'une lecture trop rapide ou d'une extension sans réserve donnée à des observations de détail justes en elles-mêmes. Pour répondre aux critiques ou pour montrer dans quelles mesures nous en tenons compte, nous voudrions exposer ici les conclusions que nous espérons faire admettre comme acquises.

Le jugement de Dieu, ou plutôt l'ordalie, c'est-à-dire le jugement par excellence, est une de ces institutions très anciennes dont l'étude doit intéresser, outre les historiens du droit, les historiens en général et même quiconque prend plaisir à rechercher dans l'humanité primitive les germes de la civilisation. Seulement, l'ordalie nous est connue surtout par les pratiques chrétiennes du moyen âge. Pour en bien comprendre l'essence et les transformations ultérieures, il convient de l'observer en des temps, dans des milieux autrement éloignés encore de nos pensées habituelles. Sans doute, il faut un certain effort pour entrer dans des conceptions si différentes de celles qui sont devenues les nôtres. Mais il vaut la peine de saisir à son origine une des coutumes qui ont exercé la plus puissante influence sur les sociétés naissantes et le plus contribué aux premières floraisons du droit, une des coutumes qui devaient par la suite se reproduire avec le plus de fécondité, sous les formes les plus diverses, par des démembrements successifs et continuels.

De la France à la Polynésie, des régions scandinaves aux extrémités de l'Afrique, il n'est peut-être pas de pays au monde où, pour faire valoir son droit ou pour faire reconnaître son inno-

cence, on ne se soit soumis à une épreuve mortelle. Épreuve de l'eau chaude ou de l'eau froide, épreuve du feu ou du poison, il n'importe; toujours, à un certain degré de développement social et religieux, on est convaincu que le meilleur moyen de terminer un litige, c'est d'exposer une au moins des personnes en cause à quelque danger très grave et de forcer ainsi la divinité à prendre parti pour la justice. L'idée qui se manifeste dans cette procédure redoutable et sacrée est clairement visible dans un rite préliminaire. Au moment suprême, ceux qui demandent au ciel d'intervenir, celui-là surtout dont le corps va être mis à l'épreuve, font une prière, appel direct et formel à la divine providence. Dans les sociétés où le sacerdoce appartient à une caste, c'est l'homme de Dieu qui s'avance pour l'invocation solennelle. Le bonze hindou s'adresse au feu qui flambe : « O feu, dit-il, semblable à un témoin, tu vis dans l'intérieur de chaque créature : toi seul connais ce que les mortels ne peuvent comprendre. Celui qui est accusé se trouve devant toi; il cherche sa justification. Fais qu'il puisse éviter le mal dont le menace l'épreuve qui va lui être appliquée. » Le chrétien s'approche de l'eau où doit plonger le patient et prononce ces mots : « *Adjuro te, aqua, in nomine Dei*, etc... Je t'adjure, eau de l'épreuve, au nom de Dieu, pour qu'en aucune façon tu ne fasses bon accueil à cet homme, s'il est coupable en quoi que ce soit¹. » Dans les sociétés qui n'ont pas de caste sacerdotale, c'est le patient ou la patiente qui se sert d'une formule analogue. A Rome, la Vestale condamnée à l'alternative de la mort ou du miracle s'écrie : « Vesta, gardienne de la ville de Rome, si j'ai accompli envers toi mes devoirs religieux avec une piété scrupuleuse durant près de trente ans, l'âme pure et le corps sans tache, apparaîs-moi, viens à mon secours et ne permets pas que ta prêtrise périsse misérablement; si j'ai commis un acte impie, punis-moi, et que j'emporte les péchés de la ville². » Ainsi, Hindous, Romains, chrétiens du moyen âge (et il en est de même de bien d'autres peuples) admettent sans le moindre doute qu'en faisant périr le patient ou en le sauvant contre toute espérance, Dieu lui-même a prononcé.

Mais cette conception d'un droit réalisé en ce monde par un

1. Un assez grand nombre de ces formules ont été réunies par Kovalevsky, *Coutume contemporaine et loi ancienne*, p. 397-398.

2. Denys d'Halicarnasse, II, 68.

maître souverain date d'une époque relativement avancée : il faut que les groupes primitifs se soient déjà réunis en cité, pour qu'on puisse croire à des dieux d'une essence supérieure qui patronnent l'intérêt commun et la justice. Cette conception, déjà très haute, s'est ajoutée après coup à une procédure grossière ; elle ne l'a pas produite. Quelles sont donc les idées primordiales qu'on trouve à la source même de l'ordalie ?

Pour répondre à cette question, il faut perdre de vue les législations écrites, les codes rédigés. Règle générale : toute coutume a subi des transformations profondes avant d'être recueillie par un document officiel. C'est dans les peuplades connues seulement par des récits de voyageurs, dans les clans encore plus ou moins sauvages, qu'on est réduit ordinairement à chercher la signification première de l'ordalie. Mais alors, on émet une hypothèse après tout bien hasardeuse, quand on établit un lien entre deux coutumes, entre deux croyances qu'on observe, non pas seulement à des stades différents de civilisation, mais dans des sociétés radicalement différentes. Il y a des esprits, et de bons esprits, qui se refusent à suivre une évolution en sautant d'un pays à un autre : ils veulent une méthode plus rigoureuse. Si l'on pouvait constater dans la même société deux façons successives de comprendre l'ordalie, l'hésitation ne serait plus possible, et à une conclusion certaine on pourrait donner la portée d'une véritable loi.

Eh bien ! il existe une société sur laquelle nous avons assez de renseignements pour y trouver à la fois le jugement de Dieu selon le mode classique et des ordalies d'un caractère évidemment primitif. C'est la société hellénique.

Les Grecs de la belle époque n'ignoreraient pas l'usage des ordalies. Dans l'*Antigone* de Sophocle, les gardes chargés de surveiller le cadavre de Polynice se défendent d'avoir été négligents, et voici comment parle l'un d'entre eux : « Nous étions prêts à prendre en main les fers rouges, à marcher à travers le feu et à jurer par-devant les dieux de n'avoir été ni coupables ni complices¹. » Il y avait quelque part en Sicile des cratères remplis d'une eau bouillonnante et d'où s'échappaient des gaz méphitiques. Au bord de ces cratères consacrés aux dieux Palikes, on venait prêter des serments qui pouvaient devenir mortels, qui le devenaient, croyait-on, pour les parjures : les Palikes éparsaient

1. Sophocle, *Antigone*, v. 264-266.

gnaient l'innocent et tuaient le coupable¹. Ces faits et quelques autres du même ordre sont assez connus des érudits qui ont étudié de près la vie des Grecs aux temps historiques. Mais, s'ils sont incontestés, ils sont assez rares, parce qu'ils ne se sont pas produits par ordre d'une juridiction publique.

Ce qui est remarquable, c'est la très grande quantité de documents que nous fournissent sur l'ordalie les Grecs des temps antérieurs à l'histoire. Il n'y a pas lieu d'en être surpris. La Grèce nous a laissé un énorme bagage de légendes. Longtemps on n'a voulu voir dans toute cette mythologie qu'une explication imagee, dramatique, des phénomènes naturels. Aujourd'hui on n'admet plus que des sociétés entières, surtout à l'âge des conceptions grossières et enfantines, se soient absorbées dans la contemplation du soleil et de la lune, des nuées et des éclairs, au point de ne pas connaître d'autres sujets pour leurs contes. Ces historiettes sont de l'histoire, avec des hommes, de vrais hommes, qui aiment et qui haïssent, qui triomphent et qui souffrent, qui vivent et qui meurent. Ces ombres falotes de fantoches divins, voyez-les de près : ce sont des êtres en chair et en os qui s'agitent et qui palpitent. Même dans les puissances de la nature, les imaginations primitives voient des manifestations humaines, et elles conçoivent les rapports des éléments sur le modèle des rapports hostiles ou amicaux qui existent entre les hommes. Par conséquent, même dans les mythes susceptibles d'une interprétation naturiste, se révèlent les esprits qui les ont inventés autant que les spectacles qu'ils étaient destinés à expliquer. Mais une multitude infinie de mythes n'ont certainement jamais dissimulé des forces physiques ni des êtres célestes sous les enveloppes humaines qui s'offrent à nos regards. Ils nous conservent tout simplement des vestiges de croyances très anciennes et de mœurs souvent sauvages ; ils perpétuent le droit et la religion d'une société rudimentaire. Il suffit donc de dépouiller les légendes des détails qu'y ont ajoutés les générations postérieures, pour les convertir en témoignages irrécusables, pour les éléver à la dignité de documents. Les recueils des mythographes grecs renferment tout un coutumier. On y peut découvrir la source de mainte institution. L'ordalie est du nombre.

Les sociétés dans lesquelles apparaît l'ordalie ne sont pas encore

1. Polémon, dans Macrobe, *Saturnales*, V, 19, 15 sq.

des cités; ce sont des *génè*, des groupes familiaux, clans ou familles patriarcales, comme on voudra. Ces petits groupes ne connaissent pas les distinctions qui seront établies par la complexité de la vie sociale : droit criminel, droit civil, droit constitutionnel, tout cela ne fait qu'un seul droit, et qui se confond avec la religion. Mais la religion elle-même n'est pas encore imbue de la morale qui prévaudra dans des sociétés plus nombreuses et plus étendues. Les dieux ne sont pas des êtres de justice, mais des êtres de force et de puissance. Ils sont les ennemis toujours malfaisants de quiconque ne fait point partie du groupe qu'ils protègent; ils sont les champions toujours prêts de quiconque a reçu d'eux le sang qui coule en ses veines.

Dans ces conditions, quand un conflit quelconque est soulevé, il ne s'agit pas de savoir de quel côté est le bon droit. On n'a même pas encore la notion qu'il puisse y avoir une solution moralement vraie, une solution juste, aux différends provoqués par les relations sociales. Pour l'emporter, il faut et il suffit qu'on détienne un pouvoir magique, qu'on soit capable de vaincre des dangers qui, dans l'ordre naturel des choses, doivent mener à la mort. Un pareil pouvoir vient des dieux et n'appartient qu'aux fils des dieux. La pureté du sang constitue la noblesse et l'innocence, tandis que les dieux font périr implacablement les créatures viles qui les invoquent sans être de leur sang.

Mais alors, quelles sont les personnes qui doivent se justifier au péril de leurs membres et de leur vie? En général, le guerrier soutenu par toute une bande de guerriers n'a pas besoin de montrer qu'il est de souche divine : c'est visible à tous les yeux. Par contre, le misérable qui végète en marge d'un groupe puissant, l'être chétif, quel qu'il soit, ne peut sauver son honneur et sa vie que s'il est en possession d'un talisman secret. Quels sont-ils donc, ces déshérités de la société primitive? Ce sont les étrangers; ce sont surtout les femmes et les enfants.

Quant aux cas susceptibles d'ordalie, ils sont innombrables en principe. Cette preuve de bonne naissance, cette démonstration du droit à l'existence et à la sécurité, le faible peut être tenu de la fournir dans toutes les circonstances. On ne peut même pas dire de lui qu'il est tantôt demandeur et tantôt défendeur : la position du faible est toujours la défensive. Cependant, en fait, les cas d'ordalie sont presque toujours les mêmes.

C'est d'abord le cas de la femme qui porte dans ses flancs ou

vient de mettre au monde la preuve de son inconduite. Elle est coupable, du moment où elle introduit dans un groupe de parents un être qui n'est pas de leur race. Elle n'est pas coupable, si elle a été séduite par un fils de dieu, si le sang qu'elle propage est celui du dieu lui-même. Que de fois, dans la légende, la fille prise en faute s'excuse en disant qu'elle s'est unie à un être céleste ! Mais il faut qu'elle le prouve ; il faut qu'elle soit exposée à la mort pour que le dieu la déclare sienne en la sauvant. L'exemple le plus caractéristique peut-être est celui de Danaë. Son père Acrisios l'avait enfermée vierge dans un souterrain pour que jamais elle ne fût mère. Au bout de quelques années, il entendit sortir de terre une voix d'enfant. Il amène la coupable avec son petit garçon devant l'autel et lui demande qui est le père. Elle répond : « Zeus. » Acrisios n'en croit rien. Que fait-il ? Il soumet la malheureuse à une épreuve terrible : il l'expose en mer¹. Sous le couvert de légendes presque identiques, les mêmes idées se retrouvent dans toutes les parties de la Grèce et jusqu'à Rome : la Vestale Rhéa Silvia ne donne-t-elle pas pour père de Romulus et Rémus le dieu Mars ? Partout, le groupe qui laisse à une fille-mère la vie sans déshonneur admet par là qu'elle a été aimée par un homme de sang pur, par un fils de dieu. On comprend pourquoi, dans la mythologie, les dieux ont tant à faire avec les filles des mortels.

Que la fille coupable soit consacrée aux dieux et puisse en mourir, cela n'est pas trop à l'opposé de nos idées. Ce qui nous déroute davantage, et qui cependant est bien conforme aux conceptions d'un temps où l'on ne distinguait pas entre accusateurs et accusés, mais entre forts et faibles, c'est le cas de la jeune fille qui s'offre à l'ordalie pour échapper à la poursuite d'un ravisseur, pour sauver son honneur d'une passion brutale. Elle est bien connue, cette histoire de la vierge qui, requise d'amour, sur le point d'être violentée par un roi, se précipite dans la mer : c'est l'histoire de la Crèteuse Britomartis-Dictynna. Il n'y a là ni une fantaisie absurde ni un mythe météorologique, mais le geste d'une pauvre fille qui accepte l'alternative de mourir ou de se rendre intangible.

Le cas de la femme coupable entraîne celui de l'enfant bâtard ou adultérin. Persée est soumis à l'épreuve avec sa mère Danaë,

1. Voir le récit de Phérékydès, conservé par le scoliaste d'Apollonius de Rhodes, IV, 1091 (*Fragmenta historicorum graecorum*, t. I, p. 75, fragm. 26).

Téléphos avec Augè, Dionysos avec Sémélé. Mais souvent aussi, tandis que la coupable est gardée dans le groupe, vouée à l'infamie et aux mauvais traitements, son enfant seul est soumis à l'ordalie. Innombrables sont les héros qui entrent dans la vie par l'épreuve de l'exposition : la légende en est pleine. Cette exposition se fait presque toujours dans des conditions telles qu'il est impossible de n'y point voir une ordalie. La plupart du temps, l'épreuve se fait par l'eau froide. On connaît l'histoire de Romulus et Rémus ; c'est celle des jumeaux grecs Nélée et Pélée, celle de Moïse, celle du roi chaldéen Sargon d'Agadé. Invention fabuleuse qui se transmet de pays en pays ? Non, mais coutume primitive qui, d'âge en âge, se perpétue partout. Il suffirait, pour le prouver, de rappeler qu'elle était encore pratiquée avec sa signification première, aux derniers temps de l'empire romain, par les populations celtes et germaniques. L'empereur Julien et bien d'autres nous racontent que les femmes mariées, quand elles avaient un enfant de naissance suspecte, devaient l'exposer sur les flots du Rhin : si l'enfant se noyait, la femme était coupable d'adultère ; si l'enfant survivait, il était légitime, et sa mère innocente¹.

L'ordalie primitive sert donc à résoudre, non pas seulement les questions de culpabilité, mais aussi les questions de statut personnel. Par suite, elle convient admirablement au cas où des concurrents revendiquent une succession, c'est-à-dire, sous un régime de propriété indivise et collective qui ne comporte guère de contestation successorale en matière civile, au cas où des compétiteurs briguent le commandement et le sacerdoce héréditaires. Le chef doit être fils de dieu, Διογένης. Il faut qu'il établisse sa filiation ; il faut qu'il fasse sentir sa puissance magnétique, de façon qu'il n'y ait pas de doute sur ses qualités surhumaines. Ici l'ordalie est appliquée à des personnages d'une haute situation. Elle peut l'être aux deux parties à la fois. Mais, qu'elle soit bilatérale ou non, elle a le même sens. Celui-là doit l'emporter et s'habiller de pourpre comme un dieu, qui est agréé des dieux manifestement. Marcher impunément sur des braises ardentes ; boire, sans tomber foudroyé, le sang véneneux d'une victime encore chaude : ce sont des signes qui ne trompent pas.

Reste à déterminer les effets juridiques de l'ordalie primitive.

1. Julien, *Lettres*, XVI; *Discours*, II; Claudio, *Contre Rufin*, II (V), 112; Anthologie palatine, t. IX, p. 125.

Ils sont bien simples — ou très complexes —, selon le point de vue. Que le patient s'offre de lui-même à l'épreuve, qu'il relève le défi d'un adversaire ou qu'il s'exécute sur la demande d'un tiers, l'ordalie termine l'affaire définitivement. Si le patient en réchappe, il est vainqueur; s'il meurt, il n'y a qu'à constater que les maléfices ont été plus forts que les talismans. Qu'est-ce que cela signifie au fond? Cela signifie que le résultat de l'ordalie est à la fois une preuve et une sentence ayant force de chose jugée. Pas besoin de jugement rédigé par les hommes; en voici un prononcé par les dieux. Bien mieux, les dieux l'exécutent en même temps qu'ils le prononcent et, pour ainsi dire, du même coup; ils sont les juges et ils sont les bourreaux: s'ils justifient l'innocent en lui accordant la vie sauve, ils condamnent le coupable par cela même qu'ils le tuent. Ainsi, dans l'ordalie, la preuve, qui déjà ne se distingue pas de la sentence, se confond encore avec la pénalité. Pour que le supplice nous apparaisse tantôt comme un moyen de procédure et tantôt comme une peine, il suffit qu'en mettant le patient à la discréction des dieux, on lui ait laissé des chances de survie plus ou moins grandes. De la preuve la plus anodine à la peine capitale, du salut à peu près certain à la mort inévitable, la série des ordalies présente une gradation insensible et continue de dangers et de peines. En somme, l'ordalie primitive constitue à elle seule tout un système de procédure criminelle et de droit pénal, sans aucune des catégories que l'esprit humain devait distinguer un jour.

La légende grecque ne nous renseigne pas seulement sur le côté juridique de l'ordalie primitive, sur son caractère, sur ses emplois, sur ses effets. Elle nous montre encore d'une manière frappante, avec une précision qu'on ne retrouve peut-être nulle part ailleurs, quels étaient au fond les rapports de cette institution avec les idées religieuses. On va constater, en effet, que, dans le choix des épreuves les plus usuelles, les Grecs se sont conformés parfois à des règles universelles qui tenaient aux croyances les plus anciennes de l'humanité, mais que, d'autre part, ils ont su donner à ces croyances une expression plus moderne, plus nationale aussi, et que, par suite, ils se sont complu à des pratiques plus originales.

Dans tous les pays du monde, le patient doit faire éclater aux yeux qu'il peut sans danger approcher des êtres tout-puissants

ou les recevoir en lui, affronter leur présence redoutable ou absorber leur force de destruction, faire passer sur son corps ou dans son corps leur fluide mortel. Il y a ainsi des ordalies pour l'usage externe et d'autres pour l'usage interne. On voit le patient s'immerger dans l'eau froide, plonger la main dans l'eau bouillante, marcher à travers le feu ou sur des charbons ardents, tenir quelque temps des fers rouges. On le voit aussi manger ou boire les mets et les liquides réservés aux dieux et par là imprégnés de vertus divines, choses démoniaques, sacrées et maudites, capables de rendre immortel et de tuer sur place, substances vénéneuses que la foi confond avec des substances, également pleines de divinités, où l'expérience reconnaîtra effectivement des poisons.

Toutes ces épreuves ont été connues des Grecs. Elles le sont même encore à l'époque classique. Témoin les gardes que fait parler Sophocle et qui proposent de traverser la flamme ou de porter des masses de fer rougi. Aux deux extrémités du monde hellénique, en Italie et en Cappadoce, des hommes et des femmes méritaient des priviléges héréditaires et le sacerdoce en marchant, sur des braises ardentes, tandis qu'en Achaïe la prêtresse de Gaïa buvait devant l'autel du sang fumant de taureau¹. L'épreuve par l'eau de Styx, par l'eau mortelle au parjure, avait été si fréquente dans le passé, qu'un grand nombre de sources en conservèrent le nom, entouré d'une réputation mystérieuse et terrible. C'est encore une ordalie du même genre, cette procédure dramatique décrite par Plutarque et qui a pour théâtre Syracuse. Un nommé Callippos, soupçonné de conjuration, accepte de se disculper par le « grand serment ». Il se rend au temple des Thesmophores. Après le sacrifice, il jure, une torche enflammée à la main, le corps enveloppé dans la pourpre de Perséphoné. Callippos prêtait un faux serment : il le paya de la vie². Voilà une épreuve par le sacrilège, et, si déformée qu'elle soit par l'apport des idées nouvelles, elle se rattache directement aux croyances les plus vieilles et les plus communément répandues.

Mais, si les Grecs pratiquèrent ce genre d'ordalies, leurs préférences allèrent à d'autres. Ayant pour objet de démontrer qu'un mortel est plus fort que la mort, les ordalies ont une tendance à se mettre en harmonie avec les croyances sur le destin des tré-

1. Strabon, V, 2, 9, p. 226; XII, 2, 7, p. 537; Pausanias, VII, 25, 13.

2. Plutarque, *Vie de Dion*, 56, 58.

passés. Il s'agit de placer le patient entre la vie et la mort, à la limite même du monde habitable et du monde infernal, de telle façon que les lois de la nature le poussent vers l'au delà, mais qu'il puisse pourtant être retenu en deçà par la magie d'une naissance divine ou par la protection d'un dieu. Le mode et le lieu de l'épreuve varient donc selon la conception que les peuples se font de la vie future. Dans les sociétés primitives, un système d'ordalies renferme parfois toute une doctrine d'eschatologie.

Or, les Grecs, en marins qu'ils étaient, c'est-à-dire en hommes attirés et tout ensemble effrayés par la mer, se figuraient le pays des morts loin, bien loin par delà tous les pays habités par les vivants, sur les bords du fleuve Océan, du côté où le soleil s'évanouit dans les flots. Il suffisait donc, pour mettre un être humain en présence de la mort, de l'exposer sur cette mer qui était en communication avec le fatal Océan. De deux choses l'une : ou bien le patient était emporté vers les rives d'où l'on ne revient pas, ou bien, sauvé des eaux, il était justifié, légitimé, consacré par le miracle.

Ainsi s'explique l'aventure de tous ces malheureux qu'on voit enfermer dans un coffre et jeter à la mer. En Chaldée, Sargon est couché dans une caisse enduite de bitume ; chez les Hébreux, Moïse est couché dans une corbeille ; chez les Romains, Romulus et Rémus sont couchés dans une auge ; chez les Celtes, les nouveau-nés de filiation douteuse sont couchés sur un bouclier ; — et dans tous ces cas le dieu qui prononce c'est un fleuve. En Grèce, le patient est généralement placé dans un coffre à couvercle, une *λίρωξ*, et livré au jugement de Poseidôn. Tel est le traitement infligé par le père de famille à la fille coupable, quelquefois au fils qu'il croit criminel, mais surtout aux enfants de l'amour. Pour que l'épreuve tourne si souvent en faveur du héros et de l'héroïne exposés, il faut autre chose que le goût du merveilleux ; il faut que cette solution ait eu à un moment donné quelque vraisemblance. Sinon, pourquoi la fille-mère, quand elle voulait soustraire son enfant aux colères homicides, l'eût-elle mis en coffre ? Le sauver d'une mort immédiate pour l'abandonner ainsi, c'eût été prolonger ses souffrances avec une cruauté par trop horrible pour une mère, si cette mère n'avait pas eu l'espérance d'une intervention divine. On couvrait le pauvre petit de talismans, on l'enveloppait de pourpre, on prenait les précautions nécessaires pour que la mort ne fût pas irrémisable, pour que le

coffre pût atterrir sur une plage hospitalière ou être recueilli par des pêcheurs.

Les mêmes croyances expliquent le plongeon dans la mer, cette variante de l'ordalie habituelle par l'eau froide. Le patient était amené au large sur un bateau et devait se précipiter dans les flots. Un exemple précieux nous est fourni par un poème récemment découvert de Bacchylides. Le héros de l'épreuve, c'est Thésée. Il avait voulu être embarqué avec les jeunes gens et les jeunes filles destinés au Minotaure. Or, donc, tandis que voguait vers la Crète la nef de malheur, le roi Minos, séduit par l'éclatante blancheur de la vierge Eriboia, voulut la caresser. Thésée accourt. Il flétrit un si lâche attentat et justifie son intervention en disant que, si Minos est fils de Zeus, il est né, lui, de Poseïdon. Mais il doit le prouver, qu'il est de souche divine. Qu'à cela ne tienne : il propose un duel au miracle. « Ca, dit-il, déployons la force de nos bras : advienne ce que Dieu jugera » (τὰ δὲ πιέντας ξείμων κρίνεται). Minos accepte. Il commence. Il prie Zeus de le reconnaître pour fils par un signe éclatant. Zeus répond par un coup de tonnerre. Au tour de Thésée à montrer qu'il est protégé par celui qu'il appelle son père. Son adversaire jette un anneau dans les flots : qu'il aille le chercher dans les profondeurs de la demeure paternelle ! Il n'hésite pas, il ne fait même pas de prière, il s'élance, et la mer le recouvre. Le héros pénètre dans le palais de Poseïdon ; il s'approche d'Amphitrité. La déesse l'enveloppe de pourpre et lui pose sur la tête sa propre couronne. Il peut remonter à la surface : il a de quoi confondre quiconque le traiterait d'imposteur¹. Sauf le dénoûment, qui est idéalisé par la poésie, cette légende est pleine de réalités. Qu'on la rapproche d'autres légendes crétoises, on verra comment l'épreuve pouvait réellement laisser au patient quelques chances de salut. Lorsque Minos se fut emparé de Mégare par la trahison de l'amoureuse Skylla, pendant qu'il s'en retournait dans son île, il fit jeter la misérable à la mer. Mais de quelle façon ? Il la fit attacher au gouvernail ou à la poupe de son bateau². Ce détail n'a aucun sens, s'il s'agit purement et simplement de mettre à mort une coupable. Il s'explique parfaitement, au contraire, si l'on se figure, au lieu d'une exécution, une espèce de procédure proba-

1. Bacchylides, XVII.

2. Scolie d'Euripide, *Hippolyte*, 1200; Apollodore, III, 15, 8, 3.

toire. Minos veut savoir si l'amour doit être récompensé ou la trahison punie : il a recours à l'ordalie maintenant avec Skylla, comme tout à l'heure avec Thésée. Skylla périt ; mais à Skylla « la chienne » s'oppose, toujours dans la légende crétoise, Phronimè, « la vierge sage ». Accusée par une marâtre, la pauvre fille est remise par son propre père à un marchand nommé Thémisón, le Justicier. Celui-ci met à la voile, et, une fois en pleine mer, il attache la patiente par des cordes, la lance dans les flots et la retire vivante¹. La même épreuve qui tue la vierge folle sauve la vierge sage. De là ce dicton que les Grecs répéteront toujours : « Pour plonger dans la mer, il faut que les femmes aient encore leur virginité, » *καταδύονται ἐξ θάλασσαν γένους τοῦ θηλεός αἱ καθαρῶν ἔτι παρθένοι*².

Mais il n'est même pas besoin de coffre ni de corde pour l'épreuve par la mer. Les Grecs croyaient que le royaume des morts était annoncé par une borne gigantesque, la Roche Blanche, la roche déjà éclairée par la lumière blafarde qui enveloppe les âmes des morts, en un mot, la Roche Leucade³. Cette roche, on la montrait sur le littoral grec un peu partout. Il suffisait qu'un être humain se jetât dans l'abîme du haut d'une falaise quelconque pour qu'il y eût une roche Leucade de plus. Cela se faisait par manière d'expiation, cela se faisait aussi par manière d'épreuve. On peut suivre tout le long de la Méditerranée le culte d'Ino-Leucothéa, l'épouse criminelle qui se jeta dans la mer pour devenir après sa mort « la déesse blanche », ou bien le culte de Britomartis-Dictynna, « la bonne vierge » qui se jeta dans la mer pour sauver son innocence et devenir « la vierge au filet », la vierge du salut. Partout ces deux héroïnes personnifient et consacrent le saut de la roche blanche, le saut dans la mort, le saut du châtiment ou de la glorification. Avant de se restreindre à une cérémonie religieuse célébrée dans l'île qui en garda le nom, le saut de Leucade servit sur une foule de points à des opérations d'un caractère juridique autant que religieux.

L'impression que produisirent sur la conscience hellénique les ordalies par la mer fut profonde et durable. Cette notion de géographie mystique : l'Océan mène au royaume des morts, aboutit

1. Hérodote, IV, 154.

2. Pausanias, X, 19, 2.

3. Od., XXIV, 11.

à cette notion morale : il y a une justice de la mer. De Thétis à Thémis, la différence n'est pas grande ; sous une forme plus ou moins détournée, constamment les deux déesses sont réunies dans la légende. D'une vieille croyance la tradition fit une sorte de dogme. Jamais les miracles de justice attribués à la mer ne trouvèrent d'incrédules en Grèce. Depuis bien longtemps les tribunaux fonctionnaient sans faire usage de l'ordalie douloureuse, que l'on continuait de considérer une heureuse traversée comme une forte présomption d'innocence. A la fin du v^e siècle, un accusé, se demandant devant les juges athéniens quelles sont les preuves « les plus grandes et les plus dignes de foi », déclarera que ce sont les signes envoyés par les dieux et alléguera pour sa défense qu'il a souvent voyagé sur mer sans jamais causer de naufrage¹.

Dans un pays où la mer était proche presque partout, les ordalies par la mer devaient prendre une très grande extension. Cependant les gens de l'intérieur ne pouvaient pas descendre sur la côte chaque fois qu'ils avaient à régler un litige. Pour des terriens, les rivières, qui émanaient de l'Océan et qui par la mer y retournaient, convenaient aux mêmes épreuves que la mer. Il y eut un grand nombre de Styx, dont les eaux noyaient les coupables ou leur donnaient la gangrène. Et puis, il n'était même pas indispensable de passer par la mer pour aller au monde infernal. Nous sommes dans un pays hérissé de montagnes et criblé de trous : partout des gouffres ténébreux par où les eaux disparaissent et reparaissent, partout d'effrayants précipices et des grottes souterraines. Nous sommes aussi au milieu de petites sociétés qui tenaient à leur autonomie au point de localiser, de nationaliser les idées les plus générales. Chaque promontoire avait sa roche Leucade ; chaque vallée, chaque plateau avait son entrée de l'enfer, sa bouche de l'Hadès. Pour livrer un être vivant aux divinités de la mort, les moyens ne manquaient pas : on pouvait l'immerger dans l'eau d'une source mal famée, l'exposer aux émanations méphitiques d'un cratère, le précipiter du haut d'un rocher à pic, l'emmurer au fond d'une caverne.

C'est ainsi que par la diversité de leurs ordalies, comme par leur prédilection pour la justice de la mer, les Grecs des temps primitifs nous révèlent, avec les traits les plus saillants de leur vie juridique, sociale et même économique, leurs croyances les

1. Antiphon, *Sur le meurtre d'Hérodès*, 81-83.

plus intimes sur l'existence des morts. Ils nous permettent même de comprendre comment les règles auxquelles se conformait une ordalie pouvaient et devaient changer avec les idées sur l'au-delà. Chez presque tous les peuples qui ont laissé des documents écrits, l'épreuve par l'eau froide est favorable au patient quand il reste au fond, et le condamne quand il surnage. L'archevêque Hincmar, au IX^e siècle, parle là-dessus comme la loi de Manou : *Innoxii submerguntur aqua, culpabiles supernatant*¹. Et cependant à Babylone, d'après le vieux code d'Hammourabi, c'est le coupable que garde la divinité du fleuve et c'est l'innocent qu'elle renvoie à la surface². D'où vient cette différence? Est-elle l'œuvre capricieuse du hasard? Nous fournit-elle une ligne de démarcation entre deux races humaines, un nouveau moyen de distinguer les Indo-Européens des Sémites? Nullement. Les Grecs sont là pour nous apprendre que cette différence tient, non pas à des caractères ethniques, mais à des degrés de civilisation. Longtemps ils s'en étaient remis aux éléments divinisés du soin de laisser la vie au patient ou de la lui prendre: c'était la solution primitive, simple, réaliste, qui expliquait la disparition par la mort et la mort par l'indignité. Le roi Minos et le justicier Thémisón appliquaient l'épreuve à la façon d'Hammourabi. Mais, plus tard, dans les temps qui nous sont connus par les parties les plus récentes de l'*Odyssée*, quand se répandit l'idée que les dieux pouvaient attirer à eux les plus méritants des hommes pour leur faire partager leur immortelle félicité, les Grecs admirerent que, dans l'ordalie par immersion, la divinité de l'eau retenait les personnes qui lui étaient chères et repoussait les autres. Cette solution, plus idéaliste et plus raffinée par ses origines morales, est celle de Manou. En Grèce, elle finit par fournir un procédé de divination et subsista toujours dans la consultation des oracles³. Changement significatif. Un simple détail de procédure se transforme sous nos yeux: n'y voyons pas une modification arbitraire et futile dans la règle du jeu; c'est l'âme même d'un peuple que nous discernons dans ce qu'elle a de plus profond, dans l'image qu'elle se fait de l'autre monde.

1. Hincmar, *De divortio Lotharii et Tetbergae*, 6 (Migne, t. CXXV, col. 665).

2. Hammourabi, col. V, l. 33 et suiv.

3. A Épidaure-Liméra, on jetait dans un étang des gâteaux comme on y jetait jadis des femmes, et, si les gâteaux surnageaient, c'était signe de malheur (Pausanias, III, 23, 8).

Toutes ces ordalies, qui se prêtaient à des emplois si variés, que sont-elles devenues dans la période historique de la Grèce? Si l'on admet que cette coutume juridique et religieuse a pris naissance en des temps où le droit et la religion étaient une seule et même chose et où les institutions politiques étaient encore enfermées dans le cercle étroit de la famille, on ne doit pas être surpris qu'au fur et à mesure que se séparaient plus nettement l'une de l'autre la justice, la religion et la politique, elles aient également recueilli et perpétué la vieille coutume en l'adaptant à des fonctions de plus en plus différentes.

Quand la justice de l'État eut assez d'autorité pour dicter des sentences de condamnation exécutoires, la preuve et la peine cessèrent d'être confondues. L'ordalie sous sa forme primitive n'existe donc pas dans la procédure des tribunaux grecs. Si on la voit encore pratiquée dans les siècles classiques et jusque dans les derniers temps de la Grèce ancienne, cette persistance s'explique seulement par la faculté qu'eurent toujours les parties de terminer une affaire, même criminelle, en dehors des tribunaux. Mais devant la justice de l'État, les ordalies, au lieu d'être à la fois des peines et des preuves, devinrent ou des peines ou des preuves. Les plus formidables, celles qui amenaient la mort sauf un miracle, servirent aux exécutions capitales : en Grèce, comme à Rome, le condamné à mort fut jeté à la mer dans un sac, s'il expiait un crime exceptionnellement atroce, et précipité dans un gouffre, s'il était l'auteur d'un crime ordinaire. Pour la preuve, on se contenta, en règle générale, d'un simple simulacre, puis d'un symbole oral : le serment remplaça l'ordalie et la rappela toujours par la terrible imprécation dont il s'accompagnait et qui n'était qu'une ordalie en paroles. Mais les personnes qui n'étaient pas admises à jurer, les *capite minores*, continuèrent d'être soumises à l'ordalie réelle : ce fut la torture inquisitoriale. Comment se fait-il que chez tant de peuples, et non pas seulement chez les Grecs, on trouve toujours aux débuts de la procédure probatoire l'obligation alternative du serment et de la question? Entre ces deux moyens de preuve il n'existe d'autre lien logique que l'imprécation, et leur origine commune, la source où ils prennent leur puissance meurtrière, ne peut être que l'ordalie primitive.

De son côté, la religion grecque a conservé l'ordalie dans un grand nombre de consultations mantiques et de solennités rituelles.

Parmi les cérémonies de ce genre, la plus connue c'est le saut de Leucade, parce que l'île de ce nom concentra peu à peu et s'appria définitivement toutes les légendes de sauts leucadiens. Mais il y avait bien d'autres endroits où les prêtres sautaient pour honorer un dieu, imitant les prêtres du temps passé qui sautaient pour établir leur droit au sacerdoce ; il y avait même bien d'autres procédés qui servaient au même usage, par exemple les charbons ardents.

Enfin, dans la vie publique, plusieurs institutions sont des ordalies mitigées. Tel est le tirage au sort des magistratures ; tel est ce curieux examen des magistrats qui se place entre la nomination et l'investiture et qui s'appelle la mise à l'épreuve ou *docimasie*. Le tirage au sort, Fustel de Coulanges a démontré suffisamment qu'il est en rapport avec les croyances les plus antiques de la race grecque. Mais la véritable origine de la coutume, du rite, est fixée par ces deux faits, que la question de succession aux magistratures, primitivement héréditaires, était jadis une pure question de statut personnel et que bien des peuples de par le monde ont eu recours pour toutes sortes de contestations à l'ordalie par le sort. Quant à la *docimasie*, elle est restée manifestement une ordalie dans le cas des prêtres et des prêtresses qui, avant d'entrer en fonctions, devaient boire du sang de taureau ou s'exposer à mourir brûlés. Elle l'est, par conséquent, aussi dans le cas des magistrats, puisque le pouvoir sacerdotal et le pouvoir politique sont restés longtemps réunis entre les mêmes mains. De la *docimasie*, comme du tirage au sort, on peut dire avec Platon, mais en donnant à ce mot une signification rétrospective et profondément historique : « C'est un jugement de Zeus, » Διὸς γὰρ δὴ κρίσις ἐστι¹.

Et maintenant, après avoir dégagé de la fiction toute une série de faits pour les relier par des hypothèses aussi vraisemblables que possible et les projeter dans l'histoire, de toutes ces anecdotes, de tous ces rapprochements, de toutes ces explications, que faut-il retenir ? Consultée sur la question de l'ordalie, la fable antique nous a donné des réponses précieuses. Elle nous a confirmé une fois de plus l'identité primordiale du droit avec la religion, mais avec une religion fruste, plus voisine de la magie

1. Platon, *Lois*, p. 757 B.

que de la morale. Elle nous a fait voir avec une netteté unique les rapports de la procédure criminelle et du droit pénal avec les croyances sur l'autre monde. Elle nous a rendu ce service inestimable de nous placer, dans les groupes inférieurs, au début d'une évolution qu'on peut suivre jusqu'à son dernier terme dans les cités parfaitement organisées. Mais allons au fond des choses. D'où vient que pour la connaissance d'une coutume universelle, on ait tant à gagner au contact d'une société particulière? C'est que le peuple grec, avec sa mythologie pleine de réalités vivantes et drues, fournit aux études de droit comparé un point de départ tellement reculé que, pour en retrouver l'équivalent, il faudrait rechercher dans l'anthropologie des milliers de documents fragmentaires. C'est que le peuple grec a toujours su donner aux conceptions communes de l'humanité ce qui est la qualité maîtresse et la marque distinctive de son génie, la précision. C'est qu'enfin le peuple grec est le seul qui, dans l'espace de quelques siècles, avec une incroyable rapidité, nous mène des origines barbares à la civilisation la plus raffinée. Dès lors, la question de l'ordalie n'est pas la seule dont on puisse chercher la solution dans les légendes et les textes historiques de la Grèce. Chaque fois que les juristes, les historiens et les sociologues voudront connaître les coutumes et les croyances des sociétés primitives, chaque fois qu'ils voudront comprendre comment de la superstition la plus grossière ont pu sortir par des ramifications infinies les institutions parfois les plus délicates, ils feront bien de regarder vers un pays dont le droit présente en un puissant raccourci le tableau complet des transformations sociales.

Gustave GLOTZ.

L'AFFAIRE DE SAVOIE

EN 1860

ET L'INTERVENTION ANGLAISE

La Savoie du Nord se trouve dans une situation unique en Europe. Au point de vue politique et administratif, elle appartient à la France, et ceux qui la visitent n'auraient aucune raison de supposer qu'elle n'est pas française au même titre que tout autre territoire du centre, de l'est ou de l'ouest. Mais, en même temps, elle ressortit au système défensif de la Suisse. Qu'une guerre éclate, les troupes cantonnées sur la rive sud du Léman doivent se retirer et faire place aux fusiliers fédéraux; ainsi le veut le traité de Vienne.

Mais, si le principe est formel, l'application n'en a pas été réglée; on n'est même jamais tombé d'accord sur l'étendue des droits et des devoirs des deux nations voisines. De là une question ouverte qui, depuis quelque quatre-vingt-dix ans, a fait couler l'encre à flots. Elle a été discutée avec passion entre la Suisse et la Sardaigne, entre la France et la Suisse, et, une fois au moins, en 1860, elle a occupé l'Europe et provoqué des incidents et manœuvres diplomatiques qui ne manquent pas d'intérêt et dont le récit peut être tenté aujourd'hui¹.

1. La principale source utilisée pour cette étude est la correspondance des agents diplomatiques de la Confédération suisse dans l'année 1860. Cette correspondance, que j'ai pu consulter grâce à une autorisation bienveillante, se trouve aux archives fédérales de Berne; elle est répartie dans six portefeuilles marqués d'une étiquette portant la rubrique *Savoyerfrage, politische Akten* et la désignation du mois ou des mois. Dans l'intérieur de chaque carton, les pièces sont rangées par ordre chronologique. Dans ces conditions, je ne crois pas nécessaire d'indiquer constamment en note la provenance de mes documents. Il est entendu que toutes les lettres citées dans le texte, accompagnées de la date et sans autre indication, viennent des archives fédérales suisses.

I.

Le 29 mars 1815, les plénipotentiaires des puissances, réunis au congrès de Vienne, signaient un protocole, dont le premier article était ainsi conçu : « Que les provinces du Chablais et du Faucigny et tout le territoire au nord d'Ugines, appartenant à S. M., fassent partie de la neutralité de la Suisse garantie par toutes les puissances, c'est-à-dire que, toutes les fois que les puissances voisines de la Suisse se trouveront en hostilités ouvertes ou imminentes, les troupes de S. M. le roi de Sardaigne, qui pourraient se trouver dans ces provinces, se retireront et pourront, à cet effet, passer par le Valais, si cela devient nécessaire; qu'aucunes autres troupes armées d'aucune puissance ne pourront y stationner, ni les traverser, sauf celles que la Confédération suisse jugerait à propos d'y placer. Bien entendu que cet état de choses ne gêne en rien l'administration de ces provinces, où les agents civils de S. M. le roi pourront aussi employer la garde municipale pour le maintien du bon ordre¹. »

Chose curieuse, cette clause, qui paraît éminemment avantageuse à la Suisse, était demandée par le Piémont; elle figurait parmi les concessions que le gouvernement sarde réclamait en échange d'un certain nombre de communes savoisiennes qu'il cédait au canton de Genève. Il est compréhensible que les contemporains aient éprouvé quelque embarras et que la postérité ait discuté sur le sens d'un article aussi singulièrement encadré et rédigé.

Aujourd'hui, le secret n'est pas absolument éclairci; peut-être les archives de Turin ou de Rome nous réservent-elles encore quelques surprises. Mais, d'après la publication des lettres de Pictet de Rochemont², le principal des négociateurs genevois au congrès de Vienne, les grandes lignes de cette affaire apparaissent assez bien.

Pendant la campagne de 1814, les puissances alliées, désireuses de créer dans l'Europe centrale une barrière solide,

1. Tous les actes et documents concernant la question de Savoie à l'époque du congrès de Vienne sont exposés dans le livre de Gonzenbach : *la Suisse et la Savoie considérées dans leurs relations de neutralité*.

2. *Biographie, travaux et correspondance diplomatique de C. Pictet de Rochemont*, par Ed. Pictet.

capable d'arrêter dans l'avenir les offensives de la France, songèrent à rectifier les frontières de la Suisse. Cette intention est exprimée dans plusieurs notes. Le 22 avril, encore, les plénipotentiaires d'Autriche, de Russie et de Prusse accrédités auprès de la Diète fédérale, Schraut, Capodistria et Chambrrier, déclaraient : « Qu'il était dans l'intention des puissances d'assurer à la Suisse une frontière naturelle et forte, qui pût toujours être défendue avec succès, même contre des forces supérieures¹. »

Ces desseins ne se réalisèrent pas. Le long du Jura, la frontière resta très défectueuse ; le pays de Gex, entre autres, que tous les militaires considéraient comme indispensable à la défense de la Suisse, demeura français. Au sud du Léman, cependant, les plénipotentiaires des puissances projetèrent une innovation : tandis que le premier traité de Paris rendait à la Sardaigne les anciennes provinces de Maurienne et de Tarentaise, il ne stipulait rien quant au Chablais et au Faucigny. Ces territoires, dans l'opinion de plusieurs diplomates, devaient passer à la Suisse ; ils seraient occupés par des troupes autrichiennes jusqu'à ce que le congrès de Vienne eût fixé leur sort.

Il est donc compréhensible que le gouvernement de Turin, déçu dans quelques-unes de ses espérances, ait cherché une combinaison qui lui permit de recouvrer une possession ancienne sur laquelle il avait fermement compté. Mieux valait grever d'une servitude ces provinces, d'ailleurs presque impossibles à défendre, que de ne pas les avoir du tout. C'est l'envoyé sarde à Vienne, Saint-Marsan, qui, le premier, parla d'étendre au Chablais et au Faucigny la neutralité suisse, et, sans doute par un effet de cette négociation², les Autrichiens évacuèrent la Savoie du Nord que les Piémontais occupèrent à leur place.

La proposition sarde, lentement ébruitée, reçut l'appui des délégués genevois. Ceux-ci, désireux de remédier aux défectuosités géographiques de leur territoire par l'adjonction de quelques districts savoisiens, entrevirent une ingénieuse combinaison. En

1. Cf. Gonzenbach, *la Suisse et la Savoie*, p. 41.

2. Je ne connais aucun document qui établisse que la démarche du gouvernement sarde ait provoqué l'évacuation de la Savoie. Mais la parfaite coïncidence dans le temps entre la proposition de Saint-Marsan et le retrait des troupes autrichiennes est caractéristique ; elle permet de supposer un rapport de cause à effet. Schweizer exprime cette opinion dans son ouvrage : *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, p. 889.

échange de la protection dont la Suisse couvrirait la Savoie du Nord, le roi de Sardaigne céderait un certain nombre de communes destinées à arrondir le nouveau canton de Genève.

Ainsi, pour les principaux intéressés, la neutralisation de la Savoie a été un moyen plutôt qu'un but. Ils ne se sont pas occupés de savoir en faveur de qui cette clause était établie¹. Les représentants des puissances, qui voulaient du bien à la république de Genève comme au roi de Sardaigne, admirèrent ce projet; ils y voyaient un expédient heureux, propre à concilier des engagements contradictoires et à fermer à la France les voies d'accès du Simplon. La résistance vint plutôt des délégués de la Diète suisse, Reinhard, Wieland et de Montenach, qui, liés par des instructions assez étroites, voulaient, par-dessus tout, éviter de jeter leur pays dans des aventures. C'est probablement pour calmer les appréhensions de ces hommes et ne pas exposer tout l'arrangement à un refus de la Diète que l'occupation militaire de la Savoie, d'obligatoire qu'elle était d'abord, devint facultative.

Une seule chose paraît singulière : comment le gouvernement sarde a-t-il pu signer un acte qui lui imposait, en cas de guerre, l'abandon d'une partie de son territoire, alors qu'il n'était pas sûr que d'autres en assurerait la défense? Peut-être faut-il tenir compte d'une pression exercée par les puissances; mais cela s'explique surtout par le trouble où le retour de Napoléon jeta toutes les cours de l'Europe et l'idée que de nouvelles stipulations interviendraient à bref délai qui infirmeraient toutes les dispositions déjà arrêtées.

Le second congrès de Paris, en effet, donna au Piémont la Savoie occidentale; mais il ne changea rien à la situation des territoires neutralisés et se borna à en augmenter la surface. D'après le traité du 20 novembre 1815, « la neutralité de la Savoie sera étendue au territoire qui se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugines, y compris cette ville, au midi du lac d'Annecy, par Faverges jusqu'à Lécheraine, et de là au lac du Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny, par l'article 92 de l'acte final du congrès de Vienne² ». Cette zone était étroite-

1. Il n'en a pas été de même de la postérité; cette question est encore discutée aujourd'hui.

2. Le protocole du 29 mars forme l'article 92 de l'*Acte final*.

ment liée à la Suisse : « ... Les puissances reconnaissent et garantissent également la neutralité des parties de la Savoie désignées par l'acte du congrès de Vienne du 29 mars 1815 et par le traité de Paris de ce jour, comme devant jouir de la neutralité de la Suisse de la même manière que si elles appartenient à celle-ci. »

Un nouveau règlement des questions intéressant le roi de Sardaigne et la Confédération suisse devait à la vérité intervenir. Il était d'autant plus nécessaire que, dans les derniers mois de 1815, déjà, des difficultés s'étaient élevées entre le gouvernement sarde et le Directoire fédéral relativement à l'interprétation du protocole du 29 mars. L'un prétendait voir une obligation là où l'autre ne se reconnaissait qu'un droit. Quant à la fixation exacte des circonstances où la Savoie du Nord pourrait ou devrait être occupée; quant au mode d'évacuation ou d'introduction des troupes, aux rapports entre les pouvoirs civils et les autorités militaires, à l'entretien des soldats, etc., rien n'avait été arrêté... Mais le traité que les plénipotentiaires des deux États signèrent à Turin le 16 mars 1816 ne résolut guère que des questions territoriales; les négociateurs, constatant qu'ils ne pouvaient tomber d'accord, laissèrent de côté les points litigieux et se bornèrent à rappeler, dans un article assez singulièrement conçu, les stipulations des traités de Vienne et de Paris que la Suisse comme la Sardaigne s'engageaient à respecter exactement. C'était transformer une difficulté temporaire en un conflit permanent.

Ainsi, la Savoie du Nord a été placée, par une décision de l'Europe, dans une situation sans précédent en droit international; mais cette situation a été insuffisamment précisée. Les puissances se sont promptement désintéressées de leur œuvre; pendant près d'un demi-siècle, le mot de Savoie n'a paru que rarement dans des notes de chancellerie. Le gouvernement sarde, sans contester à la Suisse son droit d'occupation, ne s'est pas mis d'accord avec elle sur les points contestés. En Suisse, malgré quelques velléités d'intervention, on ne s'est jamais décidé à envoyer des troupes en Savoie; mais l'idée est demeurée très ferme que les districts du Chablais et du Faucigny sont un pays à part, sur lequel la Confédération possède des droits et qui est nécessaire à sa défense.

II.

La guerre de 1859 éclata. Elle fut une surprise pour bien des gens, et le grand public, qui ignorait l'arrangement de Plombières, n'en vit que tardivement se dessiner les conséquences. Mais, dès l'abord, il parut évident à chacun que de grands changements territoriaux allaient s'opérer : les uns parlaient de la formation imminente d'une Confédération italienne de vingt millions d'âmes; d'autres, d'une réunion de la Savoie à la France. En Suisse, un courant d'opinion assez fort poussait le gouvernement à agir; le moment était venu, semblait-il, de sortir d'une situation fausse, de transformer ce qui n'avait été jusque-là qu'un droit d'occupation en une possession effective.

Le Conseil fédéral n'était pas en fort bonne posture. Quoi qu'il advînt, les rapports entre la Suisse et la Savoie du Nord devaient changer. L'occupation militaire, exécutable à la rigueur en face du petit Piémont, devenait beaucoup plus difficile à réaliser si la Savoie ressortissait à la grande Confédération italienne, parfaitement en état de la défendre. Si elle passait à la France, la différence se marquait encore mieux, car elle devenait alors partie intégrante de la puissance contre laquelle, précisément, la Suisse avait mission de la protéger; quant aux clauses secondaires du protocole du 29 mars, aux réserves faites en faveur du roi de Sardaigne, à la retraite des troupes par le Valais..., tout cela ne serait plus qu'un non-sens. Le gouvernement fédéral pouvait donc éléver des réclamations en invoquant la logique; il pouvait, comme il le fit dans l'automne 1859, par une circulaire adressée aux puissances signataires du traité de Vienne, demander à être entendu dans toute conférence qui s'occuperaient des affaires de Savoie. Mais dérivait-il de là que la Suisse eût un droit positif sur une partie de cette province, qu'elle pût en interdire le transfert d'une nation à une autre ou réclamer une augmentation de territoire?... Rien dans les protocoles de Vienne ou de Paris ne justifiait une pareille prétention. Il fallait donc, du côté suisse, procéder avec infiniment de tact et de prudence, éviter de s'engager à fond dans une affaire aussi peu sûre.

A la fin de janvier 1860, il devint nécessaire de prendre une décision. Le doute n'était plus permis : la Confédération italienne, avec laquelle le Conseil fédéral avait un peu trop compté,

rentrait dans l'ombre ; Napoléon III, qui avait essayé quelque temps d'enrayer les conséquences de sa guerre, rendait la main à ses protégés. Mais il exigeait le prix du combat auquel il avait renoncé au moment de Villafranca ; la Savoie et Nice devaient être la rançon des agrandissements du Piémont en Italie. Et Cavour, qui revenait aux affaires après une courte éclipse, se prêtait à l'exécution de ces projets.

Alors, le gouvernement suisse intervint ; il chargea son ministre à Paris, M. Kern, d'exposer à l'empereur le grand intérêt que la Confédération portait à la Savoie et d'insister pour obtenir une cession de territoire au cas où le *statu quo* ne serait pas maintenu. C'était entrer un peu vivement en matière ; mais, au début du moins, le succès parut répondre à cet effort. Napoléon III, en effet, avait de vives sympathies pour la Suisse, son ancien pays d'adoption, qui, en 1838, avait pris les armes en sa faveur ; de plus, il s'inquiétait du mauvais vouloir de l'Europe et ne demandait pas mieux que de se la concilier en prouvant sa modération par des actes.

Les ouvertures de Kern furent donc bien accueillies :

L'empereur m'a chargé de vous dire, lui répondait le ministre Thouvenel au commencement de février, que, si l'annexion devait avoir lieu, il se ferait un plaisir, par sympathie pour la Suisse, à laquelle il porte toujours un intérêt particulier, de lui abandonner comme son propre territoire les provinces du Chablais et du Fauçigny.

Des déclarations semblables furent faites aux cabinets de Turin et de Londres, ainsi qu'au président de la Confédération suisse, par le chargé d'affaires de France à Berne. Napoléon III ne fit aucune difficulté pour confirmer les paroles de son ministre¹.

1. Cf. le message présenté par le Conseil fédéral aux Chambres le 28 mars 1860 et le rapport de gestion lu au commencement de l'année suivante (*Feuille fédérale*, 1860, t. I, p. 464; 1861, t. I, p. 854). — Dans une note écrite, déposée aux archives, le président Frey Hérosée reproduit comme suit une déclaration que vient de lui faire Tillos, chargé d'affaires de France à Berne, — 6 février, — « Je suis chargé de dire verbalement, et d'une manière très confidentielle, au président de la Confédération suisse, que la question de Savoie n'est nullement sur le tapis actuellement, mais qu'elle pourrait pourtant devenir bien importante pour la France dans le cas où le Piémont, par l'annexion de plusieurs provinces, deviendrait une puissance plus forte. Alors, la

L'empereur était-il sincère quand il prenait des engagements si explicites? On lui a prêté de noirs desseins; on a dit qu'il ne voulait que leurrer la Suisse, paralyser son opposition jusqu'au moment où les protestations du Conseil fédéral se heurteraient à un fait accompli; ou, mieux encore, qu'il cherchait, en l'engageant avec lui, à la compromettre aux yeux de l'Europe afin d'enlever toute valeur à ses réclamations futures. Mais ce ne sont là que des suppositions dont la preuve n'a jamais été faite. Au contraire, plusieurs contemporains ont affirmé que Napoléon III avait été un moment résolu à céder la Savoie du Nord à la Suisse¹, et, s'il n'en avait pas été ainsi, l'empereur n'aurait-il pas procédé avec plus de prudence? Aurait-il informé de ses intentions la diplomatie étrangère?

Mais, réelles ou non, ces intentions généreuses ne durèrent pas. Dès la fin du mois de février, Napoléon III se refroidit visiblement à l'égard de la Suisse. Le 1^{er} mars, en ouvrant les séances du Corps législatif, il parle de la réunion probable des versants nord des Alpes à la France, mais ne souffle mot des demandes de la Confédération. Presque en même temps, le ministre Kern, qui sollicite une confirmation écrite des engagements oraux pris quelques semaines auparavant, se heurte à un refus catégorique de la part de Thouvenel. Le 9 mars, le Conseil fédéral, dont l'inquiétude augmente, renouvelle sa démarche; il invoque un vieux traité passé en 1564 entre la république de Berne et le duc de Savoie, par lequel les deux parties s'interdisent de céder à un autre État les districts voisins du Léman; il déclare que les provinces neutralisées ne peuvent changer de maître sans l'assentiment de la Suisse et demande à prendre

France aurait à prétendre à une bonne frontière militaire de ce côté; et, dans ce cas, S. M. l'empereur ne se refuserait pas à une cession à la Suisse des provinces du Chablais et du Faucigny qui lui seraient abandonnées. »

1. Thouvenel, ministre des Affaires étrangères, le dit au cours de sa correspondance avec Gramont. Il lui envoie entre autres, à titre confidentiel, une pièce préparée pour lord Cowley, où se trouvent ces lignes: « ... La soustraction de la Savoie aux possessions du roi de Sardaigne ne devrait pas entraîner l'abolition des clauses relatives à la neutralisation éventuelle du Chablais et du Faucigny, et, dans le but de les entourer d'une force nouvelle, il nous semblerait désirable que ces pays pussent être réunis d'une façon définitive à la Suisse. » Ce mémoire porte la date du 7 février 1860. Cf. *le Secret de l'empereur*, par L. Thouvenel, t. I, p. 29. — Le prince de La Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Berlin, exposait, au mois d'avril, la même opinion à l'Envoyé extraordinaire Dapples. Cf. la lettre de Dapples du 25 avril 1860.

part à toute négociation qui s'ouvrira à ce propos. Quelques jours après, sur de mauvaises nouvelles qui lui viennent de la Savoie, il proteste à Paris et à Turin contre toute annexion du territoire neutralisé qui se ferait sans entente avec la Confédération et sans le consentement des puissances.

Du côté français, les refus se succèdent. Aux notes du Conseil fédéral, le ministre Thouvenel répond par d'autres notes. Il récuse absolument le traité de 1564, reprend l'ancien point de vue sarde et soutient que la neutralité de la Savoie du Nord a été décrétée en faveur du Piémont comme une charge imposée à la Suisse. C'est une véritable polémique qui se poursuit pendant des semaines et des mois. Et le cabinet de Turin, qui tire ses inspirations de Paris, développe les mêmes arguments et oppose aux demandes fédérales les mêmes fins de non-recevoir. Que s'était-il passé?

Napoléon III ne brilla jamais par l'esprit de suite. A part un certain nombre d'idées, ou plutôt de sentiments, qui lui tenaient particulièrement au cœur et qu'il faisait reparaitre avec un « doux entêtement », il se laissait volontiers porter et réglait sa conduite sur les circonstances autant et plus que ce n'est le devoir d'un chef de grand État. Ses fluctuations, quant à la Savoie, n'ont donc rien qui doive surprendre. En 1860, l'empereur expliquait le brusque changement de son attitude par les dispositions des Savoisiens eux-mêmes, qui, disait-il à lord Cowley, ne pouvaient se décider à devenir Suisses¹. Ce n'était pas exact : les Savoisiens du Sud, qui formaient majorité, manifestaient une grande répugnance en face d'une dislocation possible de l'ancien duché ; mais ceux du Nord se seraient volontiers ralliés à la Suisse, à laquelle les rattachaient presque tous leurs intérêts ; ils l'avaient déjà demandé en 1814 ; ils pétitionnèrent de nouveau dans ce sens en février 1860.

Plus importante était l'opinion de la France. Les projets annexionnistes de l'empereur avaient été bien accueillis ; mais la perspective d'un partage possible provoquait la plus vive désapprobation. Et, tandis que les journaux officieux célébraient le succès de l'empereur et le voulaient complet, éclatant, l'opposition n'était que trop disposée à taxer de faiblesse les actes de con-

1. C'est ce que, sur les indications fournies par son ambassadeur à Paris, Lord John Russel déclarait, dans un discours aux Communes, le 23 juin 1860.

descendance¹. Or, Napoléon III, qui, en annexant la Savoie, voulait, avant tout, agir sur l'opinion, devait éviter ce désaveu.

Enfin, il est probable que l'attitude du gouvernement suisse, son insistance à réclamer la confirmation des premières promesses, la hâte avec laquelle il recourut aux protestations écrites indisposèrent l'empereur et compromirent toute la négociation. Mais, ici, des éléments nouveaux interviennent; en adoptant cette ligne de conduite, le Conseil fédéral subissait des influences du dehors.

III.

Les velléités annexionnistes de Napoléon III provoquaient une certaine émotion en Europe; elles semblaient justifier sur le tard les inquiétudes que le second empire français avait inspirées à son début. N'était-ce pas là un retour à la politique de conquête si naturelle chez un Bonaparte?

Ces inquiétudes n'existaient pas au même degré partout. La Russie, très éloignée du théâtre des événements, en coquetterie avec la France officielle, ne s'émut pas. Elle déclara, à plus d'une reprise, faire cause commune avec l'Europe, mais ses sympathies allaient plutôt au gouvernement de Napoléon III; elle lui rendit même quelques petits services².

L'Autriche ne pouvait éprouver aucun plaisir d'un agrandissement de la France. Mais, après tout ce qui s'était passé, sa diplomatie était décidée à ne plus s'émouvoir de rien, et l'embarras de certaines puissances, qui, peu auparavant, l'avaient très gaillardement lâchée dans le malheur, n'était pas sans provoquer chez elle un peu de satisfaction³.

1. Le diplomate russe Budberg, qui revenait d'un séjour à Paris, citait à Dapples un mot de Thiers qu'on répétait dans tous les salons: « Vous verrez qu'il est trop bête pour savoir nous rendre seulement la Savoie. C'est la seule bonne chose qu'il aurait faite. » Cf. lettre de Dapples du 16 mai 1860.

2. Thouvenel écrivait à Gramont le 8 avril: « La Russie nous est tellement secourable dans la question de Savoie que je commence à m'inquiéter de la récompense qu'elle nous demandera » (*le Secret de l'empereur*, t. I, p. 120).

3. « Il serait vraiment absurde, disait l'*Ostdeutsche Post* du 18 mars, que l'Autriche fût là pour protéger les traités quand d'autres sont attaqués, tandis qu'on la laisse sans aide ni protection quand elle l'est elle-même. » — « De quel œil verrez-vous les annexions françaises en Savoie et à Nice? » demandait l'ambassadeur anglais, Lord Loftus, à M. de Rechberg, « du même œil que les annexions dans l'Italie centrale, » réplique froidement le chef du cabinet de Vienne. Cité par P. de La Gorce, *Histoire du second Empire*, t. III, p. 207.

En Prusse et en Allemagne, l'émotion était beaucoup plus grande. La théorie des frontières naturelles, qu'on ne se faisait pas faute d'invoquer à Paris à propos de la Savoie, paraissait menaçante pour la rive gauche du Rhin. Des bruits d'annexions françaises couraient les rédactions de journaux et agitaient désagréablement le public. Des craintes s'exprimaient jusque dans le monde diplomatique et princier¹. Mais ces protestations devaient rester platoniques; seul le gouvernement prussien aurait eu la force d'agir, et les discussions qui s'étaient élevées l'année précédente quand on avait parlé d'entrer en campagne contre la France, comme aussi les embarras inséparables d'une régence le condamnaient à une prudence extrême.

Plus blessée encore était l'Angleterre. La brusque intervention de Napoléon III en faveur des Italiens l'avait surprise et inquiétée; mais, quand l'empereur s'était arrêté, après Villafranca, Lord John Russel, chef du *Foreign office*, le remplaça aussitôt comme conseiller et protecteur des Italiens et se fit sans frais aucun une remarquable popularité dans la péninsule. Les événements se dessinaient alors de la façon la plus favorable pour l'Angleterre: Napoléon créant de ses propres mains sur ses frontières un grand État, qui, un jour, pourrait lui devenir hostile, et cet État se plaçant de prime abord dans la clientèle britannique...! que pouvait-on rêver de plus magnifique sur les bords de la Tamise?

Cette satisfaction prit fin quand il fut question de céder la Savoie à la France. A l'inquiétude que cette annexion ne correspondit à un changement dans la politique impériale se joignait un mécontentement très vif mêlé de mauvaise humeur; on aurait dit que la France, tirant des avantages de sa guerre victorieuse, commettait à l'égard de sa voisine un acte de félonie. La reine ne faisait que devancer les sentiments de son peuple quand, à la date du 5 février, elle écrivait à Russel, qui venait de lui annon-

1. Le 4 mars 1860, le prince régent de Prusse écrivait au prince Albert à propos de la Savoie: « ... Personne n'est plus intéressé à la question que la Prusse et l'Allemagne, à cause de la rive gauche du Rhin, qui correspond exactement à ce que les versants des Alpes seraient comme ligne géographique de protection, en cas d'une invasion par les défilés des Alpes. A ce point de vue, nous sommes plus intéressés et forcés de protester hautement contre tout projet d'annexion de ce genre que toutes les autres grandes puissances... » Cf. *le Prince Albert de Saxe-Cobourg*, par Théodore Martin. Édition française, t. II, p. 373.

cer l'annexion de la Savoie et de Nice : « Nous avons été complètement dupés... Le retour à l'alliance anglaise, à la paix universelle, au respect des traités, à la fraternité commerciale, etc., n'était qu'un masque pour cacher à l'Europe une politique de spoliation... » Puis viennent des accusations d'injustice, de mauvaise foi, etc.¹.

Cette mauvaise humeur instinctive s'aggravait, chez les ministres, d'une crainte très justifiée quant à leur maintien au pouvoir. Le cabinet Palmerston-Russel avait été accusé plus d'une fois de francophilie. En 1851, déjà, son chef avait dû résigner ses fonctions de ministre des Affaires étrangères pour avoir approuvé, d'une façon qu'on taxait de cynique, le coup d'État de Louis Napoléon. Depuis, la guerre de Crimée était venue, l'alliance française avait fait ses preuves; mais l'opinion publique n'avait pas été absolument persuadée. Un peu d'inquiétude était resté au cœur des fidèles sujets de la reine; et quand, au mois de janvier 1860, on avait appris la signature du traité de commerce, bien des gens s'étaient écriés qu'on livrait l'industrie anglaise à la France, cela au moment même où, de l'autre côté du détroit, on accusait le gouvernement d'ouvrir la France aux produits anglais.

L'opposition, sans avoir des idées très arrêtées en matière économique, se préparait à attaquer le ministère lors de la discussion du traité de commerce. La nouvelle de l'annexion de la Savoie ne pouvait que fortifier son offensive, qui s'inspirerait de cette idée maîtresse : les ministres hypnotisés par l'alliance française, exclusivement occupés d'affaires commerciales, ne veillent plus aux intérêts du pays et de l'Europe.

L'accusation était d'autant plus redoutable qu'elle contenait une part de vérité. Palmerston et Russel, revenus au pouvoir en juin 1859, avaient longtemps ignoré la « conspiration » de Plombières, et le brusque revirement de Napoléon III, qui, d'une entreprise purement désintéressée, tentée pour le triomphe d'une idée, avait fait une « affaire », les avait surpris comme tout le monde. Rien ne montre mieux l'embarras des ministres que leur attitude devant les Chambres : alors qu'ils sont dûment informés par leurs agents des intentions françaises, ils continuent

1. *Le Prince Albert de Saxe-Cobourg*, par Théodore Martin. Édition française, t. II, p. 370.

de déclarer qu'aucun fait nouveau n'est venu confirmer les craintes de l'opposition, de nier ce que chacun sait¹. On dirait qu'ils veulent gagner du temps.

Le pis était que les moyens d'action manquaient. Le gouvernement anglais était trop engagé avec la France, au point de vue commercial, par le traité dont les détails restaient à fixer, en politique par l'expédition de Chine, pour rompre en visière avec elle sur une question relativement secondaire. A Turin, rien à faire! Cavour ne pouvait céder que la mort dans l'âme le berceau de la dynastie royale; mais sa fermeté et sa décision étaient suffisamment connues; si l'abandon de la Savoie lui paraissait indispensable pour la réalisation de ses vastes plans, il était homme à aller jusqu'au bout et à se charger de toutes les responsabilités. L'Europe restait passive; elle pouvait exprimer des craintes, mais aucun de ses représentants ne tenterait une démarche comminatoire à Paris. Un seul pays, la Suisse, paraissait s'émouvoir sérieusement. Dans sa première circulaire aux puissances, au mois de novembre 1859 déjà, elle avait invoqué les traités de Vienne; ses démarches à Paris n'étaient pas restées inaperçues; faute de mieux, le gouvernement anglais pouvait encourager ses réclamations, se les approprier, greffer sur la protestation helvétique tout un plan de résistance.

Il était tout à fait dans la méthode de Palmerston de faire servir à ses fins les États secondaires. La Suisse elle-même, en 1847, lui avait fourni l'occasion d'un éclatant triomphe sur l'Europe

1. Le 7 février, à la Chambre haute, Lord Normanby interpelle le gouvernement à propos de la Savoie; il invoque de soi-disant engagements de Napoléon III et somme les ministres d'empêcher toute annexion. Lord Granville répond que le gouvernement a reçu l'assurance que la France n'a pour le moment aucune velléité d'annexion; Cavour a dit également qu'il n'avait pas l'intention de vendre, de céder, pas plus que d'échanger la Savoie. — Lord Normanby reprend son interpellation le 23 avril. Il reproche à Lord Cowley d'avoir manqué de vigilance, mais constate qu'il a informé Lord John Russell de la cession de Nice et de la Savoie le 5 février déjà. Cette dépêche du 5 a été enregistrée comme reçue le 8, et Normanby rappelle la réponse négative qu'on lui a donnée le 7 février. Le pays a donc été tenu systématiquement dans l'ignorance jusqu'à ce qu'il ne fût plus temps d'agir..., etc., etc. — La lettre de la reine, datée du 5 février, citée plus haut, prouve que, sur un point au moins, les reproches du noble lord étaient fondés. — N'ayant pas disposé d'une collection de journaux anglais pour l'année 1860, je me suis servi, pour les débats du Parlement, des compte-rendus très détaillés, allant parfois jusqu'à la reproduction intégrale des discours, que donne le *Moniteur universel*.

réactionnaire et le ministère Guizot. Une pareille campagne pouvait se renouveler; si elle aboutissait à un échec, de précieuses semaines n'en seraient pas moins gagnées et la barque ministérielle aurait le temps d'atteindre des eaux plus tranquilles. Après cela, le chef du cabinet et ses collègues étaient-ils sûrs d'agir pour le plus grand bien du petit pays dont ils allaient épouser la cause...? C'est douteux; mais comment exiger cela d'un homme qui mettait sa gloire à poursuivre en toute chose le profit de sa seule nation! L'intérêt du ministère anglais pouvait être adéquat à celui de ses protégés; il pouvait aussi, sans inconvénient aucun, y être opposé. A l'époque du *Sonderbund*, l'Angleterre rendit à la Suisse de signalés services; en 1860, il ne devait pas en être de même, tant s'en faut.

En effet, il était quasi impossible à la Confédération de recueillir des avantages en Savoie, et, en même temps, de faire le jeu du gouvernement anglais. Il était dans l'intérêt de la Suisse de rester en bons termes avec l'empereur des Français; seul Napoléon III avait le pouvoir et peut-être le désir de lui assurer de nouvelles frontières. Se lier avec l'Angleterre était beaucoup plus chanceux. Pour plaire à sa protectrice, la Suisse devrait réclamer le maintien du *statu quo*, invoquer les traités, demander une intervention de l'Europe. Mais tout cela ne pourrait que mécontenter Napoléon III et rendre très difficiles les négociations à l'amiable avec le gouvernement français. Il faudrait alors emporter de haute lutte ce qu'on n'aurait pu obtenir de la bienveillance de l'empereur; mais les dispositions de l'Europe permettaient-elles d'espérer un tel résultat? Les puissances qui laissaient s'accomplir en Italie tant d'événements contraires aux anciens traités allaient-elles, pour faire triompher les droits assez discutables de la Suisse, secouer leur torpeur et s'engager à fond, jusqu'à la démonstration armée si cela devenait nécessaire?

Le Conseil fédéral devait donc, sous peine de marcher à un échec, éprouver tous les moyens d'entente directe avec la France avant d'appeler l'Europe à son aide; il devait surtout se garder d'utiliser deux modes d'action, dont l'un paralysait l'autre.

Mais c'est un fait souvent constaté que les hauts magistrats de la Suisse, qui s'acquittent de leurs fonctions administratives avec une précision et une conscience remarquables, se trouvent fréquemment, dans la négociation diplomatique, en dessous de leur

tâche⁴. Les conseillers fédéraux de 1860 ne faisaient pas exception. Le président Frey Hérosée, très honnête homme assurément, était tout juste capable de diriger les relations extérieures de son pays dans une période de calme plat; à côté de lui, le Bernois Staempfli, qui paraît avoir été le membre influent de ce cénacle, manquait de souplesse et de prudence; parmi leurs collègues, personne ne semble avoir possédé la connaissance profonde des choses de l'Europe qu'une négociation aussi compliquée rendait indispensable. Et, pour comble de malheur, les agents improvisés que la Confédération employa se laissèrent plus d'une fois circonvenir par des interlocuteurs plus habiles qu'eux-mêmes; leur dévouement et leur bonne volonté ne suffirent pas à les mettre à la hauteur de diplomates de carrière. De là de nombreuses erreurs.

IV.

La bienveillance de l'Angleterre à l'égard de la Suisse se marqua dès le mois de janvier 1860. Peut-être était-ce une mesure préventive, car, à cette époque, on niait énergiquement à Paris comme à Turin qu'il fût question de céder la Savoie à la France, et les ministres anglais n'éprouvaient aucune inquiétude. Cependant, le 12 janvier, M. Harris, envoyé extraordinaire de Grande-Bretagne à Berne, informe le Conseil fédéral que son gouvernement est disposé à soutenir les droits de la Suisse. Le 20 janvier, Kern écrit de Paris que l'Angleterre encourage le gouvernement fédéral à s'occuper de la Savoie; Lord Cowley, l'ambassadeur britannique en France, lui a dit qu'à Londres on suit la chose de près. Cette assurance est confirmée dans une lettre du 27 janvier: « L'Angleterre, déclare Cowley, fera tout ce qui est en son pouvoir pour sauvegarder l'indépendance de la Suisse. »

Bientôt l'action anglaise se précise. Au commencement de février, le Conseil fédéral avait envoyé à Turin le conseiller d'État Tourte de Genève, que ses relations d'amitié avec Cavour désignaient pour ce poste. Tourte devait agir dans le même sens

1. Aujourd'hui encore, les principaux journaux de la Suisse ne cessent de déplorer cette infériorité. Les fluctuations du Département politique, qui est toujours dirigé par le président de la Confédération et change de titulaire chaque année, l'expliquent en partie.

que Kern à Paris, et, au cas où la cession de la Savoie serait inévitable, réclamer des garanties pour la Suisse et obtenir soit l'abandon direct des districts du nord, soit la promesse que les habitants du Chablais et du Faucigny seraient mis à même d'exprimer, dans une votation spéciale, leurs sympathies pour la Confédération.

L'envoyé suisse trouva le ministre sarde dans un grand embarras. Cavour, comme on pouvait s'y attendre, n'admettait pas qu'il eût quoi que ce soit à céder à la Suisse¹. Au cas où il serait obligé de renoncer à la Savoie, il ne voulait pas diminuer la valeur de son enjeu en le livrant amoindri ou en le reconnaissant grevé d'une servitude. Mais lui, qui s'emparait si volontiers du bien d'autrui, ne pouvait se décider à lâcher une parcelle du territoire de son souverain. Il se plaignait des ministres intérieurs, auxquels il venait de reprendre le pouvoir, qui n'avaient pas su exploiter l'attitude désintéressée de la France après Villafranca pour rendre à tout jamais impossible l'abandon de l'ancien duché de Savoie². Il espérait encore, par des prodiges de diplomatie, éloigner cette coupe amère de ses lèvres. Les réclamations de la Suisse, jointes à la mauvaise humeur de l'Angleterre, pouvaient devenir un élément de résistance; il fallait unir ces deux actions, les fortifier par un mouvement en Savoie même... Peut-être y aurait-il là de quoi faire lâcher prise à l'empereur.

Ces dispositions se font sentir dès le début dans la correspondance de Tourte. Le 9 février, il écrit que Cavour, tout en lui

1. Cavour écrivait, le 23 janvier 1860, au chevalier Des Ambrois, ministre sarde à Paris : « Je ne vous parlerai pas aujourd'hui de la question de Savoie... La seule chose qui me paraisse à faire, c'est de s'opposer à toute cession à la Suisse, car ce serait là un contrat de dupé, où il y aurait tout à perdre et rien à gagner. » Cf. *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 185. — Il va sans dire que les objections de Cavour tombaient si c'était Napoléon qui était le donateur. Il est même probable que ce partage l'aurait plutôt contenté. C'est ce qu'il a l'air de dire dans une lettre du 28 février au comte Arèse. Cf. *Ibid.*, t. III, p. 221.

2. Cavour disait à sir James Hudson : « ... Jamais je n'y aurais consenti si j'avais trouvé la question intacte; mais, pendant le ministère Ratazzi, le roi, laissé trop seul pour les Affaires étrangères, s'est laissé entraîner dans une correspondance particulière à ce sujet avec l'empereur, avec lequel il se trouve lié d'honneur » (lettre de Tourte du 16 février 1860). — Cette assertion de Cavour, un an et demi après l'entrevue de Plombières, est caractéristique et amusante aussi.

faisant un excellent accueil, a refusé, soit de céder directement des districts à la Suisse, soit d'y assurer une votation distincte. Mais il est possible que Napoléon III fasse quelque chose : il peut céder 80,000 Savoisiens à la Confédération. Il faut s'appuyer sur l'Angleterre et provoquer des manifestations dans la Savoie du Nord. La question est à Paris et à Londres, non plus à Turin.

Le lendemain, Tourte visite le ministre de Grande-Bretagne auprès de la royauté sarde, Sir James Hudson, et du coup, sans que cela, semble-t-il, ait souffert de difficulté, il tombe sous son influence au point de ne plus voir les choses que par les yeux de son respectable collègue. Entre les deux hommes, la conversation paraît avoir erré un peu ; l'envoyé anglais estime qu'il ne faut pas trop récriminer, surexciter les Français et provoquer une campagne victorieuse de l'opposition contre le ministère britannique. Mais, aussi, il encourage la Suisse à s'opposer à toute espèce de cession. « Ce n'est pas pour rien, écrit Tourte, que Cavour m'a tant prié d'aller voir Sir James Hudson ; il savait bien qu'il m'offrirait, comme il l'a fait, de nous allier et de marcher parfaitement unis pour contrecarrer toutes les velléités envahissantes de la France. Voyez tous les représentants des puissances, m'a-t-il dit, intéressez-les à la Suisse ; elles sont déjà bien disposées pour elle. Ameutez-les contre les prétentions de l'empereur ; ce sera facile, car elles ont peur. Je vous aiderai de toutes mes forces... » Sir James recommande encore à Tourte de faire « autant de bruit que possible » et de partir pour Londres pour prendre contact avec les ministres anglais. Tourte accepte de faire campagne à deux, « sous réserve qu'on éviterait toute démarche évidemment hostile à la France ».

Le 11 février, Tourte écrit ces lignes caractéristiques :

Sir Hudson (*sic*) recommande de demander pour la Suisse tout le territoire neutralisé ; il explique qu'avec cette réserve et celle de conserver à la Sardaigne la Haute-Maurienne, la cession du reste de la Savoie est sans grande importance... Je persiste à conseiller de s'adresser à Londres, parce que nous n'aurons rien d'assuré jusqu'à ce que nous ayons un arrangement de l'empereur avec l'Angleterre. Il est tout à fait erroné de croire que l'empereur s'entête dans une question parce qu'on lui fait opposition. Il a, au contraire, montré dans mainte occasion, et maintenant, assure-t-on, à cause de l'Italie centrale, qu'il sait fort bien modifier ses intentions premières.

Un peu plus loin, Tourte reconnaît que cette affaire « nécessairement prend plus ou moins l'apparence d'une opposition à la France ».

Rapprochons les dates : au commencement de février, Napoléon III montre les meilleures dispositions à l'égard de la Suisse. Le 6, Kern est informé qu'en cas de cession de la Savoie, les districts du nord seront abandonnés en toute propriété à la Confédération ; cette résolution est immédiatement transmise aux cabinets de Londres et de Turin. Rien ne pouvait être plus favorable à la Suisse que cette combinaison qui redressait la situation fausse créée par les traités de Vienne et de Paris. Or, c'est à ce moment même que Sir James Hudson, qui devait connaître exactement les intentions de l'empereur, engage l'envoyé par trop confiant et inexpérimenté du Conseil fédéral à réclamer le maintien du *statu quo*, à ameuter l'Europe contre les prétentions françaises et, en fin de compte, à réclamer toute la Savoie neutralisée, c'est-à-dire un territoire considérable, inutile à la défense de la Suisse et dont la seule revendication devait rendre tout arrangement à l'amiable impossible. Il faut reconnaître que le ministre de Grande-Bretagne exploitait de singulière façon l'alliance qu'il avait fait accepter à son collègue nouveau venu.

Cette attitude, du reste, ne se dément pas : le 16 février, Tourte exprime l'opinion que les offres françaises ne tendent qu'à endormir la Suisse, et toute une série de lettres postérieures renouvellent le même conseil : il faut agir énergiquement, s'opposer à la France, s'appuyer sur l'Angleterre.

D'autre part, le professeur genevois de La Rive, que sa grande réputation scientifique avait mis en rapports avec une foule de hautes personnalités européennes et qui connaissait intimement plusieurs hommes d'État anglais, exprimait la même opinion dans une succession de lettres au Conseil fédéral. Il écrivait le 5 mars : « Me permettez-vous de vous dire qu'on se défile un peu en Angleterre de M. Kern, qu'on regarde comme un peu trop dévoué à la politique de l'empereur, tout en reconnaissant qu'il sert très bien les intérêts suisses...? » et quelques jours après¹ : « Lord John Russel me fait dire qu'il faut tâcher de faire voter les Savoisiens en faveur du Piémont. »

1. Le 17 mars 1860. Ces lettres sont antérieures à la mission de M. de La Rive à Londres ; elles sont datées de Genève.

Les résultats de cette action se font promptement sentir. Il suffit, pour le constater, de mettre en regard, en respectant strictement la chronologie, les lettres que reçoit le Conseil fédéral et les instructions qu'il envoie à ses agents. Au début, il attendait tout de sa négociation avec l'empereur; brusquement, sur les avis qui lui arrivent du dehors, il prépare des protestations, insiste sur le maintien du *statu quo*, conteste à la France et à la Sardaigne le droit de disposer de la Savoie du Nord sans une décision de l'Europe; et, le 19 mars, il élargit la question et par une circulaire réclame l'intervention des puissances signataires des traités de Vienne¹. Peu après, cédant aux conseils de son délégué à Turin² et à l'impulsion de nombreuses sociétés patriotiques ou autres qui déclamaient et demandaient des mesures énergiques, le gouvernement suisse discute l'opportunité d'une occupation militaire du Chablais et du Faucigny, et, afin d'avoir des troupes sous la main, hâte, dans les cantons occidentaux, la date des cours de répétition³.

En France, c'est le contre-coup. Le 20 février déjà, Kern écrit que les faits et gestes de son collègue de Turin rendent sa position difficile et que Tourte est considéré à Paris « comme tirant en sens inverse de la France ».

Le 11 mars, Kern précise : l'empereur se plaint de ce qu'on n'aït pas eu de confiance en lui et qu'on aït travaillé contre lui à Turin et à Londres. Le 16, Tillos s'exprime dans les mêmes

1. Kern télégraphie le 19 mars : « Cowley recommande : accélérez note aux puissances. »

2. Tourte écrit le 21 mars : « Hudson, au nom de son gouvernement, déclare que le roi n'a pas le droit de céder le territoire neutralisé sans l'assentiment des puissances. Si nous n'appuyons pas immédiatement cette protestation de l'Angleterre et n'occupons pas le territoire neutralisé en même temps que les Français occuperont le reste de la Savoie, je considère notre cause comme perdue. » — Il est probable que Tourte dépassait encore les intentions de son conseiller.

3. Cette mesure, autour de laquelle on fit beaucoup de bruit, était en elle-même fort peu de chose. Dans son message du 28 mars aux Chambres, le Conseil fédéral disait : « Il est aussi hors de doute que l'armée française se retirera de l'Italie en France en passant par la Savoie. Dans ces conjonctures, on ne saurait adresser à la Suisse un reproche si, dans l'intérêt de sa sûreté et pour calmer la population, elle a avisé à quelques dispositions militaires... Dans ce but..., nous avons appelé un peu plus tôt que cela n'aurait eu lieu sans cela, à un cours de répétition, quelques détachements de troupes des cantons de Berne, Glaris, Fribourg, Vaud, Valais et Neuchâtel » (*Feuille fédérale*, 1860, t. I, p. 471).

termes par-devant le chef du Département politique : la Suisse, par ses démarches, témoigne de sa défiance à l'égard du gouvernement impérial. Entre-temps, les journaux officieux français, la *Patrie* en tête, ouvrent une violente campagne contre les prétentions helvétiques.

Le 22 mars, le général Dufour, envoyé à Paris pour tenter une démarche suprême auprès de Napoléon III, écrit : « Il, — l'empereur, — se plaint de menées et d'expressions excessivement blessantes pour lui, en un mot de dispositions hostiles à son égard... » Le 27, le même correspondant constate que l'opinion française est très montée. L'empereur a été froissé de « quelques propos qui lui sont revenus et qui étaient l'expression d'une grande malveillance à son égard ». Dufour ajoute cependant que Napoléon aurait été disposé à faire quelque chose pour la Suisse si l'état de la France et de la Savoie le lui avait permis.

L'affaire prenait donc un tour fâcheux. Certes, on peut adresser de justes reproches à l'empereur Napoléon III : quels que fussent son désir de contenter absolument l'opinion française ou ses griefs contre la Suisse, il y a des contradictions auxquelles un chef d'État ne s'expose pas. On ne voit pas fort bien pourquoi la remise à la Confédération de la Savoie du Nord, que l'empereur et ses ministres disaient très facile au mois de février, était devenue impossible au mois de mars, et le fait qu'un journal officieux comme la *Patrie* avait ouvert la polémique et continuait de crier plus fort que tous les autres, tend à prouver, qu'au début du moins, le mouvement de l'opinion publique n'était pas très redoutable.

Mais, du côté du Conseil fédéral, quelle remarquable série de maladresses ! Alors que les négociations avec le gouvernement impérial sont dans la phase la plus heureuse, il prête l'oreille à des suggestions hostiles et prépare à ses interlocuteurs un excellent prétexte pour se soustraire à leurs engagements. Il abuse des notes écrites, invoque une intervention européenne quand il conserve l'espoir de s'arranger avec Napoléon et se donne enfin l'émotion d'une petite agitation militaire, qui ne devait pas le conduire à une guerre dont il repoussait jusqu'à la pensée, mais n'en pouvait pas moins envenimer les choses et provoquer des complications sérieuses.

Le traité de cession de la Savoie, signé le 24 mars à Turin après une bruyante résistance de Cavour, semblait devoir donner

le signal des « mesures énergiques ». Heureusement, une autre influence intervint. En vertu de la constitution suisse, le droit de disposer de l'armée n'appartient pas à l'Exécutif, mais à l'Assemblée fédérale. Les Chambres furent donc convoquées en session extraordinaire. Elles se réunirent le 28 mars et eurent bientôt fait de diminuer l'ardeur belliqueuse du Conseil fédéral. Contrai-rement à lui, elles estimèrent que la série des ressources diplo-matiques n'était nullement épuisée ; et l'article 2 du traité de Turin, que Tillos venait justement de communiquer à Berne, leur paraissait ouvrir des perspectives d'entente :

Il est entendu, disait cet article, que S. M. le roi de Sardaigne ne peut transférer les parties neutralisées de la Savoie qu'aux conditions auxquelles il les possède lui-même et qu'il appartiendra à S. M. l'empereur des Français de s'entendre à ce sujet, tant avec les puissances représentées au congrès de Vienne qu'avec la Confédération helvétique, et de leur donner les garanties qui résultent des stipula-tions rappelées dans le présent article.

Le Conseil fédéral avait demandé des pleins pouvoirs ; les Chambres les lui accordèrent ; mais elles en fixèrent d'avance l'usage et prescrivirent au gouvernement de poursuivre les négo-ciations dans le calme avec la France et les autres puissances européennes.

V.

L'intervention de la diplomatie anglaise fait donc entrer l'affaire de Savoie dans une phase nouvelle. Avec le commencement du mois d'avril, les négociations à l'amiable entre Suisse et France sont devenues très difficiles ; mais le Conseil fédéral, modéré par les Chambres, doit renoncer à l'attitude belliqueuse qu'il a prise un instant. Il en a appelé à l'Europe ; désormais, sa seule ressource est de provoquer la réunion d'une conférence européenne qui discutera la question dans son ensemble et assurera peut-être à la Suisse les cessions territoriales que l'empereur Napoléon lui a, en fin de compte, refusées. C'est exactement ce que, dès le début de l'affaire, le gouvernement anglais attendait et désirait de la Confédération.

Il ne laisse d'ailleurs aucune trêve au Conseil fédéral. Le 3 avril, Kern écrit que Cowley recommande d'envoyer une circulaire aux

puissances en vue d'une conférence ; le 4, il télégraphie : « Accélez note pour conférence, Russel le désire. » Des avis semblables arrivent de Londres et le gouvernement suisse s'exécute : par des circulaires du 5 et du 11 avril, il demande la convocation d'une conférence, insiste pour que, en attendant la décision de l'Europe, le *statu quo* soit maintenu en Savoie et proteste contre toute votation qui ne donnerait le choix qu'entre le Piémont et la France. Thouvenel répond immédiatement : dans des notes du 7 et du 16 avril, il discute les textes des traités cités par la Suisse, soutient que la Savoie du Nord n'a pas de valeur pour elle et qu'elle n'a d'ailleurs aucun droit à invoquer sur les territoires neutralisés. Et la conversation continue¹.

D'autre part, le Conseil fédéral donne l'ordre à ses agents, Kern à Paris, Tourte à Turin, de Steiger à Vienne, de faire leur possible, soit auprès du gouvernement, soit par leurs rapports avec les représentants d'Etats étrangers, pour provoquer la conférence. Il élargit son action : à Londres, il a envoyé, dès la seconde moitié de mars, le professeur de la Rive, qui, depuis longtemps, dans ses lettres privées au chef du Département politique, insistait sur l'utilité d'une mission en Angleterre. A Berlin, c'est le conseiller national Dapples, de Lausanne, qui est délégué au commencement d'avril. Quant à Pétersbourg, le Conseil fédéral aurait voulu y accréder l'illustre général Jomini, qui vivait près de Paris dans une retraite complète. Mais celui-ci refuse : il est trop malade, trop vieux. C'est Dapples qui, sa mission à Berlin terminée, est chargé de pousser jusqu'en Russie. Ces agents reçoivent des instructions identiques : intéresser l'Europe aux demandes de la Suisse, préparer la réunion d'une conférence.

Mais, quelle que soit la peine que la plupart de ces hommes se donnent pour servir leur pays, leur action se réduit à peu de chose. C'est à Londres, au *Foreign office*, qu'aboutissent tous les fils de la négociation ; le Conseil fédéral qui, depuis longtemps, subit l'influence des ministres britanniques, s'attache à eux d'un lien indissoluble jusqu'au moment où, l'affaire de Savoie ayant perdu toute importance aux yeux de ses puissants protecteurs, ceux-ci cherchent à bâcler une solution quelconque et préconisent

1. Ces notes ont été reproduites par les journaux de l'époque. Elles se trouvent dans la *Feuille fédérale*, 1860, t. I, p. 547 et suiv.; t. II, pièces annexes placées après la page 314.

exactement les procédés qu'ils ont empêchés d'aboutir au début.

La personnalité de l'agent de la confédération à Londres facilite la tâche du cabinet anglais. De la Rive est convaincu d'avance : pour lui, c'est le gouvernement de la reine qui seul veut du bien à la Suisse; il faut le laisser faire en toutes choses, le suivre fidèlement. Dès ses premières lettres, il s'étend sur la bonne réception dont il a été l'objet, sur les faveurs dont le comblient les ministres. Mais c'est aussi la politique anglaise qu'il recommande; à la date du 25 mars, il écrit : « Il faut chercher à agir auprès de toutes les puissances signataires des traités de 1815 en employant pour cela les hommes et les moyens les plus propres à réussir auprès de chacune d'elles... » Le 31, après une conversation avec Russel, il déclare que les quatre grandes puissances sont d'accord pour peser sur la France en vue de sauvegarder la neutralité helvétique. Le noble lord admet que la possession du Chablais et du Faucigny est indispensable à la Suisse; mais il faut marcher droit et se garder de toute concession : « Le ministre est revenu sur la manière fâcheuse dont, suivant lui, la Suisse aurait engagé l'affaire en s'adressant à la bienveillance de l'empereur pour obtenir un morceau du gâteau au lieu de rester appuyée sur son droit. » Cette attitude a, paraît-il, excité la mauvaise humeur des Anglais.

Le 3 avril, de la Rive, de plus en plus satisfait, constate que les dispositions à l'égard de la Suisse deviennent toujours meilleures. La reine fait chorus : « Il est impossible de témoigner des sympathies plus réelles et plus éclairées pour la Suisse que ne l'ont fait les deux personnes royales... » Le prince Albert recommande une attitude modérée, mais ferme. Russel est d'avis que la Confédération doit insister plus qu'elle ne l'a fait pour la conférence. Les quatre puissances l'approuvent; seule la Russie n'est pas absolument sûre.

Pourquoi le gouvernement anglais tenait-il si fort à cette procédure? La conférence présentait évidemment de grands avantages; elle reprendrait la question dans son ensemble, imposerait sans doute à la France des conditions ou des servitudes qui diminueraient la valeur de son acquisition nouvelle, et, surtout, elle serait un succès moral, elle prouverait la puissance de l'Angleterre qui fait aboutir toutes choses par les voies et moyens qu'elle a recommandés... Mais cette conférence était-elle probable?

Comme le prouve l'histoire diplomatique, des assises euro-

péennes se réunissent, non pas pour trancher une difficulté, mais lorsque cette difficulté est déjà à peu près résolue. Elles supposent une entente préalable sur les points fondamentaux, car les grands États n'exposent pas leurs représentants à un échec dont les conséquences peuvent être fort graves. Or, rien de pareil n'avait été fait en 1860; des oppositions redoutables existaient entre plusieurs gouvernements; toute discussion sur les affaires courantes menaçait de faire surgir des divergences irréductibles. La conférence remettait forcément en question des résultats acquis, mais elle serait aussi, par sa réunion même, comme la reconnaissance implicite d'un nouveau *statu quo*; elle ne devait donc tenter ni les États révolutionnaires ni les puissances conservatrices.

Les conseillers fédéraux, plutôt novices en diplomatie, pouvaient se faire illusion; mais comment admettre que les hommes d'État anglais, de vieux routiers de la politique comme Palmerston et Russel, aient pu s'y tromper? la conférence restait très problématique; si, par hasard, elle se réunissait, son programme serait limité de telle sorte que rien d'important n'en sortirait jamais.

Mais si, en lui-même, le projet n'avait pas grande valeur, au point de vue parlementaire, il assurait aux ministres anglais de précieux avantages; le compte-rendu des séances suffit à le prouver. Pendant le mois de mars, la question de Savoie provoque dans les deux Chambres, et surtout aux Communes, d'incessantes discussions. Peu à peu l'opposition fait dévier son attaque. Au lieu de soutenir que l'annexion de la Savoie par la France est un malheur pour l'Angleterre, — ce qui ne devait pas être très facile à démontrer! — elle insiste sur le préjudice que vont subir les traités existants; la Suisse étant désormais ouverte à la France, l'équilibre européen est menacé et le gouvernement qui, aveuglé par sa francophilie, laisse perpétrer des attentats pareils, est infidèle à son devoir et néglige les intérêts anglais. Les ministres s'efforcent de diminuer l'importance du dommage; ils témoignent de leur vigilance et proclament en termes excellents leur intérêt pour la Suisse. Ils se sentent cependant sur un mauvais terrain, et, à plus d'une reprise, évitent le débat.

Le 23 mars, un changement se marque: Lord John Russel, qui a connaissance de la circulaire fédérale du 19 et peut croire

par là même que la Suisse a définitivement adopté le point de vue anglais, le prend de beaucoup plus haut. L'affaire de Savoie, dit-il, est devenue matière à négociation entre les puissances; le gouvernement ne s'expliquera pas davantage.

Trois jours après, répondant à une interpellation de M. Horsman, Lord John Russel développe sa thèse: la Suisse en a appelé à l'Europe; tout s'arrangera avec l'assentiment des puissances. Il faut attendre les renseignements qui viendront de Berlin, Vienne et Pétersbourg. Le ministre juge assez sévèrement l'attitude ambitieuse de Napoléon; mais il affirme que l'Angleterre saura veiller à ce que cette ambition ait des limites et à ce que la paix européenne soit maintenue.

Le 23 avril, la même argumentation reparaît. L'Angleterre n'a pu empêcher un arrangement particulier entre Napoléon III et Victor-Emmanuel, — il faudrait pour cela risquer une guerre; — mais elle veille sur les intérêts généraux de l'Europe et s'occupe de la Suisse, dont les légitimes revendications seront satisfaites. La conférence qui se réunira très probablement saura concilier les faits accomplis avec les traités de Vienne. Quant au programme qu'elle suivra, le gouvernement ne peut rien en dire, sous peine de manquer à son devoir.

Même discours, à peu de chose près, le 27 avril. Le ministère est de nouveau maître de la situation.

Malheureusement, cette haute protection de l'Angleterre ne laissait pas que d'être pesante. Le Conseil fédéral y perdait toute liberté d'action; il passait à l'état d'instrument et se voyait obligé de repousser les propositions quelles qu'elles fussent qui pouvaient lui venir d'ailleurs; les ministres anglais ne badinaient pas sur ce point.

A la date du 9 avril, en effet, le président Frey Hérosée déclare dans une note déposée aux archives que Harris lui a montré une dépêche de Russel disant que le *Foreign office* a eu connaissance d'une négociation directe entre Kern et Thouvenel et que, si pareille chose se reproduit, l'Angleterre abandonnera la Suisse à son sort.

Frey Hérosée lui répond qu'il y a malentendu, que le gouvernement fédéral ne désire que la conférence. Mais il paraît que l'alerte a été chaude, car, le 11 avril, de la Rive en fait le principal objet d'une lettre :

J'ai réussi à diminuer, écrit-il, sans pourtant complètement l'effacer, la mauvaise impression que cette affaire a laissée dans l'esprit du ministre anglais. Je crois que ce qu'il y aurait de mieux, c'est que, jusqu'à la conférence, M. Kern n'eût point, ou le moins possible, de rapports avec M. Thouvenel...

Le 14 avril, ce mécontentement est à peine calmé; Naville, le secrétaire de M. de la Rive, écrit :

Il, — Russel, — écouta avec satisfaction quelques nouvelles assurances que nous pûmes lui donner que M. Kern n'avait nullement prêté l'oreille à des négociations directes avec la France... et que la Suisse n'entendait avoir affaire à la France que par l'intermédiaire des autres puissances...

VI.

Le Conseil fédéral savait donc à quoi s'en tenir. Il n'est pas probable qu'il ait eu la moindre intention de prêter l'oreille à des propositions françaises; mais, désormais, il s'interdit jusqu'à l'apparence de pareilles incartades¹. Dans une circulaire datée du 16 avril, il donne l'ordre à ses agents de protester vigoureusement contre l'assertion que la Suisse joue un double jeu et traite séparément avec la France.

Les mauvais jours étaient venus pour le gouvernement fédéral; il n'en était plus à compter les déceptions: la population savoienne, consultée sur sa réunion à l'empire, l'avait acceptée à la presque unanimité², et les journaux français, que l'opposition

1. Entre Kern et Thouvenel, les pourparlers n'avaient pas cessé; cela ressort des nombreuses lettres que le ministre de Suisse à Paris envoyait au Département politique. Kern était d'ailleurs *persona grata* auprès de l'empereur, auquel l'unissait une amitié de jeunesse. Mais de là à prétendre que la Suisse songeait à fausser compagnie à ses protecteurs de Londres, il y a loin. Il n'y a qu'à comparer les rapports et dépêches qui arrivent d'Angleterre avec les décisions du Conseil fédéral pour savoir d'où viennent les inspirations auxquelles ce corps obéit.

2. Il n'est pas dans le cadre de cette étude de décrire la votation savoienne du 22 avril. Je dirai seulement qu'elle est un des nombreux exemples de la dextérité avec laquelle les Bonaparte ont toujours manié le suffrage universel. La Savoie n'était nullement unanime dans sa sympathie pour la France; or, sur 135,449 électeurs inscrits, 130,553 votèrent pour l'annexion; 235 contre. On peut se demander où se trouvaient les 12,000 citoyens qui, peu de semaines auparavant, pétitionnaient en faveur de la Suisse.

suisse avait l'art d'exaspérer, montaient le ton jusqu'à devenir menaçants. Plus que jamais, la conférence lui apparaissait comme le seul moyen d'en finir honorablement.

C'était tout jouer sur une seule carte, et la carte pouvait être mauvaise. Les avis dans ce sens ne manquaient pas. Le 10 avril, Tourte télégraphie de Turin que la Russie est favorable à l'annexion de la Savoie, l'Autriche timorée et que la Prusse ne bougera pas. Le même jour, Kern télégraphie de Paris que M. de Kisseloff, ambassadeur de Russie, déclare que Napoléon ne veut ni ne peut céder la Savoie du Nord à la Suisse et qu'il faut transiger. Dapples, qui a été bien accueilli à Berlin, mais ne reçoit aucune assurance positive, se montre en général pessimiste. Dans une lettre du 23 avril, il va jusqu'à mettre en doute l'appui de l'Angleterre : « J'ai vu Lord Bloomfield qui, à côté d'une réception fort amicale, m'a paru moins explicite que M. de Schleinitz. L'Angleterre n'attache, dit-il, qu'une importance secondaire à ce qui se passe sur le continent. Elle aime cependant beaucoup la Suisse et fera pour elle tout ce qui sera en son pouvoir. Voilà d'excellentes paroles, mais il ne m'a pas paru qu'il y eût une intention marquée d'aller au delà. La bonne intelligence avec la France paraît être au fond la principale préoccupation de l'Angleterre. »

Et tandis que ces doutes se font jour, voici le gouvernement français qui se remet à faire des avances. Malgré les déclamations des journaux officieux, l'opposition décidée de la Suisse et le bruit que cette affaire produisait en Europe ne laissaient pas que de le troubler un peu¹. L'empereur, comme Persigny l'avait dit à de la Rive², désirait éviter la conférence dont il n'attendait rien de bon. Enfin, même après le vote de la population savoisiennne, il restait à obtenir l'approbation du Parlement sarde et, à Turin, l'opinion était assez montée pour faire craindre, surtout si l'Angleterre s'en mêlait, une opposition sérieuse.

De là une série de propositions tendant à un arrangement aussi prompt que possible. Le 13 et le 15 avril déjà arrivent des dépêches de Kern : « Thouvenel offre une petite cession territo-

1. Thouvenel écrivait à Gramont, le 8 avril : « La Savoie et la Suisse m'absorbent et le reste s'en ressent un peu. » Cf. *le Secret de l'empereur*, t. I, p. 119.

2. « La France craint une conférence ; elle en voit naître de l'aigreur surtout entre l'Angleterre et elle... » (lettre du 3 avril).

riale près du lac. » En même temps ou quelques jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères envoie à ses agents diplomatiques en Europe une circulaire confidentielle, dont un exemplaire parvint au Conseil fédéral sans que celui-ci dise comment. Thouvenel y expose les concessions ou satisfactions que la France peut faire à la Suisse; il rappelle sa thèse sur les traités de 1815, repousse l'idée d'une cession territoriale, mais admet l'hypothèse d'une rectification de frontières, de Meillerie au col Ferret, par exemple. Après cela, il est juste de ménager les susceptibilités helvétiques en s'engageant à ne pas avoir de flottille sur le lac, de lui accorder des avantages commerciaux par l'établissement d'une zone douanière dans la Savoie du Nord. L'auteur admet que, pour racheter une servitude plus étendue, on s'en impose une autre sur une partie plus exigüe de la Savoie.

Bientôt les propositions françaises se précisent; elles viennent par voie anglaise, soit que le gouvernement impérial en informe son représentant à Londres, Persigny; soit plutôt par l'entremise de Lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris.

Dans une lettre du 16 avril, de la Rive mentionne ces ouvertures: la France propose une rectification de frontières vers Meillerie et la cession à la Suisse de la rive gauche du petit lac. De la Rive estime cela insuffisant et Russel est de son avis.

Le 21 avril, de la Rive, après avoir décrit les agitations du Parlement et la faveur dont y jouit la Suisse, raconte que Russel lui a montré une lettre de Persigny offrant à peu près les mêmes avantages. Le point capital, c'est que Thonon et Évian doivent rester français. De la Rive a fait remarquer au ministre que cela ne suffisait pas: « Au lieu de me répondre, continue-t-il, Lord John Russel tira d'un carton pour m'en donner lecture la copie d'une réponse faite aux ouvertures de M. de Persigny par le premier ministre, réponse qui me frappe par la fermeté et l'habileté avec lesquelles elle est rédigée. Dans cette remarquable dépêche, les cessions proposées sont réputées tout à fait insuffisantes pour la sûreté de la Suisse¹. » En terminant, de la Rive déclare que la conférence aura lieu à coup sûr.

Le 1^{er} mai encore, il accentue le même point de vue: « Quant

1. Cette lettre de Palmerston à Persigny se trouve, datée du 17 avril, dans l'ouvrage d'Augustus Craven: *Lord Palmerston; sa correspondance intime*. Traduction française, t. II, p. 583.

au fond, Lord John persiste à encourager la Suisse à demander une bonne et suffisante frontière militaire... »

Pourtant, il y aurait eu là matière à entente; d'autant plus qu'en entrant dans la voie des négociations on aurait pu obtenir davantage de la France. Celle-ci devait encore élargir ses offres. Il ressort, en effet, du *Blue book* que le ministère anglais publia en juillet 1860 sous le titre : *Affairs of Italy, Savoy and Switzerland*, qu'en mai de la même année le gouvernement français offrit par l'intermédiaire de Lord Cowley : 1^o une rectification de frontières de Meillerie au col Ferret, exécutée par une convention internationale, pour assurer la défense des passages conduisant de Savoie en Valais; 2^o la cession de la rive gauche du petit lac jusqu'au promontoire de Douvaine; 3^o l'engagement de ne pas tenir de flottille sur le lac et de ne pas élever de fortifications dans la Savoie neutre; 4^o l'extension du libre échange à toute la zone neutralisée.

Sans doute la Confédération avait désiré davantage, et ces concessions ne l'auraient guère fortifiée au point de vue stratégique; mais elles lui auraient assuré, en plus de quelques districts complétant avantageusement les cantons de Genève et du Valais, une satisfaction morale; c'était la reconnaissance implicite du bien fondé des réclamations fédérales, et, aussi, c'était un règlement définitif de cette affaire de Savoie sur laquelle, depuis près d'un demi-siècle, on ne pouvait s'entendre. Et comme les offres étaient faites par l'entremise de l'Angleterre, la Suisse pouvait y accéder sans manquer à aucun engagement ou s'exposer à aucun reproche.

Mais le Conseil fédéral considère comme insuffisantes les propositions françaises dont il n'a, du reste, qu'une connaissance imparfaite¹. Il est visiblement influencé par la diplomatie anglaise

1. Il est intéressant de constater qu'il y a une différence marquée entre les propositions du *Blue Book* et celles contenues dans les lettres de M. de la Rive. Ces dernières sont moins avantageuses que les premières. Le 20 mai, alors que l'attitude de l'Angleterre s'est déjà modifiée, Frey Hérosée fait un rapport sur les propositions françaises; mais les éléments lui manquent; il ne dispose que de la circulaire de Thouvenel et des lettres de l'envoyé suisse à Londres et il résume comme suit les concessions offertes : « 1^o Cession einer kleinen Berglinie von Meillerie nach dem Col de Ferret; 2^o Verpflichtung keine bewaffneten Schiffe auf dem Genfersee zu halten und keine Festungsweke im Neutralgebiet zu errichten, dieses unter Vorbehalt der Reciprocität. » Dans ces conditions, le Conseil fédéral conclut au rejet et, le 23, envoie

qui lui a toujours déconseillé les concessions. Il compte fermement sur la conférence que son représentant à Londres lui a promise et répond à chaque offre nouvelle qu'il s'en tient à ses demandes primitives.

Et, tout à coup, un langage absolument nouveau se fait entendre.

VII.

Les honorables magistrats qui présidaient aux destinées de la Suisse durent éprouver une surprise profonde quand, dans leur séance du 8 mai, ils prirent connaissance d'une dépêche de M. de la Rive datée de la veille et ainsi conçue :

Lord John Russel demande si la Confédération persiste à traiter par l'intermédiaire des puissances ou si elle préfère traiter directement avec la France. J'ai répondu que le Conseil persiste pour l'intermédiaire des puissances. Russel désire confirmation positive de cette réponse par vous. L'Angleterre est toujours très favorable à la Confédération.

Peu après arrive une lettre datée du 5 : Russel paraît ébranlé ; il engage la Suisse à traiter directement avec la France, « comme les autres puissances le lui ont déjà conseillé ». De la Rive, lui, opine pour la fermeté : la Confédération est assurée de la bienveillance de la Prusse et de la Grande-Bretagne, et les journaux de Londres la soutiennent vivement ; une guerre entre la France et l'Angleterre est d'ailleurs probable. Et l'Envoyé fédéral, que les idées et les passions des gens qui l'entourent paraissent entraîner un peu loin, ajoute :

J'ai le sentiment que la conférence ne pourra rien faire à cause de la mauvaise volonté de la France. Elle nous sera néanmoins très utile, quand ce ne serait que pour constater cette mauvaise volonté et obtenir une protestation des puissances en notre faveur.

Une autre lettre du 8 mai accentue la reculade ; Russel désire

une note dans ce sens à ses agents. — Ainsi, ou bien Russel ne transmet pas à de la Rive toutes les concessions françaises, ou bien celui-ci ne rapporte pas à son gouvernement tout ce que lui dit le ministre. Il est regrettable que le Conseil fédéral n'ait pas envoyé Kern aux renseignements. S'il ne l'a pas fait, c'est sans doute pour ne pas s'exposer au reproche de négocier directement avec la France.

que la Suisse examine la convenance de proposer une frontière plus rapprochée du lac. La France maintient ses offres.

A ces mauvaises nouvelles de Londres se joignent des renseignements désastreux qui viennent un peu de partout. Le 3 mai, Tourte écrit qu'il doute que la conférence ait lieu, vu le refus de l'Autriche de siéger avec le Piémont. Il confirme cet avis le 11 : Cavour compte fort peu sur la conférence. Le 9 mai, de Steiger télégraphie de Vienne : Lord Loftus lui a déclaré que, vu le manque d'entente des puissances, il y avait bien peu de chances pour que la conférence se réunit. Kern écrit le 6 mai que l'ambassadeur d'Autriche, Metternich, conseille au gouvernement suisse de se rapprocher de la France. Il ne faut pas s'attendre à la réunion d'une conférence ; les puissances y joueraient un rôle ridicule ; aucune d'elles d'ailleurs ne veut faire la guerre, et, avec de simples représentations, on n'obtiendra rien de la France. Deux jours plus tard, Kern insiste sur le changement d'attitude de l'Angleterre ; Kissel le l'a rendu attentif à la nouvelle manière de Cowley : « Auparavant, résistance contre tout agrandissement de la France ; maintenant, pacification, transaction pour finir cette affaire. » Dapples, enfin, que son voyage en Prusse et en Russie met en rapports avec beaucoup de gens, donne une note uniforme : la cause de la Suisse provoque des sympathies, mais la Confédération aurait tort de compter sur un appui effectif.

Le Conseil fédéral fait face comme il peut. Il répond à de la Rive que les puissances n'ont aucunement engagé la Suisse à s'arranger avec la France, — ce qu'il pouvait à la rigueur croire encore le 8 mai, — et qu'il entend comme par le passé traiter par l'intermédiaire de l'Europe. Il écrit à chacun de ses agents que la Suisse maintient son point de vue, qu'elle ne réclame, comme elle l'a toujours fait, qu'une bonne frontière militaire qui lui permette de défendre sa neutralité.

Mais il y a évidemment quelque chose qui ne va plus. Le 16 mai, de la Rive reconnaît que Russel devient « très froid sur la conférence » et que l'Angleterre se rapproche de la France. Il faut que Kern « redouble ses instances à Paris » (!). Russel veut que les propositions françaises qui suivent soient transmises au Conseil fédéral : 1^o rectification de frontières de Meillerie au col Ferret ; 2^o engagement de ne pas entretenir de flottille et de ne pas construire de forteresses sur une partie du territoire neutra-

lisé¹. Et de la Rive continue : « Il me paraît bien qu'il n'y a aucun espoir d'obtenir la frontière militaire que nous demandons. La France s'y refuse absolument et les puissances se contentent de protester et de ne pas reconnaître le traité fait à Turin le 24 mars... » Il est vrai que, sans doute pour rester conséquent avec lui-même, le savant professeur termine par cette conclusion certainement inattendue : « ... Il me semble que notre véritable intérêt est de faire de même et que nous ne devons faire aucune concession sur ce qui est notre droit. »

Le 21, il est un peu moins pessimiste. Russel, qu'il a été voir à la campagne, parle encore de conférence, mollement il est vrai. Mais le ministre, que son éloignement momentané de la politique courante prédispose visiblement aux grandes envolées, a traité de questions générales avec l'envoyé suisse; la situation selon lui est fort grave, et il prononce cette phrase à laquelle de la Rive a l'air de tenir beaucoup : « Du reste, vous êtes dans la même position que toute l'Europe; ou elle sera asservie et vous le serez aussi; ou l'Angleterre restera indépendante et la Suisse le sera avec elle, je vous en réponds. »

Mais ce n'est qu'une éclaircie; d'après une lettre du 26 mai, Russel insiste plus que jamais pour que les propositions françaises soient soumises au Conseil fédéral. On ne peut s'y tromper : cette insistance, d'ailleurs superflue, du noble lord, indique le désir de voir le gouvernement suisse accepter les offres françaises. C'est la reculade sur toute la ligne.

Pour expliquer cette étrange volte-face, il est nécessaire de consulter les journaux de l'époque. Au mois de mai, le ministère continue d'être interpellé sur les affaires de Savoie; mais l'effort paraît moins soutenu, moins violent; évidemment, la question d'existence ne se pose plus pour le cabinet. Et, surtout, l'attaque a dévié; ce que Russel a dit d'une guerre à la France, qui seule ferait renoncer Napoléon III à ses projets, a sensiblement refroidi les membres du Parlement; la grande majorité se résigne à l'inévitable et ne parle plus d'interdire l'annexion de la Savoie. Mais

1. Le Conseil fédéral ne connaît évidemment pas d'autres propositions que celles-là. C'est là-dessus que se base le rapport du chef du Département politique (voir la note de la page 46). Il est extraordinaire que la concession la plus importante, celle de la rive gauche du petit lac jusqu'au promontoire de Douvaine, ne soit parvenue que trop tard à la connaissance des premiers intéressés.

il faut régler l'affaire suisse; on s'est tant servi de la Confédération depuis quelques mois, on en a tant parlé, qu'il est impossible de la laisser en plan; elle a, d'ailleurs, dans les deux Chambres, des amis dévoués: Sir Robert Peel, par exemple, qui a longtemps représenté son pays à Berne et qui ne néglige aucune occasion de stimuler le zèle des ministres et de demander ce qu'on fait pour sauvegarder la neutralité suisse.

Les membres du gouvernement pouvaient donc espérer que, si la Confédération se déclarait satisfaite et s'il était dûment constaté que seule l'intervention anglaise lui avait assuré des avantages qu'elle n'aurait pas obtenus sans cela, toute cette ennuyeuse affaire de Savoie, si mal engagée, si féconde en déboires, serait liquidée. A défaut du grand succès diplomatique qu'ils avaient un instant entrevu, ce serait un avantage modeste dont les vieillards qui dirigeaient la politique britannique étaient hommes à se contenter. D'ailleurs, des affaires d'une bien autre importance sollicitaient leur attention. L'expédition de Chine dégénérerait en une vraie guerre; en Syrie, de graves symptômes apparaissaient; peut-être la question d'Orient allait-elle se rouvrir, et surtout Garibaldi, l'aventurier incomparable dont le nom seul annonçait des troubles immenses, était en action. Il s'était embarqué à Gênes au commencement de mai; le 11, il occupait Marsala; dès lors, tous les regards se tourneraient vers ces parages du sud où la révolution italienne, dont, un instant, on avait cru arrêter le cours, reparaissait plus bruyante, plus redoutable que jamais. En présence de semblables conjonctures, n'était-ce pas une mauvaise politique que de provoquer et d'irriter sur une question secondaire la France impériale, dont l'influence se faisait sentir dans toutes les grandes affaires de l'époque et à qui chacun prêtait alors une force irrésistible?

L'erreur du gouvernement suisse fut de ne pas comprendre cette situation nouvelle. Un instant, quand au nom de la neutralité helvétique menacée il s'opposait aux ambitions de la France, il avait représenté la cause des puissances conservatrices et justifié la résistance de l'Angleterre. Mais cet instant était passé; la diplomatie européenne avait d'autres soucis.

Pourtant, les rapports continuaient d'arriver, et il faut rendre aux agents du département politique cette justice que, s'ils manquaient souvent d'habileté dans le choix des voies et moyens, ils

déployaient un zèle très louable en renseignant leur gouvernement aussi bien que cela leur était possible. Que dire par exemple de cette lettre, un peu fantaisiste peut-être, mais pleine d'aperçus ingénieux, d'idées hardies dont plusieurs se sont réalisées depuis, que Tourte écrivait le 21 mai au sortir d'une longue conversation avec Cavour :

... A peine les Français auront-ils quitté Rome qu'un conflit s'engagera avec les Piémontais. Si le gouvernement ne marche pas, les corps d'armée désertent en masse. « C'est immanquable », me disait le ministre en prenant sa tête à deux mains. Le roi ne se gêne pas pour dire qu'il compte passer l'hiver à Rome.

Garibaldi a fait son expédition de l'aveu de l'empereur et à l'insu de ses ministres. Ce que je vous ai dit des intentions de la France à l'égard de la Prusse est sur le point de se réaliser. Mecklembourg, Hanovre, Hesse et les petits duchés contre la rive gauche du Rhin, ou, sinon, la guerre. Quant à l'Autriche, il faut qu'elle cède la Vénétie, quitte à l'indemniser en Orient et à calmer aussi l'Angleterre en la laissant occuper et garder l'Égypte. Tout cela est sur le tapis...

Mettez-vous avec nous, répétait le ministre. Pourquoi vous cramponner à une neutralité qui ne sert plus que l'Autriche? — Et que gagnerions-nous à en sortir? — Eh! le Tyrol et le Vorarlberg, peut-être mieux encore. — Oui, contre la Suisse française incorporée à l'empire et le Tessin au Piémont. — Non, non, la Suisse n'existe qu'à la condition de ne pas devenir un pays exclusivement allemand... Puis il riait et se frottait les mains. « Ah! ajoutait-il, j'ai des soucis énormes... »

Le ministre piémontais, dans la terrible crise où il se trouvait, ne pouvait évidemment vouer qu'une attention très distraite aux prétentions de la Suisse sur le Chablais et le Faucigny. C'est ce qu'on disait ailleurs avec moins de ménagements. Dans une lettre du 6 juin, Dapples rapporte que Gortchakoff lui a déclaré qu'il avait à s'occuper d'affaires plus graves que celle de Savoie. Et l'envoyé suisse termine par cette phrase dont nous ne pouvons qu'admirer l'entièr sagesse : « S'il en est ainsi, convient-il à la Suisse de continuer plus longtemps des négociations qui ne paraissent pas devoir aboutir? »

VIII.

Mais le Conseil fédéral s'entête. Il ne cesse de répéter, dans toutes les lettres qu'il envoie à ses représentants, que sa ligne de conduite reste la même. Au mois de juin, il tente un effort suprême. C'était le moment ou jamais. Le gouvernement français, quelles que fussent ses préventions, ne s'était pas opposé à la conférence en principe; mais il avait réservé le moment : elle ne pourrait avoir lieu qu'après le vote du Parlement sarde. Or, le 30 mai, la Chambre de Turin avait ratifié le traité de cession; le 10 juin, c'était le tour du Sénat, et, le 11, le roi avait sanctionné le marché. Il fallait donc agir et agir vite, vu l'atténuissement graduel de l'Europe en face de cette affaire.

Sur l'ordre de son gouvernement, de la Rive s'engage à fond avec Lord John Russel. Les circonstances avaient bien changé : dans une lettre du 13 juin, l'envoyé reconnaissait que l'Angleterre s'occupait de Garibaldi et du Reform-Bill plus que de la Savoie. Il conseillait néanmoins à son pays de persévéérer dans son attitude pour conserver les sympathies de l'Europe. Le 14, il rend compte de sa mission. Il s'est plaint au ministre des lenteurs de Lord Cowley et de l'attitude nouvelle de l'Angleterre, et, au cours de l'entretien, il a dit, semble-t-il, le mot de la situation : « J'ai insisté sur ce fait que l'Angleterre, après nous avoir lancés dans la demande de conférence, était tenue de nous soutenir jusqu'au bout. » Lord John répond en homme qui cherche à concilier son attitude présente avec des engagements anciens qui lui sont à charge; il parle des services rendus, des nombreuses démarches de l'Angleterre : « Ce sont nos dépêches sur vos affaires, dit-il, qui ont le plus irrité le gouvernement français contre nous... » Sur les instances de son interlocuteur, le noble lord admet la conférence; mais, visiblement, l'affaire de Savoie ne l'intéresse plus guère.

Quelques jours après, de la Rive a une conversation avec Persigny qui lui expose de nouvelles propositions de la France. Russel, de son côté, en est informé par son ambassadeur à Paris. Le gouvernement impérial, qui manifestement veut en finir, propose trois méthodes : 1^o une conférence; 2^o un échange de notes entre les puissances; 3^o une entente directe avec la Suisse. A Paris,

on préfère la troisième méthode. Le ministre anglais, qui connaît les intentions du Conseil fédéral et auquel de la Rive ne laisse trêve ni repos, admet que la conférence est encore le meilleur moyen de terminer l'affaire; mais il recommande une singulière procédure: la Suisse s'entendra directement avec la France, et la conférence ne fera que donner au résultat obtenu la haute sanction de l'Europe¹.

Le Conseil fédéral, qui procède maintenant avec une logique admirable, veut rester fidèle à sa ligne de conduite et remettre toute la question aux représentants des puissances.

L'évolution de Lord John Russel se marque aussi dans les séances du Parlement. Le projet de conférence continue à lui rendre des services; il en parle aussi longtemps qu'il le croit nécessaire pour l'édification de la Chambre, puis, brusquement, il laisse tout tomber. Les propositions françaises arrivent juste à temps au ministre pour réfuter, le 23 juin, une assertion de Sir Robert Peel, qui reproche au gouvernement de ne plus rien faire pour la Suisse. Le 10 juillet encore, répondant à M. Griffith, qui demande si l'Angleterre pourra soutenir son point de vue devant la conférence ou si la France a exclu d'avance tout débat sur des remaniements territoriaux, Russel déclare que la discussion pourra porter sur tous les sujets. Mais, le 13 juillet, il constate que, si le gouvernement de la reine admet la conférence, la France et les autres puissances ne bougent pas. Les ministres français estiment que la seule chose à faire est de concilier l'article 92 du traité de Vienne avec le récent traité de Turin, et l'Angleterre admet ce point de vue. Enfin, le 3 août, Russel déclare que la Russie et l'Autriche s'opposent à la conférence; donc tout reste en suspens. Et la Chambre, aussi lasse sans doute que le ministre, ne proteste plus.

En ce moment, d'ailleurs, l'affaire de Savoie pouvait être considérée comme close. Dès le commencement du mois de juillet, le Conseil fédéral avait reçu de ses représentants des avis si décourageants que, pour persévéérer dans la même voie, il lui aurait fallu une obstination allant jusqu'à l'aveuglement.

Le 2 juillet, Tourte écrit que, dans un dîner, Cavour a parlé de la conférence comme d'un mythe. Le 5, il dit qu'il n'y a

1. Cf. les lettres du 23 et du 30 juin et celle du 4 juillet.

plus rien à faire; Hudson lui-même conseille, en présence de la prostration de l'Europe, de « carguer les voiles et louvoyer jusqu'à l'heure du règlement des comptes ». De la Rive reconnaît, le 12, que la conférence se heurte à une mauvaise volonté regrettable. Dapples, de retour de sa mission, se présente, le 17 juillet, dans une séance du Conseil fédéral et ne peut que confirmer les rapports plutôt pessimistes qu'il a envoyés de Berlin et de Pétersbourg. Enfin, le 19, de Steiger déclare au président de la Confédération que les divergences entre la Suisse et la France sont trop fortes pour que la conférence se réunisse. Sur toute la ligne, l'Europe se dérobe, il n'y a plus rien à attendre d'elle.

D'autre part, il est trop tard pour revenir à la France. Les propositions du mois de juin paraissent avoir épuisé la bonne volonté du gouvernement impérial, et, dans tous les milieux où l'on fait de la politique, on manifeste un vif mécontentement à l'égard de la Suisse. Le 19 juin, Kern écrit que Thouvenel, avec qui il vient de s'entretenir, se plaint vivement de ce que le Conseil fédéral ait divulgué dans une circulaire à ses agents les offres confidentielles qui lui sont venues par la voie de Londres; cela rend, dit le ministre, les rapports avec la Confédération très difficiles. La publication du *Blue book* anglais, qui eut lieu quelques semaines plus tard, ne fit qu'augmenter cette mauvaise humeur; elle révélait, en effet, de la part du gouvernement français, des concessions aussi inattendues qu'inutiles. Enfin, un singulier incident s'était produit. Il paraît qu'au début de son séjour à Londres, de la Rive, un peu imprudemment peut-être, aurait dit à l'ambassadeur d'Autriche, Apponyi, que l'attitude de la France aurait pour effet de jeter la Suisse dans les bras de l'Allemagne¹. De là une démarche du gouvernement autrichien qui proposa officiellement de mettre la neutralité suisse sous le couvert de la Confédération germanique. Cette offre, qui aurait eu pour effet de réduire la souveraineté helvétique à ce qu'elle était avant le traité de Westphalie, fut repoussée d'emblée; mais les journaux en parlèrent et la France y vit un acte d'hostilité à son égard.

D'ailleurs, rien ne permet de supposer que le Conseil fédéral ait eu, ne fût-ce qu'un instant, la pensée de renouer avec le gou-

1. Cet incident tient une assez grande place dans la correspondance entre le Conseil fédéral et de la Rive. Dans des lettres du 16 et du 19 mai, l'envoyé suisse déclare qu'on a dépassé sa pensée et qu'il n'a jamais parlé d'alliance.

vernement français les négociations qu'il avait rompues sur le conseil, pour ne pas dire sur l'ordre, des ministres anglais. Quand il fut bien persuadé de l'échec de sa campagne diplomatique, il procéda avec correction et sagesse et décida, dans sa séance du 19 juillet, de laisser tomber l'affaire pour le moment¹, tout en chargeant le département politique de ne pas la perdre de vue. Il est juste d'ajouter que, soit les sociétés patriotiques, soit les journaux suisses acceptèrent cette décision tranquillement et ne songèrent pas à en augmenter l'amertume par des reproches inutiles.

IX.

Ainsi, toute cette campagne, au cours de laquelle la Suisse avait rompu avec ses traditions de prudence et d'effacement pour parlementer avec les grandes puissances, ordonner des mesures militaires et concentrer un instant sur elle l'attention générale, aboutissait à un échec complet. En eût-il été autrement si la Confédération, persévérant dans sa conduite première, avait tout attendu de la bienveillance de Napoléon III? C'est possible sans être certain. Par contre, et ceci n'est que trop certain, elle n'obtint rien de l'appui intermittent de l'Angleterre et de la tiédeur de l'Europe.

Je ne reviens qu'en peu de mots sur les erreurs du gouvernement suisse et les contradictions de l'empereur des Français. Si les honorables conseillers fédéraux se livrèrent à un examen de conscience, ils durent reconnaître qu'ils étaient les premiers responsables de cette fâcheuse aventure. Partis d'une base insuffisante au point de vue historique et juridique, peu au fait de la vraie situation politique, ils avaient usé maladroitement de leurs moyens d'action, ne s'étaient pas rendu compte que certaines de leurs démarches étaient contradictoires et quand, après plusieurs allées et venues, ils avaient enfin fixé leur ligne de conduite, il s'était trouvé que cette voie n'était pas la bonne; leur intransigeance avait fait le reste. Quant à Napoléon III, il est impossible de ne pas être frappé, pour ne rien dire autre, de la facilité avec

1. « ... Die Sache für einstweilen beruhen zu lassen. » Cette décision fut prise à la majorité des membres du Conseil fédéral contre le préavis du Département politique.

laquelle il revint sur des engagements formels, et l'on peut se demander s'il eût déployé en face d'une grande puissance européenne le sans-gène dont il usa impunément à l'égard de la petite Suisse.

Mais l'Angleterre, comment faut-il apprécier son intervention dans l'affaire de Savoie? Il est intéressant de connaître sur ce point l'opinion de quelques-uns des négociateurs de 1860.

De la Rive paraît n'avoir jamais changé d'avis. Dans son rapport sur sa mission à Londres daté du 20 octobre 1860, il parle encore des services constants, mais malheureusement impuissants, rendus par l'Angleterre, considérée comme un grand succès qu'elle n'ait pas reconnu l'annexion de la Savoie par la France et conseille à la Suisse de conserver son attitude d'expectative qui lie ses intérêts à ceux de toute l'Europe indépendante et lui assure la considération générale. Quelques mois après, le 21 janvier 1861, il répond au Département politique qui, dans le but sans doute de préparer son rapport de gestion sur l'année écoulée, lui a demandé des éclaircissements : « Ce serait, à mon avis, commettre une grave erreur que d'attribuer au gouvernement anglais le peu de réussite de nos efforts. » D'après lui, l'Angleterre a été trompée par l'attitude du gouvernement sarde, qui avait toujours déclaré ne vouloir rien céder. Si elle avait connu plus tôt les désirs de la Suisse, il est possible qu'au lieu de s'opposer si longtemps à toute annexion elle aurait consenti à une transaction. Quand elle fut mieux informée, c'est-à-dire depuis la fin du mois de mars, elle chercha constamment à faire triompher les vœux du Conseil fédéral; mais le moment était passé.

Cette opinion est insoutenable aujourd'hui; nous savons que, dès le commencement de février, le ministère anglais ne conservait aucune illusion sur la résistance du gouvernement sarde aux désirs de Napoléon. De la Rive était d'ailleurs seul de son avis; à Paris, Kern resta toujours assez sceptique quant à l'efficacité de l'action anglaise; parfois même il a l'air de la croire dangereuse. Dans une lettre du 8 mai 1860, il rend compte d'une conversation avec Thouvenel; le ministre lui aurait dit : « L'affaire de Savoie aurait pris sans doute un autre tour si la Grande-Bretagne, après que l'empereur eut informé le gouvernement fédéral et le ministère anglais de son intention de céder le Chablais et le Faucigny à la Suisse, n'avait persévétré dans son opposition contre

toute espèce d'annexion. Le gouvernement français a dû se persuader alors que, malgré l'abandon de ces deux provinces à la Suisse, l'Angleterre continuerait à s'opposer à l'annexion de la Savoie par la France, et cela a eu de l'influence sur ses plans. »

Sans doute, l'empereur et ses ministres avaient eu d'autres raisons que celle-là pour ne pas céder la Savoie du Nord; Thouvenel le savait mieux que personne. Cette opinion n'en est pas moins intéressante à connaître. Du reste, l'idée que l'Angleterre jouait sa protégée plus qu'elle ne la servait était fort répandue dans le monde diplomatique en 1860. Le 20 mai, Dapples écrivait de Pétersbourg, en réservant, il est vrai, son impression personnelle :

... En second lieu, on est généralement convaincu ici que la Suisse a été dans cette affaire excitée par l'Angleterre dans un but qui n'était point celui de l'intérêt helvétique. Le ministère anglais, dont la popularité était en danger par suite de sa condescendance à propos de l'annexion de la Savoie, aurait voulu la rétablir en établant une grande sympathie pour la Suisse, mais tout cela n'était qu'une comédie plus propre à compromettre qu'à servir la cause de notre pays.

Quant à Tourte, il répond le 3 avril 1861 à une demande de renseignements du Conseil fédéral et réfute le point de vue de la Rive, dont probablement on lui avait donné connaissance :

Je ne crois pas que le ministère anglais ignorât l'intérêt immense qu'avait la Suisse à acquérir le Chablais et le Faucigny. Dès mon arrivée à Turin, au commencement de février, Sir James Hudson écrivit à ce sujet à son gouvernement la dépêche la plus claire, la plus positive, la plus pressante. Le ministère était donc bien renseigné...

Seulement, dit Tourte, Russel, qui ne voulait pas mécontenter l'empereur Napoléon III et craignait de nuire à la négociation du traité de commerce, a joué un double jeu; au début, il s'est renfermé dans de vagues protestations, n'admettant la possibilité d'aucune cession, ce qui ne pouvait avoir aucune portée pratique et ne gênait en rien la France; une fois le traité de cession signé, « il a fait beaucoup de bruit en notre faveur, bien certain qu'il était alors de crier dans le désert ». Cavour a défendu les droits

de la Confédération, car l'Italie a le plus grand intérêt à ce que la Savoie du Nord devienne Suisse. Rebuté, le ministre a dit à Tourte : « Quant à moi, je sais bien que, si on refuse de vous céder le Chablais et le Faucigny, c'est qu'on veut tenir l'Italie par le Simplon et par Milan. »

Comme on le voit, les renseignements fournis par ces agents diplomatiques ne brillaient pas précisément par l'unité de vues. Une opinion doit être encore citée, c'est celle du Conseil fédéral lui-même. Ce corps paraît être revenu assez vite de la confiance aveugle qu'il avait témoignée quelque temps au ministère britannique : en effet, dans le rapport que le Département politique présenta aux Chambres, au printemps 1861, sur sa gestion de l'année précédente, se trouve un passage assez caractéristique où l'on discerne à la fois le regret de n'avoir point accédé aux offres de la France et l'impression que l'appui de l'Angleterre a été plus funeste qu'utile à la Suisse¹.

Et, quand on a parcouru la série des pièces, quand on a comparé les notes transmises par les envoyés suisses avec le compte-rendu des débats du Parlement britannique, il est difficile de ne pas être de cet avis : le gouvernement anglais, très mécontent de l'abandon de la Savoie à la France, s'est servi de la Suisse, d'abord dans l'espoir de suspendre ce marché, dans un intérêt purement parlementaire ensuite ; il lui a inspiré de résister énergiquement à la France, pour lui conseiller de s'arranger avec cette même France et la livrer à ses seules ressources quand l'affaire a perdu de son acuité et que l'opposition a modéré ses attaques. Il y a là un spécimen intéressant des procédés diplomatiques de la puissante Angleterre.

Ce conflit devait laisser quelques traces. Entre la France et la

1. « En terminant ce chapitre, nous croyons que l'impartialité nous fait un devoir de ne pas passer sous silence que, de la part de la France, il a été à réitérées fois affirmé que l'opposition absolue de l'Angleterre à toute annexion a mis la France dans l'obligation de retirer la parole donnée en février... » Puis, après avoir établi que le gouvernement anglais a connu exactement et en temps utile les vœux de la Suisse, le rapporteur continue : « Toutes les tendances de la France avaient évidemment pour but d'obtenir que la Suisse ouvrit des négociations directes avec elle et que le résultat en fut soumis purement et simplement à la ratification des puissances » (*Feuille fédérale*, 1861, t. I, p. 866). Le chargé d'affaires de Grande-Bretagne à Berne, Harris, protesta contre ce paragraphe dans une note du 13 juin 1861.

Suisse, le mécontentement fut d'abord très vif; mais il ne dura pas. D'un pays à l'autre, les rapports sont trop fréquents, trop étroits pour qu'une hostilité prolongée soit possible. Les masses, d'ailleurs, n'avaient été que peu atteintes par la polémique des journaux, et les événements politiques d'une importance exceptionnelle qui se succédèrent jusqu'en 1871 donnèrent bientôt aux pensées une tout autre direction.

Les années ont passé et la courte querelle de 1860 est presque sortie des mémoires. Pour la Suisse, la cession de la Savoie n'a pas eu les funestes conséquences que beaucoup de gens prédisaient; elle n'est pas tombée sous la dépendance de la France, sa neutralité n'a pas été menacée ou affaiblie. Sans doute, le protocole du 29 mars 1815, dont plusieurs clauses sont devenues inapplicables, n'est plus qu'une vieillerie et gagnerait fort à être sinon revisé, — ce qui ne pourrait se faire sans un appel à l'Europe, — au moins interprété d'une façon claire, de manière à éviter tout conflit futur; mais la France s'est toujours efforcée d'en respecter l'esprit et d'appliquer exactement l'article 2 du traité de Turin. En 1883, encore, sur des représentations du Conseil fédéral, le ministère Ferry ne donna pas de suite au projet de fortifier le Vuache, et, depuis, aucune difficulté ne s'est élevée à propos du territoire neutralisé¹.

Chose curieuse, c'est en Angleterre que les suites du conflit de Savoie se marquent le mieux. Rien ne fait supposer que Palmerston et Russel ne se soient pas aisément consolés du mécompte de

1. L'incident diplomatique de 1883 a provoqué, tant en France qu'en Suisse, l'éclosion d'un certain nombre de brochures sur la question de Savoie. Aujourd'hui encore, la discussion ne paraît pas éprouvée, car de temps à autre, comme des fusées retardées, des articles sur ce sujet paraissent dans les revues et journaux. Cette littérature présente peu d'intérêt; elle ressasse de vieilles histoires, — la neutralité de la Savoie a-t-elle été décrétée en 1815 en faveur de la Suisse ou de la Sardaigne? la France a-t-elle le droit de construire des forteresses et de maintenir des garnisons dans la zone neutralisée...? etc., etc., — et ceux qui la signent, non seulement n'apportent aucun élément nouveau au débat, mais paraissent souvent ignorer jusqu'aux bases de la question. Pour mettre un terme à ces efforts honnêtes, mais stériles, comme aussi pour régler l'attitude de la France et de la Suisse vis-à-vis de la Savoie neutralisée au cas, assez improbable aujourd'hui, d'une nouvelle guerre sur les Alpes, il serait temps d'élaborer enfin la convention qui n'a été arrêtée ni en 1815 ni en 1860. C'est dans une période de bons rapports que de telles affaires doivent être abordées, car c'est alors qu'elles peuvent aboutir.

leur petite alliée ; mais ils oublièrent moins facilement la surprise fâcheuse qu'ils avaient eux-mêmes éprouvée, leur impuissance à empêcher l'annexion et tous les désagréments qui en avaient résulté. Désormais, rien ne put les affranchir de la pensée que le second empire était rentré dans les traces du premier et visait à de nouvelles conquêtes en Europe ; ils gardèrent en face de lui une attitude défiante et chagrine dont leurs successeurs ne se départirent pas ; et, quoi qu'il arrivât, les deux gouvernements ne réussirent plus à se mettre d'accord pour agir en Europe.

L'entente cordiale qui avait été pour le second empire français comme une lettre d'introduction dans le monde et qui s'était affirmée triomphalement lors de la guerre de Crimée subit quelques accrocs au moment du congrès de Paris, fléchit brusquement quand Napoléon s'engagea en Italie, pour prendre fin en 1860 avec l'affaire de Savoie.

Ed. ROSSIER.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LE GÉNÉRAL DUPONT

ET LA CAPITULATION DE BAYLEN

D'APRÈS UN OUVRAGE RÉCENT.

M. le lieutenant-colonel Titeux¹ a publié sur ce néfaste épisode de la guerre d'Espagne une énorme enquête de plus de deux mille pages. C'est bien, comme le dit l'auteur à la première ligne de l'ouvrage, « un livre de vérité ».

Écrit sans animosité contre l'Empereur par « un admirateur fervent de son génie et de sa gloire », il est né d'une étude minutieuse des événements qui se sont produits avant, pendant et après la capitulation de Baylen, signée le 19 juillet 1808. L'examen plus approfondi des détails de ce fait de guerre a donné à M. le colonel Titeux la conviction profonde et raisonnée qu'à l'égard du général Dupont il a été commis plus qu'une erreur, presque un crime; et, constatant que, près d'un siècle plus tard, cette « légende, fausse de tout point, créée par l'Empereur, amplifiée par ses fidèles, » subsistait toujours, il a voulu la prendre corps à corps, pour ainsi dire, l'anéantir à force de preuves contraires et venger à la fois un brave général, indignement outragé, et la vérité historique, non moins indignement méconnue.

Cette légende, on la connaît, car, jusqu'à nos jours, on la ren-

1. M. le lieutenant-colonel Eugène Titeux, *le Général Dupont, une erreur historique*, d'après des documents inédits, avec de nombreuses cartes et fac-similés. Puteaux-sur-Seine, Prieur et Dubois, 1903, 3 vol. in-4^e, 594, 785, 724 p. Nous devons prévenir les lecteurs que l'étude de ce livre n'est pas faite pour donner des vues optimistes sur l'état moral des esprits durant l'ère impériale. Non pas seulement Alceste, mais même un Philinte modérément honnête sortira, de la lecture des dossiers réunis par M. Titeux, passablement écouré, tant on y coudoie de généraux habileurs et menteurs, d'hommes d'État lâches et serviles, de magistrats acharnés à masquer ou à détruire la vérité, d'historiens superficiels se laissant guider par des sources apocryphes et des souvenirs erronés, égarer par les passions politiques.

contre à peu près partout dans tous les récits de l'épopée impériale; aussi, je n'en rappelle que les traits principaux. Après avoir pillé Cordoue en mars 1808, Dupont se retire avec son énorme butin à Andujar, puis il se laisse couper dans la sierra Morena par les troupes espagnoles, négligeant d'occuper les défilés qui auraient assuré sa retraite sur Madrid. Quand il se décide enfin à reprendre sa marche sur Baylen, ses précieux bagages retardent sa marche; préoccupé de sauver ce bien mal acquis, il montre une indécision lamentable, il met une mollesse impardonnable dans l'attaque quand il est obligé de combattre, et il finit par se rendre à un ramassis de paysans à peine armés et de recrues inhabiles avec tous ses drapeaux et ses canons. Il agrave encore ce malheur en englobant dans sa capitulation les divisions Dufour et Vedel, qui auraient eu la possibilité de se retirer en bon ordre et qui même avaient été victorieuses dans un des épisodes de la lutte; il ajoute la honte au malheur en prenant ses précautions dans cette capitulation indigne, « éternel déshonneur du nom français », pour sauvegarder le produit de ses pillages, et il insulte au nom français en promettant de rendre les vases sacrés volés dans les églises; c'est à bon droit que l'Empereur, exaspéré de cette conduite d'un homme en lequel il avait mis sa confiance, l'a flétrì à jamais de la triple épithète de « voleur, de traître et de lâche ».

Tel est le thème officiel; formulé dès le lendemain du désastre de Baylen, confirmé par la soi-disant enquête de 1812, il a été repris, avec des variations partielles, par tous les panégyristes de Napoléon, et, malgré ses protestations répétées, le malheureux Dupont n'a guère trouvé, même après sa mort, les juges qu'il réclamait pour reviser la sentence ignominieuse qui l'avait frappé. Était-elle méritée pourtant? N'y avait-il pas dans la catastrophe d'un des divisionnaires les plus marquants de la Grande Armée, depuis long-temps célèbre par mainte action d'éclat, une injustice révoltante de la part du maître d'abord, de la part de l'histoire aussi, servile ou désorientée? En compulsant avec une inlassable patience les nombreux dossiers de cette triste affaire, M. le colonel Titeux a vu se fortifier de plus en plus ses convictions à cet égard; après avoir, durant plusieurs années, consacré tous ses loisirs à scruter les documents, à refaire l'enquête, à visiter le théâtre même de la lutte, à peser les arguments des accusateurs et les défenses des accusés, il a étendu peu à peu ses recherches à tout le passé militaire du *capitulard* de Baylen, afin de juger plus impartialement ses malheurs, ses erreurs ou ses fautes. De ses recherches persévérandes et si consciencieusement conduites est sorti le présent travail, qui fait grand honneur à celui qui osa l'entreprendre et sut le mener à bonne fin; ceux-là

même qui ne suivront pas l'auteur jusqu'au bout de ses démonstrations et n'accepteront pas absolument *toutes* les conclusions de son étude devront rendre hommage à l'énorme labeur de l'écrivain comme à l'entièvre loyauté de l'homme qui n'a plaidé la cause de Dupont avec une si généreuse insistance que parce qu'il le croyait absolument innocent.

Dans l'intérêt même du général malheureux qu'il défend, il aurait été désirable que le livre de M. Titeux fût de proportions notablement plus restreintes; peu de lecteurs, même parmi les professionnels (historiens et militaires), auront, je le crains, les loisirs nécessaires et même un amour de la vérité assez ardent pour étudier avec l'attention voulue ces 2100 pages de texte et de notes compactes. Je me permettrai même d'ajouter, sans vouloir méconnaître en rien la courageuse patience de l'auteur, que bon nombre de ses développements n'étaient pas indispensables; le but qu'il poursuivait aurait été atteint tout de même s'il n'avait consacré, par exemple, qu'une centaine de pages au passé de Dupont, avant sa nomination au commandement du deuxième corps d'observation de la Gironde, en novembre 1807, au lieu d'y employer tout un gros volume. Cela suffisait largement pour que le lecteur fit connaissance avec ce jeune bourgeois de souche charentaise, officier au service de la Hollande dès l'âge de dix-neuf ans, lieutenant-colonel à Valmy à vingt-sept, chef de brigade l'année suivante, chef du Cabinet topographique sous Carnot après vendémiaire, général de division en 1797, ministre de la Guerre par intérim après le 18 brumaire. Chef de l'état-major général de l'armée de réserve en mars 1800, il se distinguait à Marengo, à Pozzolo; plus tard, on signalait ses actions d'éclat à Haslach, à Halle, à Braunsberg, à Friedland. Grand aigle de la Légion d'honneur après Tilsit, il était désigné à ce moment par l'opinion compétente de la plupart de ses compagnons d'armes comme un des prochains maréchaux de l'Empire; loin de lui sembler hostile, Napoléon lui accordait encore, après l'ouverture de la campagne d'Espagne, une pension de 20,000 francs, qui ne lui fut, il est vrai, jamais servie. Il ne semblerait donc pas qu'au moment de son entrée dans la péninsule il y eût dans l'esprit du généralissime un grief sérieux contre un lieutenant qui lui était dévoué de longue date, qui s'était attaché à sa fortune dans les heures, indécises encore, des dernières crises politiques de la Révolution, et qui conserva, vis-à-vis du maître, même après les criantes injustices qu'il dut subir, une attitude si humble et si soumise que nous la trouvons aujourd'hui choquante¹. Pourtant, sept mois de campagne

1. C'est là l'opinion très arrêtée et très compétente de M. Titeux. Oserai-je avouer que de la lecture de son livre s'est plutôt dégagée l'impression, toute

dans la péninsule ibérique allaient aboutir à l'anéantissement de cette réputation militaire si solidement établie et aux accusations les plus infamantes pour son courage et son honneur. Comment ce changement si brusque a-t-il pu se produire? C'est à l'élucidation de ce problème que M. Titeux a consacré un deuxième volume.

Il commence par établir les préliminaires; il montre ce qu'était le « deuxième corps d'observation de la Gironde » au moment où Dupont en prenait le commandement. Les jeunes soldats des trois divisions Barbou, Vedel et Malher qui le componaient, récemment appelés sous les drapeaux, n'avaient, pour la plupart, jamais fait d'exercice à feu ni tiré à la cible (II, 63); néanmoins, le général réussit à les discipliner, à les dresser au métier de la guerre, à les maintenir ensuite en un état relativement satisfaisant; Murat dans sa correspondance avec Napoléon, Belliard en écrivant à Berthier en font l'éloge (II, 116), et c'était beaucoup, car les récriminations sont fréquentes autour de lui, et il faut voir comment Moncey, par exemple, ne cesse de se plaindre de ce que ses soldats soient malingres, mal tenus, qu'ils aient tous la gale, et, en général, de ce que « l'armée soit une pétaudiére ». Seulement, ce corps d'armée, discipliné au prix de tant d'efforts, est à peine arrivé à Valladolid, en janvier 1808, qu'on le disloque pour la marche sur Madrid, et, depuis lors, Dupont ne l'aura plus jamais tout entier sous sa main. Cependant, le général, après l'occupation, j'allais écrire l'escamotage, de la capitale espagnole par le grand-duc de Berg, vraie « fourberie de Scapin », avait pénétré jusqu'à Tolède quand le soulèvement madrilène du 2 mai, réprimé avec une extrême rigueur, vint donner le signal de l'insurrection générale. Nous n'avons pas à l'apprécier ici dans son ensemble; il nous suffit que Napoléon lui-même, dans un accès de franchise, ait dit ces paroles : « Cette malheureuse guerre d'Espagne a été la cause première des malheurs de la France..., l'immoralité dut se montrer trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain¹. »

C'est à ce moment que Dupont reçoit l'ordre de marcher sur Cadix pour y délivrer l'amiral Rosily, bloqué par les Anglais; il avait à ce moment sous ses ordres (mai 1808) 8,800 Français, plus environ 1,800 hommes de troupes suisses au service de l'Espagne, qui déser-

subjective il est vrai, et que je ne saurais appuyer sur des preuves bien solides, que Napoléon, depuis la campagne de Marengo peut-être, batait froid au général Dupont, lui préférant des lieutenants plus jeunes et pas plus distingués et qu'il n'eut à vaincre aucun sentiment d'amitié, de sympathie ni d'estime spéciale à son égard pour le sacrifier à ce qu'il considérait comme les nécessités de sa politique et ce qui était avant tout son intérêt égoïste.

1. *Mémorial*, IV, 284.

teront bientôt; c'était donc un total maximum de 40,600 hommes¹. La tâche qu'on lui imposait était irréalisable avec d'aussi faibles effectifs; alors que la révolte éclatait partout, que les bandes d'insurgés massacraient les isolés ou faisaient périr dans des supplices affreux les prisonniers qui tombaient entre leurs mains, il fallait un aveuglement absolu, un entêtement sans bornes pour s'imaginer que ces quelques régiments pourraient se maintenir au sud de la sierra Morena et pénétrer jusque sur les bords de l'Atlantique². Le général ne se faisait aucune illusion à ce sujet. Dès le 8 et le 9 juin, il demandait de la façon la plus pressante des renforts à Belliard et Murat, se disant complètement enveloppé par l'insurrection : « Il est instant et très instant que le corps de la Gironde soit réuni, etc.³. » Le 4 juillet, il s'adressait encore, d'Andujar, à Rovigo pour le supplier d'envoyer tous les secours dont il pourrait disposer pour contenir l'ennemi⁴. Dupont sentait fort bien le péril extrême de sa situation⁵, et, s'il est resté si longtemps à Andujar, c'est sur les ordres formels du duc de Rovigo, paraphrasant ceux que l'Empereur envoyait de Bayonne⁶, et qu'il était d'ailleurs peu capable d'interpréter⁷. « Il ne faut engager Dupont à revenir sur Madrid que dans un cas extrêmement impérieux », écrit-il à Berthier le 29 juin, et Dupont, pour le tranquilliser, lui promet : « Nous tiendrons la position d'Andujar » (II, 329). Le 2 juillet encore, Belliard écrit à ce dernier : Le général en chef désire que vous ne fassiez pas de marche rétrograde au delà de la sierra Morena, » et, toute une semaine plus tard, Savary déclare à Berthier : « Je fais expédier à Dupont l'ordre de ne point sortir de la position d'Andujar à moins d'y être forcé » (II, 332). Et, le 9 juillet, il faisait parvenir au général l'ordre « de ne rien entreprendre et de

1. Le 21 juin, il ne lui restait même, d'après les états de situation exacts fournies par M. Titeux, qu'un effectif de 9,274 officiers et soldats en état de combattre.

2. Cela n'empêchait pas l'Empereur d'écrire à Champagny qu'il « avait mis tant de moyens à la disposition » de Dupont!

3. Titeux, II, 262-263.

4. Titeux, II, 342.

5. A ce moment même, Napoléon racontait à Talleyrand que Dupont était entré à Séville et Moncey à Valence! (lettre du 9 juin 1808). Le roi Joseph, lui, écrivait le 18 juillet : « Il faudra renforcer beaucoup le général Dupont » (Ibid., III, 11).

6. Notons dans une lettre à Dupont, du 19 juillet, ce mot de Rovigo : « L'Empereur... regarde comme peu important pour les affaires d'Espagne ce qui pourrait vous arriver » (Ibid., III, 7), pour pouvoir le comparer ensuite aux éclats de colère du souverain quelques jours plus tard.

7. Napoléon, dans une lettre intime au roi Joseph, appelait Savary, le 18 juillet, un « homme incapable » (Ibid., III, 12).

faire des efforts pour vivre dans la position où vous êtes » (II, 356). Il s'agissait en effet pour lui « d'efforts à faire », car ses pauvres soldats, mis à la demi-ration, n'ayant à boire que l'eau tiède du Guadalquivir (le vin manquait même pour les malades), crevaient de faim par une température de quarante degrés à l'ombre et de soixante au soleil, tandis que la dysenterie, amenée par l'absorption de fruits non mûrs, faisait parmi eux les plus grands ravages. Si Dupont évacue finalement ses positions si longtemps tenues d'Andujar, dans la nuit du 48-49 juillet, ce n'est pas tant que la situation soit devenue intenable par suite de l'arrivée des Espagnols de Castaños, mais parce que son propre subordonné, le général Vedel, avait abandonné la position de Baylen, qu'il devait garder à tout prix. Ce mouvement de retraite ne fut nullement paralysé d'ailleurs par l'évacuation du butin de guerre des généraux français, comme le veut la légende. Dupont n'est jamais resté pendant cinq heures assis sur un tambour à voir défilier sous ses yeux ses caissons bourrés d'objets précieux. Ce sont les *Mémoires* absolument apocryphes du capitaine de vaisseau Baste¹ qui ont propagé cette historiette calomnieuse; sur les cinq cents voitures qui se suivaient sur la route et qui mirent en effet plusieurs heures à défilier, il y en avait plus de trois cents qui emmenaient de 4,800 à 2,000 blessés et malades. Elles marchaient au milieu de la colonne, réglant en effet la marche, mais c'était là un arrangement qui s'imposait à tout bon général dans les circonstances présentes. Sauf les quelques compagnies de marins et deux bataillons de la garde de Paris, tous les soldats de Dupont étaient des conscrits de moins de vingt ans; ils marchèrent, sac au dos, durant toute la nuit du 48-49 juillet, huit heures durant, par une chaleur accablante, et arrivèrent au point du jour en face d'un ennemi trois fois supérieur en nombre, comptant presque exclusivement des troupes régulières et ayant disposé trois grandes batteries de douze sur son front². Ces conscrits n'avaient que des pièces de quatre, qui, à peine mises en place, étaient écrasées par l'artillerie

1. M. Titeux nous semble avoir établi, hors de toute contestation possible, que ces Mémoires de Baste (mort comme général de brigade à Brienne en 1814) ont été fabriqués par un faussaire d'après des ouvrages qui ne parurent en partie qu'en 1823 et n'ont, par conséquent, aucune valeur critique (Ibid., II, 572-576).

2. L'auteur a longuement et scrupuleusement étudié sur place le terrain des environs de Baylen et donne une description fort lucide de ce village, devenu trop fameux, où la route de Madrid serpente entre des cerros de 320 à 420 mètres. Sur le plus élevé d'entre eux, le San-Christobal, les Espagnols étaient solidement établis avec une forte artillerie, tirée des arsenaux de Séville et de Cadix et très bien servie.

espagnole; néanmoins, ils se battirent pendant dix heures, la cavalerie chargea vaillamment, poursuivit l'adversaire jusque dans un bois d'oliviers, prit des canons et deux drapeaux¹; trois fois, Dupont mena bravement l'infanterie à l'assaut des positions ennemis sans pouvoir les emporter². Ses pauvres soldats épuisés restaient étendus sur le sol brûlant, exposés au soleil du midi, sans une goutte d'eau pour apaiser leur soif; c'est alors que la brigade suisse passe aux Espagnols³. Il ne restait plus que 2,000 hommes valides autour des drapeaux. Ayant derrière lui Castaños, ne voyant pas arriver Vedel, qu'il croyait tout près et qui aurait dû courir au canon, Dupont, persuadé que les Espagnols allaient renouveler l'attaque, qu'il serait écrasé par leur masse (ils avaient 40,000 hommes en tout) et que tous ses malades et blessés seraient égorgés, crut devoir demander une suspension d'armes au général Reding, l'un des divisionnaires de Castaños, ainsi que la liberté de se retirer sur Madrid. Reding accorda la première demande et renvoya pour le second point au général en chef. Cela se passait peu après midi; à une heure et demie, deux autres sous-ordres de Castaños, Jones et Lapeña, vinrent prendre position sur le torrent du Rumblar avec 40,000 hommes et se disposèrent à forcer les lignes françaises, sans se soucier de l'armistice consenti par Reding. Finalement, Lapeña consentit pourtant à s'arrêter pendant que le capitaine de Villoutreys se rendrait auprès de Castaños, à condition que *toute* l'armée française (les troupes de Vedel et de Dufour comme les autres) serait englobée dans l'armistice.

Pendant ces heures de suspens et d'angoisse, le malheureux Vedel avait erré par le pays durant la journée et la nuit du 18 et revenait enfin le 19, à quatre heures du matin, vers Baylen, occupée depuis la veille par les Espagnols⁴. Il marchait avec une lenteur incroyable et sans se préoccuper du canon qu'il entendait gronder au loin, malgré les objurgations exaspérées de ses officiers. Quand il arrive à cinq heures du soir devant Baylen, où les Espagnols, confiants en

1. Ce n'étaient nullement des paysans, mais les gardes wallonnes, que chargèrent ces cavaliers; ils y perdirent beaucoup de monde.

2. La troisième fois, il menait lui-même l'ultime réserve, les marins de la Garde, marchant en tête, l'épée à la main, et reçut un coup de feu dans les reins.

3. De tout le contingent suisse (1,300 hommes), 170 seulement restèrent fidèles à leur serment.

4. Dupont avait écrit à Vedel, dès qu'il avait appris son départ, le 18, à sept heures du matin: « J'espère que votre retour à Baylen sera très prompt. » Et le malheureux mit vingt-quatre heures à sa promenade! M. Titeux décrit toutes ces vicissitudes d'après la correspondance saisie et retrouvée aux archives du ministère de la Justice.

l'armistice, se gardaient mal, il lui avait fallu *treize* heures pour faire *sept* lieues de chemin ! Comme il ignorait tout ce qui s'était passé depuis vingt-quatre heures, il se jette sur les troupes de Reding, les débande, fait prisonniers deux de ses bataillons et s'empare de plusieurs canons. Le général espagnol s'empresse de réclamer auprès de Dupont ses soldats et son artillerie. La loyauté la plus élémentaire en même temps que le bon sens commandait au général en chef français d'accéder à cette demande, car il était évident que Lapeña n'avait consenti à s'arrêter tantôt qu'à condition que la division de Vedel fût comprise dans l'armistice, et qu'en cas de refus de la part de Dupont il aurait été à même d'écraser les restes harassés des régiments cernés par lui depuis bien des heures déjà. Ajoutons que, même au cas où Vedel eût refusé d'obéir à son supérieur, il n'aurait certainement pas pu se frayer un passage vers Madrid, car il aurait dû traverser pour cela Baylen, où se trouvaient les 25,000 hommes de Reding, la brigade suisse déserte, et il aurait en même temps eu à ses trousses les 40,000 hommes de Lapeña.

C'est dans cette situation tragique que Dupont réunit, le 20 juillet, un conseil de guerre; les généraux réunis déclarèrent à l'unanimité qu'il avait le devoir de traiter avec l'ennemi « pour éviter la ruine entière des troupes », tout en ajoutant que ce traité ne devait « violer en rien l'honneur de l'armée¹ ». Un nouvel incident se produit alors dans la nuit du 20 au 21, Vedel quitte ses positions devant Baylen pour tenter de continuer la retraite sur Madrid, Reding déclare alors que, s'il ne les reprend pas immédiatement, il fera passer la division Barbou au fil de l'épée, et, en même temps, les troupes de Lapeña viennent envelopper les régiments de cette division, qu'ils dominent de toutes parts, et qui est hors d'état d'opposer la moindre résistance, à moitié morte qu'elle est de soif et de faim, car, depuis trois jours, ces infortunés n'ont rien eu à boire ni à manger². Peut-on vraiment reprocher à Dupont d'avoir voulu sauver au moins les pauvres soldats de la division Barbou, puisqu'il

1. M. Titeux nous donne (II, 510) le fac-similé du texte original de la délibération du conseil de guerre tenu au camp devant Baylen le 20 juillet 1808. Les généraux Chabert, Marescot et le capitaine de Villoutreys furent chargés de demander la permission de se retirer sur Madrid pour les divisions Barbou, Vedel et Gobert; ils acceptaient d'évacuer l'Andalousie par la Manche; Vedel et Gobert, avec armes et bagages, Barbou, plus enserré, sans armes. Ce qui est à peine croyable, c'est que Chabert voulut nier, en 1812, avoir assisté au conseil de guerre, alors que sa signature était au bas de la pièce.

2. « Ces enfants râlaient sur le sol, dit un officier, témoin de la catastrophe, tirant la langue comme des chiens. » De plus, les herbes sèches étaient enflammées par les obus et les blessés rôtissaient sur place.

était convaincu que Vedel ne réussirait jamais à se frayer un passage vers le nord? La convention fut donc signée le 20 juillet, à quatre heures du soir. Au risque de paraître un peu trop raffiner sur les mots, on a le droit de dire que Dupont n'a pas *capitulé*, dans le sens actuel de ce mot, c'est-à-dire qu'il ne s'est pas *abandonné à la discréction du vainqueur*; il lui a déclaré, au contraire, qu'il se ferait tuer jusqu'au dernier homme plutôt que de se livrer pieds et poings liés. Cette *Convention d'Andujar*¹, à laquelle il a consenti², n'avait rien de *désonorant* en vérité³; son corps d'armée devait être ramené sur le sol natal avec tous les honneurs de la guerre et pouvait être immédiatement employé de nouveau contre d'autres ennemis de la France⁴. Les bagages des officiers et des généraux qui furent soustraits, a-t-on dit, à l'examen des Espagnols par ladite convention, pour mieux cacher leurs odieux pillages, étaient en réalité si peu volumineux qu'aux chefs eux-mêmes n'était attribué qu'un unique fourgon. Et M. Titeux fait observer qu'en étudiant toutes les nombreuses capitulations imposées par Napoléon et ses généraux à leurs ennemis vaincus, on constate que *toutes* règlent la question des bagages comme elle le fut à Andujar. C'est le procureur de la Haute-Cour impériale qui, le premier, a qualifié de honteuses les mesures de précaution prises par Dupont. Quant au fameux article 45 sur les vases sacrés (II, 555-556) volés dans les sanctuaires et qu'on promettait de restituer, il est certain que la rédaction en est tout à fait *hypothétique*, que la recherche de ces vases devait être d'ailleurs faite par les seuls Français, et il est certain aussi qu'il était difficile de repousser absolument une demande de ce genre, puisque, incontestablement, des soldats avaient pillé les églises à Cordoue⁵. Il

1. Ce n'est pas une des moindres surprises dans l'étude de cette triste question que d'avoir à constater qu'il n'y a jamais eu de *capitulation de Baylen*.

2. Dupont n'a pris d'ailleurs aucune part à la *rédaction* de la convention, qui fut négociée par les seuls généraux Marescot et Chabert.

3. Dupont avait si peu le sentiment d'avoir forfait à ses devoirs qu'il écrivait à Savary, le 22 juillet, en lui rendant compte des événements : « L'honneur est sauvé; des circonstances impérieuses ne peuvent l'altérer; j'espère que Sa Majesté daignera les juger favorablement » (II, 544).

4. Castaños avait d'abord accordé le passage libre vers Madrid, M. le colonel Clerc l'a nié, récemment encore, dans son livre sur la *Capitulation de Baylen* (1902); pourtant, il ressort bien de la discussion des textes et des dépositions par M. le colonel Titeux (II, 512-514) que primitivement le général espagnol s'était prononcé d'une façon favorable à ce sujet. Mais, quand on se fut saisi, sur le capitaine de Fénelon, d'une lettre que Rovigo écrivait à Dupont, Castaños déclara qu'il ne pouvait aider à *concentrer* l'armée française et que le corps tout entier devait être transporté *par mer* en France.

5. Voir le *texte exact* du traité d'Andujar, t. II, p. 545. M. Titeux relève les

nous semblerait inutile de nous étendre, comme le fait le colonel Titeux, sur toutes les autres capitulations célèbres du xix^e siècle (celle de Kléber et de Desaix à El-Arisch; celle de Sérurier à Verderio; celle de l'amiral Rosily à Cadix; celle de Mack à Ulm; celle de Blücher à Ratisbonne; celle de Robert Lee à Appomattox-Court-House, etc.), pour démontrer qu'une capitulation n'est pas nécessairement un « acte infâme » et qu'en tout cas l'héritier des traditions napoléoniennes et le chef du second Empire n'hésita pas à consentir à celle de Sedan¹. La convention d'Andujar fut indignement violée à peine conclue. Ce n'est pas la faute de Castaños peut-être, mais, en tout cas, ce fut encore bien moins la faute de Dupont si la Junta de Séville refusa de ratifier la convention militaire conclue, *bona fide*, par les combattants et si les généraux espagnols n'osèrent pas s'opposer à ce manque de foi. Ce fut bien moins encore sa faute si la bestialité furieuse des masses espagnoles fit bientôt de l'existence de nos pauvres soldats, vrais captifs désormais, une torture quotidienne qui devait se terminer pour la plupart d'entre eux par une mort affreuse sur les pontons de Cadix ou les rochers de Cabréra. Il est peu de lectures aussi éœurantes, aussi capables de faire douter de l'humanité que celle des chapitres de l'auteur où nous sont exposés les agissements des autorités et de la populace à l'égard de ces infortunées victimes (II, 598-678)². Mais comment notre indignation ne se reportera-t-elle pas, des assassins vulgaires de Lébriza, de Palma, et de bien d'autres lieux, vers l'homme dont l'ambition sans frein avait voué tant de malheureux aux plus cruels supplices?

Voilà donc les faits indiscutables qui se sont produits avant et après la signature de la convention d'Andujar, ou, si l'on veut à toute force conserver la désignation traditionnelle, moins correcte, de la capitulation de Baylen³.

altérations du texte dans certaines traductions et réimpressions, notamment aux paragraphes 11 et 15. Pour ce dernier, il est malheureusement indéniable que les chefs, supérieurs et subalternes, tout comme les simples soldats, ont commis trop de déprédations durant ces guerres d'Espagne pour qu'on ait le droit de s'étonner de la demande de Castaños.

1. « Aucune des armées de France, dit le colonel Titeux, n'obtint en 1870 des conditions aussi honorables et avantageuses que celles faites en 1808 aux troupes de Dupont » (II, 551).

2. M. Titeux donne des détails d'une bestialité presque incroyable (par exemple t. II, p. 621). Sur environ 10,000 hommes qui furent internés à Cabréra, les Anglais délivrèrent les officiers survivants en juillet 1810; les soldats durent y végéter jusqu'en mai 1814. Alors on rapatria 2,000 prisonniers. Tout le reste (7,000 hommes) avait péri; les deux tiers de ces malheureux appartenaient à l'armée de Dupont.

3. Je dis les *faits*, mais, à côté des faits, les *légendes* pullulent; une des

Elle aurait pu, elle aurait dû exciter en France et dans l'armée, surtout dans le cœur de son chef, un sentiment de compassion véhément auquel aurait pu se mêler à bon droit quelque remords. Mais il n'y avait pas seulement la France sympathique; il y avait l'Europe hostile, épiant chaque démarche du vainqueur du monde, cherchant d'un œil vigilant les défauts de son armure, l'Europe plus altérée de revanche après chaque nouvelle défaite que son génie militaire infligeait aux coalitions renaissantes. Cet échec, le premier en date, précédant celui d'Aspern de toute une année, fit, à distance surtout, une impression prodigieuse sur les esprits; on en exagéra les conséquences immédiates et futures, on n'analysa pas les causes locales de ce malheur assez réparable; on ne vit, à Londres comme à Vienne et à Berlin, que le fait brutal de l'anéantissement d'un corps de la Grande Armée, de la capture d'un des plus connus parmi les vieux généraux de la République et de l'Empire. On en conclut que ce colosse avait, lui aussi, des pieds d'argile, que tout espoir de vaincre l'éternel adversaire n'était pas encore perdu et qu'il était nécessaire de ne pas renoncer encore à la lutte. Napoléon, qui surveillait l'Europe d'un regard méfiant, se rendit compte bien vite de cette vibration de joie profonde qui avait retenti au fond du cœur de ses ennemis; il en éprouva le contre-coup dans son âme altière; ce grand réaliste raisonna, lui aussi, les conséquences de la journée du 20 juillet; il vit d'un œil rapide tout le danger qui en résulterait pour la solidité de l'édifice impérial si son prestige était sérieusement entamé de par le monde, et, du coup, il résolut d'enrayer à tout prix ce courant hostile à sa gloire et à sa puissance en faisant d'une infortune un crime et en écrasant le malheureux Dupont et ses subordonnés sous les éclats terribles de sa colère et tout le poids de sa disgrâce.

On peut faire valoir, à sa décharge, que les premières nouvelles qu'il reçut ne pouvaient lui donner une idée bien exacte de ce qui s'était passé; la première lettre de Savary à l'Empereur, datée du 28 juillet, relative à la capitulation de Baylen, est en effet remplie d'erreurs; il y eut donc, au début, une irritation profonde et sincère dans son attitude, mais il y eut aussi, dès les premiers jours, beaucoup de calcul¹, et il trouva tout autour de lui des instruments

plus persévérandes, c'est le récit des prouesses d'un chef de bataillon, nommé Saint-Église, immortalisé par Thibaudeau, *qui n'a jamais existé*, la retraite glorieuse du 116^e régiment de ligne à travers l'armée ennemie, racontée par le général Thoumas et M. Lorédan Larchey, et que M. Titeux déclare « une prodigieuse mystification dont pas un mot n'est vrai » (III, 43-44).

1. Il en mettait déjà dans la scène de tragédie que nous décrit Champagny,

dociles pour servir sa colère et ses calculs, sans souci d'étouffer la vérité, qu'ils connaissaient pourtant, et que le maître pouvait connaître comme eux. Savary seul, un instant, essaya de la faire comprendre à l'Empereur, et, vraiment, il y était tenu plus qu'un autre, puisqu'il avait donné l'ordre formel à Dupont de ne point quitter Andujar, mais, quand il voit que Napoléon ne veut pas l'entendre, il s'empresse de se dérober à toute responsabilité. Berthier, qui savait si bien flagorner jadis Dupont, alors qu'il était au ministère, déclarait qu'il avait fait « une sottise inconcevable » en s'acculant à des montagnes sans débouchés¹. Aucun d'eux n'osait dire ce que le général Thiebault devait écrire plus tard, que « la première faute, celle qui conduisait à toutes les autres, inculpe Napoléon² ». Et cette faute, impardonnable pour un homme de guerre de son envergure, était de n'avoir envoyé d'abord dans la péninsule que de petits paquets de troupes, les jugeant suffisants contre la racaille, une fois cette odieuse et absurde campagne d'Espagne décidée. Au milieu d'un pays hérissé de difficultés naturelles, en face des forces supérieures d'une nation fière et sauvage, bien décidée à périr plutôt qu'à servir, il n'y avait aucune *honte* à être vaincu. Mais il fallait des victimes expiatoires pour que le prestige impérial ne semblât pas diminué, et, pour qu'il y eût des victimes, il fallait des coupables. C'est en vue de ce résultat que tout fut combiné désormais; la célèbre note du *Moniteur* du 5 septembre formula le thème officiel, et, pendant cinq ans, on s'ingénia à des mises en scène qui rappelaient, de temps à autre, et le courroux du maître trompé et les méfaits des généraux avilis³. On comprend, après avoir étudié dans ses plus

le 2 août, à Bayonne (« Il me semblait entendre ce cri d'Auguste : « Varus, « rends-moi mes légions! »), alors qu'il osait dire au ministre « qu'il avait mis tant de moyens dans les mains de Dupont! » (III, 417).

1. Ce même Berthier, si cassant à l'heure du reniement, entrait, en 1814, dans le cabinet de Son Excellence M. le comte Dupont, ministre de la Guerre, et lui tendait les deux mains avec un bon sourire; trahissant pourtant quelque embarras assez naturel, il lui disait, comme alléguant la meilleure des excuses : « Vous savez bien comment il était. » Plaidoyer également peu flatteur et pour l'Empereur et pour son major général!

2. Et, pourtant, l'auteur est bien sévère pour cette mauvaise langue de Thiebault, dans certains récits duquel il n'y a « pas un mot qui ne soit contraire à la vérité » (II, 559).

3. Ainsi s'explique la scène incroyable faite au général Legendre à la revue de Valladolid sur le « produit de ses rapines », très bien appréciée par M. Titeux (III, 201-209), celle, plus répugnante encore, où il chassa M^{me} Marescot des Tuileries (ce qui ne l'empêcha pas d'embrasser le général quand il revint de l'île d'Elbe); de là encore ces emprunts lamentables aux journaux espagnols pour mieux déshonorer des généraux français, en renchérissant encore sur les

menus détails le procès de Dupont, de Marescot, de Vedel et de Chabert, que l'auteur se soit écrié, dans un mouvement d'indignation généreuse, que « l'unique honte qui pesait sur le nom français » en cette affaire, c'est le rôle qu'y joua Napoléon dès le premier jour¹. Cependant, si nous sommes entièrement d'accord avec l'auteur sur l'appréciation morale de l'attitude de l'Empereur, nous aurions voulu qu'il élargit un peu plus le cercle des motifs qui ont pu la déterminer et dicter sa conduite. M. Titeux ne croit pas, par exemple, que le désir de contenir désormais des inférieurs trop souvent insoumis par une crainte salutaire, en statuant un exemple, y ait été pour quelque chose. Et, pourtant, c'était une raison d'agir fort naturelle et l'une des plus respectables après tout. Assurément, son égoïsme immense, bien décidé à subordonner toute autre personnalité à la sienne, n'a jamais reculé devant l'action coupable de donner le change sur ses propres fautes en accablant un innocent ou un instrument malheureux; on se souvient de sa façon d'agir avec Ville-neuve après Trafalgar. Mais il ne serait pas impossible, nous l'avons déjà dit plus haut, qu'il y ait eu dans son esprit quelque vieille rancune contre le général républicain d'autrefois et dont nous ignorons les motifs tout en en constatant les résultats. Pourtant, la supposition la plus vraisemblable reste toujours, pour moi, que les premiers rapports, incomplets, contradictoires et mensongers, qui lui parvinrent sur les événements accomplis autour de Baylen lui donnèrent réellement la conviction momentanée d'une forfaiture véritable. Une fois qu'il eut manifesté sa colère devant l'Europe, une fois surtout qu'il eut constaté l'agitation profonde que cet échec produisait parmi ses ennemis, il ne voulut plus revenir sur la flétrissure tombée de si haut, et son indifférence absolue pour toute morale l'empêcha de ressentir aucun remords d'un acte qu'approuvait la raison d'État.

En tout cas, il ne montra pas la moindre hésitation dans sa façon d'agir, et ses ordres montrèrent à tous qu'il entendait être sans pitié. Dès que les officiers généraux mentionnés tout à l'heure eurent été

données des ennemis; les feuilles de Cadix avaient raconté que dans les bagages des officiers supérieurs pillés au port Sainte-Marie on avait trouvé un million de réaux (c'est-à-dire 250,000 francs), la caisse du corps d'armée. Napoléon fit imprimer qu'on avait saisi dans les fourgons français une somme de un million de francs!

1. Il ne faut pas oublier non plus que Napoléon, vrai méridional sous ce rapport, était prompt aux paroles violentes et que les plus grossières injures s'échappaient de ses lèvres au milieu du tumulte des passions. M. Titeux rappelle à bon droit certains mots, comme celui sur la « conduite infâme » de Bernadotte, le 14 octobre 1806, celui sur Pie VII, « fou furieux qu'il faut renfermer », l'ordre de fusiller l'évêque d'Udine, etc.

débarqués à Toulon, ils furent arrêtés, leurs papiers confisqués et eux-mêmes emprisonnés à l'Abbaye (septembre 1808). L'Empereur avait décidé d'abord qu'ils seraient traduits devant la Haute-Cour impériale, puis, quand il apprit par Cambacérès que, sans doute, ceux dont il voulait faire aux yeux de leurs concitoyens des traîtres et des lâches seraient acquittés par ce tribunal, quelque docile qu'il fût, il renonça non seulement à toute publicité, à tout jugement régulier, mais même à tout jugement quelconque, et, pendant plus de trois ans, les accusés restèrent en prison, et dans quelles prisons¹! C'est en février 1812 seulement, alors qu'ils étaient oubliés depuis longtemps par le public, qu'ils furent traduits devant une commission d'enquête exceptionnelle, dont la composition même excluait toute chance d'acquittement². Le 18 février, elle tint sa première séance; il ne lui en fallut que six pour vider l'affaire. Il est vrai qu'aucun des témoins appelés par Dupont et ses inférieurs ne fut entendu³, qu'on ne leur rendit pas, pour se défendre, plusieurs des plus importants parmi leurs papiers. Sur le vote quasi-unanime de ces hauts fonctionnaires civils et militaires³, un décret impérial du 4^{er} mars dégradait les accusés, leur enlevait leurs titres et leurs décorations et les condamnait à rester en prison. Dupont fut incarcéré au fort de Joux jusqu'en 1813, puis mis à la citadelle de Doullens; il était encore interné à Dreux quand le Gouvernement provisoire alla l'y chercher, en avril 1814, pour en faire

1. Trois au plus de ces membres étaient compétents pour une affaire purement militaire comme la présente; cependant, la grande majorité était formée de civils, car elle se composait de Berthier, Talleyrand, Régnier, Clarke, Moncey, Lacépède, La Place, Defermon, Boulay de la Meurthe, Muraire et Cessac. Dès le premier jour, Cambacérès écrit à Regnault: « Rien dans cette affaire ne doit être publié... Expédier le plus tôt possible l'affaire qui nous occupe... Veuillez ne point parler de cette lettre » (III, 371).

2. Un des traits les plus édifiants de cette procédure secrète et partielle, c'est la constatation faite par M. Titeux des aveux (?) arrachés au capitaine de Villoutreys par Clarke, probablement en présence de l'Empereur (novembre 1809), afin qu'on pût substituer à la première déposition de cet officier, toute favorable à Dupont, une seconde qui l'inculpait. Mais on en refusa la communication au général, tandis que le procureur de la Haute-Cour, le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angély, l'utilisait comme un document capital (III, 312).

3. Le dossier absolument complet de l'affaire Dupont, avec toutes les pièces originales, a été retrouvé par M. le colonel Titeux au ministère de la Justice, où il avait été placé après les premiers agissements de la Haute-Cour impériale. La calomnie, poursuivant Dupont, longtemps après encore, avait dit et répété qu'il avait profité de son passage au ministère de la Guerre pour y faire disparaître toutes les pièces compromettantes pour lui; il n'existe guère en effet aux archives de ce ministère qu'une copie assez incomplète du dossier de la commission d'enquête.

un ministre de la Guerre. Dans ce gouvernement, on le sait, celui qui jouait le rôle principal c'était le prince de Bénévent, qui avait prononcé contre le général le jugement que nous citons en note. Leur première entrevue au Conseil ne dut pas être absolument cordiale¹.

La seconde moitié du troisième volume est consacrée à la carrière subséquente du général Dupont. J'avoue franchement que j'aurais autant aimé que M. Titeux nous laissât sous l'impression des dénis de justice infligés à l'homme dont il s'est constitué le défenseur et le biographe. Les succès de Dupont sous la Restauration, son activité comme ministre de la Guerre (1814), comme député de la Charente (1815-1830), comme gouverneur de la quatrième division militaire à Nancy nous font quelque peu oublier les injustices du sort à l'égard du général de l'Empire; l'on ne peut s'empêcher, d'autre part, de songer à toutes les métamorphoses qu'ont dû subir ses convictions politiques du règne de Louis XVI à celui de Louis-Philippe. A ce point de vue, il est d'une catégorie de martyrs, fort nombreuse jadis, que nous avouons avoir quelque peine à vénérer, alors même que nous parvenons à les comprendre. La mort elle-même ne rendit pas l'estime générale du public au capitulé de Baylen. Quand il mourut, le 9 mars 1840, le général Marchand s'écria sur sa tombe, au Père-Lachaise: « Jamais le général Dupont, le plus beau caractère d'homme rencontré dans ma vie militaire, n'a pu en rien forfaire à l'honneur. Non, il a été malheureux, rien que malheureux²! » Mais ce témoignage chaleureux et sincère ne réussit point à convaincre alors des haines aveugles ou des esprits routiniers épris de la légende. C'est en vain que son fils unique (mort dès 1843) et que sa veuve ont essayé de lutter contre ces diffamations presque inconscientes de la postérité, que des historiens très honnêtes

1. On trouvera le vote de ce grand artiste en trahison t. III, p. 466 : « L'exposé des faits, dit Talleyrand,... la défense même des accusés m'ont convaincu que la capitulation de Baylen est un acte honteux. Son influence sur les affaires d'Espagne, et, conséquemment, sur les affaires générales d'Europe a été immense. Par cette capitulation, ce qui a été décidé a été remis en question; des succès que la sagesse (!) avait préparés et qu'elle allait obtenir ont été retardés... » Il y a certainement, dans les mots en italique, comme un écho des arrrière-pensées de l'Empereur, que le prince de Bénévent, toujours courtisan, s'ingéniait à traduire par son voile. Il voulait oublier, ce jour-là, l'heure de la vengeance n'étant pas encore venue, la sanglante ironie de la lettre impériale du 9 mai 1808 qui le désignait comme geôlier des souverains espagnols : « Votre mission est assez honorable; recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang. »

2. Titeux, III, 631.

répètent encore aujourd'hui¹. Souhaitons que la démonstration si ample, si fortement et si minutieusement établie de M. Titeux produise un effet meilleur sur les générations qui nous succèdent et qu'elles acceptent le verdict de cet honnête chef de jury, — si je puis l'appeler ainsi, — quand il s'écrie : « Au nom de la Vérité, qui est la vie de l'esprit, au nom de la Justice, loi éternelle et absolue..., au nom de l'Histoire, qui... ne saurait connaître de lâches complaisances, je proclame solennellement que le général Dupont s'est conduit à Baylen en homme d'honneur et que son nom doit être considéré par l'armée et par la France comme celui d'un des meilleurs serviteurs de la patrie. »

C'est un désir assurément légitime de convertir ainsi ses contemporains et de gagner à sa façon de voir les épigones eux-mêmes ; seulement, il faut amener les uns et les autres à étudier le dossier, et, pour y arriver, il faut le rendre abordable même aux gens un peu pressés, qui ne sauraient consacrer des semaines, et peut-être des mois, à l'étude de ces trois énormes volumes, qui renferment bien des documents, non pas inutiles, non pas sans intérêt, à coup sûr, mais sans rapport direct avec la question capitale discutée par l'auteur. Un volume in-8°, de trois à quatre cents pages, suffirait, à notre avis, pour résumer avec lucidité tous les points de quelque importance et pour convaincre des lecteurs disposés à rendre hommage à la vérité ; c'est ce volume que nous demanderions encore à M. le colonel Titeux ; ce sera pour lui chose bien facile de l'extraire de son grand ouvrage en élaguant les développements d'ordre secondaire. Il rendrait de la sorte un nouveau service à cette vérité historique qui a tant de peine à se dégager et à surgir du milieu des légendes nates, des mensonges voulus et des erreurs du passé.

Rod. REUSS.

1. C'est le cas par exemple pour M. Desdevize du Désert dans *l'Histoire générale de MM. Rambaud et Lavisse*, et pour M. Guillon dans ses *Guerres d'Espagne*. M. le colonel Clerc a été l'un des premiers, dans son livre sur la *Capitulation de Baylen*, à réagir, dans une certaine mesure, contre la légende.

CORRESPONDANCE.

A Monsieur le Directeur de la « Revue historique ».

Poitiers, 27 octobre 1905.

Monsieur,

Le bulletin historique de votre *Revue*, des mois de juillet et août 1905, contient, sous l'apparence d'un compte-rendu de l'*Histoire des comtes de Poitou* que j'ai fait paraître récemment, une vive critique de l'auteur et de ses procédés d'historien; j'aurais pu recourir à votre courtoisie à l'effet de relever ce qui avait dans cet article un caractère par trop personnel, mais, convaincu que vos lecteurs s'intéresseraient fort peu à ces questions, qui sont en quelque sorte d'intérêt privé, je me suis contenté d'en faire juges mes confrères de la *Société des Antiquaires de l'Ouest*. Je m'en serais tenu là si l'auteur de l'article, M. Ph. Lauer, n'avait cru devoir élargir le cercle de ses critiques en mettant en cause M. Paul Meyer, le savant directeur de l'*École des chartes*, dont il oppose les affirmations aux miennes dans des questions qui sont d'intérêt général, et c'est à leur occasion que je viens vous demander de donner dans votre *Revue*, d'où l'attaque est partie, place à la réponse que je crois utile d'y faire.

Il s'agit du surnom sous lequel Aliénor, notre duchesse d'Aquitaine, la femme d'Henri II, roi d'Angleterre, était connue de ses contemporains. Les historiens du temps, écrivant en latin, la qualifiaient d'*Aquila*, mais on ne connaissait pas l'équivalent exact de cette expression en français : il nous est, selon moi, révélé par un vers de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal*, éditée, traduite et minutieusement annotée par M. Paul Meyer. Voici le fait.

Guillaume le Maréchal ayant débarqué en Angleterre au moment où la reine sortait de la prison dans laquelle son mari l'avait retenue pendant plusieurs années, son historien rapporte cet événement en ces termes :

E la reïne Alienor
Qui out le nom d'ali e d'or
Trova delivrée à Wincestre
Plus a ese k'el ne sout estre.

*(Histoire de Guillaume le Maréchal, t. I,
vers 9507-9510.)*

Au second de ces vers, M. Meyer mit la note suivante : « Je ne sais comment entendre *ali*. Est-ce une forme d'*aloï*, alliage ? L'auteur veut-il

dire qu'en elle l'or (les bonnes qualités) n'était pas sans alliage? Il n'aurait pas tort » (*Histoire*, t. III, p. 421, n. 2).

Cette appréciation ne me parut pas historiquement vraie ou du moins être d'accord avec l'opinion que les contemporains de la reine avaient de sa personne et en particulier avec celle de l'historien-poète en question qui ne parle jamais en mal d'Aliénor, et qui, au contraire, dans un autre passage (vers 1882), s'exprime ainsi en parlant d'elle :

Quer molt fu vaillante et cortese.

Pour combattre l'opinion de M. Meyer, il me fallait trouver au mot *ali* une autre signification que celle qu'il lui avait attribuée, et je la cherchai dans celui que les chroniqueurs employaient pour désigner la reine sous une forme figurée, c'est-à-dire dans *Aquila*, qui s'adaptait à une célèbre prophétie de Merlin. Je m'inquiétais donc de savoir si ce mot avait des équivalents; or, j'en rencontrai un dans *Alietus*, qui est ainsi interprété dans le Glossaire de Du Cange : *avis similis aquilae sed major*, et je trouvai dans le Glossaire de l'ancienne langue française de Godefroy l'expression *Aillier*, à laquelle il donne la signification d'aigle pêcheur, d'aigle de mer.

Fort de ces deux relevés qui me semblaient répondre à l'objet de mes recherches, je me hasardai, dans une note de mon *Histoire des comtes de Poitou* (t. II, p. 258, n. 1), à dire qu'au xii^e siècle le nom vulgaire de l'aigle de mer pouvait fort bien avoir été *ali*, lequel aurait été appliqué à la reine d'Angleterre.

M. Lauer a trouvé que cette interprétation était inadmissible, et il me tance vertement en disant qu' « on ne peut que s'étonner de voir un historien vouloir apprendre la philologie à un maître tel que M. Paul Meyer ».

La philologie, comme il est facile d'en juger, n'a rien à voir dans cette discussion, qui est toute du domaine de l'histoire, et cela est si vrai que, si M. Meyer a commis une double faute : 1^o en éditant le texte de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal* tel qu'il l'a fait; 2^o en le commentant dans un sens défavorable à la reine Aliénor, c'est qu'il y était entraîné par une impression personnelle. En effet, mon savant frère a eu soin de nous avertir dans son introduction que le texte de l'écrivain qu'il publiait est fort incorrect dans le manuscrit qu'il a eu à sa disposition, lequel est le seul que l'on connaisse, et qu'il n'est pas de page où il n'ait eu à faire des corrections souvent assez graves qui intéressent le sens ou la mesure (*Histoire*, t. III, p. cxxxvi). Or, donc, c'est à bon escient qu'il a publié le vers « qui out le nom d'ali e d'or » sous cette forme, et, en ce faisant, il avait évidemment en vue l'interprétation qu'il entendait donner au mot *ali*. Si, au contraire, il s'était attaché à l'appréciation de la personne de la reine caractérisée par le mot *Aquila*, il aurait, nous n'en doutons pas, orthographié autrement qu'il ne l'a fait le vers en question, et, en particulier, il n'aurait pas

mis au jour le mot *ali*, qui nous a fait si bien chercher, car ce mot n'existe pas, ou du moins il n'a pas encore été rencontré.

Cette conviction s'est faite inopinément en moi, lorsqu'après avoir pris connaissance de l'article de M. Lauer je relus l'*Histoire de Guillaume le Maréchal*. Il ne m'était pas venu jusque-là à l'idée de mettre en doute l'exactitude du texte publié par M. Meyer; or, le contraire m'apparut, et je reconnus sans hésitation que l'œuvre originale du poète-historien, au lieu du vers :

Qui out le nom d'ali e d'or,

devait contenir celui-ci :

Qui out le nom d'alié d'or,

c'est-à-dire que la séparation du mot *alié* en deux parties était un acte arbitraire, tout du fait de M. Meyer.

Je puis donc dire qu'*Alié*, ou plutôt *Aliet*, est la véritable forme française du nom de l'aigle de mer, en latin *alietus*, en grec ἄλιετος; et par voie de conséquence que j'avais eu grandement raison de rejeter l'interprétation que l'éditeur de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal* avait donnée du vers 9508.

Après la rectification de texte que je propose et que je crois avoir suffisamment établie, il ne semble pas qu'il puisse venir à l'idée de personne de contester que le surnom donné à Aliénor par ses contemporains ait été celui de Grand Aigle d'or, d'*Aliet* d'or. De ce fait, l'*histoire* tirera cette conséquence que la reine Aliénor était, en son temps et en particulier pendant la dernière période de son existence, hautement considérée, et que nous, les écrivains modernes, nous avons à en tenir grand compte pour asseoir les jugements que nous pouvons avoir à porter sur cette princesse.

Je passe maintenant à un autre fait, intéressant aussi l'*histoire* générale, où mon texte, comme historien des comtes de Poitou, et celui de M. Meyer, comme annotateur de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal*, sont absolument en désaccord. J'avais, à la date du 17 août 1153 (t. II, p. 115), rapporté la naissance d'un enfant, premier-né de l'union de Henri II et d'Aliénor, auquel fut donné le nom de Guillaume; j'ai ensuite raconté (t. II, p. 120) que les grands d'Angleterre, après le couronnement du roi Henri, advenu le 15 décembre 1154, avaient reconnu cet enfant, alors âgé de plus de vingt mois, comme futur héritier de la couronne de son père, et enfin qu'il succomba à l'âge de trois ans, c'est-à-dire en 1156 (t. II, p. 121). Or, l'*historien* de Guillaume le Maréchal ayant dit (vers 739-743) que Henri, lors de son couronnement, avait déjà femme et enfants, M. Meyer crut devoir contester la véracité de l'écrivain par la note suivante (t. III, p. 43, n. 4) : « Ceci n'est pas exact. Henri II épousa Éléonore de Guyenne le 18 mai 1152, et son premier-né, Henri, naquit le 28 février 1155. »

Cette affirmation me troubla et me fit craindre d'avoir commis une succession d'erreurs issues de la qualité de premier-né que je donnais au jeune Guillaume, mais je fus vite rassuré. Tous les historiens du temps (ils sont nombreux, et je ne crois pas devoir les énumérer), étant unanimes pour relater les faits tels que je les avais énoncés, et par suite étant d'accord avec l'historien de Guillaume le Maréchal pour reconnaître l'existence de cet enfant lors du couronnement de son père, il est évident qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de la note de M. Meyer.

Je n'avais pas cru devoir relever cette faute dans mon *Histoire des comtes de Poitou*, où je n'ai donné place qu'à des indications essentielles, venant à l'appui de mon récit; mais l'insistance inexplicable de la part de M. Lauer à m'opposer M. Meyer et à lancer contre moi à son sujet des insinuations inexactes m'a obligé de justifier mes dires; en ce faisant, du reste, ce critique, on doit le reconnaître, a rendu service à la science historique, car les erreurs commises par le savant éditeur de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal* pouvaient, vu sa haute personnalité, passer dans l'histoire et devenir bien difficiles à déraciner par la suite; en me contrignant de recourir à la grande publicité de la *Revue historique*, il aura hâté le moment des rectifications qui s'imposaient.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, avec mes remerciements anticipés, l'expression des mes sentiments respectueux.

Alfred RICHARD,
Archiviste de la Vienne.

La rectification de texte, dans le passage de l'*Histoire de Guillaume le Maréchal*, proposée ici pour la première fois par M. Richard, vient modifier heureusement la note de son ouvrage relative à l'étymologie du mot *ali*. Il était donc exact de dire que cette note, telle que M. Richard l'avait d'abord conçue et formulée, ne pouvait être admise.

P. L.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

MOYEN AGE.

PUBLICATIONS DE TEXTES; OUVRAGES DIVERS; HISTOIRE LOCALE; HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE. — La Société des Antiquaires de la Morinie vient de publier le *Cartulaire de la Chartreuse du Val de Sainte-Aldegonde*, près Saint-Omer¹. L'édition est l'œuvre de M. Justin de Pas, son secrétaire. Ce recueil est précieux, si l'on considère que les archives du couvent ont péri et qu'on n'en a conservé ni chronique, ni nécrologie, ni chronologie des dignitaires. La Chartreuse du Val de Sainte-Aldegonde a occupé pourtant une place importante dans les annales de la ville de Saint-Omer, les chartes du chapitre de la collégiale et celles de l'abbaye de Saint-Bertin en font foi. Le cartulaire contient l'analyse, et quelquefois la transcription, de sept cent quinze actes, depuis la fin du XIII^e siècle, date de la fondation du monastère, jusqu'en 1539. Un très petit nombre de ces actes, quarante à peine, ont trait aux priviléges du couvent et à sa vie intérieure. Le reste est un terrier où l'on a relevé avec grand détail les titres de propriété, les constitutions de rentes et de créances foncières, et, en tant que terrier, il constitue une mine particulièrement riche pour l'étude des anciens noms de lieux et de personnes. Il a été déjà très exploité à cet égard par M. A. Courtois pour son *Dictionnaire topographique de l'arrondissement de Saint-Omer* et par M. L. Deschamps de Pas pour ses *Recherches étymologiques sur la ville de Saint-Omer*. Les personnages mentionnés dans les pièces méritent aussi un peu d'attention. Dans son *Histoire de Saint-Omer*, A. Giry avait montré les magistrats communaux faisant fonctions de témoins légaux à la passation des contrats et des engagements. Les actes du présent cartulaire en offrent de nombreux exemples. Outre les échevins de Saint-Omer, on rencontre aussi les noms d'échevins de francs-alleux, de

1. *Cartulaire de la Chartreuse du Val de Sainte-Aldegonde*, par Justin de Pas (Soc. des Ant. de la Morinie). Saint-Omer, impr. d'Homont, 1905, xxviii-266 p., in-4^e, 4 pl.

« vierscaires » et d'échevins « empruntés », c'est-à-dire de témoins privilégiés qui, bien que ne figurant pas sur les listes du Magistrat, reçoivent néanmoins les contrats avec le titre d'échevins de Saint-Omer. M. J. de Pas a dressé en outre la chronologie des prieurs et procureurs de la Chartreuse du Val de Sainte-Aldegonde de 1299 à 1792 et a donné, en appendice, un certain nombre d'actes concernant la Chartreuse, non relevés dans le cartulaire ou postérieurs à sa rédaction, tirés des diverses archives de Saint-Omer. Une très bonne table termine cette publication digne de tout éloge.

Étrange édition que celle du *Cartulaire de Berdoues*¹, par M. l'abbé CAZURAN, publiée à La Haye chez Martinus Nijhoff². Elle est due à la libéralité de M^{me} Pellechet, la regrettée bibliophile. Plus de mille pages, dont la moitié à peine occupée par le texte du cartulaire. Le reste est rempli par une introduction, des notes et trois tables. Cette introduction est pleine de choses dont beaucoup sont sans grand rapport avec le cartulaire de Berdoues. Nous ne sommes pas en mesure de contrôler la plupart des citations, empruntées en général aux archives du grand séminaire d'Auch, mais on ne peut s'empêcher d'être frappé de l'inutilité d'un grand nombre d'entre elles, et, notamment, des extraits de la correspondance de l'auteur, qui y sont rapportés tout au long! Les remarques nécessaires sont noyées dans un fatras où l'on a peine à les découvrir. Encore que nous devions aux érudits locaux la plus grande reconnaissance lorsqu'ils se livrent à des travaux d'éditions de textes où les noms d'hommes et de lieux de leurs pays abondent, parce qu'ils sont plus à même que quiconque de les interpréter exactement, il nous semble cependant que M. l'abbé Cazauran a voulu faire ici étalage d'une érudition trop touffue pour n'être pas obscure. Ses notes nous entraînent en effet bien loin du texte du cartulaire, et, dans l'introduction, les biographies des abbés de Berdoues, désespérément complètes, paraissent longues, comme aussi toute l'histoire de cette abbaye jusqu'en 1904. Les vues d'ensemble sur la féodalité sont à la fois simplistes et surprenantes. Oublions néanmoins toutes ces imperfections pour remercier très sincèrement M. l'abbé Cazauran de nous avoir donné le texte des huit cent vingt-cinq chartes qui composent ce cartulaire, très utile à l'étude des XII^e et XIII^e siècles dans cette région de la France. Nous voyons, il est vrai, dès à présent, diverses corrections à proposer dans ce texte, et, si nous étions à même de le collationner, nous pourrions probablement en ajouter quelques autres.

1. Gers, canton de Mirande.

2. Et à Paris, chez A. Picard, 1905, in-8°, xii-270 et 877 p.

La Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers a publié, il y a quelques années, comme tomes I à III des *Documents historiques sur l'Anjou*, le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers*, édité par M. BERTRAND DE BROUSSILLON et suivi d'une table par M. Eugène LELONG. Dès 1896 et 1899, les tomes I et II ont été mis en distribution, mais le tome III, qui contient la table alphabétique si précieuse, due à M. Lelong, et les fac-similés de quelques originaux, n'a paru qu'en 1903 avec les deux premiers volumes, pourvus cette fois de titres spéciaux et précédés d'une introduction¹. Cette édition définitive du Cartulaire de Saint-Aubin nous parvient seulement à présent, et c'est pourquoi nous nous permettons de rappeler l'attention sur cette importante publication, bien qu'elle ait été déjà annoncée en temps et lieu. Le tome I est exclusivement consacré à la reproduction du cartulaire de Saint-Aubin, conservé à la bibliothèque d'Angers (n° 829 du catalogue d'Auguste Molinier), rédigé vers 1175 et renfermant trois cent quatre-vingt-douze documents, depuis le VIII^e siècle jusqu'au XIII^e. Le tome II, plus original, est un recueil factice de six cent cinquante-quatre documents, que M. de Broussillon a tirés de la série II des archives de Maine-et-Loire et de la Sarthe, des copies de la Bibliothèque nationale et aussi des cabinets de M. Charles d'Achon, à La Roche-de-Gennes, et de MM. J. Chappée et Hucher, au Mans. Le classement des pièces, au lieu d'y être chronologique, comme on s'y serait attendu, est géographique. C'est une faute, à notre point de vue, car le travail d'un éditeur actuel de chartes médiévales est loin de ressembler à celui d'un moine compilant le cartulaire de son abbaye. Le premier doit uniquement envisager le but historique et scientifique, alors que le second était guidé par des considérations absolument utilitaires qui l'amenaient à choisir un classement commode des titres de propriété de son abbaye. Nous ne comprenons donc pas le « parrallélisme » qui a pu décider M. de Broussillon à suivre cette méthode. Il est aussi à regretter que, pour les actes déjà édités, les renvois aux éditions ne soient pas toujours donnés, ou, lorsqu'ils le sont, qu'ils ne le soient qu'imparfaitement. Les dates assignées à certains actes dépourvus de notes chronologiques seraient aussi à justifier. Enfin, nous aurions désiré plus d'identifications de noms d'hommes, seigneurs laïques et ecclésiastiques qui peuvent être connus par d'autres textes. Malgré ces imperfections de détail, nous croyons que cette volumineuse publication est appelée à rendre de très grands services, surtout si l'auteur se décide quelque jour à publier les

1. Paris, Picard, 1903, 3 vol. in-8°.

nombreuses chartes du xiii^e siècle conservées aux archives d'Angers, qui concernent la même abbaye et qui formeraient le complément naturel du présent cartulaire.

A côté des cartulaires, on peut placer un recueil de lettres royales. La collection des *Lettres de Louis XI*, publiées par MM. VAESEN et CHARAVAY pour la Société de l'Histoire de France, a été commencée en 1883. Elle compte actuellement neuf volumes. Le tome IX, paru tout récemment¹, embrasse les années 1481-1482. Conçu sur le même plan que les précédents, il est tout entier l'œuvre de M. Vae-
sen, qui y a ajouté quelques pièces annexes, notamment une lettre de la Chambre des comptes d'Anjou à Louis XI au sujet des droits des ducs d'Anjou sur le Roussillon et divers arrêts du Parlement. Les dépouilements ont été des plus étendus, mais, malgré tout le soin qui y a été apporté, il est à prévoir que M. Vae-
sen n'est pas absolument complet et qu'il sera contraint, quelque jour, de publier un supplément. Pour le moment, ce recueil est difficilement utilisable, à cause du manque de table alphabétique. La liste chronologique des pièces avec le relevé des séjours royaux et les noms des correspondants n'est pas toujours suffisante pour y retrouver ce qu'on cherche. Il est vraiment à souhaiter que cet utile recueil s'achève rapidement.

M. Godefroid KURTH s'est décidé à donner au public, probablement à l'occasion des divers congrès réunis à Liège cette année, un livre sur *Notger de Liège et la civilisation au X^e siècle*², qu'il avait gardé, dit-il, en portefeuille environ une quinzaine d'années, après l'avoir ébauché à son cours avec ses élèves. Il l'avait donc commencé avant l'*Histoire poétique des Mérovingiens*. A son avis, le retard apporté à la publication de l'ouvrage lui aurait plutôt nuï que profité; en toute sincérité, nous ne voyons pas pourquoi. Notger est une des plus remarquables figures du x^e s.; il occupe un des premiers rangs parmi les prélates hommes d'État de son temps. Il fut, en effet, un des instruments les plus intelligents de la politique civilisatrice des empereurs de la maison de Saxe. Il sauva le trône d'Otton III et fut le négociateur de la paix entre Henri II et le roi de France. C'est en grande partie à lui qu'est dû l'affermissement du pouvoir impérial dans la province de Liège; prince-évêque de Liège, il a créé sa principauté. Il a acquis un domaine considérable, comprenant jusqu'à deux comtés entiers, et il en

1. *Lettres de Louis XI, roi de France, publiées d'après les originaux*, par Joseph Vae-
sen et Étienne Charavay; t. IX: *Lettres de Louis XI, 1481-1482*, publiées par Joseph Vae-
sen. Paris, Renouard, 1905, in-8°, 373 p. (Soc. de l'Hist. de France.)

2. Paris, Picard, 1905, 2 vol. in-8°, xxi-391 et 87 p.

a organisé le gouvernement. Son œuvre d'enseignement est aussi très importante. Grâce à lui, les écoles de Liège ont été florissantes. Il a enrichi sa cité de livres précieux et d'objets d'art. Bien plus, il a reconstruit en grande partie Liège et y a presque tout renouvelé. La cathédrale avec ses dépendances, quatre églises collégiales nouvelles, deux églises paroissiales, les cloîtres, le palais, l'hospice, l'enceinte fortifiée ont été son œuvre. Avant de retracer cette histoire dans tous ses détails, principalement d'après la *Vita Notgeri* et la chronique d'Anselme, M. Kurth a eu à démolir celle qu'il a plu aux chroniqueurs d'accréditer, et ce n'est peut-être pas la partie la moins originale de son œuvre. Gilles d'Orval avait commencé à désfigurer les faits en interpolant ses deux principales sources. Jean d'Outremeuse, dans le *Myreur des Histors*, a achevé d'embrouiller l'historiographie liégeoise en y semant les anachronismes et les légendes. Parmi ces dernières, il faut définitivement ranger : la généalogie royale de Notger, l'histoire d'Henri de Marlagne et des 236 brigands pendus avec lui par ordre de Notger, la régence du royaume d'Allemagne confiée à Notger par Otton I^{er}, qui le nomme vicaire impérial, la colère de l'empereur quand Notger lui rend ses comptes à Nuremberg et la manière dont Notger l'apaise, etc. On pourrait allonger encore cette liste. Enfin, après ces deux chroniqueurs, un historien ou prétendu tel, Ferdinand Henaux, a continué à travestir cette histoire en se servant uniquement de livres de seconde main, dont la source était la chronique de Gilles d'Orval ou celle de Jean d'Outremeuse. L'œuvre de M. Kurth est des plus remarquables, malgré les assertions un peu hasardées ou trop absolues qu'on y relève de temps à autre. L'auteur est quelquefois emporté par son style. Son tome II, qui renferme les appendices et le catalogue des actes de Notger, n'est pas moins important que le tome I, bien qu'il soit de dimensions beaucoup plus modestes. On y pourra faire une abondante moisson de constatations très neuves et des plus utiles.

Le vingtième fascicule de la Bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Paris contient les quatrièmes mélanges d'histoire du moyen âge, publiés sous la direction de M. A. Luchaire¹. Ces mélanges se composent de deux travaux, de dimensions inégales, l'un de M. L. JACQUEMIX, *Annales de la vie de Joscelin de Viersi, cinquante-septième évêque de Soissons (1126-1152)*, l'autre de M. E. FARAL, *Courtois d'Arras*, édition critique, avec une introduction et

1. *Bibl. de la Faculté des lettres*, t. XX. Paris, Alcan, 1905, in-8°, 234 p.

un glossaire, enfin d'une note additionnelle de M. BEYSSIER, destinée à compléter l'étude publiée par lui dans le fascicule XVIII sur Guillaume de Puylaurens.

La vie de Joscelin de Vierzi ou de Berri, évêque de Soissons, le célèbre théologien qui fut témoin des disputes d'Abélard avec Guillaume de Champeaux, méritait d'être étudiée en détail. Nous en étions réduits aux notices du *Gallia christiana* et de l'*Histoire littéraire*. Le régeste de sa vie, dressé par M. Jacquemin, est une tentative des plus heureuses, de nature à encourager des travaux analogues pour les biographies d'autres personnages. Joscelin, originaire de Vierzi, petit village de l'ancien Soissonnais, dut quitter de bonne heure son pays natal afin de parcourir, sous la direction de maîtres réputés, le *trivium* et le *quadrivium*. Quand il fut en état de faire lui-même des leçons publiques avec succès, il établit sur la montagne Sainte-Geneviève une de ces écoles privées que tolérait le chancelier de l'église de Paris plutôt qu'il ne les autorisait. C'était l'asile où se réfugiait l'esprit d'indépendance. Quoi qu'en dise Jean de Salisbury, Joscelin paraît avoir été nominaliste. Au concile de Sens, il combatit en tout cas vigoureusement le conceptualisme, et c'est son disciple favori Gosvin qui finit par vaincre Abélard. Vers 1115, il dut quitter son école et fit quelque temps partie du chapitre de Soissons, puis il remplit les fonctions d'archidiacre à Bourges. Par suite de quelles circonstances fut-il ensuite élu évêque de Soissons? C'est un point que n'a pu éclaircir M. Jacquemin. Mais, à partir de ce moment, les actes émanés de lui se multiplient, et l'on peut très exactement se représenter quel homme était Joscelin. Énergique, et cependant d'un caractère facile, il fut plus d'une fois choisi comme arbitre par les évêques, ses voisins, dans leurs différends. Il fut en rapports amicaux avec saint Bernard et l'abbé de Saint-Denis, Suger, qui lui dédia sa *Vie de Louis le Gros*, mais il poursuivit de sa rancune l'abbé de Chézy, qui l'avait offensé. Le régeste que M. Jacquemin a dressé est très clairement disposé, les sources de chaque notice sont indiquées avec soin. On regrettera toutefois de ne trouver dans certains cas qu'un renvoi à un livre imprimé sans y voir indiqué s'il s'agit d'un acte, d'une lettre ou d'une chronique. Cela étonne d'autant plus qu'ailleurs on aura les cotes d'archives des actes originaux et même de leurs copies. L'appendice sur la chancellerie de l'évêché de Soissons aurait pu donner lieu à un développement un peu plus considérable : une description minutieuse des originaux aurait été intéressante, quoi qu'en pense M. Jacquemin. Les remarques sur les chanceliers Rohard et Normand, qui alternent entre eux,

celles sur le point de départ de l'année de l'incarnation et sur les années de l'épiscopat de Joscelin sont, en revanche, vraiment originales.

Il appartient aux philologues de critiquer l'édition du poème de Courtois d'Arras par M. E. Faral. Rappelons seulement que ce poème avait été publié par Méon au tome I de ses *Contes et Fabliaux*. La forme très particulière qu'il affecte, un dialogue entre-mêlé de vers narratifs, a soulevé la question de savoir s'il s'agissait d'un conte ou d'un jeu, d'une pièce à dire ou d'une œuvre dramatique. M. Faral penche pour cette seconde hypothèse, contraire à celle de Creizenach, selon lequel cette pièce est du genre des pièces latines, comme le *Pamphilus* et le *Babio*, qui devaient être débitées par un jongleur unique sur des tons différents, appropriés aux personnages. Le poème paraît être d'origine picarde, composé vers le milieu du XIII^e siècle. Rien ne confirme l'attribution que Caylus et Dinaux en faisaient au trouvère Courtois d'Arras. Ces auteurs s'étaient déterminés sur la seule foi du titre. Au reste, ce ne serait pour nous qu'un nom, car on ne sait rien de ce jongleur sinon qu'il compona le conte *Boivin de Provins*.

Dans la note additionnelle de M. J. Beyssier, on a la description d'un nouveau manuscrit de la chronique de Guillaume de Puylaurens, retrouvé par M. Luchaire dans le manuscrit latin 42714 de la Bibliothèque nationale. Ce manuscrit est de la même famille que le latin 5212 et n'apporte que des variantes insignifiantes.

Nous recevons le premier fascicule des *Mémoires et travaux* « publiés par des professeurs des Facultés catholiques de Lille¹ ». Il est tout entier occupé par une étude sur *la Hiérarchie épiscopale (provinces, métropolitains, primats) en Gaule et Germanie, depuis l'époque de saint Boniface jusqu'à la mort d'Hincmar (742-882)*, par M. l'abbé LESNE. L'église franque, tombée dans l'anarchie à la fin de l'époque mérovingienne, a été réformée par le missionnaire anglo-saxon Boniface et les princes francs Pépin et Carloman. L'œuvre que continuèrent Charlemagne et Louis le Pieux fut néanmoins sans durée. Le désordre que les premiers rois carolingiens ont fait cesser reparut dans l'église au fur et à mesure que la féodalité se développa, et cet état de choses ne fit qu'empirer jusqu'à la réforme du XI^e siècle. Entre ces deux époques de crise, le droit qui s'établit au IX^e siècle dans l'église des Gaules et de Germanie fut assez différent de l'ancien droit disciplinaire qu'on prétendait restaurer, celui des grands conciles du IV^e et du V^e siècle, consacré par les

1. Paris, Picard, 1905, in-8°, xv-350 p.

synodes mérovingiens, et aussi du droit qui prévalut plus tard, après la réforme du xi^e siècle, dont le décret de Gratien et le *Corpus juris* firent le droit officiel de l'Église d'Occident. M. l'abbé Lesne s'est proposé de déterminer le caractère particulier que prit l'organisation ecclésiastique dans les pays francs après la réforme carolingienne et avant les bouleversements de l'époque féodale. La date de la mort de l'archevêque Hinemar (882), qui eut un rôle si considérable dans la définition de ce droit, est choisie comme terme de l'étude; elle marque, en effet, le moment où recommence le désordre qui ruina cette organisation. M. l'abbé Lesne n'étudie en réalité que la hiérarchie des évêques et les juridictions supérieures à celles qui fonctionnent dans chaque église franque particulière. Après avoir fait l'histoire de la restauration de la discipline en Gaule, il décrit l'organisme provincial au ix^e siècle et précise les points de droit qui furent débattus entre métropolitains et suffragants, entre archevêques et primats. La *Hierarchie épiscopale* a été le titre adopté pour cette étude, parce qu'il marque le trait qui caractérise l'organisation de l'église franque à ce moment. On institua des archevêques, surveillants et chefs de l'épiscopat avant de rétablir les métropoles, et précisément parce qu'on ne pouvait songer au début de la réforme à restaurer l'ancienne organisation provinciale. Quand celle-ci put reparaitre, le cadre ancien ne fut rempli que d'accord avec la conception nouvelle des chefs hiérarchiques de l'épiscopat, très supérieurs en fait aux métropolitains d'autrefois. L'égalité sous la présidence de l'évêque de la métropole n'est plus la règle au xi^e siècle, comme cela était à l'époque mérovingienne. Ce qu'on aperçoit alors au premier plan, c'est la hiérarchie des évêques : l'archevêque au-dessus de ses suffragants, et, s'élevant au-dessus des archevêques, les primats, les vicaires du pape et le pape lui-même.

La première partie de l'étude, qui concerne la restauration de la hiérarchie épiscopale, comprend un tableau de la ruine de l'organisation provinciale romaine et de l'anarchie de l'église franque au viii^e siècle. On passe ensuite à la réforme de saint Boniface, qui essaie de faire prévaloir les idées anglo-saxonnes, mais aboutit finalement à un échec quand il essaie de rétablir les métropolitains et d'en faire des archevêques. Enfin, on assiste au rétablissement des métropoles sous Charlemagne. L'explication du titre « d'archevêque des Gaules » porte par Wilchaire de Sens, que M. Lesne identifie avec l'évêque de Nomentum du même nom, envoyé du Saint-Siège, est très plausible. Quand Charlemagne eut rétabli les anciennes circonscriptions ecclésiastiques et restauré les métropoles, celles-ci furent occupées par des métropolitains, qui étaient en même temps des archevêques. Au pré-

sident d'un groupe d'évêques égaux, qu'avait connu l'ancien droit ecclésiastique, succède, au ix^e siècle, le métropolitain « archevêque », qui dispose d'un pouvoir personnel et à qui ses suffragants obéissent. Cette nouvelle conception du pouvoir des métropolitains, dont Hincmar s'est fait le champion, a été attaquée dès le milieu du ix^e siècle. Les *Fausses Décrétales*, fabriquées au temps de la plus grande puissance des archevêques, leur opposent les droits du siège apostolique, la juridiction supérieure des primats, l'indépendance de chaque évêque dans son diocèse; elles subordonnent l'action des métropolitains au concours de leurs suffragants, réagissent contre une autorité grandie qu'elles tiennent pour usurpée et ne connaissent les archevêques que sous les traits des métropolitains d'autrefois. Du vivant d'Hincmar, le pouvoir métropolitain fut le plus fort. Les deux évêques qui osèrent lui résister, Rothad et Hincmar de Laon, furent désavoués et déposés par leurs collègues. Les tentatives faites pour établir des primats au-dessus des archevêques n'eurent point de succès. Les progrès de l'intervention pontificale portèrent atteinte à l'autorité des synodes provinciaux et nationaux, non aux priviléges des archevêques. Mais, après Hincmar, la décadence du pouvoir archiépiscopal fut provoquée en grande partie par les Décrétales pseudo-isidorriennes, dont l'illustre archevêque avait pu momentanément enrayer les effets. Ces Décrétales sont nettement favorables aux primats, à la papauté, et hostiles aux archevêques qui, au x^e siècle, se font les défenseurs d'abus qu'ils ont mission d'empêcher. Aussi le titre d'*archiepiscopus* est-il de moins en moins usité après Hincmar; il paraît inconnu à certains auteurs du milieu du x^e siècle.

Ces résultats sont exposés avec méthode et clarté par M. l'abbé Lesne, qui doit en grande partie aux leçons de ses maîtres de l'École des hautes-études d'avoir entrepris et achevé cette fine analyse d'une évolution des plus intéressantes de l'Église franque.

La thèse de M. Roger sur *l'Enseignement des lettres classiques d'Au-
sone à Alcuin*¹ nous est présentée comme une introduction à l'histoire des écoles carolingiennes. C'est l'étude approfondie et consciencieuse de cette période de décadence qu'ont traversée en Gaule les études classiques du iv^e au viii^e siècle. Il aurait fallu, pour être complet, suivre la destinée des écoles romaines d'arts libéraux non seulement en Gaule, mais encore en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Afrique et dans toute l'étendue de l'ancien empire romain. Le sujet ainsi entendu eût été encore plus attachant. On aurait mieux compris les transformations locales et les influences successives des divers

1. Paris, Picard, 1905, in-8°, xviii-457 p.

pays les uns sur les autres. Il ne suffit pas que la Gaule aux deux termes de la période envisagée, au IV^e et au $VIII^e$ siècle, ait joué dans le monde des lettres un rôle prépondérant, pour justifier le choix de cette longue période d'histoire comme formant un tout bien complet. Les deux parties de l'ouvrage ne sont pas nettement distinguées : d'une part, les lettres classiques en Gaule du IV^e au VII^e siècle, et, d'autre part, les lettres classiques en Bretagne et en Irlande pendant la même période. On comprend très bien qu'il était impossible de s'occuper des lettres en Gaule au $VIII^e$ et au XII^e siècle sans parler de l'influence des Irlandais et des Anglo-Saxons. Mais consacrer la moitié d'un livre à une étude accessoire au sujet, destinée à préparer un chapitre de la fin, n'est-ce pas là un peu manquer de proportion? Cette critique sur le plan général une fois faite, nous n'aurons plus que des éloges à adresser à M. Roger pour le zèle avec lequel il a recherché, lu et étudié les textes de nature à lui fournir des renseignements ou des données utilisables. Son chapitre sur les *Hisperica Famina* est entièrement nouveau, et il ajoute beaucoup aux études si remarquables de Thurot sur les grammairiens. Il accorde toutefois un peu trop d'importance au grammairien Virgile, et il ne nous a pas convaincus lorsqu'il a voulu prouver qu'on n'enseignait que les éléments de la grammaire, à l'exclusion des « arts libéraux », dans l'école palatine mérovingienne. Nous ne croyons pas non plus qu'on puisse affirmer, en l'absence de textes, que les écoles gallo-romaines du V^e siècle aient complètement disparu au VI^e . Le travail de M. Roger, si solide et si remarquable à tant d'égards, eût encore gagné si l'auteur se fût préoccupé davantage de la tradition manuscrite et s'il eût essayé de dresser la liste des manuscrits exécutés durant cette période pour les étudier de très près au point de vue de la graphie et de la langue. Nous regretterons aussi quelques légères imperfections dans la bibliographie. Si les pages consacrées à Fortunat et à Grégoire de Tours ne sont pas très neuves, et si des vues d'ensemble sur les caractères généraux de la romanisation de la Gaule manquent un peu au début, où l'on voudrait voir citée la jolie brochure de M. Novati, ce livre n'en représente pas moins une somme d'efforts considérables de critique pour pénétrer plus avant dans la connaissance de la civilisation mérovingienne en tant qu'elle se rattache à la culture classique. C'est le résultat d'investigations scientifiques aussi nombreuses que fécondes, dont les conclusions sont présentées en un style suffisamment imagé et varié en même temps que sobre.

L'abbaye des Célestins de Villeneuve-lès-Soissons, fondée par le dernier des sires de Coucy, Enguerrand, à la fin du XIV^e siècle, n'a été illustrée par aucun événement saillant de nature à solliciter l'at-

tention des historiens ; c'est précisément cette obscurité de son histoire qui a décidé M. l'abbé R. ROUSSEL à tenter d'en reconstituer les annales¹. Cette entreprise sera spécialement appréciée des érudits qui s'occupent de l'histoire du Soissonnais, car cette abbaye, par suite d'un concours de circonstances adverses, a disparu sans laisser grande trace dans les documents. L'incendie d'abord, les destructions inconscientes des hommes ensuite ont supprimé ses archives, et c'est à grand' peine que les quelques pièces justificatives qui terminent l'ouvrage ont pu être réunies. Plusieurs proviennent de la Bibliothèque nationale et de la bibliothèque de Troyes. Nous ne pouvons signaler tous les passages critiquables de cette conscientieuse étude ; nous nous bornerons à appeler l'attention sur les pages intéressantes consacrées au duc Louis d'Orléans, « second fondateur de l'abbaye », et aux guerres de religion en Soissonnais.

M. Eugène SOL avait annoncé en 1903 la publication des *Archives de l'histoire d'Italie à Paris*, travail parallèle à celui de M. Édouard ROTT pour la Suisse. Les circonstances ne lui ont malheureusement pas permis de mener à bonne fin cette vaste entreprise. Il a dû se borner à publier le dépouillement d'une série des Archives nationales, la série K². Les documents classés touchent à une foule de questions. Les uns concernent les élections des papes, le conclave, le cérémonial ecclésiastique, l'état politique et religieux de Rome, les autres ont trait aux rapports de la France avec le Saint-Siège, à l'action des papes en France, à l'affaire des quartiers de Rome, au moment où Lavardin remplissait la charge d'ambassadeur de Louis XIV auprès de la cour pontificale. On y trouve en outre des extraits de la correspondance de Bouillon, des documents relatifs aux rapports de la France avec Monaco au XVII^e siècle, des notes laissées par le frère Léonard, des dossiers relatifs au Montferrat, à la succession de Mantoue, aux Jésuites, aux relations de la France avec Gênes, Venise, Milan, la Sardaigne et le Piémont. Tous ces documents sont compris entre le XII^e et le XIX^e siècle. Un excellent index des noms de lieux et de personnes achève ce très utile répertoire qui comprend plus de cinq cents articles. On ne peut trop déplorer, en bonne équité, le sort de l'infortuné érudit auquel nous devons cette utile publication : il se trouve actuellement l'objet, de la part de ses supérieurs ecclésiastiques, d'une méfiance qu'il n'a en

114.163

1. *Histoire de l'abbaye des Célestins de Villeneuve-lès-Soissons*, par l'abbé R. ROUSSEL. Soissons, Nougarède, 1904, in-16, iv-266 p.

2. *Les Rapports de la France avec l'Italie du XII^e siècle à la fin du premier Empire*, d'après la série K des Archives nationales, par Eugène SOL. Paris, Champion, 1905, in-8^e, 165 p.

rien méritée, exilé en un pays absolument perdu, loin de tout dépôt scientifique, privé de toute ressource pour continuer des travaux brillamment inaugurés.

Dans son important ouvrage sur l'histoire du commerce et de la navigation à Bordeaux, Francisque-Michel donnait des détails intéressants sur la « coutume » de Royan, qui était perçue par le connétable de Bordeaux, et il émettait en même temps l'opinion que cette coutume devait vraisemblablement son origine aux frais nécessités par la garde de l'embouchure de la Gironde. Les navires chargés étaient obligés de s'arrêter à Royan. Des réclamations s'étant élevées, la perception de cette coutume fut transportée au château de Bordeaux et réunie aux autres, de telle façon que les marchands pussent acquitter en même temps tous les « droits du roi ». La coutume avait d'abord été perçue, sans contestation, à Royan même, comme son nom l'indique, et probablement depuis un temps immémorial, à l'origine, par les officiers du fisc, puis par les seigneurs de la terre. Lors de l'occupation de la Guyenne par les Anglais, les rois d'Angleterre jugèrent bon pour maintenir leur autorité et pour éviter les tracasseries des officiers de Royan de confisquer ce droit à leur profit et de le joindre aux autres impôts qu'ils percevaient à Bordeaux. Après cette confiscation, une tentative fut faite pour lever le même tribut à Royan, sans tenir compte du paiement opéré à Bordeaux. Le maire et les jurats firent contre ces abus des réclamations auprès du roi, qui renvoya l'affaire au sénéchal de Gascogne. L'historique et le développement de ces contestations vient d'être singulièrement éclairci par la publication faite par M. Georges MUSSET¹ de documents tirés des archives de M. de la Trémouille : fragments d'états des coutumes perçues à Royan sur les navires aux XIV^e et XV^e siècles, lettres patentes du sénéchal de Guyenne accordant au soudan de Preyssac le droit de percevoir à Bordeaux la coutume de Royan, avec une enquête des plus curieuses relative à ce droit (13 février 1436), nouvelle enquête faite en 1487-1488 au sujet des droits des seigneurs de Royan, etc. De l'examen de toutes ces pièces, il résulte évidemment que la coutume de Royan, en ce qui concerne les vins, était bien, comme les autres coutumes, un droit du seigneur de cette ville. Des circonstances particulières avaient pu, à un moment donné, en faire exercer la perception au château de l'Ombrière; mais ce droit aurait dû être rendu à Royan, où les seigneurs entretenaient à grands frais

1. *La Coutume de Royan au moyen âge*, par Georges Musset. La Rochelle, impr. Noël Texier, 1905, in-8°, 116 p. — Cf., du même, *Note sur les ports francs et les zones franches. La nécessité de leur création à la Rochelle-Pallice*. La Rochelle, impr. Masson, 1905, in-8°, 16 p.

des châteaux destinés à protéger l'embouchure du fleuve, comme les témoins le déclarent formellement dans leurs enquêtes. La perception du droit à Bordeaux constituait un double emploi qui était un véritable abus et causait aux marchands un préjudice contre lequel ils ne cessèrent de protester pendant tout le moyen âge.

L'Espagne chrétienne, par Dom H. LECLERCQ¹, fait pendant à *l'Afrique chrétienne*, du même auteur, paru dans la même collection, la *Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique*, qu'édite Lecoffre. Sous ce titre, Dom Leclercq a enfermé une période qui s'étend depuis l'introduction du christianisme en Espagne jusqu'à la ruine de la monarchie visigothique en l'année 711. Les documents relatifs à cette partie de l'histoire espagnole ne sont pas nombreux, et Dom Leclercq, qui s'en plaint, est certainement éloigné de les avoir tous mis à contribution. Néanmoins, le chapitre préliminaire sur les sources est intéressant. C'est un très bon résumé de l'historiographie en Espagne aux V^e, VI^e et VII^e siècles, depuis Eusèbe, dont il expose très bien la nouvelle méthode historique, jusqu'au continuateur de Jean de Biclar, en passant par Idace, Isidore de Séville, l'Anonyme de Cordoue, sans oublier l'*Akhbâr Madjmoua*. Ses appréciations sont en général au courant et assez critiques : il tient compte des conclusions de Mgr L. Duchesne sur le prétendu séjour de saint Jacques en Galice et les maintient contre les attaques du P. Fidel Fita. Les canons du concile d'Elvire sont analysés avec pittoresque, le rôle d'Osius de Cordoue sous Constantin est dégagé avec soin, et ce n'est pas sans à-propos qu'il fait remarquer une de ces coincidences, comme il s'en rencontre dans l'histoire : l'arianisme vivement combattu par l'évêque de Cordoue devait conquérir l'Espagne. Le manque d'un ouvrage analogue aux « *Fastes épiscopaux de la Gaule* » se fait bien sentir pour cette phase de l'histoire espagnole. Florez et Gams ont eu trop peu de critique. Dom Leclercq restitue à l'espagnole Égérie le curieux journal de voyage en Palestine connu sous le nom de *Peregrinatio Silviae*, suivant en cela l'opinion dernièrement émise par M. Férotin. Les pages qu'il consacre au poète Prudence, qu'il met au tout premier rang des poètes de second ordre, dénotent une connaissance approfondie de cet auteur.

La naissance du priscillianisme marque le premier éveil des esprits dans l'église d'Espagne. Jusque-là, rien d'original : des noms, point d'idées. L'heureuse fortune qui a fait découvrir en 1886 les écrits de Priscillien permet à Dom Leclercq de donner un aperçu assez net sur le priscillianisme, que saint Jérôme hésita à condamner et que saint Martin défendit, au risque d'être accusé d'hérésie par quelques-

1. Paris, Lecoffre, 1906, in-12, xxxv-396 p.

uns de ses contemporains. La partie qui a trait aux invasions germaniques, à la conversion des ariens et à l'invasion arabe présente moins de nouveauté, parce qu'elle concerne une époque mieux connue et plus étudiée que la précédente. L'ensemble du travail de Dom Leclercq est, en résumé, des plus satisfaisants. Si l'auteur avait supprimé ses digressions sur l'ethnographie de l'Espagne, dans lesquelles il y aurait bien à reprendre, son livre serait, semble-t-il, encore meilleur.

Les *Légendes hagiographiques*, par Hippolyte Delehaye, S. J., bollandiste¹, est une de ces productions qui ne laissent pas de surprendre au premier abord. C'est, en effet, un traité destiné surtout à montrer les « côtés faibles » de la littérature hagiographique. Dù à la plume d'un bollandiste aussi informé que le P. Delehaye, ce travail prend une signification particulière. C'est le terme d'une lente évolution qui s'est produite dans l'esprit des Bollandistes au cours de leurs études hagiographiques. Après avoir édité un si grand nombre de légendes de saints, ils ont été frappés du caractère peu digne de foi de beaucoup d'entre elles, et les études critiques, ébauchées déjà depuis longtemps, qui se sont multipliées en ces dernières années, ont fait à ces érudits une obligation de sortir du cadre nécessairement restreint des comptes-rendus des *Analecta Bollandiana* et d'exposer l'ensemble des conclusions générales auxquelles ils avaient été amenés par leur libre esprit d'examen scientifique, en dépit des protestations nombreuses que soulevaient dans un certain public ces « nouveautés ».

La connaissance très approfondie que le P. Delehaye possède de la littérature hagiographique rend cette étude des plus riches en exemples des mieux choisis. Le style n'est pas aussi léger ni aussi brillant qu'on aurait pu le souhaiter, mais il est clair et en général simple. Ses premiers chapitres comprennent des définitions. En quoi le document hagiographique diffère-t-il du document historique? Quelles sont ses rapports avec le roman, le mythe, le conte et la légende? Les deux grands facteurs de ce document sont d'une part le travail inconscient de la légende, élaboré par la foule, et d'autre part le travail des hagiographes, auteurs de mérites inégaux, dont les procédés ont le plus souvent profondément modifié les récits traditionnels. La classification des textes hagiographiques présente de très grandes difficultés; le P. Delehaye pense les résoudre en proposant une division en six classes, d'après le degré de sincérité et l'historicité du document. Il arrive ainsi à répartir ces documents en six catégories, depuis « les procès-verbaux officiels de l'interrogatoire des martyrs » jusqu'aux faux proprement dits, c'est-à-dire

1. Bruxelles, impr. Polleunis et Ceuterick, 1905, in-16, 264 p.

intentionnels, en passant par les romans historiques. Un chapitre très neuf est celui qu'il intitule « le Dossier d'un saint », où il examine spécialement les actes de saint Procope, dont il explique la genèse. Il restait cependant à aborder l'examen d'une question essentielle dans cette étude, celle des réminiscences ou survivances païennes dans le culte des saints. Là le P. Delehaye se montre très critique; il met en garde contre les analogies fortuites et prouve le mal fondé d'un grand nombre. Il n'a pas de peine à faire ressortir le ridicule du raisonnement de M. Rendel-Harris, qui, dans *The Diosecuri in the Christian legends*, s'efforce de retrouver dans les dates des fêtes de divers saints, qu'il estime identifiables avec Castor et Pollux, la preuve d'une fête mensuelle des Diosecures dans l'antiquité. Mais il nous paraît bien sévère pour des analogies, trop nombreuses pour être fortuites, entre le vocable d'une église et le nom du dieu païen dont cette église a remplacé le temple. Par exemple, l'église de saint Démétrius sur l'emplacement du temple de Déméter à Éleusis et tant d'autres. En matière iconographique, il est aussi évident que les premiers artistes chrétiens se sont beaucoup inspirés des représentations figurées des divinités païennes, et que, avec le traditionalisme inhérent à cette branche de l'art, ils ont copié plus ou moins servilement les statues ou peintures de leurs prédecesseurs, dont les sujets se rapprochaient le plus des saints ou saintes qu'ils avaient l'intention de représenter. Ce livre, malgré quelques faiblesses, est plein de vues très justes et de faits admirablement bien groupés. Son intérêt est tel que nous l'aurions voulu un peu plus développé. Il contribuera puissamment à ébranler l'aveugle confiance de certains auteurs ecclésiastiques dans la valeur historique des *Acta Sanctorum*.

M. l'abbé Eug. MARTIN, dont nous analysions ici même le *Saint Léon IX*, il y a peu de temps, nous offre aujourd'hui dans la même collection de « Vies de Saints » un *Saint Colomban*¹, où nous retrouvons les mêmes qualités et les mêmes défauts que dans son volume précédent. Faut-il avouer que la présente biographie s'accorde mieux que la précédente de ces défauts? Le manque de documents et l'éloignement des personnages permettent en effet de supporter les développements oratoires qui tiennent plus de l'éloquence sacrée que du genre historique. Il est certain, néanmoins, que, malgré ses efforts de styliste, M. l'abbé Martin nous donne une idée de Colomban bien inférieure à celle que laisse la lecture de la *Vita S. Columbani*, par le moine contemporain Jonas, éditée en dernier lieu par M. Krusch; s'il a montré une sérieuse préoccupation de se mettre au courant des derniers résultats de la critique historique, il ne tire

1. Paris, Lecoffre, 1905, in-12, vi-199 p.

point de ces résultats tout ce qu'il pourrait et ne cherche jamais à les étendre. Aussi bien son ouvrage rentre-t-il dans la catégorie des œuvres d'édification religieuse plus que dans celle des travaux de vulgarisation historique.

Le *Bulletin de la Société d'archéologie de la Drôme* a publié en 1903-1904 une histoire de la ville de Tain (Drôme), dont l'auteur, M. Charles BELLET, réunit aujourd'hui les fragments en un volume à part (t. I : *Moyen âge et Ancien régime*)¹, où il a ajouté tout un long chapitre sur la vie économique, le vin de l'Hermitage, les séjours d'illustres voyageurs, ainsi que des pièces justificatives. M. Bellet a dépouillé les archives communales de Tain, spécialement les fonds des délibérations communales et des élections consulaires (BB 4-BB 10) qui s'étendent de 1553 à 1745, et que M. A. Lacroix, archiviste de la Drôme, avait déjà fait connaître par son Inventaire. Il a aussi utilisé les comptes consulaires de 1391 à 1790, et les diverses séries relatives aux priviléges, aux états provinciaux, aux biens communaux, à la navigation, aux édifices publics, à la guerre, à la justice, au clergé, à l'agriculture et aux familles; enfin, il a eu à sa disposition la collection formée par feu Anatole de Gallier, ancien président de la Société d'archéologie de la Drôme, et les archives des Bergier, notaires à Tain du xvi^e au xviii^e siècle. Avec ces éléments, et en faisant usage des derniers travaux concernant sa région, M. Bellet est parvenu à retracer une histoire très documentée, qui, à défaut de l'intérêt général que ne peut comporter l'historique d'une si petite localité, apporte une contribution précieuse sur plusieurs points de détail à l'histoire générale et des termes de comparaison très utiles à l'histoire des institutions. Pourquoi faut-il qu'il ait voulu parfois trop élargir le cadre qu'il s'était tracé, et qu'il ait alors emprunté des appréciations contestables à divers auteurs sans les avoir suffisamment contrôlées, par exemple dans le chapitre sur la Réforme! La première des pièces justificatives est la charte des franchises de Tain (5 mai 1309), publiée d'après l'original, un rouleau de parchemin de plus de quatre mètres de long. Cette charte octroyée par Guy, seigneur de Tournon et de Tain, aurait dû être comparée avec celles des localités de la même région, Châtillon-en-Diois, Chabeuil, La Tour-du-Pin, La Mure, Allevard, etc. (dont M. Bellet donne la liste), afin de déterminer, s'il est possible, à quel type de ces chartes celle-ci se rattache. Ces imperfections ne suffisent pas à effacer le mérite très réel de cette monographie habilement composée.

1. *Histoire de la ville de Tain en Dauphiné depuis la domination romaine jusqu'à nos jours*, par Charles Bellet; t. I : *Moyen âge et Ancien régime*. Paris, Picard, 1905, in-8°, 510 p., avec pl.

Bien inférieur à tous égards est l'ouvrage de M. HAUMONTÉ, revu par M. Jean Parisot, *Plombières ancien et moderne*¹. Quoiqu'il témoigne de recherches, l'ouvrage est assez incohérent. C'est une source de renseignements aussi nombreux que variés pour la période antique et la période moderne, mais le moyen âge y est spécialement sacrifié. L'illustration est très soignée; en même temps qu'un livre d'histoire pourvu d'une ample bibliographie, ce volume est un guide de Plombières moderne.

La *République de Marseille (1244-1257)*, par M. E. BRÉMOND², est un livre infiniment moins documenté, mais qui a toutefois son mérite. Après un rapide coup d'œil sur les origines de la cité, l'auteur montre comment les vicomtes de Marseille, puis les seigneurs des Baux, vendirent par fractions la liberté aux Marseillais. Il examine alors l'administration et l'organisation de la république marseillaise, définit les attributions des fonctionnaires, podestats, viguiers, recteurs, syndics ou consuls, clavaires, donne la composition et étudie les rôles respectifs du conseil général de la communauté et du conseil des cent « chefs de métiers ». Cette exposition claire et en même temps précise et nourrie nous incite à souhaiter que M. Brémond reprenne quelque jour, avec l'ampleur qui conviendrait, un sujet qu'il a ébauché d'une main très expérimentée.

Ph. LAUER.

P.-S. — Nous ne pouvons qu'annoncer aujourd'hui le cinquième volume du bel ouvrage de M. Joseph REINACH sur l'*Affaire Dreyfus* (Fasquelle). Il est consacré au procès de Rennes; il s'ouvre par la loi de dessaisissement, qui a été un des actes les plus illégaux et les plus désastreux de toute l'*Affaire Dreyfus*, et nous conduit jusqu'à la grâce de Dreyfus. On y voit revivre les scènes inoubliables du Conseil de guerre de Rennes, où l'audace des organisateurs du crime de 1894 sut aveugler ou séduire des juges ignorants ou prévenus, où une main restée inconnue alla jusqu'au meurtre pour protéger le général Mercier contre un interrogatoire qui l'aurait confondu, où enfin la faiblesse du gouvernement laissa le commissaire qui devait parler en son nom ne s'inspirer que de conseils étrangers à tout souci de vérité et de justice et arracher à la majorité des juges un verdict de condamnation en invoquant comme seul motif l'opinion des chefs dont ils dépendaient et en avouant que toute preuve de culpabilité faisait défaut : *Excidat illa dies!* Gabriel MONOD.

1. J.-D. Haumonté, *Plombières ancien et moderne*, éd. refondue et augmentée, avec grav. et plans. Paris, Champion, 1905, in-8°, iii-423 p.

2. Marseille, Aubertin et Rolle, 1905, in-8°, 72 p.

ALLEMAGNE.

ÉPOQUE MODERNE.

(Année 1904.)

Cette année a amené le quatrième centenaire du réformateur Bullinger, et, à cette occasion, le professeur Émile EGLI a publié le journal de cet ecclésiastique, comprenant toute sa vie, jusqu'à quelques mois avant sa mort, en 1575¹; le tout accompagné de notes explicatives par l'éditeur. Rédigé tantôt en allemand, tantôt en latin, le journal raconte bien des choses intéressantes, non seulement sur la vie de l'auteur, mais encore sur les événements contemporains, sans donner une grande idée de la capacité et des intérêts intellectuels de Bullinger. Nous y cherchons en vain des éclaircissements sur le développement de la réforme religieuse en Suisse; le nom de Calvin n'y est même pas mentionné. Plus important est ce que Bullinger raconte sur les guerres de religion en France.

La publication de documents concernant le concile de Trente, par le Père THEINER, est malheureusement incomplète et inexacte. La Société de Goerres a donc commencé, dès l'an 1904, l'édition des procès-verbaux originaux de ce concile², et l'Institut historique d'Autriche à Rome imprime la correspondance des légats du concile avec la cour papale, ainsi que la correspondance de cette cour et des mêmes légats avec les agents diplomatiques du pape, concernant la haute assemblée, mais seulement pour la troisième et dernière période, de 1564 à 1563, les documents n'étant suffisamment complets que pour cette époque³. Ce sont les actes les plus secrets et les plus confidentiels qui nous font regarder derrière les coulisses et nous permettent de juger sainement les intentions des personnages dirigeants. Plus de doute que le but du concile fut uniquement de réaliser les intentions du souverain pontife. Ce premier volume ne

1. *Quellen zur schweizerischen Reformationsgeschichte*, hrsg. vom Zwingliverein in Zürich, unter Leitung von Prof. Em. Egli. Vol. II : *Heinrich Bullingers Diarium*.

2. *Concilium Tridentinum. Diariorum pars prima*. Edidit Seb. Meckle. Fribourg-en-Brisgau.

3. *Die römische Kurie und das Konzil von Trient unter Pius IV.* Vol. I, par Jos. Šusa (Actenstücke zur Geschichte des Konzils von Trient. Im Auftrage der Österreichischen Histor. Kommission). Vienne, Hoelder.

comprend que l'année préparatoire, depuis janvier 1561 jusqu'à janvier 1562. Dans l'introduction, M. Šusa décrit les matériaux qui ont servi à l'édition et caractérise la personne des légats qui y jouent leur rôle. C'est une publication modèle, vrai guide du chercheur, à qui l'on ne fournit pas seulement le texte des documents, mais encore les explications et les compléments nécessaires, donnés avec une connaissance admirable de ces négociations compliquées. Les rapports entre Rome d'une part, Madrid et Paris de l'autre, ainsi que l'état religieux de la France y sont éclairés d'une vive lumière.

Une conséquence du concile de Trente fut le redoublement des persécutions religieuses. Le duc Albert V de Bavière y excellait, et un épisode de ce drame historique fut le procès dirigé par lui contre le comte d'Ortenburg et ses partisans, coupables d'avoir adhéré à la confession d'Augsbourg, de 1563 à 1566. M. Karl HARTMANN, qui raconte ces faits¹, se pose à un point de vue rigoureusement catholique, en taxant de *conjuration* la lutte ouverte et légale de ces gentilshommes protestants de Bavière pour leur liberté religieuse. Chaque visite entre amis est pour M. Hartmann une preuve de la *conjuration*. Procédé de procureur plutôt que d'historien!

Un excellent travail, au contraire, unissant la plus parfaite impartialité à la connaissance des sources tant manuscrites qu'imprimées, est l'histoire de l'élément allemand en Posnanie sous la domination polonaise, par Erich SCHMIDT². C'est la première fois que l'on traite historiquement ce sujet, encore aujourd'hui très actuel. Il y a eu deux colonisations allemandes : l'une au XIII^e, l'autre aux XVI^e et XVII^e siècles. Les villes de la Grande-Pologne et de la Gujavie avaient été presque entièrement allemandes jusqu'à l'avènement de la dynastie jagellonne, mais le réveil de la nationalité polonaise et la suprématie de la noblesse y ont tué les cités germaniques, détruit la liberté et la nationalité des paysans allemands. Le second flot germanique fut moins fort et moins étendu, mais il s'est conservé dans le nord et dans l'ouest jusqu'à la prise de possession prussienne. Tous les côtés de la vie allemande en Posnanie sont dépeints par M. Schmidt, le terrain économique et social aussi bien que le terrain politique, juridique et administratif, et tout cela sous une forme littéraire et soignée.

La guerre de Trente ans a fait éclore une foule de chansons et de

1. *Der Prozess gegen die protestantischen Landstände in Bayern unter Herzog Albrecht V.* Munich, Manz.

2. *Geschichte des Deutschtums im Lande Posen unter polnischer Herrschaft*. Bromberg, Mittler.

pamphlets, qui ne forment point de récits véridiques des événements, mais qui reflètent les impressions produites par ceux-ci sur l'esprit des populations. M. Jules BECKER y a consacré des études consciencieuses¹. Ainsi, ces productions fugitives, ornées en grande partie de gravures sur bois caractéristiques, ont une valeur considérable pour l'histoire des sentiments, des idées et des moeurs de cette époque.

Un épisode important de la guerre de Trente ans, la diète des électeurs à Mulhouse, en Thuringe, du 48 octobre au 12 novembre 1627, est traité par M. Karl BREUER, dans une excellente thèse fondée sur les matériaux des archives de Dresde, de Coblenz et de Munich². La diète fut convoquée par les quatre Électeurs catholiques, qui désiraient à la fois gagner une influence plus considérable sur la politique impériale, qui penchait trop vers l'Espagne et menaçait d'impliquer l'empire dans les guerres de cette puissance, et décider les questions restées douteuses dans la paix de religion de 1555, dans un sens favorable au catholicisme, cela va sans dire. Le véritable auteur de la réunion fut l'Électeur de Mayence. La diète fut une défaite et pour la politique des Habsbourg et pour le parti protestant, très mal représenté par les Électeurs incapables de Saxe et de Brandebourg.

Un disciple de Gustave Droysen, M. Hans TEITGE, examine avec beaucoup de pénétration la question, très souvent débattue, du véritable auteur de l'incendie qui a dévoré la ville de Magdebourg lors de sa conquête par Tilly, le 20 mai 1631³. Contrairement à l'opinion de Wittich, qui a prévalu dans ces derniers temps, Teitge prouve que ce ne sont pas les citoyens qui ont brûlé leur propre ville, pour contenir l'assaillant, mais qu'un des généraux impériaux, le fameux Pappenheim, a fait mettre le feu à quelques maisons, afin de vaincre la résistance des bourgeois. Les soldats ligueurs, ivres de colère et de haine contre les hérétiques opiniâtres, ont imité son exemple en plusieurs endroits, et un fort vent de nord-est a généralisé le désastre. Dans aucun cas, Tilly lui-même ne peut être accusé d'avoir voulu détruire Magdebourg.

Comme introduction à une histoire de la Ligue de Heilbronn, M. Joh. KRETZSCHMAR publie le récit et les documents des négociations

1. *Ueber historische Lieder und Flugschriften aus der Zeit des dreissig-jährigen Krieges*. Rostock, Winterberg.

2. *Der Kurfuerstentag zu Muehlhausen, 1627*. Bonn, Georgi.

3. *Die Frage nach dem Urheber der Zerstörung Magdeburgs, 1631*. Halle, Niemeyer (*Hallesche Abhandlungen zur neueren Geschichte*, hrsg. von Gust. Droysen).

de Gustave-Adolphe avec les ducs de Brunswick et de Lunebourg¹. L'existence même de la Suède obligeait son roi à garantir le protestantisme allemand contre les attaques du monde catholique; en outre, la Suède désirait ainsi la domination de la Baltique et les revenus des impôts commerciaux dans les ports de cette mer. Enfin, Gustave-Adolphe rêvait, dès le principe, d'établir sa domination sur les princes protestants de l'empire. Après ses succès en Allemagne, il exigea de ces princes de se soustraire à la suzeraineté impériale et de devenir les vassaux de la Suède. Ainsi s'explique la résistance que les princes protestants d'Allemagne ont longtemps opposée aux projets du roi.

Le partage des pays welfs en plusieurs principautés et la faiblesse personnelle de leurs princes ont eu, pendant la guerre de Trente ans, la conséquence d'anéantir pour eux à jamais la possibilité de rivaliser en puissance avec leur voisin, le Brandebourg. En désarmant après le traité de neutralité de Goslar, la maison des Welfs se priva de toute influence sur les négociations de la paix définitive de Westphalie. M. Wilh. LANGENBECK expose ces faits² dans une de ces monographies bien documentées, rédigées en parfaite connaissance de cause et avec une juste appréciation des caractères et des événements qui rendront un jour possible l'histoire définitive de la guerre de Trente ans.

Le chef du parti catholique dans cette guerre, Maximilien I^{er} de Bavière, a eu pour secrétaire un protestant converti, Christophe Gewold, polémiste pour sa nouvelle religion, publiciste officiel, dont Anton DÜRRWAECHTER a écrit la biographie³. Gewold, plein de fanatisme et de superstition, persécuteur aveugle de sorcières, est un vrai type de sa triste époque.

Georg-Friedrich PREUSS s'occupe d'un sujet maintes fois débattu : Mazarin a-t-il réellement songé à faire élire Louis XIV comme roi des Romains en 1657⁴? Preuss conclut négativement. D'après lui, ce ne fut qu'une manœuvre diplomatique pour arracher l'empire aux Habsbourg. Mais il ne prouve nullement sa thèse. Si, à la fin, Maza-

1. *Gustav Adolfs Pläne und Ziele in Deutschland und die Herzöge zu Braunschweig und Lüneburg*. Hanovre et Leipzig, Hahn (*Quellen und Darstellungen zur Geschichte Niedersachsens*, vol. XVII).

2. *Die Politik des Hauses Braunschweig-Lüneburg in den Jahren 1640 und 1641*. Hanovre et Leipzig, Hahn (*Quellen und Darstellungen zur Geschichte Niedersachsens*, vol. XVIII).

3. *Christoph Gewold. Fribourg-en-Brisgau*, Herder (*Studien und Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte*, hrsg. von der Garres-Gesellschaft, vol. IV, livr. 1).

4. *Historische Vierteljahrsschrift*, 1904.

rin a renoncé à son projet, ce fut parce qu'il en voyait la réalisation impossible. M. Preuss s'est attaqué aussi à un sujet plus vaste : les rapports entre Guillaume III d'Angleterre et la maison de Wittelsbach¹. Le premier demi-volume contient deux parties bien différentes : une introduction historique, étayée d'une masse vraiment formidable de citations, mais peu originale ; et l'exposé des relations extérieures de la Bavière sous Ferdinand-Maria, plus large que l'ouvrage de Doeberl, que nous mentionnerons tout à l'heure. C'est un bon travail, fait avec un certain art psychologique, donnant des idées nouvelles sur les personnages et sur les tendances de la cour de Munich de cette époque. Ce fut alors que la Bavière perdit la haute position, acquise sous Maximilien I^{er}, et descendit au second rang, tandis que le Brandebourg, sous le Grand Électeur, inaugurerait son étonnante carrière.

Nous voici arrivés à l'époque du Grand Électeur, aimée actuellement des historiens allemands et français. Ernst SALZER compare les deux ouvrages de Pufendorf sur Charles-Gustave de Suède et sur Frédéric-Guillaume de Brandebourg, quant au renversement des alliances de ce dernier prince dans la première guerre du nord². C'est assez bien travaillé. Mais était-il vraiment nécessaire de publier cet exercice de séminaire historique, relatif à un vieil historien pédant et partial, dont la biographie du Grand Électeur a perdu presque toute valeur par les récentes publications de documents ?

Beaucoup plus importante est la description de la campagne d'Alsace, dans l'hiver de 1674 à 1675, par le lieutenant-colonel von KORTZFLEISCH³. C'est un excellent exposé d'une des plus glorieuses campagnes de Turenne, basé sur les études les plus étendues et sur des recherches importantes et nouvelles. M. von Kortzfleisch est un des rares militaires qui ont l'étoffe d'un historien. Seulement, il est trop défavorable au Grand Électeur, parce qu'il n'a pas suffisamment égard à la méfiance des généraux impériaux envers leurs alliés protestants, si funeste déjà dans les campagnes d'Allemagne, en 1672, et des Pays Bas, en 1674. L'auteur prouve définitivement que, pour livrer la bataille de Turckheim, Turenne n'a pas passé, au cœur de

1. *Wilhelm III von England und das Haus Wittelsbach im Zeitalter der spanischen Erbfolgefrage*. 1^{er} demi-volume. Breslau, Trewendt et Garnier.

2. *Der Uebertritt des Grossen Kurfuersten von der schwedischen auf die polnische Seite wahrend des ersten polnischen Krieges*. Heidelberg, Winter (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte).

3. *Der oberelsässische Winterfeldzug von 1674-1675 und das Treffen bei Turckheim*. Strasbourg, Heitz (Beiträge zur Landes- und Volkskunde von Elsass-Lothringen, livr. 19).

l'hiver, les montagnes des Vosges, mais qu'il en a côtoyé le pied, ce qui est moins romanesque, mais plus en rapport avec une bonne tactique.

M. Max Doeberl publie les documents relatifs à son volume sur les relations de la Bavière, sous l'Électeur Ferdinand-Marie, avec la France¹, dont nous avons rendu compte dans la *Revue historique*, année 1904.

L'évêque de Bamberg et archevêque de Mayence, Lothar von Schoenborn, de 1693 à 1729, fut une exception dans la dégénérescence des princes ecclésiastiques en Allemagne vers la fin du XVII^e siècle. M. Karl Wild en a écrit la biographie². Schoenborn suivait les tendances absolutistes de son époque en cherchant à détruire l'influence des chapitres métropolitains, à fonder la centralisation et la pleine puissance princière. Au point de vue économique, il était le disciple de Colbert, plutôt dans l'intérêt du prince que des sujets. Partisan des Habsbourg, il défendit néanmoins contre eux les « libertés » des princes et surtout les prétentions de l'archichancellerie de l'empire, qui appartenait à l'Électeur de Mayence. Le travail de M. Wild est louable et satisfaisant.

Le baron Friedrich von Schroetter expose le système monétaire des rois de Prusse Frédéric I^r et Frédéric-Guillaume I^r et décrit les monnaies de Frédéric II, non seulement les monnaies prussiennes de ce souverain, mais encore ses falsifications des monnaies saxonnes³. (Voir *Revue historique*, vol. LXXXIV.)

Autre côté de la vie sociale : l'instruction publique en Allemagne, depuis le milieu du XVII^e siècle, dont M. Alfred Heubaum nous raconte le développement⁴. Le premier volume de cet ouvrage nous mène jusqu'à Frédéric le Grand, dont le règne ne fait pourtant point époque à cet égard. D'ailleurs, c'est un triste livre, désfiguré par le plus étroit confessionnalisme, qui fait de l'auteur l'adversaire de toute tendance novatrice, même d'un Leibniz. M. Heubaum est partisan du système qui n'accorde aux enfants du peuple qu'une instruction

1. *Bayern und Frankreich, vornehmlich unter Kurfürst Ferdinand-Maria.* T. II. Munich, Haushalter, 1903.

2. *Lothar Franz von Schönborn, Bischof von Bamberg und Erzbischof von Mainz, 1693-1729.* Heidelberg, Winter (*Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*, livr. 8).

3. *Acta Borussica. Denkmäler der preussischen Staatsverwaltung im XVIII. Jahrhundert.* Hrsg. v. d. Kgl. Akad. der Wissenschaften. *Münzszenen. Darstellender Teil*, livr. 1; *Beschreibender Teil*, livr. 2. Berlin, Parey, in-4^e.

4. *Geschichte des deutschen Bildungswesens seit der Mitte des XVII. Jahrhunderts.* Berlin, Weidmann.

rudimentaire, soigneusement placée sous la surveillance de l'Église. L'auteur tire les plus profondes réverences à l'administration actuelle de l'enseignement en Prusse. Espérons qu'il en récoltera beaucoup d'avantages personnels.

Le bon journalisme est un des meilleurs éléments d'éducation publique. M. Ernst CONSENTIUS donne un travail très méritoire sur les gazettes de Berlin jusqu'au règne de Frédéric II¹. La première gazette berlinoise dont nous ayons connaissance date de 1617. Le roi Frédéric-Guillaume I^{er} se servait déjà des gazettes pour des notes officieuses. C'est ce qui résulte également de l'histoire du plus ancien journal berlinois existant, la *Gazette de Voss*, par Arend BUCHHOLTZ, à l'occasion de son deuxième centenaire². Très instructif pour l'histoire du journalisme prussien, cet ouvrage nous montre de nouveau Frédéric le Grand méprisant les gazettes et les contenant dans les plus étroites limites. Mais la coopération de Lessing imprima alors pour toujours à la *Gazette de Voss* des tendances de tolérance et de liberté intellectuelle. L'existence devint un peu plus facile aux journaux sous Frédéric-Guillaume II, malgré la défense d'imprimer rien de favorable à la Révolution française. La censure ne disparut qu'en 1848. Pendant la réaction de 1849 à 1858, la *Gazette de Voss* devint un des éléments les plus importants de l'opposition libérale. Encore aujourd'hui, elle reste fidèle au libéralisme politique, religieux et scientifique, dont elle est un des organes les plus estimés.

Le conflit entre Frédéric II et son père est le sujet du livre de M. Reinhold BRODE³; c'est plutôt une *broderie* sur un canevas assez mince; beaucoup de littérature, beaucoup d'imagination, beaucoup d'à peu près, peu d'esprit, une prolixité souvent insupportable; des réverences de tous les côtés à ceux qui, par eux-mêmes ou par leur école, possèdent une influence littéraire ou scientifique. Parfois de bonnes observations; le tout de peu de valeur, ressemblant plutôt à une collection de conférences ou d'extraits de lectures qu'à un livre sérieux et qui se tient.

La conduite de Frédéric le Grand envers les catholiques est exposée par M. Ottomar HEGEMANN, mais seulement dans les parties de son État soumises à l'empire⁴, auxquelles l'auteur ajoute la Prusse

1. *Die Berliner Zeitungen bis zur Regierung Friedrichs d. Gr.* Berlin, Haude et Spener.

2. *Die Vossische Zeitung. Geschichtliche Rückblicke auf drei Jahrhunderte.* Berlin, Reichsdruckerei.

3. *Friedrich der Grosse und der Konflikt mit seinem Vater.* Leipzig, Hirzel.

4. *Friedrich d. Gr. und die katholische Kirche in den reichsrechtlichen Territorien Preussens.* Münster, Lehmann.

orientale, on ne sait pas pourquoi. Le résultat de ces recherches est que le roi a gouverné ses sujets catholiques non pas d'après des principes généraux, mais d'après le droit local et selon son caprice. Il méprisait tellement les religions positives qu'il ne se donnait pas la peine d'avoir, à leur égard, des maximes constantes. Seulement, il évitait de placer des catholiques dans les hautes fonctions de l'État, les croyant peu favorables à sa monarchie protestante.

Le grand état-major prussien continue sa grande publication sur la guerre de Sept ans; le sixième volume s'occupe de la bataille de Leuthen¹. Ce travail est d'autant plus instructif et précis qu'il n'a rien à faire avec la politique, mais seulement avec les faits militaires. Nous y trouvons les chiffres exacts pour les armées en présence à Leuthen : 35,000 Prussiens, 65,000 Autrichiens. La partie la plus neuve est celle qui décrit l'armée suédoise pendant la guerre de Sept ans; elle est l'œuvre d'un historien militaire distingué, le capitaine JANY.

M. Gust.-Berth. Volz, depuis de longues années éditeur de la Correspondance politique de Frédéric le Grand, en publie le vingt-neuvième volume², qui comprend les onze mois depuis août 1769 jusqu'à juin 1770. Le sentiment principal qui s'y manifeste est celui de la crainte et de l'antipathie envers l'allié indispensable, la Russie. L'impératrice Catherine, flattée comme une divinité dans les lettres que Frédéric lui adresse personnellement, est raillée impitoyablement dans ses épîtres intimes (p. 331). Il croit la Russie « funeste à ses voisins et dangereuse à toute l'Europe » (p. 336). Il appelle les Russes des « barbares sur la mer glaciale » (p. 474). C'est pour s'affranchir de cette alliance et pour tenir en bride la superbe tsarine qu'il recherche l'amitié de l'Autriche par les entrevues de Neisse et de Neustadt; mais il se méfie du jeune empereur Joseph II et de son ministre, Kaunitz. En attendant, il favorise secrètement les adversaires de la Russie en Turquie et en Suède. Quant à la Pologne, le ministre d'Autriche à Berlin, le général Nugent, lui proposa, dès 1770, le partage de cette malheureuse république. Nouvelle preuve que Frédéric n'en a pas été l'auteur.

Malgré son génie, Frédéric fut quelquefois trompé systématiquement par sa bureaucratie, qui, dans ses voyages d'inspection, lui créait des villages de *Potemkine*. Pourvu qu'on lui répondit ce qu'il désirait entendre, il se laissait trop souvent berner par les rapports

1. *Die Kriege Friedrichs d. Gr.* 3^e partie : *Der Siebenjährlige Krieg*. Vol. VI.

2. *Politische Korrespondenz Friedrichs d. Gr.* Vol. XXIX. Berlin, Alexandre Duncker, 1903.

de ses ministres et de leurs subalternes. Même sous un souverain hors ligne, l'absolutisme bureaucratique fut un malheur. C'est ce que prouve M. Ernst PFEIFFER dans son excellente étude sur les voyages d'inspection de Frédéric II en Silésie¹. L'auteur constate, en outre, les graves défauts du ministre de Silésie, le comte Hoym, que dernièrement on a voulu laver des reproches que l'histoire lui avait adressés depuis longtemps.

La politique saxonne à l'époque de Frédéric II n'a pas encore été considérée dans son ensemble, malgré l'énorme littérature concernant cette période. M. Johann ZIEKURSCH² a eu l'heureuse idée de l'étudier dans les documents saxons, encore inconnus, pour les années de 1740 à 1744. Il en résulte que la politique du comte de Brühl fut moins arbitraire et moins confuse qu'on l'a prétendu; que la Saxe ne pouvait alors se développer politiquement et surtout économiquement qu'en prenant possession de la Basse-Silésie, sa seule communication avec la Pologne, dont la couronne appartenait à l'Électeur de Saxe; et, comme la Prusse l'en empêchait, le conflit entre les deux États devenait inévitable. Dans le livre fort instructif et finement écrit de M. Ziekursch, Brühl paraît actif, très rusé, intrigant consommé, concentrant dans ses mains tout le pouvoir du faible monarque Auguste III. Lorsque Frédéric II de Prusse eut pris possession de la Silésie, il chercha à couper le commerce très considérable entre la Saxe et la Pologne et le dériver vers ses propres États. Voilà pourquoi Brühl devint, après quelques hésitations, l'ennemi de la Prusse. Composé exclusivement avec des matériaux saxons, cet ouvrage montre cependant la conduite de la Saxe sous un jour trop favorable.

L'autobiographie de Goethe nous a fait connaître le lieutenant du roi, comte Thorenc, pendant l'occupation française de Francfort-sur-Mein, de 1759 à 1763. Henri GROTEFEND publie les documents concernant les rapports de l'administration française avec les autorités communales de la ville libre³. Thorenc y paraît juste, humain, patient et bienveillant, ne cherchant pas seulement à rendre aussi agréables que possible les relations entre occupants et occupés, mais réformant encore l'administration assez arriérée de la ville et y introduisant nombre de réformes salutaires.

1. *Die Revuereisen Friedrich d. Gr. und der Zustand Schlesiens, 1763-1786* (*Historische Studien*, veroeffentlicht von E. Ebering, livr. 44). Berlin, Ebering.

2. *Sachsen und Preussen um die Mitte des XVIII. Jahrhunderts*. Breslau, Marcus.

3. *Der Känelsgleutnant Graf Thoranc in Frankfurt-a.-M.* Frankfurt, Voelcker.

L'allié de Frédéric le Grand, Pitt l'aîné, a trouvé un conscientieux biographe dans M. Albert de RUVILLE¹. Cette volumineuse publication expose pour la première fois la vie du grand *commoner* d'après tous les documents connus. Mais elle est peu satisfaisante sous d'autres rapports. Elle ressemble plutôt à un journal qu'à une œuvre scientifique. L'auteur ne peut apprécier sainement la carrière de Pitt, parce qu'il méconnait l'essence même du parlementarisme, jusqu'à le mépriser. Son jugement n'est pas moins prévenu sur d'autres points; il considère les hommes politiques, et Pitt en premier lieu, en théologien protestant et en cuistre. Rien n'est plus comique que le bon ou mauvais certificat qu'il délivre à chaque discours de Pitt : si le discours est exact, bien fait, utile à la cause commune, moral ou non. Avec une pareille tournure d'esprit, un écrivain est incapable de comprendre un génie politique tel que Pitt. Il lui attribue des calculs mesquins et personnels là où cet homme d'État suivait des idées élevées et justes et des principes glorieux. Pitt n'était point autocrate, il était partisan sincère du gouvernement représentatif et d'un libéralisme modéré. L'auteur croit encore aux plans offensifs de Frédéric II contre l'Autriche, en 1755 et en 1756, malgré les nombreuses réfutations foncières de cette thèse aventurée. Bref, la biographie de Pitt est à refaire.

Pour ne pas entrer en concurrence avec l'état-major prussien, l'historiographie officielle d'Autriche passe provisoirement sur la guerre de Sept ans et, après avoir raconté la guerre de Succession d'Autriche, sur le point d'être terminée, elle entreprend le récit des guerres de Joseph II, traité par un historien militaire bien connu, Oskar KRISTE². Il a composé un ouvrage bien documenté et impartial, mieux préparé, il est vrai, pour opérer sur le terrain militaire que sur celui de l'histoire politique, qui aurait dû être réduite à un minimum. L'auteur démontre que Frédéric II, — semblable ici à Napoléon, — a su former de bons généraux de division, mais pas de chefs d'armée, ces deux grands capitaines étant trop impérieux pour laisser se développer, à côté d'eux, de fortes individualités et des initiatives personnelles. Le succès relatif obtenu en 1778 par la *défensive* des Autrichiens leur devint fatal; il leur a inspiré la conviction de l'excellence du *système des cordons*, système qui leur a procuré les terribles défaites des campagnes de Turquie et surtout de la Révolution.

M. Karl WAAS³ nie que Napoléon ait fait fusiller les 2,500 prison-

1. *William Pitt, Graf von Chatham.* 3 vol. Stuttgart et Berlin, Cotta.

2. *Kriege unter Kaiser Josef II.* Vienne, Seidel.

3. Dans la *Historische Vierteljahrsschrift*, années 1903 et 1904 : Bonaparte à Jaffa.

niers turcs de Jaffa parce qu'il y aurait eu parmi eux des gens ayant violé leur serment de ne pas servir contre les Français; ces malheureux ont été tués parce qu'ils incommodaient l'armée française. Bonaparte fut moins blâmable dans l'affaire des pestiférés. Lors de la retraite de Syrie, il y avait, dans les lazarets français, à peu près 4,200 blessés et malades. On les emmena avec les plus grands soins, sauf les pestiférés mourants, dont le nombre était de vingt-cinq à trente. Ceux-ci, on les empoisonna avec du laudanum, pour les soustraire aux tortures que les Turcs n'auraient pas manqué de leur infliger; Bonaparte a toujours considéré cet acte, qu'il avait personnellement ordonné, comme étant juste et miséricordieux.

C'est avec une profonde douleur que nous rendons compte d'un nouveau travail sorti de la plume infatigable du regretté Hermann HÜFFER, de Bonn, si apprécié des lecteurs de cette *Revue*, et qui, il y a quelques mois, a été enlevé à la science et à ses amis par une terrible maladie qui ne pardonne jamais. Jusqu'au dernier moment, il a continué vaillamment, au milieu des souffrances atroces, ses travaux concernant l'histoire de la période révolutionnaire; la preuve en est son ouvrage sur la guerre de l'an 1799 et la deuxième coalition¹, dont le mérite scientifique est égalé par celui de l'élégance et de la correction du style. Hüffer donne la solution définitive de la question du meurtre de Rastatt, d'après des documents nouveaux et indubitables; il fut la conséquence de l'exécution trop violente d'un ordre donné par les chefs suprêmes de l'armée autrichienne de se saisir des papiers des diplomates français. Même l'ordre de les tuer vint d'en haut, au moins du colonel Barbacy (p. 96), dont les hussards furent les vrais meurtriers. La prétendue enquête militaire sur ces tristes événements ne fut qu'un simulacre. Voilà les faits constatés par M. Hüffer selon les papiers officiels; il nous semble que, dans ces conditions, le jugement porté par l'auteur sur les chefs autrichiens (p. 95 et suiv.) est beaucoup trop indulgent. — Au contraire, les défauts militaires de l'archiduc Charles sont caractérisés par Hüffer de la même manière que nous l'avons souvent fait nous-même dans cette *Revue*. La destruction de la république parthéno-péenne, en 1799, est également racontée d'après des sources récemment découvertes. La reine Marie-Caroline semble être innocente de la rupture infâme du traité intervenu entre les républicains de Naples et le cardinal Ruffo. — Dans le second volume, notons la belle description de la campagne de Souvarov en Suisse, avec beau-

1. *Der Krieg des Jahres 1799 und die zweite Koalition.* 2 vol. Gotha, Perthes.

coup de détails nouveaux dus aux recherches longues et patientes de Hüffer.

Depuis de longues années, M. Auguste FOURNIER s'occupe surtout de l'histoire de Napoléon I^{er}. Il a comparé aux lettres imprimées les 830 lettres de ce souverain qui se trouvent aux archives de l'État à Vienne, en partie originales, en partie sous forme de bonnes copies¹. On y reconnaît les premières dispositions de Napoléon, l'impression immédiatement produite sur lui par les événements, le travail intellectuel qui a amené la rédaction définitive. Parfois, le texte de Vienne est plus correct que celui des éditions imprimées. Il serait à souhaiter qu'en France, où les richesses épistolaires du grand empereur sont incomparablement plus grandes, un travail semblable fût entrepris sur une vaste échelle ; il contribuerait beaucoup à nous faire connaître le caractère intime et la manière de penser de Napoléon.

Le capitaine autrichien VELTZÉ fait l'historique de l'offensive autrichienne en Italie, du 40 au 30 avril 1809². Au lieu d'appuyer modestement l'armée principale, combattant en Allemagne sous l'archiduc Charles, l'archiduc Jean obtint de son frère, l'empereur François II, d'entreprendre, avec des forces détachées de l'armée principale, une offensive dans l'Italie supérieure. En effet, son adversaire, le prince Eugène, bienveillant, actif, mais de capacités médiocres et d'un caractère irrésolu, fut constamment battu, malgré sa supériorité numérique, et rejeté sur l'Adige. Victoires presque uniques des Autrichiens d'alors sur les troupes napoléoniennes ! Cependant, les défaites de l'archiduc Charles en Bavière obligèrent son frère d'abandonner tous ses avantages et de se retirer vers l'Autriche intérieure.

L'importance du *Tugendbund* a été fort exagérée. Paul STETTNER donne là-dessus de nouveaux éclaircissements³. Sortie des loges maçonniques de Koenigsberg, cette Société n'a jamais compté que des hommes d'une médiocre importance. Hardenberg, Gneisenau, Sebarnhorst, Blücher n'y ont point participé. Stein a favorisé le *Tugendbund*, mais seulement pendant quelques mois. Les agissements du *Bund* ont été purement théoriques ; il a diminué la haine existant entre civil et militaire et favorisé les réformes intérieures, si nécessaires à la Prusse. Tout cela est très bien exposé par M. Stettner, documents en main.

1. *Zur Textkritik der Correspondenz Napoleons I* (Archiv für österr. Geschichte, hrsg. von d. Kaiserl. Akademie der Wissenschaften, t. XCIII, vol. I, p. 41 et suiv.). Vienne, Gerold.

2. *Mitteilungen des Kais. und Käigl. Kriegsarchivs.* 3^e série, vol. III, Vienne, Seidel.

3. *Der Tugendbund.* Koenigsberg-i.-Pr.

Une bonne histoire de la Confédération du Rhin est commencée par M. Théodore BITTERAUF¹, travail distingué par l'abondance des sources, la sagesse de la critique et l'originalité de la narration. L'auteur montre qu'il ne faut pas juger les faits des princes moyens et petits de l'Allemagne d'il y a cent ans d'après les idées nationales actuelles; ils ont été jetés dans les bras de Napoléon par les fautes de l'Autriche et de la Prusse. Montgelas, le ministre dirigeant de la Bavière, de même que son souverain, Maximilien-Joseph, désiraient ardemment placer l'Allemagne sous la protection de la Prusse (voir p. 440 et suiv., 463); mais l'incapacité et la faiblesse de Frédéric-Guillaume III les firent reculer devant une tâche pareille. L'Autriche flottait entre le désir d'annexer la Bavière et la crainte d'une guerre. De même, le Württemberg, qui craignait et haïssait la France révolutionnaire, se voyait abandonné et maltraité par la Prusse et par l'Autriche. Au lieu de s'unir pour sauver l'Allemagne des mains de Bonaparte, Berlin et Vienne se combattaient sans cesse. C'est malgré eux, obéissant à la seule nécessité, que les chefs de la Bavière, du Württemberg et de Bade finirent par se soumettre à l'inéluctable volonté de Napoléon; autant que leurs sujets, ils ne subirent son joug terrible qu'avec un regret douloureux. Ce sont ses exactions intolérables qui ont créé le sentiment national en Allemagne. — Cette première histoire politique documentée et scientifique de la Confédération du Rhin complète heureusement son histoire militaire, entreprise par le général PFISTER.

Un lieutenant de la brigade badoise, STEINMÜLLER, a rédigé, en 1817 ou en 1818, le journal de sa participation à la campagne de Russie, en 1812; M. Karl WILD vient de le publier². Steinmüller, qui, d'ailleurs, ne montre aucune sympathie pour Napoléon, raconte comme témoin oculaire les combats des Badois, passés entièrement sous silence par les bulletins de la grande armée. Écrit au jour le jour, au milieu des périls et des misères, ce récit est curieux et digne de créance.

L'importante histoire des guerres de délivrance en monographies, entreprise par la librairie Mittler, de Berlin, se continue sans interruption. Le général von HOLLEBEN traite de la campagne du printemps de 1813³; le premier volume, seul publié jusqu'à présent, va jusqu'au 26 avril, commencement de l'offensive de Napoléon. L'auteur

1. *Geschichte des Rheinbundes*. Vol. I. Munich, Beck.

2. *Tagebuch Joseph Steinmüllers ueber seine Teilnahme am russischen Feldzuge, 1812*. Heidelberg, Winter.

3. *Geschichte der Befreiungskriege, 1813-1815. Geschichte des Fruehjahrsfeldzugs, 1813*. Vol. I. Berlin, Mittler.

a réuni des matériaux très complets, mais il n'a pas su en faire un ensemble : ce sont des extraits de documents, laissés presque sans commentaire et coordonnés sans aucun travail personnel. Le résultat le plus important, c'est la preuve définitive de la nullité du roi Frédéric-Guillaume III dans le déchainement de l'enthousiasme guerrier. Il n'a eu aucune part à la convention de Tauroggen. Il conseilla à la Russie une guerre purement défensive : Napoléon s'enfoncerait de nouveau dans l'intérieur de cet immense pays, et alors la Prusse et l'Autriche le prendraient traitreusement par derrière. Conseil né de la pusillanimité et de la mauvaise foi ! Pendant de longues semaines, il fut impossible de pousser ce pauvre roi à aucune résolution virile et honnête ; ce furent ses généraux qui, en avançant sans son ordre, le forcèrent enfin à se déclarer, pour ne pas perdre définitivement la direction des affaires.

Bien supérieur est le deuxième volume de l'histoire de la campagne d'automne de 1813, par le major FRIEDERICH¹, dont le premier volume a été apprécié dans la *Revue historique* (t. LXXXVI, p. 350). Le volume nouveau nous mène de la bataille de Kulm (1^{er} septembre) jusqu'à la veille de la bataille de Leipzig. Il montre les mêmes qualités que le précédent : sûreté de jugement, entière impartialité, intérêt du récit ; mais aussi les mêmes défauts de style. En outre, l'auteur a négligé les ouvrages non militaires concernant son sujet. Fier d'avoir réfuté les reproches injustes faits au prince royal de Suède (Bernadotte), il ne se doute pas que, dès 1893, M. WIEBE s'est servi des mêmes arguments dans la même cause (voir notre bulletin dans la *Revue historique*, 1894). Tout le monde alors craignait le génie supérieur de Napoléon ; seuls les généraux prussiens, inspirés par leur patriotisme et par leur haine, osaient suivre une conduite plus courageuse et plus décisive. Le major Friederich justifie la *landwehr* des injures proférées contre elle par les écrivains trop militaristes (p. 298). Il détruit la légende du prétendu *grand dessein* de Napoléon, en octobre 1813, de vouloir marcher, avec toute son armée, sur l'Oder et sur la Vistule et de déplacer vers l'est le théâtre de la guerre. Avec cela s'évanouissent aussi les scènes dramatiques, souvent racontées, où les maréchaux auraient forcé l'empereur à renoncer à ce plan extraordinaire.

Enfin, l'Histoire de 1815, par le général von LETTOW-VORBECK², est

1. *Geschichte der Befreiungskriege, 1813-1815. Der Herbstfeldzug, 1813.*
Vol. II. Berlin, Mittler.

2. *Geschichte der Befreiungskriege, 1813-1815. Napoleons Untergang.*
Vol. I. Berlin, Mittler.

l'œuvre la plus faible du regretté historien militaire, mort il y a un an. Le premier volume, seul paru, va jusqu'à la bataille de Waterloo. L'auteur n'a pas suffisamment exploré les archives prussiennes, et il cherche trop à pallier les fautes commises par l'armée prussienne et par ses chefs, en 1815, pour les décharger sur Wellington. L'exposition est pédante, faible et pleine de contradictions. Pourtant, l'ouvrage donne quelques résultats importants. La retraite sur Wavre, après la bataille de Ligny, ne fut pas une inspiration de Gneisenau, mais la direction du choc de l'ennemi poussa les Prussiens naturellement vers Tilly, et la marche sur Wavre fut décidée par Blücher, contre le conseil de Gneisenau. Les troupes prussiennes étaient mal nourries, mal équipées et en partie mal exercées; la campagne de 1815 ne les montre nullement à la hauteur qu'elles ont atteinte avant ou après cette date. D'autre part, Napoléon était ébranlé, non pas par la maladie, mais par la notion des immenses dangers qui l'entouraient, et par la crainte d'une fin malheureuse, presque inévitable, de son entreprise.

L'histoire militaire et politique de la guerre de 1813 par le baron von DER OSTEN-SACKEN und von RHEIN¹ est complètement manquée. Deux énormes volumes, qui ne nous mènent que jusqu'à Gross-Görschen, forment un fatras de détails et de redites où il n'y a de neuf que les tableaux des forces militaires, superflus en grande partie par leur continue répétition. Avec cela une sévérité de jugement bien exagérée, facile un siècle après coup. Le résultat le plus important de ce travail, le voici : Napoléon n'a pas été surpris, le 2 mai 1813, à Gross-Görschen, par l'attaque des alliés; il s'y attendait et avait tout préparé pour les entourer et les écraser. S'il n'y réussit pas entièrement, ce fut la conséquence du manque d'exercice et de force physique de ses soldats improvisés et trop jeunes, ainsi que de la bravoure désespérée des Prussiens.

Franz RÜHL publie un supplément aux documents concernant le règne de Frédéric-Guillaume III, consistant surtout en papiers laissés par Staegemann² (voir notre bulletin, *Revue historique*, t. LXXXIV). Ce sont, dans le nouveau volume, des lettres datant de 1806 à 1815. Elles ont peu d'importance, pour la plupart. C'est actuellement une manie d'imprimer les moindres bouts de papier, même de personnages de troisième ou de quatrième rang, et qui n'ont rien d'intéressant à nous dire.

1. *Militärisch-politische Geschichte des Befreiungskrieges im Jahre 1813.*
Vol. I-II, 1. Berlin, Voss, 1903-1904.

2. *Aus der Franzosenzeit.* Leipzig, Duncker und Humblot.

Cette observation ne se rapporte pas à la publication des Papiers de la famille de Schweinitz¹. La première partie de ce recueil contient des détails biographiques et des documents concernant un parent par alliance de cette famille, le général Ruehle von Lilienstern, qui fut le bras droit de Gneisenau pendant la campagne de 1813, officier distingué, excellent mathématicien et même philosophe, à tort oublié dans notre époque, pourtant si friande des choses du passé. La seconde partie donne des souvenirs et des papiers de deux Schweinitz, l'un ministre, l'autre président de régence sous Guillaume I^r. Elle est surtout destinée à réfuter les calomnies dont Bismarck, dans ses Mémoires, a accablé le ministre de Schleinitz, ami personnel de Guillaume I^r et de la reine-impératrice Augusta, homme modéré et libéral, et qu'il n'a pu renverser, malgré des efforts réitérés. En réalité, Schleinitz, ministre de la maison royale, ne donnait d'avis politiques que quand le roi lui en demandait. Il soutint même Bismarck pendant les années critiques de 1866 et de 1870. Bref, le caractère haineux et vindicatif du chancelier de fer et son mépris absolu pour la vérité, en tant que ses intérêts se trouvaient en question, apparaissent de nouveau dans cette intéressante publication.

Originaire des provinces baltiques de la Russie, M. Théodore SCHIEMANN s'est fait un spécialiste de l'histoire russe. Il vient de commencer une œuvre de longue haleine, l'histoire de Russie sous l'empereur Nicolas I^r. Le premier volume, qui vient de paraître², expose l'histoire d'Alexandre I^r, autant qu'elle semblait nécessaire pour comprendre le développement ultérieur de la Russie. L'auteur a fait des études approfondies dans les grandes archives européennes; il y a joint des communications de savants et d'hommes d'État russes, le dépouillement de la littérature russe qui se rapporte à son sujet, et sa connaissance de la vie intime de la nation moscovite. L'ensemble du volume est imposant et intéressant, malgré une certaine prolixité. Alexandre I^r est finement caractérisé, et l'évolution de ses idées est tracée avec soin. Ce prince était beaucoup plus un sentimental et un raisonnable qu'un homme d'action, et le mépris dans lequel il tenait son propre peuple le paralysait entièrement. L'auteur donne, pour la première fois, l'histoire exacte des relations du grand-duc Constantin avec la Pologne constitutionnelle depuis 1815, ainsi que des sociétés secrètes dans ce pays à la même époque, bien que son antipathie envers les Polonais leur attribue une trop grande part de responsabilité dans la catastrophe de 1830. De même,

1. *Aus den Papieren der Familie von Schweinitz.* Berlin, Trewendt.

2. *Geschichte Russlands unter Kaiser Nicolaus I.* Vol. I. Berlin, Reimann.

la politique orientale de la Russie, après 1821, est mieux exposée par M. Schliemann. Au fond, Alexandre I^{er} a échoué partout, sauf dans les guerres contre la France.

M. von ZWIEDINECK-SÜDENHORST publie deux plaquettes sur la question si ardemment débattue en 1848 et 1849 : de quelle manière rattacher la polyglotte Autriche au nouvel empire d'Allemagne projeté par l'assemblée constituante de Francfort¹? Basées sur les archives de l'archiduc Jean, chef provisoire de l'empire éphémère, elles montrent que les hommes d'État autrichiens furent prêts, pendant quelques moments, à tenter d'unir l'Autriche à cet empire par une alliance permanente. Mais les défaites de la cause libérale et nationale, tant en Autriche qu'en Allemagne, les firent bientôt renoncer à une telle idée et retourner purement et simplement à l'ancienne diète fédérale de 1815. La solution définitive n'est venue qu'en 1866, « par le fer et par le sang ».

Le second volume des *Souvenirs* du comte Jos.-Alex. von HÜBNER², sur les années 1857 à 1859, comprend surtout la préparation diplomatique de la guerre d'Italie. Hübner n'a pas su prévoir les tendances belliqueuses de Napoléon III contre l'Autriche : il fut surpris, comme le moins instruit des mortels, par l'apostrophe foudroyante du jour de l'an 1859. Fortement irrité par cette déception et par la blessure faite à son amour-propre, le diplomate peu sage excita sa cour à la guerre. L'auteur du texte allemand de l'ouvrage commet malheureusement d'innombrables erreurs.

La nouvelle édition de la *Campagne d'Italie en 1859*, par feu le maréchal de MOLTKE³, est enrichie de nombreuses notes explicatives et rectificatives, par un homme qui connaît à fond les ouvrages relatifs au sujet.

De la même époque à peu près (1856 à 1863) date le deuxième volume des *Souvenirs* du prince KRAFT ZU HOHENLOHE-INGELFINGEN⁴. On n'y trouve guère que des anecdotes sur les personnages dirigeants de la Prusse. Les données historiques sont pour la plupart erronées et montrent que ces mémoires n'ont été écrits que bien après coup. Un exemple, entre autres : Guillaume I^{er} aurait désiré depuis long-temps de faire Bismarck président du Conseil; en vérité, le roi nour-

1. *Mitteilungen des Instituts fuer austerr. Geschichtsforschung*. Vol. XXIV : *Österreich und der deutsche Bundesstaat. — Eine deutsch- asterreichische Bundesakte*.

2. *Neun Jahre der Erinnerungen eines asterreichischen Botschafters in Paris, 1851-1859*. Vol. II. Berlin, Paetel.

3. *Moltkes Militärische Werke*. Série 3, vol. III, 2^e édition. Berlin, Mittler.

4. *Aus meinem Leben*. Vol. II. Berlin, Mittler.

rissait contre Bismarck une profonde antipathie et ne concéda sa nomination aux instances de Roon que lorsqu'il ne trouva personne d'autre qui voulût continuer la lutte contre la chambre des députés. De même, Hohenlohe donne une idée entièrement fausse du conflit entre le roi et son fils, lors de la fameuse harangue du prince au bourgmestre de Dantzig, en juin 1863, et de la victoire remportée par Bismarck sur son propre souverain à l'occasion de l'assemblée des princes à Francfort, en août 1863.

La correspondance de BISMARCK avec le ministre baron de Schleinitz¹ est tout à fait inédite, sauf quelques lettres publiées dans les *Pensées et souvenirs* du chancelier. Elle appartient au dernier mois de l'ambassade de Bismarck à Francfort et à son ambassade à Saint-Pétersbourg, de novembre 1858 à juin 1861. Schleinitz était alors ministre des Affaires étrangères et est appelé « très cher ami et protecteur » par Bismarck qui, plus tard, vit en lui son pire adversaire. Dans cette très intéressante correspondance, le futur chancelier exprime déjà sa haine contre la diète et la Confédération germanique et son désir ardent de les détruire. Sur cette question, il se sépare de ses anciens amis de la *Gazette de la Croix*; de même aussi dans la question italienne, où il prône une alliance avec le Piémont, avec la *révolution*, abhorée même par les ministres libéraux de la Prusse d'alors. Bismarck déclare, avec sa désinvolture ordinaire, qu'il n'est légitimiste qu'en Prusse, mais que, quant aux autres pays, il s'allierait au diable s'il le croyait de l'intérêt de sa patrie. Quel contraste avec la politique cauteleuse et de courte vue du pauvre Schleinitz! Dans ses rapports de Saint-Pétersbourg, Bismarck relève les premiers vestiges du *panslavisme*.

L'excellent officier d'état-major autrichien — malheureusement anonyme — qui avait écrit les *Journées critiques d'Olmütz*, rend compte de la dernière opération de l'armée du nord autrichienne², du 15 au 22 juillet 1866. La partie la plus importante du livre est le récit du combat de Blumenau, interrompu par la conclusion de l'armistice, d'après les différentes archives de la Guerre et beaucoup de témoins actifs des événements.

Le lieutenant-général von JEXA, officier d'état-major à la division Gœben pendant la campagne du Mein, en 1866, décrit les actions de cette division³. Il prouve de nouveau que Gœben, qui, physique-

1. *Bismarcks Briefwechsel mit dem Minister Freiherrn von Schleinitz*. Stuttgart et Berlin, Cotta.

2. *Die letzte Operation der Nordarmee 1866*. Von einem Generalstabs-offizier. Vienne, Seidel.

3. *General von Gœben im Feldzuge 1866 gegen Hannover und die süddeutschen Staaten*. Berlin, Eisenschmidt.

ment, ressemblait plutôt à un professeur de collège qu'à un grand capitaine, a eu le principal mérite des victoires prussiennes dans l'Allemagne méridionale. En sept jours, sa division, tout en parcourant 450 kilomètres et en traversant deux chaînes de montagnes, a remporté trois victoires et empêché la réunion de l'armée ennemie. C'est contre les ordres de son général en chef, le fameux Manteuffel, qu'il a battu les Badois et les Wurtembergeois sur la Lauter. Gœben jugeait peu favorablement Manteuffel : vrai gentilhomme, mais manquant de coup d'œil militaire et de résolution.

Le rôle glorieux, mais infortuné, joué par l'armée hanovrienne en 1866, est décrit par G. WOLFRAM, d'après les mémoires du colonel CORDEMANN, ancien chef d'état-major du Hanovre¹. Rédigés sur les documents officiels, ces mémoires rectifient beaucoup d'erreurs et montrent l'inextricable confusion qui régnait au quartier général du roi aveugle, influencé par mille éléments divers et changeant de résolution de minute en minute.

L'histoire de la guerre de 1870-71, par l'état-major français, a été examinée au point de vue critique par le colonel E. von SCHMID dans un ouvrage spécial², dont les trois premières livraisons embrassent les préparatifs de la guerre et les combats du 4 et du 6 août. La critique du colonel me paraît beaucoup trop acerbe. Parfois, il est vrai, l'état-major français est amené par ses sources mêmes à se montrer injuste envers les troupes et les chefs allemands. Mais c'est contre sa volonté. En général, les auteurs reconnaissent, dans les termes les plus expressifs, les grandes qualités des généraux et des soldats allemands. Dans l'intérêt de la vérité historique et des bons rapports entre l'Allemagne et la France, il serait à désirer que l'ardeur littéraire des officiers en retraite se modérât un peu.

Un des plus féconds parmi eux est le major KUNZ, qui continue le récit détaillé de la bataille de Woerth³, d'après les archives de la Guerre de Berlin et de nombreuses communications d'officiers ayant pris part à la bataille. Ces études sont très intéressantes, mais elles font disparaître l'ensemble des faits dans une foule inextricable de détails, attribuent à ceux-ci une trop grande importance, selon le

1. *Die hannoversche Armee und ihre Schicksale in der Katastrophe von 1866* (Quellen u. Darstellungen z. Gesch. Niedersachsens, vol. XV). Hannover et Leipzig, Hahn.

2. *Das französische Generalstabwerk ueber den Krieg von 1870-1871*. Livr. 1, 2 et 3. Berlin et Leipzig, Luckhardt, 1903-1904.

3. *Kriegsgeschichtliche Beispiele aus dem deutsch-französ. Kriege von 1870-1871*. Livr. 17 : *Die Kämpfe bei Frœschweiler und die Verfolgung der Franzosen*. Berlin, Mittler.

hasard des avis donnés à l'auteur, et font entièrement disparaître le rôle de la direction supérieure.

M. Wilhelm Busch ressuscite l'accusation lancée contre le prince de Prusse et contre le général Blumenthal d'avoir cédé aux inspirations anglaises en se déclarant contre le bombardement de Paris par les Allemands¹. Malheureusement, l'auteur procède comme un avocat retors : de quelques indications, qu'il avoue lui-même être « très incertaines », il fait bientôt des certitudes pour baser sur elles un échafaudage fantaisiste. La vérité vraie sur ce sujet, la voici. Une attaque formelle n'était pas possible au commencement du siège, parce que les 450,000 hommes dont les Allemands disposaient, et dont une grande partie devait servir à protéger le siège contre l'attaque de la province, ne suffisaient pas à compléter l'investissement et à former en outre une troupe assez considérable pour l'attaque et la prise de Paris. Plus tard, quand l'armée de Metz fut devenue disponible, les fortifications de Paris étaient tellement augmentées et renforcées que l'attaque n'aurait eu aucune chance de réussir. Puisque Sébastopol avait coûté plus d'un an pour être pris, quelles auraient été les difficultés et les longueurs d'une attaque de Paris, avec son énorme étendue et ses 500,000 défenseurs ! Un bombardement des maisons, afin de terrifier les habitants, semblait aux généraux allemands une barbarie inutile et par cela même nuisible, qui ne ferait qu'exciter la colère et le fanatisme des assiégés, ce que le résultat a confirmé. Le prétendu triomphe final des *bombardeurs* sur leurs adversaires est une invention ridicule, l'état-major prussien sachant très bien d'avance, par l'expérience de Strasbourg, ce dont l'artillerie était capable. D'ailleurs, nous savons par les mémoires de Trochu, de Faverot de Kerbrech et d'autres généraux français, que le bombardement n'a pas avancé la reddition de Paris d'un seul jour. Où est le triomphe des *bombardeurs* ? M. Busch m'accuse de confusion (p. 29, note), parce que, dans ma biographie de l'empereur Frédéric, j'ai dit que ce prince avait commencé par conseiller une attaque *immédiate* de Paris, mais que plus tard il fut l'adversaire d'une attaque formelle et du bombardement. Ce reproche retombe sur son auteur. Une attaque subite, après la défaite complète des troupes françaises régulières à Châtillon et lors de la profonde dépression produite par ce fait dans Paris, aurait eu beaucoup de chance; mais puisque l'on avait laissé aux Parisiens le temps de retrouver leur sang-froid, de s'armer, de s'exercer et de se fortifier, il ne restait plus que le blocus et la famine.

1. *Das deutsche grosse Hauptquartier in der Bekämpfung von Paris im Feldzuge 1870-1871.* Stuttgart et Berlin, Cotta.

M. Henri SCHNEEGANS a rédigé et partiellement traduit du français en allemand les multiples matériaux biographiques laissés par son père Auguste, homme politique bien connu en Alsace¹. On ne saurait dire que le personnage et son œuvre soient bien sympathiques et dignes de confiance. L'autobiographe juge très sévèrement tous les autres, tandis que lui, qui a commencé par opter pour la France et par prêcher la revanche, s'est fait imperceptiblement particulariste alsacien pour finir par se jeter dans les bras du gouvernement prussien et par accepter une espèce de sinécure consulaire fort bien rétribuée. La manière dont il outrage des personnages hautement estimables, tels que Scheurer-Kestner, est éccœurante. On trouvera dans son livre un certain nombre de renseignements intéressants sur l'époque de transition par laquelle l'Alsace a passé entre 1870 et 1880.

Encore un ouvrage du regretté HÜFFER : la biographie d'Alfred von Reumont², historien diplomate, ami intime de son biographe. Catholique convaincu, mais plein de tolérance et d'équité, Reumont devint l'interprète aussi fin qu'érudit du passé glorieux de l'Italie auprès de l'Allemagne. Le volume est écrit avec une chaleur de sentiment communicative, mais qui n'exagère pas les qualités de Reumont, avec une juste appréciation des hommes et des événements et avec une noblesse d'idées et de formes qui font aimer l'auteur autant que le sujet.

A l'occasion d'une exposition en 1903, l'archiviste de la ville de Dresde, Otto RICHTER, en a écrit l'histoire, depuis la fondation de l'empire d'Allemagne³. Nous y retrouvons l'image de l'essor merveilleux des villes allemandes qui, à cette époque, a surpassé en partie même le développement américain, non seulement quant à l'accroissement de leur population, mais encore dans la beauté et la richesse de leurs constructions et dans le perfectionnement de leur administration. En 1832, Dresde comptait 70,000 habitants; actuellement, il en a plus d'un demi-million. Dans son travail conscientieux, M. Richter traite aussi de l'évolution économique et sociale, ne cachant nullement les ombres du tableau. Peut-être accentue-t-il trop sa propre position politique. Si l'auteur se plaint, avec raison, du peu de développement intellectuel des habitants de Dresde, il aurait pu en citer, comme cause, l'esprit étroitement piétiste et réactionnaire des classes supérieures de cette capitale.

1. *August Schneegans. Memoiren (1835-1898)*. Berlin, Paetel.

2. *Alfred von Reumont*. Cologne, Boisserée.

3. *Geschichte der Stadt Dresden in den Jahren 1871-1902*. Dresde, Zahn et Iaensch, 1903.

Le colonel Hans KLAEBER consacre au prince Alexandre de Bulgarie un livre assez bien écrit¹. Mais l'auteur ne connaît pas suffisamment la littérature de son sujet, il est trop élogieux et trop peu psychologue et politique.

Le *Hohenzollern-Jahrbuch*, publié par Paul SEIDEL², demeure un chef-d'œuvre d'impression et d'illustration. Le texte est surtout intéressant pour l'histoire spéciale de la famille des Hohenzollern. Comme importance plus générale, nous trouvons les essais de Reinhold KOSER sur la fuite du jeune Frédéric (II) dans la nuit du 4 au 5 août 1730 et sur les derniers jours de Frédéric-Guillaume I^{er}. L'éducation de ce dernier prince est dépeinte par Henri BORKOWSKI : nous y voyons de nouveau combien Frédéric-Guillaume, comme enfant et comme jeune homme, était rude, grossier, inculte et profondément désagréable. M. FRITZ ARNHEIM continue la biographie, presque inconnue avant lui, de l'épouse de Gustave-Adolphe, Marie-Éléonore de Brandebourg, tante du Grand Électeur dont l'histoire reçoit également, en passant, quelques nouveaux éclaircissements.

Un champ peu exploré est cultivé par M. FRANZ ARENS³, qui cherche dans les livres de droit populaire la manière de penser et de sentir, ainsi que les institutions sociales et politiques du peuple tyrolien, depuis le XIII^e jusqu'au XIX^e siècle. C'est un travail bien fait, aussi intéressant qu'instructif, qui mérite d'être imité pour d'autres pays allemands.

L'administration des archives de Prusse continue ses *Communications*⁴. Dans la septième livraison, Reinhold KOSER raconte comment le chancelier d'État prince Hardenberg a consacré aux archives un travail minutieux et infatigable. En 1822, il a centralisé les archives à Berlin. Il avait l'idée d'ouvrir largement ces établissements aux chercheurs et de les utiliser comme écoles de paléographie. Mais ces beaux projets moururent avec lui. La huitième livraison contient un travail de Rich. KNIPPING sur les documents, en partie assez importants, qui sont relatifs à l'histoire des districts rhénans de la Prusse, et qui se trouvent à la Bibliothèque et aux Archives nationales de Paris. Nous y relevons surtout les dossiers du régime napoléonien dans ces contrées.

1. *Fuerst Alexander von Bulgarien*. Dresden.

2. 8^e année (1904). Berlin et Leipzig, Giesecke et Devrient.

3. *Das Tiroler Volk in seinen Weistuern (Geschichtliche Untersuchungen, hrsg. von K. Lamprecht, 3^e livr.)*. Gotha, Perthes.

4. *Mitteilungen der Königl. Preussischen Archivverwaltung*. Livr. 7 et 8. Leipzig, Hirzel.

De même, l'administration des archives de Bavière a sa publication régulière. Dans le volume de 1904¹, M. Alb. GÜMBEL parle du diplomate anglais comte Arundel comme collectionneur et connaisseur d'œuvres d'art à Nuremberg, en 1463. Hans SCHONER disserte sur un dénombrement de la population dans l'électorat de Bavière qui n'a pas duré moins de dix ans, — de 1771 à 1781, — à cause de la méfiance de la population et même des autorités pour les vues fiscales du gouvernement. Enfin, le volume contient le règlement, fort libéral, des archives bavaroises : l'accès aux documents est permis régulièrement jusqu'à l'année 1800 ; les documents postérieurs à cette date sont également accessibles, sauf pour des motifs graves de refus. Il n'y a aucune limite rédhibitoire.

Les deux premiers volumes des Archives pour la *Kulturgeschichte* ont paru sous la direction de George STEINHAUSEN². Nous y rencontrons, entre autres, un essai de Joh. MÜLLER sur le commerce et les routes commerciales entre Augsbourg et Venise, à l'époque de la guerre de Trente ans. Ce travail fait voir l'incapacité économique du conseil municipal d'Augsbourg, typique pour les villes allemandes de cette période. Walter FRIEDENSBURG détaille le voyage d'un prêtre italien, Vincent Laurefici, à travers l'Allemagne, la Hollande et l'Angleterre, en 1613. Malheureusement, ce voyageur était dépourvu de connaissances historiques, artistiques et économiques. Otto WINKELMANN publie un de ces recueils de lettres familiaires, si importantes pour la connaissance de la vie privée, de la pensée et du sentiment dans le passé. C'est la correspondance de femmes de notables strasbourgeois du xvi^e siècle, surtout de réformateurs, intéressante aussi pour leurs biographies. Julius von PFLUGK-HARTTUNG extrait du cabinet de Frédéric le Grand des suppliques adressées au roi par des particuliers et abondamment motivées : elles offrent ainsi une fidèle image de la vie dans la Prusse d'alors.

Un nouvel essai pour assimiler l'histoire aux sciences naturelles, en la réduisant à des lois inéluctables, a été tenté par Kurt BREYSG³. L'auteur s'y prend d'une manière nouvelle : il soumet tous les peuples du monde, selon le degré de leur développement politique, social et religieux, aux types de l'âge primitif, antique, médiéval, moderne et contemporain, sans aucun égard pour le temps ni pour le lieu où ils ont existé. Mais ce n'est qu'en violant et en déna-

1. *Archivalische Zeitschrift*, hrsg. durch das Bayerische Allgemeine Reichsarchiv in München. Nouv. série, vol. XI. Munich, Ackermann.

2. *Archiv für Kulturgeschichte*. Vol. I et II. Berlin, Duncker, 1903-1904.

3. *Der Stufenbau und die Gesetze der Weltgeschichte*. Berlin, Bondi.

turant les faits qu'il parvient à réunir dans la même phase d'évolution les Hindous de la première conquête de l'Inde, les Égyptiens de la période thébaine, les Israélites sous les rois, les Arabes du kalifat et le moyen âge chrétien, ou les Athéniens depuis le IV^e siècle, les Romains des derniers temps de l'empire et la civilisation moderne, cette civilisation d'un développement et d'une force expansive incomparables et absolument nouveaux. Énoncer une telle théorie, c'est en démontrer l'inanité. Les « lois » que M. Breysig tire de ce système ne sont valables, d'après lui-même, qu'à des conditions d'un caractère trop vague et indéterminé pour avoir aucune valeur générale ; elles sont la simple expression du fait, — incontestable et jamais contesté, — que des conditions historiques qui se ressemblent engendrent des phénomènes qui se ressemblent également. Quelques-unes de ces « lois », d'ailleurs, ne répondent nullement à la réalité. Bref, plus M. Breysig est homme de vastes connaissances et d'un esprit réfléchi et original, plus cet essai démontre péremptoirement l'impossibilité de construire des lois pour l'histoire et de ranger l'immense variabilité de l'évolution humaine sous des catégories uniformes et tyranniques. Nous ne reconnaîtrons la possibilité de lois historiques qu'au moment où l'on pourra les soumettre à l'*expérimentation*, comme dans les sciences physiques.

M. PHILIPPSON.

BOHEME.

(1899-1904.)

(Suite¹.)

Avant de m'occuper de l'histoire des institutions politiques et des conditions sociales, en particulier dans la période plus ancienne, c'est-à-dire celle qui précède le mouvement hussite, je mentionnerai en première ligne deux publications de M. Hermenigild JIRÉČEK, qui, malgré son grand âge, a gardé son activité infatigable. Ces deux ouvrages ont pour base les matériaux que l'auteur avait recueillis pour ses travaux antérieurs. Le premier est un dictionnaire de l'histoire du droit; il contient des biographies d'auteurs qui ont étudié l'histoire du droit en Bohême ou dont les livres ont de l'importance au point de vue de cette histoire, et des articles ayant trait aux sources du droit ou à des institutions juridiques². Ce qui diminue la valeur de certains articles, — cette observation concerne également le second ouvrage que j'ai à mentionner, — c'est que l'auteur tient pour authentique non seulement le manuscrit de Králové Dvůr, mais encore le « Jugement de Libussa », qui est généralement abandonné aujourd'hui, et que tout ne répond pas à l'état actuel de la science. Malgré cela, ce livre pourra rendre de bons services. Le second ouvrage, dont on peut dire la même chose, est un *glossarium* non seulement du droit bohème, mais de tout le droit slave³, sujet dont l'existence, en tant qu'il s'agit d'une unité réelle et d'un droit unique, doit être considérée par nous comme un problème scientifique⁴.

Dans mes bulletins antérieurs, en ce qui concerne l'histoire du droit, il n'est pas de nom que j'aie eu l'occasion de nommer plus souvent que celui de Jaromír ČELAKOVSKÝ. Son livre⁵, qui n'est pas encore terminé, ne se renferme pas dans une période de l'histoire juridique

1. Voir *Revue hist.*, t. LXXXVIII, p. 352-378, et t. LXXXIX, p. 124-140.

2. *Právnický život v Čechách a na Moravě*. Prague, 1903. Voyez les comptes-rendus de J. Pekář, Č. Č. H., t. IX, et de J. Kapras, Čas. Mat. Moravské, 1904.

3. *Prove. Historický slovar slovanského práva*. Prague, 1904 (Prove est le nom d'une divinité slave). Cf. J. Pekář, dans Č. Č. H., t. X.

4. Cf. K. Kadlec, dans *Sborník věd právnických a státních*, I.

5. *Pověstné dějiny práva*. Prague, 1900-1904.

de la Bohême; il embrasse presque tout le domaine de cette histoire. Jaromír Čelakovský a rassemblé, dans cet ouvrage, les résultats des nombreuses monographies qu'il a publiées précédemment, et il fait faire des progrès à la science. La première moitié, qui est la plus courte, contient l'histoire du droit public et de la constitution; la seconde se compose d'une série de monographies dont quelques-unes sont d'assez ancienne date et paraissent ici, pour la plupart, refondues et augmentées¹. Nous ne nous étonnerons pas que l'éditeur du *Codex municipalis* ait consacré le travail le plus considérable à l'histoire constitutionnelle des villes.

Deux publications nous renseignent sur la propagation du droit de Magdebourg dans le nord de la Moravie, où Olmütz (Olomouc) était le siège du tribunal supérieur (*Oberhof*)². — W. DE BRÜNNICK a traité une question spéciale du vieux droit privé bohémien³. — Fr. VACEK a terminé son travail, mentionné dans mon dernier *Bulletin*, sur l'histoire intérieure de la Bohême dans les temps anciens, en particulier sur le développement de la Société et de l'État⁴. Ce travail mérite d'être examiné, parce qu'il soumet à une nouvelle révision des questions qui, déjà, étaient considérées comme entièrement résolues et qu'il approfondit des questions qui, jusqu'ici, n'avaient pas été traitées d'une manière satisfaisante; mais ce n'est pas un livre définitif ni propre à nous ouvrir de nouveaux horizons.

A.-N. JASINSKIJ est un historien russe qui s'occupe avec pré-dilection de l'histoire de Bohême. J'ai parlé, dans mon dernier

1. Le commencement du livre est aussi un développement de l'article que Jar. Čelakovský a écrit pour l'*Encyclopédie*, dont il a été question plus haut (*Slovník Naučnýj*). Voici le contenu de la seconde moitié : les « tabulae terae » des pays du royaume de Bohême; histoire du droit minier en Bohême; histoire constitutionnelle de la ville d'Egre (Cheb) et de son territoire, le tribunal : *judicium Cameræ* sous Vladislav II. La fin comprend une monographie sur l'histoire des institutions municipales au moyen âge en général. Les fascicules qui paraîtront plus tard traiteront de cette même histoire dans les villes de Bohême et de Moravie en particulier. Je citerai encore une monographie de l'auteur sur « la plus ancienne constitution de Prague » (*Sborník věd.*, pr. IV).

2. V. Prasek, *Organisace práv magdeburských na sv. Moravě a v Rak. Slezsku* (Olom., 1900). — Alfred Fischel, *Die Olmützer Gerichtsordnung* (Brünn, 1903).

3. *Das Heimfallsrecht und die Gütervereinigung im älteren böhmisch-mährischen Recht*, dans la *Zschr. der Savigny-Stiftung*, 1899. — Un compte-rendu, favorable en général, de Jos. Kalousek (*Sborník*, t. I), nous montre que l'auteur eût bien fait d'étudier les nombreux travaux historiques tchèques publiés sur la matière, en particulier un important article de Kalousek lui-même (Publications de l'Académie, 1894).

4. *Vývoj societé a práva slovanského v Čechách* (revue *Aletheia*, t. I-V).

Bulletin, d'un de ses livres; en 1901, il a fait paraître le premier volume d'un second ouvrage¹, consacré, suivant les indications de l'auteur, à des recherches sur l'histoire sociale et économique de la Bohême au moyen âge. L'histoire agraire², c'est-à-dire les rapports juridiques entre l'homme et le sol, la répartition du sol entre les propriétaires et les cultivateurs, y occupe la première place. Il y a là, comme dans l'ouvrage allemand plus ancien de J. Lippert, une tentative pour esquisser la formation de la société depuis ses origines; ce n'est pas absolument une « *creatio ex nihilo* », quoique l'auteur remonte à un état de choses hypothétique, qui ne laisse pas d'être une base assez peu solide. Souvent aussi, il nous est difficile de comprendre des développements, très sagaces sans doute, mais non moins compliqués, pour lesquels, il est vrai, l'auteur a utilisé les sources qui, peu à peu, se présentaient à lui, en particulier les cartulaires. A.-N. Jasinskij connaît, en effet, les sources, comme, en général, les publications récentes sur l'histoire agraire; il est également au courant de ses problèmes et sait prendre parti. Malgré cela, on ne saurait dire que le savant russe nous ait fourni une histoire agraire de la Bohême, des origines au XIV^e siècle, reposant sur des bases certaines. Je renvoie à la critique détaillée et approfondie que Joseph Pekář a publiée en 1901 (*C. Č. H.*, VII) et qui est en général défavorable. Il serait désirable que des savants tchèques, qui s'occupent de ces questions « *ex professo* », se fussent également, dans un sens ou dans un autre, prononcés sur ce livre. Le nouvel ouvrage de M. A.-N. Jasinskij a la même tendance ou, plutôt, le même programme que celui qu'il a publié auparavant; il veut prouver que l'évolution sociale de la Bohême à l'époque primitive a été aussi indépendante d'influences étrangères et notamment d'influences allemandes que l'évolution des institutions politiques de la période historique dont on vient de parler. Nous nous trouvons ici en présence d'une question très importante, la plus importante, sans contredit, de toute l'histoire ancienne de la Bohême. Le point de vue auquel se place A.-N. Jasinskij est le contre-pied de celui qui a été adopté par Jos. Šusta, dans un article³ où, étudiant les origines de la grande

1. *Očerkí i izslédoniia po socialnoj i ekonomičeskoy istorii Čechii v srednje věku*, t. I. Jurjev (Dorpat), 1901.

2. V. Prasek a créé en 1902 un organe spécial pour l'histoire agraire de la Bohême et de la Moravie, intitulé : *Selskij Archiv*.

3. Cet article (*C. Č. H.*, t. V) est intitulé : *Otroctví a velkostatek v Čechách* (l'Esclavage et les grands domaines en Bohême); ce n'est qu'une esquisse, qui effleure d'autres questions encore. Pour résoudre du mieux possible cette question, il faudrait un ouvrage considérable; mais, en somme, le point de vue de l'auteur me paraît exact.

propriété en Bohême, il cherche à montrer que cette très importante question se rattache à l'histoire de l'Europe occidentale, non pas seulement par des analogies, mais par des liens directs, et où il suit la grande propriété franque, le *latifundium* médiéval, dans son développement vers l'est jusqu'en Bohême.

Un article de Č. KLER (*Cas. Musea Česk.*, 1902) contient une esquisse sur le régime des impôts en Bohême jusqu'à la fin du XIV^e siècle.

On s'est beaucoup occupé, dans les derniers temps, de l'histoire du droit minier dans les pays bohèmes. Nous citerons en particulier l'ouvrage en deux volumes d'Adolphe ZYCHA¹; dans la première partie, consacrée à l'histoire et au système du droit minier, il dépasse, en beaucoup de points, les limites du moyen âge et s'étend jusqu'au XVII^e siècle; la seconde partie contient les documents². Le droit minier en Bohême a une grande importance, non seulement pour la Bohême et la Moravie, il a aussi été adopté dans d'autres pays, et l'on peut poursuivre jusqu'au-delà des mers les traces de sa réception. Il a sa source à Iglau (Moravie); c'est d'Iglau qu'il s'est répandu dans le reste de la Bohême; c'est ainsi qu'on pourrait formuler la thèse, déjà indiquée dans le titre de l'ouvrage, à laquelle est consacrée la première moitié du premier volume. Freiberg (en Misnie) et son droit minier si important appartient, dans les débuts, à la sphère de réception du droit d'Iglau, au lieu d'être, comme on l'a enseigné jusqu'à présent, la source de ce dernier. A un autre point de vue encore, le nouvel ouvrage est en opposition avec l'opinion courante; ceux qui, à Iglau, ont remplacé les mines primitives par des travaux techniques plus perfectionnés ne sont pas venus du nord, de Freiberg ou de Misnie, mais du sud, des pays des Alpes, dont les mines avaient conservé les procédés romains; avec ces procédés vinrent aussi les principes de ce droit minier, dont l'avenir devait être si brillant. Il suffit d'indiquer tous ces points pour faire comprendre que l'ouvrage de ZYCHA, si souvent en contradiction avec ce qui était généralement admis, ait donné lieu, tout en récoltant beaucoup de témoignages favorables, à bien des critiques³. — Le *Jus regale montanorum* de

1. *Das böhmische Bergrecht des Mittelalters auf Grundlage des Bergrechts von Iglau*, t. I-II. Berlin, 1900.

2. Parmi les comptes-rendus, nous relèverons particulièrement un aperçu critique des publications récentes (1897-1900), par Čelakovský (*Sborník*, t. I), qui se rapporte également à la littérature concernant la Silésie; la question du droit régalien sur les mines dans ce dernier pays y est mise au premier plan. Voyez aussi l'article de Jos. Pekar sur le livre d'Ad. ZYCHA (*Č. H.*, t. VII).

3. Voyez de nouveau l'article de Jar. Čelakovský. La différence est, ici, principalement relative aux questions ayant trait à l'origine du droit de régale

Wenceslas II a été traduit en allemand, au commencement du xv^e siècle, par le greffier de la ville d'Iglau, Jean de Gelnhausen, qui avait été longtemps auparavant, sous Charles IV, fonctionnaire de la chancellerie royale. Les dates de la biographie de cet auteur et sa valeur comme écrivain ont été, pendant des années, l'objet d'une controverse que l'on peut, j'espère, considérer comme close, au moins quant aux points principaux, par l'article de B. BRETHOLZ¹.

Parmi les travaux ayant trait aux questions ecclésiastiques, une étude assez longue de Camille KROFTA mérite d'être citée tout particulièrement. C'est à mon sens une des contributions les meilleures et les plus importantes à l'histoire intérieure de la Bohême qui aient paru dans ces dernières années. Comme le titre l'indique, cette étude a pour objet l'influence de la cour de Rome sur l'administration ecclésiastique de la Bohême jusqu'à la fin du xive siècle²; mais, en réalité, le contenu en est bien plus étendu, non seulement les rapports de la cour de Rome, mais encore ceux des princes du pays avec l'église bohême sont mis en lumière.

L'auteur de cet excellent travail remonte partout aux sources et utilise, pour leur interprétation, les résultats acquis dans les travaux récents, en France par Imbart de la Tour, en Allemagne par U. Stutz. — Anton. BREITENBACH³ traite, d'une façon détaillée, une question, celle de l'influence des princes du pays sur le choix des évêques de Prague et d'Olmütz (Olomouc) jusqu'au xiii^e siècle. Ce travail mérite également des éloges. J'arrive au xv^e siècle, auquel le hussitisme donne un caractère particulier⁴.

en matière de mines, ainsi qu'à l'importance, indéniable, qu'a eue, pour le développement postérieur du droit des mines bohèmes, à côté d'Iglau en Moravie, la ville minière de Kuttenberg (Kutná Hora), en Bohême, qu'Ad. Zycha a traitée d'une manière trop succincte. — Le compte-rendu de B. Bretholz (*Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, 1902) porte principalement sur le second volume et sur les textes qu'il renferme.

1. *Johannes von Gelnhausen* (*Zeitschrift für Geschichte Mährens*, t. VII). — La controverse eût été épisée plus tôt si M. Kaiser avait tiré parti des recherches d'historiens tchèques tels que Čelakovský, Tadra, etc. Cf. Jar. Čelakovský (*Čas. Mus. Č.*, 1898) et F. Tadra (*Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, t. XX). M. Kaiser a écrit d'abord, en 1898, une dissertation sur un formulaire rédigé par J. de Gelnhausen et a, ensuite, édité à nouveau ce formulaire (*Collectarius perpetuarum formarum Johannis de Geylnhusen*, Innsbruck, 1900).

2. *Kurie a cirkevní správa zemi českých* (*Č. Č. H.*, t. X). Le travail n'est pas encore terminé.

3. *Die Besetzung der Bistümer Prag und Olmütz bis zur Anerkennung des ausschliesslichen Wahlrechtes der beiden Domkapitel*, dans la *Zeitschr. f. Gesch. Mährens*, t. VIII. — Dans l'introduction, les controverses au sujet de la fondation de l'évêché de Prague sont soumises à un examen.

4. V. Novotný a donné un aperçu des publications récentes concernant l'his-

En ce qui concerne les œuvres latines de Jean Hus, nous en sommes réduits à consulter de vieilles éditions insuffisantes. C'est donc, pour nous, une grande satisfaction de signaler une édition des œuvres latines qui répondra, nous avons tout lieu de l'espérer, à ce que nous attendons, de nos jours, d'éditions de ce genre. Les quatre écrits de Jean Hus¹, qui ont paru jusqu'à présent, ont été publiés par V. FLAJŠHANS. Dans ces dernières années, le nom de cet auteur s'est très souvent rencontré associé à des publications relatives à Jean Hus et à ses œuvres. J'ai déploré, dans mon dernier Bulletin, que les recherches sur la période hussite soient rendues très difficiles par suite du défaut, dans les bibliothèques de la capitale de la Bohême, de catalogues contenant des renseignements suffisants sur les manuscrits qui y sont conservés. D'autant plus grand est le mérite de V. Flajšhans d'avoir, malgré ces conditions tout à fait défavorables, choisi comme sujet d'études l'activité littéraire de Jean Hus. Jos. TRUHLÁŘ a, comme je l'ai annoncé déjà, entrepris le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de l'Université et étendu ainsi le cercle de nos connaissances sur les écrits de Hus².

A la suite de longues recherches dans les bibliothèques de Prague et d'autres bibliothèques nationales et étrangères, V. FLAJŠHANS a essayé, dès l'année 1900, dans une monographie, de donner un tableau complet de l'activité littéraire de Jean Hus, c'est-à-dire d'énumérer tous ses ouvrages, leurs nombreux manuscrits, les

toire du xv^e siècle (*Č. Č. H.*, t. V, 1899). Je mentionnerai aussi la préface que J. Pekář a écrite pour la traduction tchèque d'une étude de Bezold, *Zur Geschichte des Hussitentums*, publiée en 1874 (*K dejinám husitství*. Prague, 1904).

1. Avec ces écrits commence l'édition d'une grande collection de sources relatives à l'histoire des mouvements religieux aux xiv^e et xv^e siècles, laquelle est publiée avec l'aide de l'Académie et sous la direction d'une commission spéciale à la tête de laquelle se trouve J. Kalousek. Ont paru jusqu'à présent (1903-1904) trois petits traités de Hus : *Expositio Decalogi*, *De corpore Christi*, *De sanguine Christi*, et la première partie d'un ouvrage plus important : *Super IV Sententiarum I*. Il y a deux éditions parallèles, l'une avec une introduction en langue tchèque, l'autre avec une introduction en langue allemande ; dans cette dernière, on trouvera les trois premiers des traités que nous venons d'indiquer (*Mag. Jo. Hus Opera Omnia*, fasc. 1-12. Prague, 1903. Jar. Burrik. A partir du 3^e fascicule, l'ouvrage paraît chez J.-R. Vilémek. Ce fascicule ne contient pas d'indication de date, omission qu'on ne saurait blâmer trop sévèrement).

2. Cf. mon dernier bulletin. Jos. Truhlář a fait, dans le bulletin (*Věstník*) de l'Académie et dans la revue *Č. Č. H.*, un rapport sur les nouvelles découvertes. Le premier volume du catalogue des manuscrits latins a paru en 1905 (*Catalogus Codicum manuscriptorum Latinorum. Auctore Jos. Truhlař. Prague, 1905. Sumptibus Regiae Societatis Scientiarum Bohemiae*).

éditions qu'on en a données, les parties qui sont encore inédites, en un mot de nous donner un catalogue raisonné des œuvres de Hus et même plus¹. Pourtant, il faut dire que ce livre a été publié trop tôt, comme le prouvent les nombreux suppléments que l'auteur a fait paraître depuis². J'en dirai autant d'une *Biographie de Jean Hus*, dont V. Flajšhans est l'auteur. Ce livre, écrit en vue du grand public, est détaillé et nous fournit des renseignements nouveaux. Mais l'auteur sacrifie trop au désir de plaire à ses lecteurs, surtout dans son premier chapitre³. — Il est hors de doute que le hussitisme est, en même temps, du wyclysme. Parmi les historiens modernes, personne ne s'est occupé de cette question aussi souvent et d'une manière aussi approfondie que J. Loserth⁴. Mais il ne faut pas aller jusqu'à ne chercher dans le hussitisme que du wyclysme. Les « précurseurs » de Hus, Waldhauser, Milič, Janow, prouvent qu'il y avait là un mouvement tout à fait indépendant d'influences anglaises et antérieur à elles. Pendant les années que comprend mon Bulletin, il n'y a pas eu de nouveaux travaux sur les prédecesseurs de Hus. Mais nous avons appris à mieux connaître un partisan de Matthieu de Janow, qui fut obligé, en 1389, de rétracter quelques articles ayant trait au culte des saints. Jusqu'ici, nous ne connaissons que son nom, — Jacques, — et nous savons seulement qu'il fut prêtre. Nous apprenons maintenant par une lettre de Boniface IX, datée de 1390, que le pape a ordonné, sur sa

1. Václav Flajšhans, *Literární činnost Mistra Jane Husi*. Prague, 1900 (Académie). — Il est regrettable que V. Flajšhans appartienne également à la catégorie des auteurs qui, presque toujours, parlent de leurs prédecesseurs sur un ton agressif, même là où ce ne serait pas nécessaire, et qui, lorsqu'ils font des découvertes ou qu'ils soutiennent des opinions nouvelles, reprochent aux autres, en termes aussi blessants que provocants, de ne pas avoir réussi à le faire avant eux. Aussi ses publications donnent-elles lieu à des polémiques qui, tout en profitant parfois à la science, sont presque toujours très oiseuses. Le livre de Flajšhans a donné lieu à une critique détaillée de Novotný, dans *Listy Filologicke*, 1900.

2. La plupart ont paru dans le *Věstník* de l'Académie qui a aussi publié des suppléments analogues de J. Truhlář. — Dans le *Věstník* de la Société des Sciences, 1903, V. Flajšhans mentionne un manuscrit contenant un commentaire tchèque de l'Apocalypse qui aurait, selon lui, été rédigé de 1420 à 1421; mais Jos. Pekář (Č. Č. H., t. X) a indiqué des raisons en faveur d'une rédaction postérieure.

3. *Mistr Jan řečený Hus z Husince*. Prague, s. d. (la préface est datée de 1901).

4. Le compte-rendu que Loserth nous a donné de la nouvelle édition des œuvres de Huss (*Mitt. d. Vereins f. d. Gesch. d. Deutschen in B.*, t. XLII) porte seulement sur l'*Expositio decalogi*. Il prouve que, là aussi, Huss s'est inspiré d'un écrit de Wycliffe.

demande, une revision de son procès, et nous sommes mis au courant du contenu de ses prédications dans lesquelles il exposait seulement ce que Matthieu de Janow avait enseigné avant lui¹. — Lorsque l'ami de Hus, Jérôme de Prague, se rendit à Vienne en 1440, il fut mêlé à un procès dont les débats ont été relatés par Lad. KLICMAN² à l'aide de sources qu'il a publiées précédemment (voir mon dernier Bulletin).

Le travail publié par Jaroslav FIKERLE sur les Bohémiens au concile de Constance³ ne parle ni de Jérôme ni de Hus, mais décrit en détail la participation des membres bohémiens aux débats du concile, notamment dans la mesure où ils devaient amener une réforme de l'Église. Parmi eux, il y avait notamment Stefan Páleč, un ancien ami, plus tard un adversaire de Jean Hus, et maître Maurice de Prague, qui a joué un rôle important lors du concile. L'article dont il est question nous donne leur biographie et un aperçu de leur activité littéraire.

La situation troublée de la Bohême pendant les dernières années du règne de Wenceslas IV est très bien mise en lumière par un article de Jos. KALOUSEK qui décrit les désordres et les petites guerres qui eurent lieu dans la Bohême orientale au commencement du xv^e siècle et à l'occasion desquelles l'hostilité des laïques et des ecclésiastiques éclata au grand jour; nous en trouvons un témoignage tout particulier dans un épisode qui eut pour théâtre le cloître d'Opatovic, lequel disparut entièrement, bientôt après, dans la tourmente de la période hussite⁴.

1. Cam. Krofta, *C. Č. H.*, t. VI.

2. *Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, t. XXI.

3. *Čechové na koncilu kostnickém* (*C. Č. H.*, t. IX). — Jos. Truhlář donne (*C. Č. H.*, t. X) des suppléments aux écrits de Maurice et de Páleč. — Le livre de J. A. Wylie, *The Council of Constance to the death of John Huss* (London, 1901) est une espèce de chronique et d'histoire anecdotique du concile. — A mentionner le livre de H. B. Workman, *The Dawn of the Reformation*; vol. II: *The Age of Huss* (London, 1902). Cf. *The Engl. Hist. Review*, 1904. H. B. Workman a publié, en outre, une traduction anglaise des lettres de Jean Hus.

4. *Zásti ve východních Čechách (1402-14) a přepadání kláštera Opatického (1415)* (*Cesk. Mus.*, 1903). Une bulle se rapportant à ce cloître a été publiée par J.-V. Nováček dans *C. Č. H.*, t. IX. — Je mentionnerai encore trois bulles de Jean XXIII que Cam. Krofta communique dans *M. I. Č. E. G.*, t. XXIII, et qui mettent également en lumière les rapports tendus entre laïques et ecclésiastiques. Il en est de même, en partie, des extraits de bulles du même pape qui ont trait à l'interdit de Prague, en 1411, et qui ont été publiées par J.-V. Nováček (*C. Č. H.*, t. IX). Nous voyons que l'interdit ne fut pas généralement observé par les ecclésiastiques de la capitale, par crainte de violences de la part des fonctionnaires royaux et des courtisans.

En ce qui concerne la période de la guerre hussite, qui commence à la mort du roi Wenceslas, en 1419, et se termine par la bataille de Lipan, en 1434, bataille dans laquelle les Hussites conservateurs firent cause commune avec les catholiques¹, je note le récit par G. JURITSCH² de la troisième croisade contre les Hussites, en se basant principalement sur les sources contenues dans la collection des actes de la diète d'empire, et les deux mémoires de S. BINDER sur l'hégémonie de la ville de Prague pendant la guerre hussite³, qui ne font pas ressortir le sujet indiqué par le titre et, en général, ne fournissent pas beaucoup de renseignements essentiellement nouveaux⁴. — On sait que le roi Sigismond conserva, non sans de grands sacrifices, à sa couronne et à l'Église la fidélité d'une partie de la noblesse bohème; J.-V. NOVÁČEK a publié une série de chartes du roi Sigismond qui en sont la preuve⁵.

Pour l'état anarchique de la Bohême après la guerre, surtout dans sa partie méridionale, un article de Fr. MAREŠ⁶ a une importance comparable à celle de l'étude, précédemment citée, de Jos. Kalousek pour les années antérieures.

J'arrive à un travail qui a trait aux négociations entamées avec les Hussites pour les décider à envoyer des représentants au concile de Bâle et au début des pourparlers engagés avec eux à Bâle même⁷. Je ne puis transcrire le nom de l'auteur sans une douloureuse émotion: Ladislás HOFMAN, un jeune historien de grand talent et d'une culture très étendue, est mort en novembre 1903⁸. — Roky-

1. Sur cette bataille, une des plus tragiques de l'histoire, nous ne possédons que des données peu nombreuses et incertaines. La bataille de Lipan a donné lieu à une controverse entre H. Kuffner (*Čas. Česk. Mus.*, 1900) et C. Pinsker (*Věstník* de la Société des Sciences, 1903).

2. *Der dritte Kreuzzug gegen die Hussiten*. Leipzig, 1900.

3. *Die Hegemonie der Prager im Hussitenkriege* (*Prager Studien*, t. VIII-IX. Prague, 1901-1903). Si j'ai soumis la première partie à une critique assez longue, en langue allemande, sous le titre *Zur Geschichte des Hussitenkrieges*, dans les *Berichte* de la Société des Sciences, en 1901, — c'est que cet auteur, lui aussi, dès qu'il fait une découverte, même au sujet de détails sans importance, prend un ton blessant à l'égard de ses prédecesseurs, de Tomek entre autres. Cette faute n'a pas été commise dans la seconde partie, grâce à moi, je puis bien le dire.

4. Voyez aussi H. Herre, dans *Hist. Vierteljahrsschrift*, 1904.

5. *Sigismundi regis Bohemiae litterae donationum regalium* (*Věstník* de la Société des Sciences, 1903).

6. *Jan ze Srlina* (*Čas. Česk. Mus.*, 1902).

7. *Husité a koncilium Basilejské v l. 1431 a 1432* (*Č. Č. H.*, t. VII). K. Joetze a étudié le *Tractatus de reductione Bohemorum*, de Jean de Raguse, dans la *Festgabe K. Th. von Heigel gewidmet* (Munich, 1903).

8. Lad. Hofman a passé, pendant l'été de l'année 1901, quelques mois à Paris,

cana, archevêque ultraquiste élu de Prague qui n'a jamais été reconnu par la cour de Rome, et son époque, ont été étudiés par un autre historien de la plus jeune génération, Zdeněk NEJEDLÝ, dont nous rencontrerons encore une fois le nom dans ce bulletin¹. Rokycana est, en même temps, le représentant de l'ultraquisme modéré, opposé aux radicaux, aux Taborites, dont il est pourtant moins éloigné que Příbram, qui est ultra-conservateur².

Au cours du *xve* siècle, on a beaucoup combattu les armes à la main en Bohême, mais on a aussi livré bien des combats de paroles. Non seulement les catholiques et les Hussites, mais ceux-ci mêmes s'attaquaient les uns les autres dans des « *disputationes* » publiques; en outre, les deux grands partis hussites, les modérés, ou ultraquistes, et les radicaux, ou Taborites, organisèrent souvent des synodes, où ils fixèrent leurs dogmes. A cette occasion, Příbram et Rokycana se distinguèrent tout particulièrement parmi les théologiens du parti modéré. On peut dire qu'ils sont, en opposition avec les théologiens des Taborites, les représentants de l'ultraquisme orthodoxe. Les documents de cette lutte théologique, principalement ceux des synodes des deux partis hussites susnommés qui ont eu lieu de 1441 à 1444, ont été rassemblés et publiés, avec des explications qui augmentent la valeur de cette édition, par Zd. NEJEDLÝ³.

où il a suivi des cours. Qu'il soit permis à l'auteur de ce bulletin de citer un passage d'une lettre qui lui fut adressée par E. Denis : « J'apprends avec une vive tristesse la mort de votre pauvre ami Hofman, dont j'avais conservé un très vivant souvenir et qui m'avait fait l'impression d'un cœur noble et pur. » — Deux amis de L. Hofman, J. Glücklich et Cam. Krofta, ont publié un recueil de ses travaux (*Sebrané spisy*, t. I. Prague, 1904); je mentionnerai surtout une belle étude d'histoire littéraire sur Adam Mickiewicz, un article sur l'organisation des études historiques à Paris, un essai sur Bismarck, rédigé sous l'inspiration du livre de Max Lenz. Avant d'aller à Paris, L. Hofman avait travaillé dans le séminaire du professeur berlinois. Les comptes-rendus de Lad. Hofman, dont la plupart ont paru dans *Č. Č. H.*, ont aussi été insérés dans le recueil de ses œuvres. Il y en a, entre autres, un sur l'*Histoire politique de la Révolution française*, de A. Aulard, et sur la *Guerre de Sept ans*, de R. Waddington.

1. Un article paru dans *Čas. Česk. Mus.*, 1899 (*Mládi Jana z Rokycan*), examine d'une façon critique les dates de la biographie de Rokycana jusqu'en 1424; un autre article de la même revue traite de la mission en Bohême de Jean de Capistrano. — Deux études de T. Kalina (*Č. Č. H.*, t. V) s'occupent de deux adversaires catholiques de Rokycana : Hilarius et Wenc. Křižanowský.

2. Cam. Krofta étudie quelques écrits de Příbram et de Rokycana dans *Čas. Česk. Mus.*, 1899 et 1903.

3. *Prameny k Synodám strany Pražské a Táboreské, 1441-1444*. Prague, 1900 (Société des Sciences).

Parmi les Hussites, les Taborites sont de vrais Wycliffistes ; ce qui les distingue, dans certaines questions dogmatiques, des Hussites de Prague, est presque toujours leur attachement plus complet aux doctrines de Wyclif ; Wyclif est surtout, pour eux, le *doctor evangelicus*, comme il a si souvent été appelé en Bohême au xv^e siècle. Petr Chelčický appartient à la catégorie des Wycliffistes, mais il est, en outre, sous l'influence des doctrines des Vaudois. Et, pourtant, il est le plus original d'entre les Hussites du xv^e siècle et a de l'importance pour l'avenir par son influence sur les fondateurs de l'unité des Frères bohèmes, la création la plus précieuse du hussitisme¹.

Il est regrettable qu'on n'ait pas encore d'édition complète des œuvres de Chelčický². On a bien, il est vrai, imprimé un certain nombre de ses écrits au cours des dernières années, mais sans lien et pas d'une façon uniforme. L'édition d'une de ses œuvres principales, la *Postille*, par E. Smetanka³, ne remonte pas à un manuscrit, puisque nous n'en possédons pas, mais à un livre imprimé dans la première moitié du xvi^e siècle. N. Jastrebov a fait paraître en 1903, dans les publications de l'Académie de Péters-

1. Qu'il soit permis à l'auteur de ce bulletin de prononcer quelques paroles *pro domo*. En 1903 a paru le livre de Fr. Thudichum, *Papsttum und Reformation im Mittelalter, 1143-1157* (Leipzig, 1903), où il est aussi question de Hus, du hussitisme, de la communauté des Frères bohèmes. En parlant, à la page 252, de mes *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte der Böhmischem Brüder*, l'auteur dit que mes développements sur les Vaudois, les Picards, les Taborites et Wyclif pechent par une connaissance très imparfaite du sujet et manquent de clarté. Il faut que je proteste énergiquement contre cette condamnation sommaire, qui n'est justifiée par aucun argument. Lorsqu'on arrive à raconter les origines de l'unité des Frères bohèmes sans citer Chelčický, que le livre ignore entièrement, lorsqu'on prétend que les Frères ont adopté en 1457 la doctrine taborite de la sainte Cène, on n'a pas le droit de se prononcer d'une façon si tranchante sur les autres. Ce que Thudichum nous raconte des origines de l'unité des Frères bohèmes est insoutenable.

2. Chelčický n'était pas un savant et ses connaissances latines ne lui permettaient pas d'utiliser directement les écrits de Wyclif. Il y avait, au xv^e siècle, des traductions tchèques de ces œuvres. V. Flajšhans a attiré dernièrement (dans le *Věstník* de l'Académie) l'attention des savants sur le manuscrit d'une traduction du *Dialogus*. — Chelčický invoque les écrits de Jean Protiva et en cite des passages ; Cam. Krofta a trouvé (*Čas. Mus. Česk.*, 1900) des parallèles à toutes ces citations dans les œuvres de Wyclif. Les écrits de Protiva ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Nous ne savons donc pas pourquoi Chelčický ne mentionne pas du tout Wyclif, se rapportant uniquement à Protiva, alors que, d'habitude, il parle de lui avec un grand respect.

3. En deux volumes, 1901-1903.

bourg, un traité assez court de Chelčický¹. Ant. LENZ² a exposé toute la doctrine de Chelčický, en prenant pour base ses écrits tant inédits qu'édités. Dans le premier bulletin que j'ai rédigé pour la *Revue*, il y a déjà longtemps, en 1878, j'ai cité A. Lenz comme étant l'auteur d'un livre paru en 1875 sur la doctrine de Jean Hus. Ant. Lenz est mort, très âgé, en 1901. Il a écrit jusqu'à sa fin; maintenant encore des revues publient de lui des travaux posthumes. Ses études ont porté de préférence sur l'histoire des dogmes hussites. La plupart du temps, il ne se contente pas d'exposer systématiquement les doctrines de l'un ou de l'autre des partis, mais il les compare avec celles de leurs adversaires ou de Wyclif. Il y a plus. L'auteur, partant du point de vue du dogme catholique, attaque partout ces doctrines dans des termes si violents que l'on croirait se trouver en présence d'un controversiste du moyen âge. En tant que théologien, l'auteur s'intéresse à un grand nombre de questions qu'il aborde avec des connaissances qu'on trouverait difficilement chez un simple historien. On peut dire de tous ses travaux postérieurs ce qu'on pouvait dire déjà de son livre paru en 1875 : l'auteur considère le dogme catholique comme immuable et comme n'ayant pas d'histoire.

Depuis quelque temps déjà, des historiens russes se sont occupés de Chelčický, de l'unité des Frères bohèmes, de l'histoire de la période hussite. En 1904, Ivan PALMOV a publié le premier volume d'un grand ouvrage qui doit être consacré à l'histoire de la doctrine des Frères bohèmes au xv^e siècle et au commencement du xvi^e jusqu'à l'époque où les Frères se rapprochent toujours davantage du protestantisme, sans s'y convertir entièrement. Ce premier volume³ a trait aux sources et à la littérature, non seulement des doctrines, mais, en général, de l'histoire de l'unité durant cette période et examine la question d'une façon conscientieuse et approfondie. On sait que l'unité des Frères bohèmes eut une activité littéraire intense. Parmi ses meilleurs écrivains figure, au xvi^e siècle, Jean Blakoslav, qui, à côté de sa Somme latine, très brève, a écrit en tchèque un ouvrage plus considérable sur la très ancienne histoire de l'unité. Ce livre était, il y a peu de temps encore, considéré comme perdu. N. JASTREBOV vient de mon-

1. *O trojem lidu rzec*. Là, Chelčický cite directement un écrit de Wyclif traduit par maître Jacob. Je croyais que c'était le traité *De Christo et Anti-christo* (*Quellen*, t. II, p. 36). Jastrebov a montré depuis qu'il s'agit du *Dialogus*. La traduction est, par conséquent, l'œuvre de Jacobell (Jacobus de Miza).

2. *Soustava učení Petra Chelčického*, dans *Sborník hist. Kroužku*, 1900-1901.

3. *České bratře v svoich Konfesijach*, t. I. Prague, 1904.

trer que nous le possérons encore et qu'il est contenu dans un manuscrit acquis dans ces dernières années par le Musée du royaume de Bohême¹. N. Jastrebov a aussi publié² cet écrit de Blakoslav. De cette manière, une lacune dans l'ancienne historiographie de l'unité a été comblée; nous savons maintenant quelle a été la principale source de l'*Historia Fratrum* du Polonais Jean Lasicius, là où il parle des premiers temps de l'unité.

L'ouvrage dont je vais parler maintenant nous mène au delà des frontières de Bohême, en Pologne. Ce sont les deux premiers volumes d'une Histoire de l'unité des Frères bohèmes lors de leur premier exil³. Le gros de l'unité resta en Bohême et en Moravie, mais s'augmenta, vers le milieu du xvi^e siècle, d'un rameau polonais, formé par une partie de ses membres qui décida d'émigrer lorsque les persécutions commencèrent dans la patrie. L'auteur de cet ouvrage, dont le second volume va jusqu'en 1672, mais qui doit être continué, Jaroslav Bidlo, s'est occupé déjà, auparavant, des rapports entre l'histoire bohème et l'histoire polonaise. Un travail antérieur⁴, moins considérable que celui qu'il vient de commencer, a trait aux débuts de la période hussite; nous y faisons la connaissance d'un Jérôme qu'on a souvent confondu, dans la littérature moderne, avec son homonyme, qui fut l'ami de Hus; ce Jérôme-là a prêché le christianisme en Lithuanie, lorsque ce pays fut réuni à la Pologne, sous Vladislas Jagellon. Quoique le rameau polonais ait toujours conservé des relations avec la mère patrie, son histoire appartient plus à l'histoire de Pologne qu'à l'histoire de Bohême. Les deux volumes du nouvel ouvrage se rapportent à une époque où la Pologne se trouvait placée vis-à-vis d'une question menaçante pour le catholicisme lui-même dans un pays où il semblait que tous les éléments non catholiques dussent se réunir en une grande association, sans prendre, toutefois, un caractère uniforme. A cette époque, on discuta aussi, et très vivement, des questions dogmatiques. De là la grande variété du livre de Bidlo, qui intéresse, en partie, l'histoire de la théologie. Tout un chapitre du premier volume est consacré aux rapports de

1. Č. Č. H., t. VIII.

2. Dans les publications de l'Académie de Pétersbourg, 1902. Dans un article intitulé *Zur Brüdergeschichte des Blahoslav* (*Věstník* de la Société des Sciences, 1904), W. Schmidt a émis l'hypothèse qu'outre la Somme latine et l'ouvrage tchèque édité par Jastrebov, il a existé une histoire plus détaillée de l'unité par Blahoslav.

3. *Jednota Bratrská v prvním výhnanství*, t. I, 1548-1561; t. II, 1561-1572. Prague, 1900-1903.

4. *Čas. Mus. Česk.*, 1895.

l'unité et de Jean Laski. A la variété des matières traitées, correspond la variété des sources ; elles ne sont, en grande partie, que manuscrites ; ce sont, notamment, des correspondances des Frères avec des théologiens étrangers ; l'auteur a dû rechercher ces sources dans un grand nombre d'archives et de bibliothèques, dans l'ouest, à Zurich et à Bâle, et dans l'est, à Pétersbourg. Un article paru dans *Č. Č. H.*, t. IX, forme un chapitre détaché du livre. L'unité des Frères ne fut pas réduite, en Pologne, aux émigrés et à leurs descendants, elle fit des prosélytes dans la population indigène et trouva des protecteurs dans la noblesse de la Grande-Pologne. Le seigneur de Leszno (Lissa), où se trouvait le siège principal de l'unité, fit partie de la grande mission qui se rendit en 1570 à Moscou ; dans sa suite, se trouvait un théologien distingué de l'unité, Jean Rokytá ; le tsar Ivan le Terrible, qui était très imbu de son érudition théologique, entama une discussion avec lui. L'article, cité plus haut, de Bidlo, raconte cet intéressant épisode¹.

I. GOLL.

(*Sera continué.*)

1. *Br. Jan Rokytá u cara Ivana Hrozného.*

SUISSE.

TRAVAUX RELATIFS AUX SOURCES DE L'HISTOIRE DU MOYEN AGE.

(Suite et fin^{1.}.)

DESCRIPTIONS DE LA SUISSE. — Les plus anciens essais d'une description topographique et ethnographique de la Suisse remontent à la fin du xv^e siècle^{2.} Le premier est celui que l'humaniste Albert de Bonstetten écrivit en 1479, en latin et en allemand³; il en dédia des exemplaires au doge de Venise, à Sixte IV et à Louis XI. Conrad Türl, dont l'œuvre était restée jusqu'ici inédite, exerça successivement la médecine à Berne et à Zurich et fut quelque temps au service de l'empereur Maximilien. Sa description de la Suisse⁴, écrite vers 1493-1497, est accompagnée d'une carte intéressante pour l'histoire de la cartographie en Suisse. L'œuvre du Milanais Baleus⁵, rédigée quelques années plus tard, a peu de valeur; elle repose en grande partie sur Bonstetten. Mentionnons enfin la brève description, en vers, de l'humaniste Henri Loriti, dit *Glareanus*⁶, qui parut à Bâle en 1454 et fut accueillie avec faveur.

REGISTRES MUNICIPAUX. — Si ces registres ne remontent pas à une

1. Voy. la *Revue historique*, t. LXXXIX, p. 364.

2. Rappelons ici la description de la ville de Bâle au temps du concile, due à *Æneas Sylvius Piccolomini*, et dont on connaît deux versions différentes. La première fut écrite en 1433, sous forme de lettre au cardinal Cesarini (éd. R. Wackernagel, dans *Concilium Basiliense*, t. V, p. xxvii-xxxii et 363-373); la seconde, dédiée en 1438 à l'archevêque de Tours, Philippe de Coetquen (éd. Ed. Preiswerk, dans *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde*, t. IV, p. 1-17, 1904). — Très brève et incomplètement conservée est la description de Bâle par André Gatar, de Padoue, dans son *Journal du concile* (éd. G. Coggiola, dans *Concilium Basiliense*, t. V, p. 389-390).

3. Les deux versions ont été publiées par A. Büchi, *ouvr. cit.* (ci-dessus, t. LXXXIX, p. 359, n. 2), p. 217-267.

4. *De situ Confoederatorum scriptio*, versions latine et allemande, éd. G. de Wyss et H. Wartmann, dans *Quellen zur Schweizer Geschichte*, t. VI (1884), p. 1-72, avec un fac-similé de carte. Cf. p. 311-333.

5. *Descriptio Helvetiae*, éd. A. Bernoulli (*Ibidem*, p. 73-105). — La *Descriptio Sueviae* du dominicain zurichois Félix Fabri (éd. partielle par H. Escher, *Ibidem*, p. 107-229) est un ouvrage d'histoire plutôt que de géographie; les premiers chapitres seuls sont consacrés à une description de l'Alémanie, qui intéresse la Suisse.

6. *Descriptio Helvetiae*, éd. C.-C. Bernoulli, dans *Denkschrift zur Erinnerung an den Bund der Eidgenossen vom 1. august 1291*. Bâle, 1891, p. 1-48.

époque assez ancienne pour éclairer l'origine de la commune urbaine, ils constituent du moins une source précieuse pour l'histoire du droit et de l'administration municipale pendant la dernière partie du moyen âge, souvent aussi pour l'histoire politique; enfin, l'archéologie, l'histoire des mœurs et la philologie y trouvent beaucoup à glaner. La première série des registres de la ville de Zurich, dont M. H. ZELLER-WERDMÜLLER a entrepris la publication¹, est le recueil officiel où le secrétaire de la ville insérait le texte de la plupart des décisions des conseils dans l'ordre administratif et politique. On doit à M. E. RIVOIRE le tome 1^{er} des *Registres du Conseil de Genève (1409-1461)*²; ce sont les procès-verbaux des séances des différents conseils. M. A. PIAGET a publié les plus anciens arrêts du Conseil de la ville de Neuchâtel (1420 environ à 1484)³. A Berne, les registres de délibérations des conseils se sont conservés à partir de 1465. Les extraits que M. B. HALLER⁴ en a tirés, et qu'il a groupés méthodiquement, sont instructifs, mais ils sont loin d'avoir la valeur d'une publication intégrale.

CHARTES ET LETTRES. — Grâce au travail considérable accompli dans ce domaine, on peut entrevoir le moment où, pour le moyen âge, l'historien disposera d'un ensemble de recueils suffisamment critiques, embrassant toutes les parties du territoire actuel de la Confédération⁵.

La Suisse n'est pas restée en arrière dans l'exploration des archives du Vatican, que poursuivent en ce moment les historiens de tous pays. Entreprises au profit de l'histoire de Bâle, les recherches de M. J. BERNOULLI ont été étendues à la Suisse entière. Les résultats en sont réunis dans les *Acta pontificum helvetica*⁶, dont le premier volume reproduit in extenso ou en analyse les lettres relatives à la Suisse, contenues dans les registres des papes, de 1198 à 1268; ce sont en tout 757 pièces, dont 440 étaient inconnues. La proportion

1. *Die Zürcher Stadtbücher des XIV. und XV. Jahrhunderts*, t. I et II, 1314-1428, Leipzig, 1899 et 1901, in-8°. — M. Aug. Bernoulli a donné des détails sur les plus anciens registres du conseil de Bâle (dès 1357) dans *Basler Chroniken*, t. IV, p. 109-131.

2. Genève, 1900, in-8°.

3. *Les Manuels du Conseil de la ville de Neuchâtel*, dans *Musée neuchâtelois*, t. XXXVIII (1901), p. 160-176, 253-262; t. XXXIX (1902), p. 72-87.

4. *Bern in seinen Rathsmannaten, 1465-1565*. Berne, 1900-1902, 3 vol. in-8°.

5. Voir un aperçu des publications de documents parues en Suisse pendant le XIX^e siècle, dans l'*Avant-Propos* que G. de Wyss a placé en tête du tome I de *l'Urkundenbuch de Zurich*, cité plus bas.

6. *Quellen schweizerischer Geschichte aus dem päpstlichen Archiv in Rom*, publ. par la Société d'histoire et d'archéologie de Bâle, t. I. Bâle, 1891, in-4°.

des pièces inédites sera sans doute plus forte dans le second volume, qui conduira la publication jusqu'à la fin du pontificat de Benoit XI (1304). Dès 1892, les Archives fédérales ont confié à M. G. WIRZ le dépouillement systématique, en vue de l'histoire suisse, des archives Vaticanes et des principales archives d'Italie. L'effort principal de ce travail, qui se poursuit encore, a porté sur le xvi^e siècle et l'époque moderne, sans négliger entièrement le moyen âge. C'est ainsi que, dans un volume de *Bulles et brefs tirés des archives italiennes (1116-1623)*, M. Wirz a fait connaître une quantité de pièces intéressantes pour la seconde moitié du xv^e siècle¹.

En entreprenant une enquête dans les principales archives d'Autriche, la Société générale d'histoire pouvait se flatter de découvrir quelque document capital pour l'histoire politique de la Suisse. Cet espoir ne s'est pas réalisé, mais la riche collection de pièces recueillies et publiées avec soin par M. R. THOMMEN² constitue une source précieuse pour l'histoire des possessions autrichiennes en Suisse au xii^e et au xiv^e siècle et pour l'histoire locale de la Suisse orientale et septentrionale.

Deux recueils cantonaux, encore inachevés, méritent de servir de modèle aux publications de chartes en Suisse. Le premier est l'*Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich*, publié par MM. J. ESCHER et P. SCHWEIZER³. Il comprendra les chartes relatives au territoire actuel de ce canton jusqu'à l'avènement de la constitution démocratique de 1336; le tome VI, dernier paru, s'arrête à l'année 1426. L'annotation historique et topographique qui accompagne chaque pièce est un service inappréciable rendu aux travailleurs. — La richesse des archives d'État bâloises assure au *Recueil des chartes relatives à la ville de Bâle*, entrepris par la Société d'histoire de cette ville, une place importante parmi les publications de même nature faites en pays allemand⁴. Une première partie renferme

1. *Bullen und Breven aus italienischen Archiven, 1116-1623 (Quellen zur Schweizer Geschichte, t. XXI, 1902)*. Voir *Revue historique*, t. LXXXIII, p. 447.

2. *Urkunden zur Schweizer Geschichte aus asterreichischen Archiven, t. I-II. Bâle, 1899 et 1900, in-4°*. Ces deux volumes contiennent 1,513 pièces; le troisième et dernier embrassera la période de 1411 à 1500.

3. Sous les auspices de la Société des Antiquaires de Zurich. T. I-VI. Zurich, 1888-1905, in-4°. Ces volumes renferment 2,400 pièces, douze planches de fac-similés de chartes et une carte du territoire actuel du canton de Zurich vers 1264, due à M. H. Zeller-Werdmüller. — P. Schweizer et H. Zeller-Werdmüller, *Sigelabbildungen zum Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich, livr. 1-5. Zurich, 1891-1902, in-4°, 40 pl., avec texte*.

4. *Urkundenbuch der Stadt Basel, t. I-III (751-1300)*, éd. R. Wackernagel et R. Thommen (à chaque volume est annexée une livraison des *Abbildungen*

toutes les chartes antérieures à l'année 1304, ainsi qu'un certain nombre de statuts de l'évêché, du chapitre et d'autres institutions ecclésiastiques bâloises. Pour la période de 1304 à 1501, les éditeurs ont été amenés, par l'abondance des matériaux, à répartir ceux-ci en deux séries parallèles : l'une, à peu près achevée, contient les chartes d'intérêt général et politique; l'autre sera réservée aux chartes de droit privé. Cette répartition ne va pas sans quelque arbitraire dans le choix des pièces; elle a permis, du moins, de pousser rapidement la série la plus intéressante au point de vue historique. L'annotation, si remarquable dans le recueil de Zurich, manque dans celui de Bâle, mais on doit louer sans réserve, dans l'un comme dans l'autre, l'exactitude avec laquelle les textes sont établis, l'excellence des tables, des cartes et des reproductions de sceaux qui accompagnent les deux publications.

L'attention des lecteurs de la *Revue historique* a été attirée à plusieurs reprises sur les *Fontes rerum Bernensium*, où sont réunis les documents relatifs à l'histoire ancienne du grand canton de Berne. Interrompue après la mort du promoteur de l'entreprise, le chancelier M. de Stürler, la publication des *Fontes* a été reprise par É. BLOESCH et rapidement amenée au terme qui lui avait été provisoirement assigné : le traité d'alliance de 1353 entre Berne et les Waldstätten¹. Le recueil bernois est loin de supporter en tout point la comparaison avec ceux dont nous venons de parler. Mais en y constatant certaines défectuosités en ce qui concerne l'établissement et la critique des textes, il faut se souvenir que l'entreprise des *Fontes* a été décidée dès 1855 et que le dernier éditeur a vu sa liberté entravée par les règles d'édition fixées alors et par les travaux préparatoires exécutés avant lui. L'histoire de Berne et de toute la Suisse occidentale n'en a pas moins retiré un profit considérable de cette publication. Aussi doit-on se féliciter que le gouvernement bernois ait décidé de la poursuivre. Le premier volume de la série nouvelle embrasse la période de 1353 à 1366 et contient 1,732 pièces, publiées pour la plupart en analyse².

Oberrheinischer Siegel; t. IV-V (1301-1408), éd. R. Wackernagel; t. VI-VIII (1409-1484), éd. A. Huber, J. Haller, R. Thommen; t. IX, 1^{re} partie (1485-1501). Bâle, 1890-1904, in-4^e. En tout jusqu'ici : 4,531 pièces.

1. T. IV-VII, et *Chronologisches Verzeichniss der Urkunden für die Bände I-VII*. Berne, 1889-1893, gr. in-8^e.

2. T. VIII, publié par M. H. Türler, avec la collaboration de MM. W.-F. de Mulinens et Aug. Plüss (Berne, 1903). On remarquera la longue liste des archives publiques et privées explorées par les éditeurs. La table des noms est très supérieure à celle des volumes précédents.

Les chartes de la ville de Baden en Argovie ont été mises au jour par M. E. WELRI¹. — Pour la Suisse centrale, il faut citer le recueil des chartes de l'abbaye d'Engelberg, que publie le P. A. VOGEL², archiviste de l'abbaye; à partir du XIII^e siècle, un grand nombre de pièces étaient restées inédites. Le curé A. DENIER a réuni les chartes du canton d'Uri jusqu'à l'année 1300³; bien au courant de l'histoire de son pays, il n'a pas la préparation nécessaire à l'édition des sources diplomatiques. Ne serait-il pas temps, d'ailleurs, de renoncer à ces recueils de chartes dispersés dans une série de volumes d'une collection de Mémoires et dépourvus de toute table? M. Th. de LIEBENAU l'a compris, et les chartes de la collégiale de Beromünster⁴, au canton de Lucerne, dont il a entrepris la publication dans le *Geschichtsfreund*, paraissent avec une pagination spéciale et seront pourvues de tables. Un certain nombre de documents relatifs à l'abbaye d'Ensiedeln, la plupart du XIV^e et du XV^e siècle, ont été publiés par le P. O. RINGHOLZ⁵. — La Société glaronaise d'histoire a chargé M. G. HEER de poursuivre la *Collection des documents pour servir à l'histoire du canton de Glaris*⁶, arrêtée, après la mort de J.-J. Blumer, à l'année 1443. Un tome III achèvera la période de la guerre de Zurich, jusqu'en 1450.

Il n'est plus besoin de faire l'éloge du recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Gall⁷. Après une longue interruption, M. H. WARTMANN a ajouté à cette œuvre remarquable un quatrième volume qui permet, en particulier, d'étudier l'extension de la sphère d'influence

1. *Die Urkunden des Stadtarchivs zu Baden im Aargau* (1286-1499). Berne, 1896-1899, 2 vol. in-4°. — Pour l'Argovie, il faut encore citer plusieurs séries de documents ou régestes relatifs aux comtes de Homberg (1041-1534, par E.-L. Rochholz), aux comtes de Habsbourg-Laufenbourg (supplément : 1198-1408, par A. Münch) et aux sires d'Arbbourg (1123-1499, par M. W. Merz), publiés dans *Argovia*, t. XVI, XVIII-XIX et XXIX (1885, 1887-1888, 1901).

2. *Urkunden des Stiftes Engelberg* [1122-1428], dans *Geschichtsfreund*, t. XLIX, LI-LIII, LV et LVII (1894-1902).

3. *Urkunden aus Uri* [1196-1500] (*Ibidem*, t. XLI-XLIV, 1886-1889).

4. *Urkundenbuch des Stiftes Bero-Münster* (*Ibidem*, à la suite des t. LVIII et LIX, 1903, 1904).

5. Comme Pièces justificatives de ses deux mémoires sur les abbés Anselm et Jean de Schwanden (*Ibidem*, t. XLII et XLIII, 1887, 1888).

6. *Urkundensammlung zur Geschichte des K. Glarus*, t. III. Parait, avec pagination séparée, à la suite du *Jahrbuch des histor. Vereins des K. Glarus*, livr. 27, 29 et 32 (1891-1897).

7. *Urkundenbuch der Abtei Sanct Gallen*, 4^e partie, publiée par la Société d'histoire de Saint-Gall, [1892-]1899, in-4°. Au point de vue pratique, ce volume de 1265 pages, qui contient 1,301 pièces y compris l'appendice général, aurait gagné à être coupé en deux.

des Confédérés jusqu'au lac de Constance et au Rhin. En effet, la période que ce volume embrasse, de 1360 à 1444, est caractérisée par le profond déclin politique et économique de l'abbaye, par les tentatives d'émancipation de la ville de Saint-Gall et du pays voisin d'Appenzell, tentatives qui provoquèrent la guerre d'Appenzell et aboutirent aux premiers traités d'alliance de Saint-Gall et des Appenzellois avec les Suisses. Dans les documents de cette période, l'histoire de la ville prend une place importante à côté de celle de l'abbaye. Bisons-nous ici à signaler le début du tome V¹, dont la rédaction a été confiée successivement à M. Pl. BÜTLER, puis à M. T. SCHIESS. Les documents y sont publiés sous forme d'analyses dans une proportion de plus en plus forte.

On doit encore à M. H. WARTMANN d'excellentes éditions d'un petit *cartulaire* de Frédéric VII, dernier comte de Toggenbourg († 1436)², et d'une collection importante de chartes des années 1254 à 1498, provenant des archives des comtes de Werdenberg-Sargans et relatives à leurs possessions dans l'ancienne Rhétie³. — Comme suite au *Codex diplomaticus* rhétien de Th. et C. de Mohr, arrêté à l'année 1400, la Société d'histoire et d'archéologie des Grisons a publié, dans ses *rapports annuels*, plusieurs séries de documents ayant trait à l'histoire constitutionnelle des Grisons, à leurs relations avec la Suisse et avec la France, et des lettres pontificales recueillies aux archives du Vatican⁴.

Il n'a pas été possible à l'abbé J. GREMAUD († 1897) d'achever l'œuvre qui a tenu une si grande place dans sa carrière d'érudit. La collection des *Documents relatifs à l'histoire du Valais*⁵, qui devait

1. Livr. I (1412-1420). Saint-Gall, 1904, in-4°.

2. *Das Lütisburger Copialbuch* in Stuttgart, dans les *Mitteilungen* de la Société d'histoire de Saint-Gall, 3^e série, t. V, p. 103-178 (1891).

3. *Rätische Urkunden aus dem Centralarchiv des fürstl. Hauses Thurn und Taxis in Regensburg*, dans *Quellen zur Schweizer Geschichte*, t. X (1891), p. 1-448. — Voir aussi la série de *régestes* publiée par M. E. KRÜGER à la suite de son mémoire intitulé : *Die Grafen von Werdenberg-Heiligenberg und von Werdenberg-Sargans*, dans les *Mitteilungen* de la Société d'histoire de Saint-Gall, 3^e série, t. II (1887), p. 1-3XXII.

4. C. JECKLIN, *Urkunden zur Verfassungsgeschichte Graubündens* [1367-1814], à la suite du *Jahresbericht* de la Société, années 1882, 1883, 1885. Tiré à part : Coire, 1886, in-8°; — le même, *Urkunden zur Staatsgeschichte Graubündens*, 1^e *Graubünden und die Schweiz* [1319-1707]; 2^e *Staatsverträge mit Frankreich* [1496-1663] (*Ibidem*, 1890, 1891); — J.-G. MAYER, *Vaticano-Curiensia* [XIII^e-XV^e siècle] (*Ibidem*, 1887). Voir encore la série de documents insérés dans le *Jahresbericht* de 1900.

5. T. V-VIII, soit t. XXXIII et XXXVII-XXXIX des *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande* (1884, 1893-1898). Le

être continuée jusqu'au commencement du xvi^e siècle, s'arrête à l'année 1457; elle comprend 3,080 pièces. Dans des cas trop fréquents, l'éditeur a dû, faute des originaux, se contenter de copies ou d'extraits défectueux; ce fait, joint à l'absence presque complète de notes, impose à l'historien un travail de critique particulièrement attentif. Il n'en reste pas moins que, par son consciencieux labeur, l'abbé Gremaud a fourni à l'histoire du Valais pendant le moyen âge la base scientifique qui, avant lui, manquait entièrement.

On doit aussi à l'abbé J. GREMAUD une édition du *Livre des anciennes donations faites à l'abbaye de Hauterive, de l'ordre de Cîteaux*¹, qui fut fondée en 1138 sur les bords de la Sarine, non loin du lieu où la ville de Fribourg devait s'élever quarante ans plus tard. Ce cartulaire contient la copie de 320 résumés d'actes du xii^e siècle ou du commencement du xiii^e.

Après avoir passé en revue les recueils de chartes, généraux et territoriaux, il faut citer trois collections de régestes publiées hors de Suisse. Ce sont d'abord les *Regesta episcoporum Constantiensium*, que l'on doit à la commission badoise d'histoire²; on sait que l'ancien diocèse de Constance embrassait la plus grande partie de la Suisse alémanique. Il est à peine nécessaire de relever l'importance capitale, pour l'histoire de la Suisse, de la seconde collection, celle des *Régestes des comtes de Habsbourg et des ducs d'Autriche de la maison de Habsbourg*, dont l'Institut historique autrichien vient de commencer la publication³. La troisième collection intéresse la Suisse romande, sur laquelle les comtes de Savoie exerçaient au xiii^e siècle leur domination ou leur influence; ce sont les *Regesta comitum Sabaudiae*, que M. D. CARUTTI a réunis jusqu'à l'année 1253⁴.

dernier volume a été achevé par les soins de Ch. Holder. L'introduction placée en tête du tome V renferme un bon aperçu de l'histoire et des institutions du Valais jusqu'à la fin du xiv^e siècle. — Dans les *Quellen zur Schweizer Geschichte*, t. X (1891), p. 478-508, M. H. Wartmann a publié quelques chartes provenant de l'église paroissiale de Naters, dans le Haut-Valais, et dont les originaux sont conservés au Musée germanique de Nuremberg.

1. *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, t. VI, p. 1-vi et 1-168 (1896). — Sur le manuscrit original de ce registre, retrouvé dès lors dans une bibliothèque privée, à Cheltenham, voir une note de M. K. Hampe dans *Neues Archiv*, t. XXII (1897), p. 692.

2. *Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Konstanz, 517-1496*, t. I, éd. P. Ladewig et Th. Müller; t. II, éd. A. Cartellieri et K. Rieder. Innsbruck, 1895 et 1905, in-4°.

3. *Regesta Habsburgica*, publiés sous la direction de M. O. Redlich. 1^{re} série : *Die Regesten der Grafen von Habsburg bis 1281*, éd. H. Steinacker. Innsbruck, 1905, in-4°.

4. Turin, 1899, in-4° (*Biblioteca storica italiana*, t. V); — le même, *Supple-*

Parmi les travaux consacrés à la critique de documents isolés ou de certaines catégories de documents, nous citerons l'étude dans laquelle M. SCHEFFER-BOICHORST¹ a prouvé l'authenticité de plusieurs diplômes impériaux concernant la Suisse, celle de M. H. BRESSLAU² sur les diplômes impériaux de Payerne, enfin le rapport que M. A. BRACKMANN³ a présenté à la Société royale des sciences de Goettingue, sur les anciennes bulles des papes conservées en Suisse. Ce rapport contient la liste de ces bulles, classées par dépôt, quelques textes inédits et une série de dissertations fort intéressantes sur les caractères et la valeur d'un certain nombre de bulles.

SOURCES JURIDIQUES. — De nouvelles éditions des lois germaniques qui intéressent particulièrement la Suisse ont paru dans la série des *Leges des Monumenta Germaniae*; on doit à M. L.-R. DE SALIS celle des lois burgondes⁴, à M. K. LEHMANN celle du pacte et de la loi des Alémans⁵, à M. K. ZEUMER celle de la *Lex romana rælica Curiensis*⁶. — M. ZEUMER a publié dans la même collection les recueils de formules saint-gallois⁷.

mento ai « *Regesta comitum Sabaudie* », dans *Miscellanea di storia italiana*, 3^e série, t. IX (1904), p. 1-56.

1. *Ueber einige Kaiserurkunden in der Schweiz*, dans *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. IX, p. 191-208; réimprimé dans *Zur Geschichte des XII. und XIII. Jahrhunderts*. Berlin, 1897.

2. *Zur Ueberlieferung der Kaiserurkunden für Peterlingen*, dans *Anzeiger*, 1894, t. VII, p. 79-83.

3. *Papsturkunden der Schweiz, mit kritischen Exkursen von P. Kehr und A. Brackmann*, dans *Nachrichten von der K. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen*, Philologisch-historische Klasse, année 1904, p. 417-517. L'étude des bulles provenant du couvent de Muri conduit M. Brackmann à des conclusions beaucoup moins favorables sur la valeur des *Acta Murensia* que celles de MM. Hirsch et Steinacker, indiquées ci-dessus, t. LXXXIX, p. 357, n. 6.

4. *Leges Burgundionum*, dans *Legum sectio I*, t. II, pars 1. Hanovre, 1892, in-4^o. Cf. K. Zeumer, *Zur Textkritik und Geschichte der Lex Burgundionum*, dans *Neues Archiv*, t. XXV (1900), p. 257-290. — Nous n'avons pas vu l'édition donnée par J.-E. Valentin-Smith, *la Loi Gombette, reproduction intégrale de tous les manuscrits connus*. Lyon, 1889 et suiv.

5. *Leges Alamannorum*, dans *Legum sectio I*, t. V, pars 1. Hanovre, 1888, in-4^o.

6. *Legum sectio I*, t. V (éd. in-fol.), p. 289-452 (1889). Voir E. Mayer, *Zur Entstehung der Lex Ulinensis* (*Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXVI, p. 1-44, 1905). L'auteur de ce mémoire reprend la thèse de l'origine italienne de cette loi et cite les travaux récents relatifs à ce débat. De son côté, M. K. Zeumer annonce qu'il réfutera de nouveau, sous peu, les arguments des adversaires de l'origine rhétienne, dont il reste le partisan convaincu.

7. *Legum sectio V, Formulæ*. Hanovre, 1886, in-4^o, p. 378-437. L'un de ces recueils, connu sous le nom de l'évêque de Constance Salomon III, aurait été rédigé par le moine Notker le Bègue.

La *Revue de droit suisse* s'est appliquée dès sa fondation (1839) à mettre au jour les sources de l'histoire du droit national; elle a fait paraître une série de collections cantonales, dont les plus récentes sont celles des Grisons¹, du Valais², du Tessin³ et de Fribourg⁴. En 1894, la Société suisse des juristes décida de réunir dans un même corps de documents l'ensemble des sources juridiques suisses, postérieures aux lois germaniques, jusqu'au XVIII^e siècle. Cette publication monumentale se subdivisera en autant de sections qu'il y a de cantons, et chaque section en un certain nombre de groupes méthodiques, tels que les statuts des villes, ceux des territoires (*Landrechte*) ou des seigneuries (*Herrschaftsrechte*, *Amtsrechte*), enfin les coutumes rurales (*Weissthümer*, *Oeffnungen*, *Hofrechte*, *Dorfrechte*, *Genossenschaftsrechte*). Des cinq volumes parus jusqu'ici, trois sont consacrés à l'Argovie et contiennent les sources juridiques des villes d'Aarau⁵, de Baden et de Brugg⁶, de Kaiserstuhl et de Klingnau⁷. Un quatrième volume inaugure la série des coutumes rurales du canton de Saint-Gall⁸. Le cinquième contient les plus anciens codes de la ville de Berne⁹.

A côté de ces collections, nous ne pouvons citer qu'un petit nombre des travaux spéciaux relatifs aux sources juridiques. Dans le domaine

1. Éd. R. Wagner, L.-R. von Salis et G. Soldan, dans *Zeitschrift für schweizerisches Recht*, nouv. série, t. III-VI, XI et XIV (1884-1895). — Dans le tome XXIII (1904), M. P. Siegfried a commencé la publication des sources juridiques de Bormio, dans la Valteline.

2. Éd. A. Heusler, *Ibidem*, t. VII-IX (1888-1890).

3. Éd. A. Heusler, *Ibidem*, t. XI-XIV, XVIII-XX, XXII (1892-1903).

4. Éd. J. Schnell, *Ibidem*, t. XV-XVII (1896-1898). — Citons encore, dans les tomes XXI et XXII (1902-1903), le *Coustumier et plait général de Lausanne*, éd. L.-R. von Salis (rédition de 1618 d'un plaid rédigé pour la première fois au XIV^e siècle).

5. *Die Rechtsquellen des Kantons Argau*. 1^{er} Teil : *Stadtrechte*; 1^{er} Band : *Das Stadtrecht von Aarau*, éd. W. Merz. Aarau, 1898, in-8°.

6. Même série, t. II : *Die Stadtrechte von Baden und Brugg*, éd. F.-E. Welti et W. Merz. Aarau, 1900, in-8°.

7. Même série, t. III : *Die Stadtrechte von Kaiserstuhl und Klingnau*, éd. F.-E. Welti. Aarau, 1905, in-8°.

8. *Die Rechtsquellen des Kantons St. Gallen*. 1^{er} Teil : *Oeffnungen und Hofrechte*; 1^{er} Band : *Alte Landschaft*, éd. M. Gmür. Aarau, 1903, in-8°. — On doit au même érudit un aperçu excellent des sources juridiques saint-galloises : *Uebersicht der Rechtsquellen des K. St. Gallen bis zum Jahre 1798*. Saint-Gall, 1897, br. in-8°.

9. *Die Rechtsquellen des Kantons Bern*. 1^{er} Teil : *Stadtrechte*; 1^{er} Band : *Das Stadtrecht von Bern, I (1218-1539)*, éd. F.-E. Welti. Aarau, 1902, in-8°. L'éditeur se prononce contre l'authenticité de la *Handfeste* de 1218, dont MM. A. Zeerleder et B. Hidber avaient pris la défense dans la *Festschrift zur VII. Sakularfeier der Gründung Berns*. Berne, 1891, in-4°, avec fac-similé.

du droit municipal, mentionnons le mémoire de M. A. ZEERLEDER sur les franchises de Thoune (1264)¹, la publication du plus ancien droit de la petite ville thurgovienne d'Arbon (1255)² et celle des *Coutumes de Payerne*³, d'après un texte en vieux français du début du xv^e siècle. Signalons aussi les intéressantes remarques de M. P. SCHWEIZER sur les origines et la filiation des chartes de franchises concédées ou confirmées par les Habsbourg⁴. — Les nombreuses pièces inédites dont M. L. STOUFF a accompagné son étude sur *le Pouvoir temporel des évêques de Bâle*⁵ ont trait au droit féodal, municipal et rural de l'ancien évêché de Bâle. Par l'exemple du canton de Zurich, M. P. SCHWEIZER a montré combien le grand recueil des rôles de villages, formé jadis par Jacob Grimm, est incomplet et insuffisant en ce qui concerne la Suisse⁶.

A l'occasion du 600^e anniversaire de la Confédération, le curé J.-J. von AH a publié les chartes d'alliance des anciens confédérés (1291-1513)⁷. On possédait déjà des reproductions de plusieurs de

1. A. Zeerleder, *Mittheilungen über die Thuner Handfeste*, dans *Neujahrsblatt des histor. Vereins des K. Bern*, année 1896, avec fac-similé.

2. *Älteste Oeffnung der Stadtgemeinde Arbon*, éd. J. Meyer, dans *Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte*, livr. 41 (1901), p. 129-139. Voir le commentaire de K. Beyerle, *Grundherrschaft und Hoheitsrechte des Bischofs von Konstanz in Arbon*, dans *Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensees*, livr. 32 (1903), p. 31-116. — M. K. Beyerle a aussi étudié l'histoire constitutionnelle de la ville de Constance, dont la charte municipale a exercé une grande influence sur le droit des villes suisses de Schaffhouse, de Saint-Gall et de Zurich (*Zur Verfassungsgeschichte der Stadt Konstanz im 12. und 13. Jahrhundert* (*Ibidem*, livr. 28, 1897, p. 33-52).

3. Ed. B. Dumur, dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 2^e série, t. IV (1902), p. 207-244 (la première rédaction, en latin, date de 1347). — Voir aussi H. Carrard, *les Statuts de Pierre de Savoie et la charte de Moudon* [1285], dans *Miscellanea di storia italiana*, 2^e série, t. X (Turin, 1887), p. 307-366.

4. *Habsburgische Stadtrechte und Städtepolitik*, dans *Festgaben zu Ehren Max Büdingers*. Innsbruck, 1898, in-8°, p. 225-252.

5. Paris, 1891, in-8°. — Du même, *le Régime colonger dans la Haute-Alsace et les pays voisins*, dans *Nouv. Rev. hist. de droit français et étranger*, t. XVII (1893), p. 45-131.

6. *Beitrag zur Kritik und Ergänzung der Grimm'schen Weisthümer*, dans *Anzeiger*, 1890-1891, t. VI, p. 105-116, 142-149 (liste de 78 Weisthümer du canton de Zurich, ignorés ou publiés incomplètement par Grimm). — M. J. Meyer a dressé la liste des Weisthümer thurgoviens dans *Thurgauische Beiträge*, livr. 29 (1890), p. 51-66. — Des Weisthümer isolés ont été publiés par G. et F. de Wyss dans les *Mitteilungen* de la Société d'histoire de Saint-Gall, 3^e série, t. V, p. 179-185 (1891); par R. Hoppeler, dans *Anzeiger*, 1896, t. VII, p. 313-317; par P. Schweizer, dans *Jahrbuch*, t. X (1885), p. 26-31; etc.

7. *Die Bundes-Briefe der alten Eidgenossen, 1291-1513*. Einsiedeln, 1891, in-8°.

ces chartes. M. J. EHRBAR a eu l'heureuse idée de former un recueil des fac-similés phototypiques reproduisant, en grandeur originale, les onze pactes perpétuels qui sont la base de la Confédération des treize anciens cantons. Le texte qui accompagne ces planches est dû à M. R. DURRER¹.

Le plus ancien des pactes fédéraux, celui de 1291, mentionne, pour la confirmer, une *antiqua confederatio* que l'on estimait avoir été conclue dans les années 1245 à 1252, au cours de la lutte qui divisait alors l'empire et la papauté. M. H. BRESSLAU² a combattu cette opinion en se basant sur des arguments d'ordre historique et diplomatique. Il a montré que l'*antiqua confederatio* a probablement été insérée mot à mot dans le pacte de 1291 et qu'elle devait être une simple ligue de paix et de protection mutuelle, nullement dirigée contre l'Autriche, et telle que l'époque de l'interrègne en vit naître un grand nombre. Le seul article révolutionnaire et antihabsbourgeois (celui par lequel les confédérés s'engagent à ne pas accepter de juge qui ait acheté sa charge ou qui soit un étranger) aurait été ajouté en 1291. Sans aboutir à des résultats absolument certains, cette étude, remarquablement conduite, a éclairé d'un jour nouveau l'histoire des Waldstätten au XIII^e siècle.

DOCUMENTS ÉCONOMIQUES. — Le terrier de la maison de Habsbourg, dressé sur l'ordre du roi Albert I^{er} au commencement du XIV^e siècle, énumère les revenus des domaines que les Habsbourg possédaient alors dans la Haute-Allemagne et le produit des impôts qui leur étaient dus comme comtes territoriaux, comme avoués de nombreux établissements ecclésiastiques, comme détenteurs de péages et d'autres droits régaliens. Riche en enseignements sur la situation politique du pays à l'époque de la Confédération naissante, ce document est avant tout une source précieuse pour l'histoire d'une administration territoriale, pour celle du droit et des finances au XIII^e et au XIV^e siècle. L'édition donnée par Pfeiffer, en 1850, ne répondait plus aux exigences de la critique. Celle dont la Société générale d'histoire a confié le soin à R. MAAG repose sur les rouleaux originaux partout où cela était possible; la valeur en est accrue par la publication, dans un second volume, d'une série de terriers et d'autres documents de

1. *Die Bundesbriefe der alten Eidgenossen, 1291-1513.* Zurich, 1904, in-8° br., et un atlas de 10 pl. in-fol. (paru dès 1901). — Pour la critique des premiers pactes, on consultera W. Oechsli, *Die Anfänge der schweizerischen Eidgenossenschaft.* Zurich, 1891, in-8°. — Voir aussi P. Schweizer, *Zürichs Bündnis mit Uri und Schwyz*, dans *Turicensia*. Zurich, 1901, in-8°, p. 43-51.

2. *Das älteste Bündnis der Schweizer Urkantone*, dans *Jahrbuch*, t. XX (1895), p. 1-36.

même nature, relatifs aux possessions des Kibourg et des Habsbourg, dès le milieu du XIII^e siècle jusqu'au commencement du XV^e. Tous ces textes sont accompagnés d'un riche commentaire historique et topographique. La *Revue* a déjà signalé la remarquable introduction par laquelle M. P. SCHWEIZER a complété l'œuvre de R. Maag¹.

A côté de ce document capital, le petit terrier du dernier baron de Vaz en Rhétie (+ 1336-37)² et celui du comté de Sargans (1398)³ n'offrent qu'un intérêt restreint. On sait que les terriers d'église ont été conservés en beaucoup plus grand nombre que ceux des dynasties féodales. Les archives de l'abbaye d'Einsiedeln en possèdent plusieurs; on doit au P. O. RINGHOLZ de bonnes éditions de deux d'entre eux, rédigés au XIV^e siècle⁴. C'est à la même époque qu'appartiennent les quatre petits rôles des revenus que l'abbaye de Säckingen possérait dans la vallée de Glaris, publiés par M. A. SCHULTE⁵. Le terrier du couvent de Marienberg, en Tyrol (fin du XV^e siècle), et les deux terriers de l'abbaye de bénédictines de Münster, dans les Grisons (1322, 1394), intéressent la partie orientale de ce canton⁶. Enfin, M. J.-C. MUORN a réuni et commenté un certain nombre de documents relatifs à l'administration de l'évêché de Coire au XIV^e et au XV^e siècle : listes de châteaux et de seigneuries, de charges ecclésiastiques et laïques, registres de fiefs et terriers⁷.

L'une des plus riches collections de comptes administratifs du

1. *Das Habsburgische Urbar*. T. I : *Das eigentliche Urbar*; t. II, 1 : *Pfand- und Revokationsrödel zu König Albrechts Urbar, frühere und spätere Urbaraufnahmen und Lehenverzeichnisse der Laufenburger Linie*; t. II, 2 : *Register, Glossar, Wertangaben, Beschreibung, Geschichte und Bedeutung des Urbars* (soit t. XIV et XV, 1^{re} et 2^e parties des *Quellen zur Schweizer Geschichte*, 1894-1904).

2. Éd. H. WARTMANN, *Ibidem*, t. X (1891), p. XIII et 469-477. — Voir *Ibidem*, p. IX et 451-468 : *Bruchstücke eines rätischen Schuldenverzeichnisses*.

3. Éd. R. THOMMEN, dans les *Mitteilungen* de la Société d'histoire de Saint-Gall, t. XXVII, p. 681-690 (1900).

4. *Geschichtsfreund*, t. XLV (1890), p. 1-200; t. XLVII (1892), p. 1-115.

5. *Gild Tschudi, Glarus und Säckingen*, dans *Jahrbuch*, t. XVIII (1893), p. 59-67. L'auteur a fait la preuve des falsifications dont l'historien Tschudi s'est rendu coupable dans le but de procurer à sa famille une antiquité remarquable. Il a démontré, en particulier (p. 37-52), l'inauthenticité d'un rôle de Säckingen, qui a longtemps servi de base à l'histoire ancienne de la vallée de Glaris. Le rôle authentique que Tschudi a utilisé pour ce faux et les quatre petits rôles déjà mentionnés ont été imprimés de nouveau par G. Heer, *ouvr. cit.* (ci-dessus, p. 140, n. 6), p. 75-100.

6. Éd. E. SCHWITZER, dans *Tirolische Geschichtsquellen*, t. III (1891), Innsbruck, in-8°.

7. *Zwei sogenannte Aemterbücher des Bistums Chur*, à la suite du 27^e *Jahresbericht* (1897) de la Société d'histoire et d'archéologie des Grisons.

moyen âge est celle qui provient des pays possédés jadis par la maison de Savoie et que conservent les archives d'État de Turin. Ces comptes sont précieux pour la connaissance de la situation économique et sociale du pays, du milieu du XIII^e au début du XVI^e siècle; ils apportent aussi mainte contribution à l'histoire politique. Parmi les châtellenies savoyardes qui font aujourd'hui partie du territoire de la Suisse, celle de Chillon avait une importance spéciale, parce qu'elle était le siège habituel du bailli de Chablais. E. CHAVANNES a publié, d'après une copie contemporaine existant aux archives cantonales vaudoises, à Lausanne, les *Comptes de la châtellenie de Chillon* pour l'année 1402-1403 et le *Subside accordé au comte de Savoie dans la même châtellenie en 1402*¹. — Si les comptes de Chillon intéressent surtout l'économie rurale, les documents publiés par M. F.-E. WELTI sont une source importante pour l'histoire de l'administration et des finances urbaines à la fin du moyen âge : ce sont les comptes de la ville de Berne pendant les années 1375 à 1384 et 1430 à 1452², et les registres d'impôt de la même ville pour l'année 1389³. Dans ses introductions, l'éditeur a étudié l'organisation de la comptabilité municipale, la valeur des monnaies et les différentes sources de revenus de la ville; il a mis en lumière les renseignements que contiennent les comptes des années 1382 à 1384 sur la guerre, dite de Bourgdorf, que Berne soutint alors contre les comtes de Kibourg⁴. — Mentionnons encore le mémoire de M. F. BUMBERGER sur le registre d'impôt de la ville de Fribourg pour l'année 1445 et sur les curieuses listes des habitants de la ville et de la campagne fribourgeoise au milieu du XV^e siècle; ces listes sont parmi les plus anciens recensements de population que l'on connaisse⁵.

1. *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 2^e série, t. II (1890), p. 1-150. L'éditeur a ajouté en note le produit des différents articles dans les comptes des années voisines.

2. *Die Stadtrechnungen von Bern aus den Jahren 1375-1384; Die Stadtrechnungen..., 1430-1452*. Berne, 1896 et 1904, 2 vol. in-8^e. Les quatre plus anciens comptes ont aussi paru dans *Archiv des histor. Vereins des K. Bern*, t. XIV, p. 389-503 (1895).

3. *Die Tellbücher der Stadt Bern aus dem Jahre 1389. Ibidem*, p. 505-704, 1896. — Les principales sources de l'histoire économique de Zurich au moyen âge sont utilisées et citées dans le mémoire de M. C. KELLER-ESCHER, *Das Steuerwesen der Stadt Zürich im XIII., XIV. und XV. Jahrhundert*. Zurich, 1904, in-4^e.

4. Voir aussi H. TÜRLER, *Die Rechnung über den Savoischen Hülfszug im Burgdorfer Krieg, 1383* (texte et commentaire), dans *Archiv des histor. Vereins des K. Bern*, t. XV, p. 275-293 (1899).

5. *Bevölkerungs- und Vermögensstatistik in der Stadt und Landschaft Freiburg (im Uechtland) um die Mitte des XV. Jahrhunderts*, dans *Freiburg-*

On sait quel profit l'histoire économique du XIV^e et du XV^e siècle a retiré, depuis quelques années, de l'étude des documents provenant des archives de la Chambre apostolique. M. J.-P. KIRSCH a fait connaître les *Comptes d'un collecteur pontifical du diocèse de Lausanne sous le pape Jean XXII*¹; dans l'édition qu'il a donnée des comptes de ces collecteurs en Allemagne, on trouvera plusieurs documents intéressant la Suisse, en particulier le diocèse de Bâle.

L'ouvrage de M. A. SCHULTE² sur les relations commerciales entre l'Allemagne et l'Italie au moyen âge est accompagné d'un volume de documents, tirés des archives italiennes, suisses et allemandes, et dont un grand nombre ont trait à la Suisse. Dans le même domaine, il faut encore signaler les pièces justificatives du mémoire de M. F. BOREL sur les *Foires de Genève au XV^e siècle*³.

SOURCES DIVERSES. — M. E. EGLI a réuni les inscriptions chrétiennes de la Suisse, du IV^e au IX^e siècle, au nombre de cinquante-deux, en les accompagnant d'un excellent commentaire⁴. — Le tome I^{er} de la série *Necrologia* des *Monumenta Germaniae*⁵ renferme les obituaires des principaux couvents et chapitres des diocèses de Constance et de Coire. Le second obituaire de Saint-Gall a été publié par M. H. WARTMANN⁶. Pour la Suisse romande, on peut mentionner l'édition, due à l'abbé GONTHIER, du *Registre des anniversaires des Macchabées de Genève, de 1406 à 1535*⁷, et une note de M. A. PIAGET⁸ sur le « Livre de vie » du chapitre des chanoines de l'église collégiale de Neuchâtel. — Enfin, les *Livres des confraternités de Saint-Gall*, de

ger *Geschichtsblätter*, t. VI-VII (1900), p. 1-15 et 1-258. L'auteur présente sous forme de tableaux le contenu du registre d'impôt; il imprime, en appendice, les six petits recensements des années 1444-1448.

1. *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, t. VIII, p. 65-91 (1903). — Du même, *Die päpstlichen Kollektiorien in Deutschland*, Paderborn, 1894, in-8^o. — On peut encore citer R. Thommen, *Eine bischöfliche Steuer in der Diözese Konstanz*, dans *Festgaben zu Ehren Max Büdingers*, p. 273-286.

2. *Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien*, Leipzig, 1900, 2 vol. in-8^o.

3. Genève et Paris, 1892, in-4^o.

4. *Die christlichen Inschriften der Schweiz*, dans *Mittheilungen der antiquar. Gesellschaft in Zürich*, t. XXIV, p. 1-64, 4 pl. in-4^o (1895).

5. Éd. F.-L. Baumann. Berlin, 1888, in-4^o. Comp. un article de l'éditeur réimprimé dans ses *Forschungen zur schwäbischen Geschichte*, Kempten, 1899, in-8^o.

6. *Das zweite St. Galler Totenbuch*, dans les *Mittheilungen de la Société d'histoire de Saint-Gall*, t. XIX, p. 369-463 (1884).

7. *Mémoires et documents de l'Académie salésienne*, t. XVII (1894), p. 197-314.

8. *Musée neuchâtelois*, 1898, p. 204-211.

Reichenau et de Pfäffers ont été publiés par M. P. PIPER¹; celui de Saint-Gall l'a aussi été par M. E. ARBENZ².

En terminant ce bulletin, rappelons que l'étude des sources de l'histoire nationale a aussi bénéficié des travaux suscités par les nombreux anniversaires historiques célébrés en Suisse durant ces vingt dernières années. C'est ainsi qu'à la fin de son ouvrage capital sur *les Origines de la Confédération suisse*³, M. W. ORCHSLI a placé une série de plus de huit cents analyses de chartes ou d'autres documents, qui facilite beaucoup l'étude de l'histoire des Waldstätten jusqu'au début du XV^e siècle. Les sources de toute nature de l'histoire des batailles de Sempach et de Nafels ont été réunies par MM. Th. DE LIEBENAU⁴ et G. HEER⁵. Enfin, les multiples anniversaires des journées de la guerre de Souabe ont provoqué la publication de plusieurs recueils de documents, dont le plus important est celui où M. A. Büchi⁶ s'est efforcé de rassembler toutes les pièces capables d'éclairer l'histoire de la glorieuse campagne.

La part réservée à l'histoire sérieuse dans ces fêtes anniversaires que les Suisses aiment à célébrer est un trait du caractère national intéressant à relever. Il semble prouver que, malgré les changements survenus dans l'organisation politique et sociale, le peuple suisse a su, mieux que d'autres, garder l'intelligence sympathique du temps passé, et qu'il sait quel profit et quelle jouissance il y a à étudier ce passé et à le connaître avec une exactitude toujours plus grande.

Victor VAN BERCHEM.

1. *Monumenta Germaniæ. Libri confraternitatum Sancti Galli, Augiensis, Fabariensis*. Berlin, 1884, in-4^e.

2. *Das St. Gallische Verbrüderungsbuch und das St. Gallische Buch der Gelübde*, dans les *Mittheilungen* de la Société d'histoire de Saint-Gall, t. XIX, p. 1-194 (1884).

3. Zurich, 1891, in-8^e.

4. *Die Schlacht bei Sempach. Gedenkbuch zur fünften Säkularfeier*. Lucerne, 1886, in-8^e. — Le même érudit a réuni les sources de l'histoire de la bataille de Morgarten dans *Mittheilungen des histor. Vereins des K. Schwyz*, livr. 3 (1884), p. 1-86.

5. *Zur 500 jährigen Gedächtnisfeier der Schlacht bei Nafels*. Glaris, 1888, in-8^e.

6. *Aktenstücke zur Geschichte des Schwabenkrieges*, dans *Quellen zur Schweizer Geschichte*, t. XX (1901), p. 1-551. — Aux recueils de documents utilisés et cités par M. Büchi, il faut ajouter : K. Horner, *Regesten und Akten zur Geschichte des Schwabenkriegs (Aus dem Staatsarchiv Basel)*, dans *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde*, t. III, p. 89-141, 143-241 (1903-1904).

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

J.-R. DIETERICH. *Streitfragen der Schrift- und Quellenkunde des deutschen Mittelalters. Mit zwölf Schriftproben.* Marburg, Elwert, 1900. In-8°.

Le nouvel ouvrage de M. Dieterich est un ouvrage de critique et surtout de polémique dans lequel l'auteur étudie de nouveau après beaucoup d'autres : 1^o la question des annales de Hersfeld et de Hildesheim ; 2^o les rapports entre les annales bavaroises et autrichiennes d'une part, et Hermann de Reichenau de l'autre. Dans le premier mémoire, il combat avec une véhémence extraordinaire les théories émises avant lui; son grand ennemi paraît être M. H. Bresslau¹. M. Dieterich examine non seulement les *Annales Hersfeldenses* et *Hildesheimenses*, mais encore toutes les sources apparentées. La dissertation est de lecture pénible; l'auteur, dans son amour de la brièveté, désigne par des lettres chacune de ces sources; ce qui donne à son exposé l'apparence, non plus de la critique historique, mais de la mathématique. Le morceau le plus important et le plus nouveau est l'étude paléographique du fameux manuscrit de Paris et l'histoire de l'école d'écriture créée par l'évêque Bernard de Hildesheim. Pour les autres questions traitées, on ne peut que signaler le mémoire à ceux qui ont fait une étude particulière des annales saxonnnes des X^e et XI^e siècles; c'est un nouveau factum à joindre à tous les travaux antérieurement publiés. A signaler comme d'un intérêt plus général quelques pages sur la méthode à suivre en matière de critique des sources et une remarque fort juste, bien qu'exprimée avec une regrettable brutalité (p. 412); évidemment, certains critiques, en France et en Allemagne, abusent des rapprochements de textes, et on conclut trop souvent à un plagiat quand il y a la moindre parité entre les termes ou même entre les faits. Il y a là un abus contre lequel il est bon de protester.

Dans le second mémoire, M. Dieterich, qui a étudié tout particulièrement les écrits historiques composés à Reichenau, examine plusieurs textes apparentés à ces écrits, notamment les annales de Salzbourg, d'Admont et de Garsten; il cherche à montrer que toutes ces annales et en général celles de la Bavière, de la Haute-Autriche et de la Styrie ont eu une source commune s'étendant jusqu'à 907, et dont il s'attache à déterminer les éléments. Enfin il étudie la seconde rédaction de la

1. Qui a répondu avec plus de calme dans un mémoire paru au t. XXVI du *Neues Archiv*.

Chronique du fameux Hermann de Reichenau. C'est en somme une utile contribution à la biographie de ce pauvre moine contrefait, qui chercha à oublier ses maux en composant, à l'aide de la riche bibliothèque de l'abbaye alamannique, de longs travaux d'histoire¹.

Auguste MOLINIER.

Vito La MANTIA. Statuti di Olevano Romano del 15 gennaro 1364.

Rome, Bocca, 1901. In-8°, xxxvi-44 pages.

— **Le Tonnare in Sicilia.** Palerme, Giannitrapani, 1901. In-8°, 51 pages.

— **Testo antico delle Consuetudini di Messina adattato in Trapani (1331).** Palerme, Giannitrapani, 1902. In-8°, xxviii-63 pages.

Dans le premier de ces travaux, M. L. M. a donné le texte des statuts qui furent octroyés par les Romains aux habitants d'Olevano en 1364. L'auteur prend soin de nous avertir qu'il a fait cette publication non pas d'après le manuscrit original conservé aux archives municipales d'Olevano, mais d'après une copie qui en a été faite, en 1853, d'après les ordres du cardinal Mertel, copie qui est aujourd'hui aux archives d'Etat de Rome. Il n'a pas même vu le manuscrit et c'est d'après des renseignements qui lui ont été fournis par le maire d'Olevano qu'il nous le décrit. On pourrait donc désirer plus de rigueur scientifique pour l'établissement de sa publication. Dans la Préface, après un chapitre sur les statuts de Rome et les travaux qu'ils ont inspirés à M. L. M., — chapitre qui pourra sembler hors du sujet et inutile, — l'auteur trace une histoire rapide d'Olevano, nous montrant comment, propriété tout d'abord de l'abbaye de Subiaco, ce pays devint tour à tour une dépendance des Frangipani, des Colonna et de la commune de Rome, pour revenir aux Colonna et passer enfin entre les mains d'autres familles seigneuriales. Il aurait pu ajouter que c'est l'histoire de la plupart des villages et des bourgs de la campagne romaine qui furent usurpés par les barons féodaux sur les églises ou les monastères qui les avaient créés ou reconstitués. Ces statuts furent accordés à Olevano lorsque, dans la seconde moitié du xiv^e siècle, cette commune se trouvait sous la dépendance de la « République romaine » sans doute depuis les victoires de Cola di Rienzi sur les Colonna.

1. Dans un appendice, M. Dieterich étudie quelques passages d'Aventinus et essaie d'en retrouver les sources. Aventinus cite plusieurs fois deux anciens historiens, *Frethulphus* et *Schritorinus*; de ce dernier il fait, en supposant une grosse faute de lecture, *Secundus, episcopus Tridentinus*, auteur d'une histoire perdue, employée par Paul Diacre. L'hypothèse paraît peu admissible. Quant à *Frethulphus*, ce serait *Freculphus*, évêque de Lisieux au ix^e siècle, auteur d'une *Chronique universelle* bien connue; la correction paraît certaine, mais elle a été, croyons-nous, indiquée avant M. Dieterich.

M. L. M. a eu l'heureuse pensée de comparer cette charte municipale avec celles d'autres pays de la province romaine, tels que Campagnano, Civita-Veccchia, Montelibretti, Nemi, Tecchiana et Rome même, et il en a tiré cette conclusion que ces statuts procèdent les uns des autres. Il serait intéressant d'en étudier les différents articles; remarquons en particulier celui qui interdisait l'usage de la torture pour les instructions judiciaires.

L'étude sur les *tonnare* semble avoir été désignée à M. L. M. par un procès qu'il eut à rapporter, en 1890, devant la Cour de cassation de Palerme (p. 44). Dès les temps les plus reculés, la pêche du thon a été pratiquée sur les côtes de Sicile. L'auteur cite les textes juridiques qui, depuis le Digeste jusqu'à nos jours, en passant par les ordonnances byzantines, normandes, angevines, espagnoles, en ont réglé l'exercice. La *tonnara* était l'étendue de mer côtière où la pêche du thon était réservée au gouvernement ou à ceux qui l'avaient reçue de lui. L'auteur décrit plusieurs de ces *tonnare*, en particulier celles des environs de Termini et de Palerme.

Sa troisième étude est un nouvel appendice à ses travaux sur l'antique législation des cités siciliennes. Il y démontre que les anciennes coutumes de Messine furent adoptées en 1331 par Trapani, de même qu'elles fournirent un grand nombre d'articles aux statuts de Grigente, Patti et Noto. Il en publie ensuite le texte.

Jean GIRAUD.

Mag. Joannis Hus Super IV. sententiarum, édité par FLAJSHANS et Marie KOMINKOVA. Prague, 1905. In-8°, xl-371 pages.

Palacky, il y a fort longtemps déjà, avait insisté sur l'intérêt que présenterait la publication des sources de l'histoire religieuse de la Bohême au moyen âge. Mais à ce moment, en dehors même des résistances qu'une semblable entreprise aurait rencontrées dans le gouvernement, les ressources du pays étaient insuffisantes pour s'attaquer à une œuvre aussi longue et aussi couteuse. Il légua du moins son désir à ses continuateurs et l'Académie de Prague, soutenue par la municipalité, a commencé la publication des œuvres de Hus.

Le plan de la publication même a donné lieu à quelques objections. On s'est plaint que l'on eût procédé un peu au hasard, et il semble bien en effet que l'on a été déterminé surtout dans le choix des textes qui ont été édités tout d'abord par des raisons personnelles. Pourquoi a-t-on commencé par l'*Expositio decalogi* et le *De sanguine Christi*? Évidemment parce que M. Flajshans était en mesure de fournir la copie. Après tout, ce n'est pas très grave, et mieux vaut encore quelques incertitudes dans le plan plutôt que de se perdre dans des discussions interminables. Tout le monde aussi n'a pas été satisfait du choix de

M. Flajshans, à qui l'on reproche quelques incertitudes de pensée et une certaine inconstance d'opinions. Les adversaires de M. Flajshans reconnaissent d'ailleurs sans peine qu'il est fort bien doué, que son érudition est très étendue et qu'il était préparé à la lourde tâche qu'il a commencée par de longues études spéciales.

L'œuvre qu'il nous donne aujourd'hui, le *Commentaire de Hus sur le livre des Sentences*, est absolument capital pour l'histoire du réformateur. Le *Manuel de Pierre Lombard* était alors la base de l'enseignement théologique et les explications du maître de Prague nous fournissent ainsi les indications les plus précieuses sur l'origine et le développement de sa pensée. Le *Commentaire* a été composé de 1417 à 1419, c'est-à-dire au moment du plein développement de l'esprit de Hus, à la veille du jour où les événements allaient le pousser au premier plan et attirer sur lui l'attention générale. « La destinée, écrit très justement M. Flajshans, ne lui permit pas, comme à Thomas d'Aquin et Wiclif, qui avaient aussi commencé par commenter le livre des *Sentences*, d'exposer ensuite lui-même son système dans une œuvre d'ensemble analogue à la *Somme* ou au *Triologus*, mais son opinion sur le Macrocosme et le Microcosme n'en apparaît pas moins claire et précise dans son *Commentaire*. »

Un des faits qui résultent de la publication de Flajshans, c'est que l'action de Wiclif a été très forte sur Hus, beaucoup plus profonde que je ne l'avais cru jadis. Loserth avait d'ailleurs déjà attiré l'attention sur les emprunts très nombreux qu'il a faits au célèbre théologien anglais. Faut-il en conclure que Hus n'est pas autre chose qu'un disciple de Wiclif? Il est certain, au contraire, qu'il a subi d'autres influences. Lesquelles? Peut-être celles de Stanislas de Znaym, pense l'éditeur, mais la question demeurera sans doute longtemps obscure, parce que nous ne possédons plus l'œuvre de Stanislas. D'ailleurs, même si on retrouve le *Commentaire* de Stanislas, il resterait toujours à expliquer pourquoi ce fut précisément en Bohême que les doctrines hérétiques, — qui étaient en somme à peu près partout également répandues, — aboutirent à une révolte. En histoire, il importe moins de connaître le sens exact des livres que de savoir comment ils ont été lus et interprétés. Ce qui ne veut pas dire que nous devions moins de reconnaissance à M. Flajshans. C'est seulement quand il aura terminé son œuvre que nous pourrons espérer avoir une étude vraiment scientifique et complète des origines de la réforme tchèque.

E. DENIS.

Lord Edmond FITZ-MAURICE. Charles William Ferdinand, Duke of Brunswick. An historical Study (1735-1806). London, Longmans Green and Co., 1904.

Le livre de Lord Edmond Fitz-Maurice est sorti d'un essai fort distin-

gué, publié dans l'*Edinburgh Review*. L'auteur a mis à contribution les Mémoires de Massenbach, de Boyen, de Mallet du Pan, de Frédéric II, de Ségur, de Beauchamp, les vies de Scharnhorst, de Hardenberg, de Stein, les livres de Carlyle, de Sybel, de Sorel, de Chuquet. Son travail, destiné au grand public, ne contient rien d'inédit. Il n'en est pas moins fort utile. La vie politique et militaire de Brunswick, présentée avec une élégante sobriété, nous paraît appréciée avec justesse. Nous reconnaissons bien le représentant du despotisme éclairé, capable de s'élever jusqu'à la conception du libéralisme aristocratique de l'Angleterre, mais que Custine trouvait si éloigné de la démocratie (p. 47).

Sans préjugés religieux (p. 19), d'un esprit élevé et très pénétrant, il ne voyait que trop tous les côtés d'une question, surtout les mauvais; de là son impuissance à prendre une résolution ferme. Il finissait ainsi par adopter les plans des autres, bien qu'il en sentit parfaitement les inconvénients. Plein de mépris pour les émigrés (p. 51, 56), il avait percé à jour leur ignorance de la force révolutionnaire de la France. C'est l'explication de sa prudence et de ses hésitations, si fort incriminées, mais inévitables. Massenbach (cité à la page 63 par Lord Edmond Fitz-Maurice), a trouvé le mot : « Ceux, dit-il, qui, après la chute de Verdun, ont affirmé que l'armée pouvait immédiatement marcher sur la forêt de l'Argonne, avaient appris l'art de la guerre chez les Iroquois. »

La faiblesse avec laquelle Brunswick se laissa arracher la signature du fameux manifeste est plus étonnante. On sait combien il a regretté d'avoir endossé les sottises de Limon et de Calonne (p. 57). Aujourd'hui cependant, nous avons toute raison de croire que les idées principales du manifeste avaient été fournies par la cour de France; le duc doit donc bénéficier de circonstances très atténuantes, sur lesquelles Lord Edmond Fitz-Maurice aurait pu insister.

Rien n'est plus curieux que l'ambition intermittente de cet homme excellent et très intelligent. D'aucuns, en France, le regardaient comme le sauveur attendu. Par timidité, par une défiance assez naturelle de l'opinion, il a refusé, par deux fois, en 1791, lors de la mission de Custine, et en 1799, d'être l'arbitre des destinées de notre pays (p. 47, 89).

Et quelle fin lamentable! Obligé, lors de sa belle campagne du Palatinat, de se défendre contre des intrigues de cour, malheureux dans ses fils et dans sa fille, la pauvre et folle Caroline, alors princesse de Galles, il mourait misérablement dans l'effondrement d'Auerstt sans pouvoir rendre le dernier soupir dans sa capitale.

Lord Edmond Fitz-Maurice, rappelant une phrase du général von Boyen qui comparait Brunswick à Napoléon, s'est servi du mot de Lucain, « non coiere pares » (p. 99). C'est trop évident. Mais je ne crois pas qu'on puisse jamais faire de Napoléon un homme de conscience et d'abnégation. Lord Edmond Fitz-Maurice a montré nettement que

Brunswick avait été cet homme à plusieurs reprises. C'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui et du livre qui lui est consacré.

P. BONDOIS.

Pierre Boré. **Les travaux publics et le régime des corvées en Lorraine au XVIII^e siècle.** Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1900. 4 vol. in-8°, 87 pages. (Extrait des *Annales de l'Est*.)

C'est une fort intéressante contribution à l'histoire des travaux publics et de la corvée en France au XVIII^e siècle. M. Boyé montre très nettement que l'administration royale en Lorraine n'a fait que suivre les errements du duc Léopold, qui, dans le premier tiers du siècle, avait déjà fait construire un grand nombre de routes. Pendant le règne de Stanislas, on exécute une plus grande quantité encore de chaussées et de travaux d'art; vers 1750, tout un réseau de chemins sillonne la Lorraine et la fait communiquer avec les provinces limitrophes.

Ce sont les corvées qui ont permis d'exécuter ces immenses travaux. L'auteur prouve qu'elles ne sont pas d'importation française : elles ont été établies régulièrement par un acte de Léopold, du 12 mars 1699, qui oblige les communautés à fournir les manœuvres, les voitures, les bois nécessaires aux entrepreneurs; ainsi, la Lorraine a devancé la France, où le régime des corvées ne devient général qu'à partir de 1737.

Pas plus en Lorraine qu'en France, les corvées ne pèsent sur les membres des ordres privilégiés : l'arrêt du conseil des finances, du 7 décembre 1737, en exempte les ecclésiastiques, les nobles, les commensaux du souverain; quant aux bourgeois, ils peuvent se faire remplacer par leurs domestiques ou par des préposés quelconques. En réalité, toute la charge des corvées retombe sur les paysans, et ce sont les plus misérables d'entre eux, les journaliers, qui en souffrent le plus violemment.

M. B. prouve encore qu'en aucune région les corvées ne furent exigées avec plus de dureté qu'en Lorraine de 1743 à 1759. Ainsi, pour les travaux des « ponts de Toul, » dans la forêt de Haye, on mobilisa les corvéables des communautés qui se trouvaient à dix ou quinze lieues à la ronde. On les astreignait au plus pénible labeur pendant plusieurs semaines, au grand détriment des travaux agricoles; ils devaient se nourrir à leur compte, et beaucoup d'entre eux se trouvaient réduits véritablement à la mendicité. L'intendant, M. de La Galaizière, se montrait d'une dureté hautaine à l'égard de ces malheureux, réprimant impitoyablement la moindre négligence, et ses subordonnés, ingénieurs, conducteurs, piqueurs, se permettaient des exactions de toutes sortes. Mais, à partir de 1759, le régime des corvées s'est nota-

blement adouci, grâce à l'influence du nouvel intendant, M. de La Galaizière fils, dont la douceur et l'équité contrastaient étrangement avec la violence et l'injustice de son père. Il regardait la corvée comme la contribution la plus fâcheuse et la plus inique; il s'efforça tout d'abord d'en atténuer les effets en Lorraine, faisant exécuter à prix d'argent les travaux les plus difficiles, protestant contre les réquisitions qui astreignaient les Lorrains à effectuer des corvées en dehors de la province, dans les Trois-Évêchés. Malgré les résistances que son initiative généreuse rencontra à Versailles, il fut un des intendants qui réclamèrent avec le plus d'énergie la suppression des corvées en nature, leur remplacement par une taxe pécuniaire. En 1770, Terray l'autorisa, dans des cas exceptionnels, à permettre le rachat des corvées; mais les populations étaient si misérables, manquaient à tel point d'argent qu'elles se montrèrent peu favorables aux tentatives de La Galaizière et à la réforme radicale de Turgot. Une preuve, c'est qu'en 1777, sur 2,400 communautés, 200 seulement se prononçaient pour le rachat; et, lorsque la déclaration du 27 juin 1787 vint définitivement abolir la prestation en nature, en la remplaçant par une taxe pécuniaire, de nombreuses protestations s'élèvèrent contre cette transformation, qui nous semble si bienfaisante.

La corvée royale, qui infligea de si vives souffrances aux populations agricoles, assurait-elle au moins d'une façon satisfaisante l'entretien des routes? M. B. montre, au contraire, que la périodicité des travaux de corvées était un obstacle à cet entretien, qui demande des soins continus.

Henri Sée.

Le président Th. ROOSEVELT. **La conquête de l'Ouest. Des Alleghans au Mississippi, 1768-1777**, trad. par Alb. SAVINE. Paris. Dujarric et C^e, 1905. In-12, XVIII-345 pages.

M. Th. Roosevelt a voulu expliquer comment ses compatriotes, dès avant la Révolution, ont commencé cette marche vers l'Ouest qui devait les mener au Pacifique. « Ils créaient dans le désert un foyer pour leurs enfants, et, en travaillant ainsi, ils préparaient l'avenir d'une nation continentale. »

Le livre est animé d'un ardent enthousiasme pour l'œuvre civilisatrice des Anglo-Saxons : « Pendant les trois derniers siècles, l'expansion des peuples de race anglaise ... a été ... le trait le plus frappant de l'histoire du monde ». Il respire une vivifiante senteur de forêt et de bruyères, et c'est avec amour que l'ancien *rough rider* nous décrit les scènes de cette « vie de la frontière » qu'il a en partie revécue lui-même un siècle plus tard : « Nous gardions nos troupeaux de bêtes à cornes marquées au fer rouge et de chevaux à long poil; nous chassions l'ours,

le bison, l'élan, le daim ; nous établissons le gouvernement civil et abattons les individus malfaisants, blancs ou rouges, ... exactement comme l'avaient fait les pionniers qui, cent ans auparavant, avaient construit leurs cabanes en troncs d'arbres le long de la Kentucky... »

Ce n'est pas le livre d'un sentimental. A diverses reprises, M. R. revient sur les rapports des colons avec les Peaux-Rouges. Il ne dissimule ni n'excuse les sauvageries commises par les civilisés, mais il proclame le droit supérieur de l'homme blanc, le droit du travailleur sur la terre inexploitée : « Il était absolument impossible d'éviter les conflits avec la race faible, à moins que nous eussions consenti à voir le continent américain tomber aux mains de quelque autre grande puissance. Et, lors même que nous eussions adopté une politique *aussi grotesque*, les Indiens nous auraient néanmoins fait la guerre. On ne saurait trop répéter *qu'ils n'étaient point possesseurs du sol*, ou du moins que leur titre à sa possession était tout simplement du même ordre que celui qu'alléguait nos chasseurs blancs. » Voilà qui est net. Et, si l'on résiste tout d'abord à cette voix impérieuse et mâle, elle finit par vous subjuguer.

Mais, si ce livre est un document sur la psychologie d'un des hommes les plus remarquables de ce temps-ci, ce n'est guère, malgré la masse énorme de documents consultés, un livre d'histoire. C'est plutôt un livre d'*histoires*, histoires de chasse et de scalp, de courses sur le sentier de la guerre, à la Maine Reid ou à la Fenimore Cooper. Aucun ordre dans ces chapitres, où les Algonquins, les Chérokees, Logan, Boon et les Longs chasseurs accaparent toute l'attention, où les anecdotes et les récits d'aventures se succèdent d'une façon vraiment fatigante.

Henri HAUSER.

L'Assistance sous la Législative et la Convention (1791-1795),
par M. Ferdinand DREYFUS. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905.

Cet ouvrage est le fruit des études faites par M. Dreyfus en vue d'un cours libre, professé à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, pendant l'année 1903-1904. Bien qu'une partie du sujet traité par M. Dreyfus ait déjà été traité par M. Lallemand dans son excellent livre sur *la Révolution et les Pauvres*, l'ouvrage qui nous est offert présente, pour la première fois, une étude complète, d'après des documents originaux conservés dans nos archives et bibliothèques et dans les collections du British Museum, de l'œuvre de nos grandes Assemblées républicaines en matière d'assistance publique et des vicissitudes par lesquelles ont passé nos institutions charitables et hospitalières pendant la grande crise de 1791 à 1795.

M. F. Dreyfus a exposé successivement, dans les trois premiers chapitres, l'œuvre de la Législative et celle de la Convention, puis en a montré, dans un quatrième chapitre, les résultats pratiques au point de vue de l'assistance publique en général. Les trois derniers chapitres, qui sont particulièrement neufs et remarquables, sont consacrés à l'Assistance publique à Paris, qui a eu, dès lors, et qui a conservé depuis, une organisation spéciale. On trouvera dans ces chapitres un récit des plus intéressants de la concurrence et des conflits entre deux organismes qui se sont succédé à Paris et qui ont agi simultanément en vue de l'assistance des pauvres, la Commission municipale et les Commissions de paroisse d'une part, la Commission centrale élue et les Commissions de sections d'autre part.

M. Dreyfus a mis en lumière, avec une grande vigueur et une abondance convaincante de preuves, d'un côté, la noblesse des idées et des sentiments qui ont inspiré les Assemblées révolutionnaires en matière d'assistance publique; de l'autre, la ruine de toutes nos institutions charitables et hospitalières de l'année 1791 à l'année 1795. Ce résultat désastreux a été dû en partie à l'anarchie qui a accompagné la crise révolutionnaire et aux nécessités de la guerre étrangère; mais il a été dû aussi à l'exagération des idées étatistes et centralistes en matière d'assistance publique.

La ruine de nos institutions charitables et hospitalières est venue, avant tout, de la diminution de la richesse publique par suite des désordres intérieurs, de la guerre, de l'émigration; la suppression des dimes et des droits féodaux, réclamée par le tiers état tout entier, a supprimé des revenus appliqués à des œuvres charitables; la sécularisation des biens du clergé et des corporations a eu des résultats plus funestes encore. L'Etat, sans doute, a prétendu se substituer aux paroisses et aux congrégations pour l'assistance des pauvres; mais la dépréciation des biens nationaux et des assignats qui les représentaient a mis l'Etat dans l'impossibilité de remplir, à cet égard, son devoir.

Mais ce n'est pas tout. L'Etat, qui avait pendant quelque temps laissé aux départements, aux communes et aux établissements hospitaliers la disposition de revenus spéciaux, fut bientôt amené à vouloir supprimer tous les organismes locaux ou autonomes et confier au pouvoir central seul toute l'assistance publique.

Le Comité de mendicité de l'Assemblée constituante, dirigé par La Rochefoucauld-Liancourt, avait posé, avec une grande fermeté et une grande hauteur de vues, les principes qui, depuis cent vingt-cinq ans, ont inspiré tous les progrès accomplis dans ce domaine. Il avait mis « au rang des devoirs les plus sacrés de la nation l'assistance des pauvres », et ses projets embrassaient les secours publics dans les campagnes, l'administration des hôpitaux, l'assistance médicale à domicile, les enfants abandonnés, les ateliers de charité, les dépôts de mendicité, les maisons de correction, la transportation des mendians récidivistes.

Le Comité des secours publics de la Législative a essayé de mettre en pratique les principes posés par le Comité de mendicité de la Constituante, mais s'est vu rapidement aux prises avec des difficultés pratiques presque insurmontables. La Convention crut y remédier en fortifiant la centralisation. La loi du 19 mars 1793 détermina, d'après l'article 23 de la déclaration des droits, qui proclamait le droit au travail et le droit à la vie, la base des secours publics; la loi du 28 juin organisa, dans les départements, les secours aux enfants et aux vieillards; la loi du 24 vendémiaire prétendit supprimer la mendicité en organisant la répression de la mendicité, les travaux publics, les secours à domicile.

Enfin, la loi du 11 mai 1794 (22 floréal an II) prétendit supprimer toutes les institutions charitables dues à l'initiative privée, tous les hôpitaux, toute activité libre des départements ou des communes, pour organiser le secours direct de toutes les misères et de tous les besoins individuels par l'État, aux dépens des biens des riches. Ce beau rêve, si toutefois ce rêve était beau, fut cruellement démenti par les faits. La Convention était aux prises avec les besoins formidables de la défense nationale. Elle mit la main sur tout ce qui restait des biens et des revenus hospitaliers et charitables, et aussi sur les biens d'une partie des riches qui, du reste, disparaissaient de jour en jour; et comme, d'autre part, la misère allait croissant, l'assistance publique, aussi bien que l'assistance privée, malgré les admirables efforts faits par un certain nombre d'administrateurs qui sacrifièrent souvent leur propre fortune au soulagement des pauvres, se trouva réduite bientôt presque à rien. Il fallut revenir au principe de la liberté de la charité, et à la reconstitution des institutions charitables dépendant des associations privées, de l'Église, des congrégations, des communes, des départements et enfin de l'État, pour que, lentement, la France réparât les ruines faites par la Révolution au point de vue de l'assistance des pauvres, des malades, des vieillards.

La conclusion qui ressort du beau livre de M. Dreyfus, et qu'il a indiquée trop brièvement à notre avis, c'est que la Révolution a, avec raison, posé les principes généraux qui imposent à l'État l'obligation de remédier, dans la plus large mesure possible, aux maux causés par l'indigence, l'invalidité, la maladie, la vieillesse; mais en même temps que l'État ne doit pas se substituer pour cette œuvre aux organisations locales, ni aux efforts de la charité privée; qu'en effet, si l'État centralise entre ses mains toute l'assistance publique et tous les revenus qui doivent y pourvoir, une crise grave, comme celle de 1793, entraînerait presque fatallement la spoliation de l'assistance publique dans l'intérêt de la défense nationale et la ruine de toutes les institutions charitables.

Gabriel MONOD.

R. M. JOHNSTON. *The napoleonic empire in southern Italy and the rise of the secret societies*. London, Macmillan and Co., 1904. 2 vol. in-8°, xix-408 pages et 232 pages.

D. SPADONI. *Sette, cospirazioni e cospiratori nello stato pontificio all' indomani della Restaurazione. — L'occupazione napolitana, la restaurazione e le sette*. Roma-Torino, Roux et Viarengo, 1904. In-8°, cxlv-194 p.

O. DITO. *Massoniera, carboneria ed altre società segrete nella storia del Risorgimento italiano, con appendice ed illustrazioni*. Torino-Roma, Roux et Viarengo, [1905]. In-8°, x-444 pages. (Biblioteca storica, 149.)

Si l'on a tort de s'exagérer l'importance du rôle des sociétés secrètes dans la préparation et le développement de la Révolution française¹, on peut penser que les associations italiennes du xix^e siècle, en rapport de filiation avec nos sociétés secrètes, ont, dans une large mesure, préparé le *Risorgimento*. A l'égard de ces dernières, nous sommes en général mieux informés que pour la France, les documents publiés, textes officiels, rapports de police², confidences d'affiliés nous offrant des indications que les *carteggi* privés ne serviront qu'à préciser. Les livres récents de MM. Dito, Spadoni et Johnston sont à ce point de vue à retenir.

M. Dito a voulu écrire un ouvrage d'ensemble sur les rapports des sociétés secrètes italiennes avec le *Risorgimento*. Outre qu'il n'a peut-être pas fait toutes les recherches désirables, qu'il n'a pas été servi par les monographies absentes, il a eu le tort de ne pas nous prévenir qu'il ne considérait ces rapports qu'au temps de la floraison du carbonarisme, de 1815 à 1820. C'est donc à la première période du *Risorgimento* qu'il s'est consacré. Sur l'origine des sociétés secrètes en Italie, son enquête n'est pas très nouvelle. Dans une Introduction un peu longue, il montre, d'après Clavel, la maçonnerie sortant du compagnonnage, qu'il décrit sans utiliser le livre de M. Martin Saint-Léon³, se développant au xviii^e siècle en France avec l'aide, qu'il croit systématique, de l'Angleterre⁴, tandis qu'en 1747 un groupe sorti du compagnonnage, la charbonnerie, se réorganise sur des bases nouvelles. La maçonnerie entra en Italie et y prit une large extension, malgré les

1. H. Hello, *L'Action maçonnique au XVIII^e siècle* (coll. *Science et religion*). Paris, 1905, 2 vol. in-16.

2. Parmi les plus anciennes publications, citons les *Carte segrete ed atti uffiziali della polizia austriaca in Italia*, éd. Manin. Capolago, 1851.

3. *Le Compagnonnage*. Paris, 1901, in-18.

4. Cf., dans ce sens, le livre récent : ***, *le Secret de la franc-maçonnerie*. Paris, Perrin, 1905, in-18.

efforts de Clément XII et de Benoit XIV, et c'est évidemment pour la terroriser que la papauté monta le procès de Cagliostro. A Naples, grâce à Marie-Caroline¹, la maçonnerie, d'abord persécutée, se développa si vite, à partir de 1783², que les idées de réforme purent s'épanouir librement, pour aboutir à la création d'une Société de jacobins à Naples³, à une tentative républicaine à Palerme, en 1795⁴, à la fondation de la République parthénopeenne⁵, puis, finalement, à la réaction féroce de 1799. Mais la maçonnerie devient sous le règne de Napoléon un instrument de règle⁶ : elle est l'auxiliaire de l'administration du prince Eugène à Milan, de Joseph et de Murat à Naples, et, de fait, ses idées, que M. Dito analyse très longuement, à travers les symboles et les statuts, n'ont rien de subversif⁷. C'est la charbonnerie qui recueillit l'héritage réformiste de la maçonnerie. Malheureusement, les carbonari, qui prétendent remonter à Philippe de Macédoine, ou au pape Alexandre III, ou à saint Thibaud de Provins, ou à François I^{er}, n'ont pas exactement dit, s'ils la savaient eux-mêmes, l'histoire des débuts de leur secte en Italie. M. Dito n'a rien trouvé non plus; il est à croire que c'est M. Johnston qui a raison, en disant que la charbonnerie, comme la maçonnerie, est une importation française; du moins, il paraît que des régiments recrutés dans le Jura, contenant des affiliés, ont pu, en garnison à Capoue, disséminer la doctrine dans l'Italie du Sud⁸. Cette doctrine elle-même n'était pas bien révolutionnaire⁹, mais, plus précise que les instructions maçonniques, elle a pu s'imposer plus rigoureusement à des esprits soucieux d'une discipline rigide pour un

1. M. Johnston signale, dans son Appendice D, et emploie les curieux Mémoires de Marie-Caroline, dont il a trouvé une copie à la *Biblioteca nazionale* de Naples.

2. Cf. le P. J. Rinieri, *Della rovina d'una monarchia*. Turin, 1901, in-8°. Livre tendancieux, mais contenant nombre de faits utilisables. Aucun des trois auteurs que j'examine ne l'a employé.

3. Dito, *loc. cit.*, Appendice II.

4. J. du Teil, *Rome, Naples et le Directoire*. Paris, 1901, in-8°; B. Croce, *Relazioni dei patrioti napolitani col Direttorio e col Consolato, e l'idea dell' Unità italiana, 1799-1801*. Napoli, 1902, in-8°.

5. E. del Cerro, racontant, dans la *Rivista d'Italia*, 1905, fasc. 3, la tentative du jurisconsulte Fr. P. Di Blasi.

6. Dito, *loc. cit.*, p. 63, n. 2. Pour Rome, en particulier, je renvoie à un texte que j'ai publié dans la *Révolution française*, 14 mai 1905, p. 412-436. Sur la maçonnerie en France en 1810, cf. mon article, 14 juillet 1905. *Ibid.*, p. 45-78.

7. Cf., entre autres, l'analyse par M. Dito du poème *Franco*, par l'abbé Solli, mort en 1807 (1^{re} partie, I. I, ch. IV), et les poésies de l'abbé Jérocabès et de V. Monti à l'Appendice I.

8. *Loc. cit.*, I. II, p. 32-33.

9. Pour la France, cf. G. Bourgin, *l'Enquête de 1811, dans la Révolution française*, 14 juillet 1905, p. 59 et suiv.; cf. Dito, *loc. cit.*, 1^{re} partie, I. II, ch. I-III.

but commun; de plus, elle s'est complétée par un programme politique, constitutionnel et patriotique, qui apparaît dans des textes d'allure symbolique, mais cependant clairs au fond, tels que *l'Idea del popolo costituzionale rappresentativo* et le *Patto d'Ausonia*; ce programme, ce fut, dans la dernière période du régime napoléonien, la constitution espagnole de 1812 et l'indépendance de l'Italie¹.

Comment les carbonari et les sociétés secrètes formées sur leur modèle tentèrent de réaliser ce programme complexe, c'est ce que M. Dito essaie de montrer dans sa deuxième partie. Mais n'aurait-il pas dû, au préalable, analyser la formation même de ce programme? On doit en effet penser que la constitution des idées patriotiques a précédé celle des idées constitutionnelles; comme le montrait récemment dans cette *Revue* M. Driault pour l'Italie du Nord, analysant l'action de la *Société des Amis du peuple*, des *Stilletanti*, des *Iluminés*², comme l'a montré M. Croce pour l'Italie du Sud³, et, pour Rome même, M. Dufourcq⁴, la domination française avait dû contribuer à l'affirmissement d'un sentiment national italien, que toute l'histoire de la péninsule, pendant tant de siècles, devait faire éclore à un moment donné⁵. Le programme constitutionnel, au contraire, constitué d'emprunts faits à la philosophie française du XVIII^e s. par des imitateurs italiens, comme Spedalieri, et par les réformateurs du royaume de Naples⁶, puis par les libéraux qui, comme Melzi, avaient pratiqué l'administration révolutionnaire et napoléonienne, n'est apparu clairement qu'au moment de la chute de l'empereur⁷ et n'a jamais eu le caractère profond et vivant de l'autre.

C'est dans le royaume de Naples, les États pontificaux, le Piémont et le Lombard vénitien que les carbonari agirent, mais leur action fut d'autant plus continue et plus complète qu'elle opéra loin de la surveillance de l'Autriche, dont la Sainte-Alliance avait fait comme le gen-

1. Dito, *loc. cit.*, 1^{re} partie, I. II, ch. v. Sur la littérature du sujet, sur les pamphlets, voir dans Johnston, *loc. cit.*, Appendice K, contenant la bibliographie, le groupe des pamphlets pour 1805-1815.

2. N° de sept.-oct. 1905, p. 74-77 et 281 sq.

3. B. Croce, *Relazioni... e l'Idea dell'Unità italiana*. Napoli, 1902, in-8°.

4. *Le Régime jacobin en Italie. La République romaine*. Paris, 1900, in-8°.

5. Dufourcq, *Murat et la question de l'Unité italienne*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 1898, t. XVIII. Cf. A. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VII. Paris, 1901, in-8°, p. 473-476. Je ne connais pas l'étude de A. Dragon, *l'Unité italienne à travers les âges*. Paris, 1905, in-8°.

6. M. Hazard, en étudiant, pour une thèse de doctorat, les rapports des littératures française et italienne de 1789 à 1815, apportera certainement une contribution sérieuse à l'histoire des idées en Italie. A signaler, de cet auteur, *les Milieux littéraires en Italie de 1796 à 1799*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 1905, t. XXV, p. 243-272.

7. Sur la formation de la légende napoléonienne, où se combineront, un peu partout, des éléments nationalistes et constitutionnels, cf. Capelletti, *la Leggenda di Napoleone, dalla Berezina a Sant' Elena*. Milano, 1903, in-8°.

darme de l'Italie. C'est donc à Naples que l'histoire du carbonarisme est la plus importante; c'est là qu'il arriva le plus près de ses desseins. Il est seulement fort regrettable que, pour exposer son action dans ce pays, M. Dito n'ait pas utilisé l'ouvrage considérable de M. Johnston, paru antérieurement, et dont il me faut ici parler.

M. Johnston, auteur d'une *Short History of Napoleon*, a compris que le *Risorgimento* était napoléonien d'origine : le régime français a amené la disparition définitive de la féodalité, préparant ainsi de nouvelles formes politiques et permettant le développement d'une opinion publique. Il a étudié ce régime et ce développement du mieux qu'il a pu, je veux dire qu'il a fort intelligemment utilisé les archives napolitaines et les archives britanniques, ainsi que la littérature immense du sujet¹; mais il a négligé complètement les dépôts parisiens², où il aurait trouvé, surtout aux Archives nationales³ et aux archives des Affaires étrangères, des documents importants, et surtout la contre-partie de ceux qu'il a employés⁴. Son livre, joliment écrit, avec de charmantes descriptions, des portraits bien venus, des récits de guerre clairs et complétés par des cartes, s'insère ainsi, à une bonne place, dans la série des ouvrages récents sur les rapports de Naples et de la France à la même époque, ceux de MM. Guardione⁵, Ch. Auriol⁶, J. Chavanon et Saint-Yves⁷, A. Bonnefons⁸, et ceux à paraître de M. J. Rambaud sur le règne de Joseph, de A. Lumbroso sur celui de Murat, et il les dépasse tous au moins par l'ampleur, puisque, s'étendant sur ces deux règnes, il comprend encore l'histoire du royaume de Naples⁹ jusqu'en 1821.

1. J'ai déjà signalé sa bibliographie. Elle est divisée en sept groupes : publications périodiques, 1805-1815 et 1815-1821 ; pamphlets, 1805-1815 et 1815-1821 ; livres généraux, 1805-1821 ; livres pour 1805-1815 et pour 1815-1821. M. Johnston n'a pas utilisé le livre de Madelin sur Fouché, qui l'aurait éclairé sur les relations de ce personnage avec Murat (*Fouché*, t. II, p. 271-299), et il ne connaît pas les lettres du général Miollis publiées par M. P. Collin dans la *Nouvelle Revue rétrospective*, 1904, qui intéressent l'histoire et l'occupation de Rome par Murat.

2. La *Cambridge modern History*, t. VII, contiendra un tableau de ces dépôts par M. Ch. Schmidt au point de vue de l'histoire napoléonienne.

3. En dehors de la série AFV, à signaler particulièrement les papiers Berthier (F¹⁷ 88288 et suiv.).

4. A tort, M. Johnston emploie le système de références, qui consiste à grouper, à la fin des chapitres, les indications bibliographiques et celles des sources manuscrites. Il prévient d'ailleurs le lecteur qu'il a, par accident, perdu une partie de ses notes.

5. *Gioachino Murat in Italia*. Palerme, 1899, in-16.

6. *La France, l'Angleterre et Naples de 1803 à 1806*. Paris, 1905, 2 vol. in-8°.

7. *Joachim Murat*. Paris, 1905, in-12.

8. *Une ennemie de la Révolution et de Napoléon : Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles (1768-1814)*. Paris, 1905, in-8°.

9. M. Johnston a exclu de son histoire la Sicile, pour laquelle il faudrait pouvoir utiliser les dépêches de Lord W. Bentinck; sur ce personnage et ses

Si l'on essaie, au point de vue précis du *Risorgimento*, d'analyser cet ouvrage, voici les idées essentielles qui en ressortent¹. Conquis pendant l'année 1806, malgré les *capomassi* et les Anglais, le royaume de Naples est administré à la française par Joseph, trop peu de temps peut-être pour donner des résultats appréciables. Murat, roi à partir d'août 1808, complète l'œuvre de son prédécesseur; sa commission féodale, dont il reste quatre-vingt-seize volumes de procès-verbaux à l'*Archivio di Stato* de Naples, détruit les restes de la féodalité déjà ruinée par les décrets de Joseph² et prépare ainsi les éléments d'une prospérité que le blocus continental seul empêche de se développer; le brigandage, maté par le ministre de la police Saliceti et son adjoint Maghella, se tapit un instant pour ne reparaître qu'en 1812³; mais Murat néglige d'appliquer le statut de Bayonne, promesse de constitution faite par Joseph en juin 1808 à ses anciens sujets, avant tout pour amadouer les nouveaux, les Espagnols. D'autre part, il s'opère dans l'esprit de Murat une transformation qui, plus ou moins latente chez d'autres généraux de l'Empire, est grave quand il s'agit de princes dépendants. Depuis l'incident de la forteresse de Wesel, Murat est mécontent de Napoléon, dont, par ailleurs, il craint les projets mégalomanes à partir de Tilsitt. L'échec de l'expédition contre la Sicile dû en partie à Napoléon, les rapports de l'Empereur avec Marie-Caroline, ajoutent à ce mécontentement; c'est une guerre à coups d'épingle entre Paris et Naples; Murat intrigue avec Fouché, sur qui M. Johnston ignore la thèse de M. Madelin; Napoléon fait arrêter le général Aymé, pour lequel M. Johnston eût dû consulter le dossier de F⁷ aux Archives nationales, et l'on a l'impression que seuls les événements de 1812 détournent l'Empereur de s'occuper davantage de Naples. Tout cela explique parfaitement comment Murat en vient, après la retraite de Russie, à la défection; il sent l'édifice napoléonien trembler; il prend ses sûretés du côté de l'Autriche et entame des pourparlers avec Bentinck. A la fin de 1813, Murat, — par quels intermédiaires, on ne sait pas bien⁴, — a conçu l'idée de l'unité italienne; il offre alors à Napoléon de marcher avec 40,000 hommes, à

rapports avec Murat, il a écrit un article dans *l'English historical Review*, t. XIX, pour lequel il n'a pas employé les archives privées du duc de Gallo, comme l'a fait récemment le comte Weill (dans la *Correspondance hist. et archéol.*, 1904).

1. Je rappelle que le t. II est consacré à *The rise of secret societies*.

2. Ce qu'était ce régime, M. A. Agostino l'a récemment montré pour la Sardaigne, à la veille de la Révolution française, dans les *Atti del Congresso internazionale di scienze storiche*, t. IX, 1904.

3. Les brigands infligeaient aux soldats français pris des supplices atroces, dont il est donné un exemple t. I, p. 251, n. 1. A ce point de vue, M. Johnston a peut-être insuffisamment utilisé les lettres de P.-L. Courier.

4. Peut-être par celui de la maçonnerie, qu'il soutint officiellement à Naples, et où les éléments carbonariques avaient pénétré, puisque, dès 1813, la loge *Giuseppina* donne des symptômes d'activité révolutionnaire; sans doute par celui de Maghella.

condition que ce dernier proclame l'indépendance de l'Italie, et, devant l'obstination de son beau-frère, il signe avec l'Autriche le traité du 11 janvier 1814, par lequel la possession de son royaume lui est légitimée. Mais cette année 1814 est pleine des intrigues diplomatiques les plus compliquées, pour Murat des incertitudes les plus complexes et les plus douloureuses. Il part cependant. Sa marche vers le Pô est facilitée par l'enthousiasme des Italiens criant : « Viva il re d'Italia ! » Mais il n'ose attaquer les troupes du prince Eugène ; les Autrichiens, au nord-est, Bentinck, à Gênes, lui font concurrence en nationalisme unitaire ; le pape, rendu machiavéliquement à la liberté par Napoléon, revient en Italie, et Murat, forcé de lui rétrocéder ses États, moins les Marches avec Ancône, Macerata et Fermo, se voit obligé de briser lui-même le faisceau de l'unité. On sait la suite, et comment le Congrès de Vienne marque une série de défaites diplomatiques pour Murat. M. Johnston croit toutefois que Metternich protégeait sincèrement Murat, et il semble ressortir des documents publiés par le P. J. Rinieri que le ministre autrichien ne cessa de se jouer du roi de Naples¹. Enfin, c'est le retour de l'île d'Elbe de Napoléon, et la campagne de Murat en Italie pour l'indépendance nationale. Cette campagne, M. Johnston la traite d'une façon très complète et très claire, et c'est à lui qu'on aura recours pour la comprendre plutôt qu'à M. Dito² et qu'à M. Spadoni³, lequel s'en est également occupé⁴. Elle aboutit à la chute de Murat, à son exil en Provence, puis, après Waterloo, dans l'île de Corse, dont M. Johnston aurait mieux compris la situation politique, s'il avait consulté aux Archives nationales le dossier du général Simon⁵, à sa tentative folle dans son ancien royaume, à la tragédie enfin du Pizzo⁶.

La domination française dans le royaume de Naples est donc marquée par deux faits : la destruction de l'ancien régime, le développement de l'esprit national. Mais elle n'a point donné satisfaction aux désirs d'indépendance unitaire, pas plus qu'aux désirs de liberté constitutionnelle, qui en sont les corollaires. Les Napoléonides, en effet, en

1. *Corrispondenze inedita dei cardinali Consalvi e Pacca nel tempo del Congresso di Vienna (1814-1815)*. Turin, 1903, in-8°. Cf. Weischinger, dans le *Journal des Débats*, 1^{er} août 1905, et la *Correspondance du comte de Jaucourt...* Paris, 1905, in-8°. A noter que le P. Rinieri prépare un ouvrage d'ensemble sur *il Congresso di Vienna e la Santa Sede* (voir la *Civiltà cattolica* du 3 sept. 1904).

2. *Loc. cit.*, 2^e partie, l. I, ch. I-II. M. Dito annonce (p. 221) l'apparition d'un livre sur la *Campagna dell' Indipendenza italiana di G. Murat, secondo i rapporti del ministro di Polizia ed altri documenti ufficiali*.

3. *Sètte, etc.*, ch. I.

4. Cf. sur ce point les critiques de Lemni dans *l'Archivio storico italiano*, 1905, t. XXXVI, p. 313 et suiv.

5. F⁷ 6791, dr. 310.

6. Il n'a pas utilisé A. Pellegrini, *Il Capitano Trentacapilli, a proposito dell' arresto di Gioacchino Murat*. Monteleone, 1904, in-8°.

opprimant la population italienne, ont créé un courant révolutionnaire qui s'est alimenté avant tout dans les sociétés secrètes¹. Pour l'histoire de ces sociétés pendant les règnes de Joseph et de Murat, M. Johnston, plus clair, est moins complet² que M. Dito³. Laissons la maçonnerie de côté, qui est plus faite, — surtout en 1814, avec l'établissement à Naples d'une grande loge écossaise, — pour surveiller les autres sociétés à la faveur d'un symbolisme analogue, de sorte que beaucoup de gens sincères la quitteront pour s'affilier à des sociétés plus agissantes. Laissons aussi les *Patriotti*, dont Saliceti est le chef, et qui, par l'intermédiaire de Maghella, tentent d'agir sur Murat pour la réalisation de leurs desseins unitaires⁴. La charbonnerie, elle, a pris une extension énorme, favorisée simultanément par les libéraux, les Anglais, les Bourbons, de façon qu'il y a des carbonari *murattini, britannici, borbonici*. Dans la charbonnerie ont même pénétré les éléments violemment réactionnaires de 1799, les anciens *Sanfedisti*, sous les noms de *Trinitarii* puis de *Calderari*, bientôt réunis tous en une *Riforma della Carboneria sotto gli auspicii della S. Trinità*⁵. A la faveur de cet enchevêtement de programmes, c'est le brigandage, ce sont les révoltes locales qui se développent, aboutissant à une désaffection de plus en plus grande de la population à l'égard du régime napoléonien, tandis que les *Sanfedisti* eux-mêmes, important de Sicile les idées constitutionnelles en partie réalisées par Bentinck, servent à l'élaboration d'un idéal parlementaire qui devient commun à toute la charbonnerie⁶. En effet, Ferdinand n'emploie pas dans son royaume retrouvé le système de Bentinck et, bien qu'acceptant la plupart des conquêtes modernes faites par l'administration française sur la société ancienne, il donne l'impression d'être un réacteur. La protection que son ministre de la police Canosa⁷ donne aux *Trinitarii* et *Calderari* ne sert qu'à indisposer la charbonnerie libérale et à faire naître ou renaitre des sociétés telles que les *Filadelfi*, les *Patriotti*, et aussi les *Decisi*, véritables crimi-

1. Dito, *loc. cit.*, p. 207, n. 1.

2. *Loc. cit.*, t. I, ch. x ; t. II, ch. II, avec trop de considérations inutiles sur l'histoire générale des sociétés secrètes et du symbolisme.

3. *Loc. cit.*, 2^e partie, l. I, ch. II et suiv.

4. Maghella demanda à Murat, au retour d'une mission à Rome, de proclamer l'indépendance italienne, et Napoléon se vengea de Maghella en l'emprisonnant à l'occasion d'une mission en France. Sur ces faits, d'ailleurs connus, on trouvera des indications dans les papiers récemment versés par le ministère de la Justice aux Archives nationales.

5. Cf. Dito, *loc. cit.*, Appendice IV.

6. Le P. Rinieri prouve que le général Lahoz, réactionnaire antifrançais, a contribué à la formation des idées unitaires (*Il Generale Lahoz, il primo pugnatore della indipendenza italiana*, dans la *Civiltà cattolica*, 5 avril-16 juillet 1904).

7. Réacteur dont les idées apparaissent dans sa *Lettera dell' esperienza ch' egli rivolse a' re della terra* (Dito, *loc. cit.*, p. 224).

nels de droit commun, que le général Church¹ a bien de la peine à dompter dans les Pouilles en 1818. La charbonnerie possède d'ailleurs un élément particulier de force. Les armées napoléoniennes ont été remplies d'associations secrètes, surtout celles des peuples dépendants, ainsi en Espagne, ainsi à Naples. Le carbonarisme s'y développa facilement, surtout quand la fin des guerres, et, par suite, le manque de promotions, y sema le mécontentement. C'est ainsi que, déterminé par la révolte militaire et constitutionnelle d'Espagne, put éclater le mouvement de 1820, mouvement révolutionnaire par le but, pacifique quant à la forme, qu'étudient également MM. Johnston et Dito. Immédiatement après, et malgré la mauvaise volonté du roi, des réformes sont accordées, et bientôt, dans un enthousiasme que salit à peine l'opposition brutale des *lazzaroni* bourbonistes, le Parlement est élu. Mais l'abus de la rhétorique, si flagrant déjà dans les ventes, se développe à l'Assemblée, paralysant les forces réelles de la nation, tandis que les réacteurs, effarés de cet état carbonarique constitué de toutes pièces, s'assemblent à Troppau, convoquant Ferdinand à Laybach. Enfin, l'Autriche est chargée d'exécuter la volonté de la Sainte-Alliance et de prévenir une tentative unitaire, possible, malgré la défiance qu'on a dans le reste de l'Italie, de la duplicité et de la lâcheté napolitaine; devant ses bataillons, les armées de Pepe et de Carascosa, affaiblies par l'indiscipline, se débendent et fuient (mars 1821); la révolution napolitaine est close. M. Johnston s'arrête là; M. Dito va un peu plus loin et expose certains points de la réaction anticarbonique : les poursuites rigoureuses contre la *Lega europea*, les *Cavaliere di Tebe*, les *Cavaliere europei riformati*, toutes sectes sorties de la charbonnerie, la dernière et héroïque tentative de Rosaroll à Messine², le retour des Jésuites et la réorganisation de la police, lourde machine qui comprime tous les élans populaires.

Après le mouvement napolitain, M. Dito aborde les essais de révolte dont les Etats pontificaux ont été le théâtre. Mais là, il n'explique pas les causes profondes de ces essais. Nous n'avons pas, il est vrai, encore de monographie sur les départements romains pendant l'Empire, et il faut souhaiter que le livre de M. Madelin, s'il utilise tous les documents des Archives nationales³ et de Rome, nous apporte prochainement des lumières sur les rapports de l'administration française et de la population papaline. En remontant plus tôt, le régime républicain établi à Rome sous le Directoire, pour lequel on peut utiliser, quoique un peu

1. Generale Church, *Brigantaggio e società segrete nelle Puglie*. Firenze, 1899, in-8°.

2. M. Dito a-t-il utilisé le livre de F. Guardione, *Il Generale Giuseppe Rosaroll nella rivoluzione del 1820-1821 in Sicilia?* Palerme, 1900, in-16.

3. Un état de ces documents paraîtra bientôt par mes soins dans *l'Archivio della Società di storia patria romana*. Sur l'administration française à Rome, voy. L. Madelin, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1905.

tendancieux, le livre de M. Dufourcq¹, doit également servir à interpréter ces essais. Dès maintenant, on saisit que ce régime, que cette organisation, détruisant tout le système ancien de gouvernement, abolissant l'arbitraire judiciaire et le *complexus* inouï des droits féodaux, renversant la théocratie et dressant une organisation rigoureuse, mais simple, mais adaptée aux besoins des populations, a pu paraître comme un idéal, lorsque la réaction pontificale survint. Consalvi le notait d'une façon très fine et très sincère dans une lettre au cardinal Pacca, du 12 juin 1815². M. Spadoni, dans son livre relatif aux sociétés secrètes dans les États romains, ne voit pas mieux, à ce point de vue, que M. Dito, car, de l'occupation napoléonienne, il ne retient que l'introduction des sociétés secrètes, qui, en réalité, et là comme ailleurs, n'ont été que le véhicule naturel des idées réformatrices sous un régime oppressif.

M. Spadoni, déjà connu par une étude sur la tentative de Macerata³, a publié le premier volume d'une série de documents concernant l'organisation et le rôle des sociétés secrètes, empruntés aux archives municipales de Macerata (Marches) et au fond du *Tribunale supremo della sacra Consulta, Commissione speciale per processi politici, 1804-1849*, qui est conservé à l'*Archivio di Stato* de Rome⁴. Il est évident que les archives secrètes du Vatican contiennent d'autres documents que ceux-là, mais il est pour le moment à peu près impossible de les atteindre, puisque les seules communications autorisées concernent les documents antérieurs à 1815. A cette publication de documents⁵, M. Spadoni a joint une longue introduction de 145 pages, souvent confuse, parfois erronée, mais intéressante.

1. *Le régime jacobin en Italie. La République romaine*. Paris, 1900, in-8°.

2. Voici quelques extraits intéressants de cette lettre : « Bisogna persuadersi che in quelli paesi, comprese anche le Marche, benché siano perdute da 8 anni et non da 20 come le Legazioni, il modo di pensare è cambiato affatto. Le abitudini, gli usi, le idee, tutto è cambiato in quei luoghi. I giovanni quasi non hanno idea del governo de Papa, o, se l'hanno, l'hanno corrotissima, o pessima. Si vergognano persino d'essere sudditi dei Preti... Non dico che i vecchi e parte della plebe pensi così, ma non è questa quella parte della nazione, che presto o tardi finisce per dar la legge... Io ne concludo dunque, che se si ha intenzione di rimettere, comprese le Marche, le cose come erano prima, è un pretendere l'impossibile, e non le conserveno... 6 mesi... La maggior parte di quelli, coi quali avremo da fare, non pensano come noi e sono di cuore contrari a noi... Quando il torrente è di tanta forza, che è impossibile resistergli, è meglio di procurare di regolarlo e dirigerlo che lasciarsi trasportare da lui. »

3. *La Cospirazione di Macerata nel 1817, ossia il primo tentativo patriottico italiano dopo la Restaurazione*. Macerata, 1895, in-8°.

4. Les références de M. Spadoni sont malheureusement très vagues; il ne dit point exactement la source de chacun des documents qu'il publie.

5. Ces documents sont répartis en cinq groupes : documents sur la maçonnerie, la charbonnerie, les *Guelphs*, correspondance d'affiliés (à et de G. Papis, d'Ancone, en particulier) pour les années 1808-1817, les révélations des affiliés Pellegrini et Sarti, arrêtés en 1817-1818.

Il en ressort que les sociétés secrètes dans les États pontificaux remontent à l'occupation des Marches (départements du Tronto, du Musone et du Mëtaure) en 1814 par les troupes napolitaines, où, on l'a vu, le carbonarisme était florissant¹; puis à l'organisation du Bolonais par Murat, au moment de sa dernière campagne, avec Pellegrino Rossi, le futur ministre de Pie IX, comme surintendant des trois départements du Reno, du Rubicon et du Bas-Pô. Le mouvement, d'ailleurs, reste alors purement sectaire, limité à une portion minime de la bourgeoisie lettée, la masse populaire étant indifférente, depuis si longtemps qu'elle attend sa libération. L'opposition s'affirme par la faute même du gouvernement pontifical. Dès mai 1814, Mgr Rivarola, le sombre inquisiteur du procès de 1825, abolit à Rome le Code civil et toute la législation napoléonienne; les priviléges sacerdotaux, le Saint-Office, les ordres religieux, la Compagnie de Jésus sont rétablis. Sans doute, Consalvi essaie, en août 1814, d'ouvrir les yeux au gouvernement²; sans doute, il réalise ses idées d'amnistie par un édit du 5 juillet 1815, où est proclamé l'oubli du passé et annoncée une administration toute dévouée au bonheur du peuple. Mais le parti réactionnaire accable Consalvi de ses sarcasmes³; le gouverneur des Marches, Mgr Tiberi, renouvelle contre les sociétés secrètes les bulles pontificales; le cardinal Brancadoro refuse la pâque aux acheteurs de biens ecclésiastiques. Le *motu proprio* du 6 juillet 1816 est un compromis entre les idées de Consalvi et les théories théocratiques; il réalise en tout cas l'unification administrative par la suppression des statuts locaux. Mais l'esprit d'opposition travaille déjà, animé par les poésies de Leopardi, d'insulteur de Murat devenu l'aëde de la liberté, et par les écrits politiques d'Angeloni de Frosinone, exilé en France, et il agit dans les Marches⁴, pénètre dans l'administration pontificale, contagionne jusqu'aux carabiniers papalins. En Romagne, les carbonari tiennent des ventes (*vendite ou baracche*) à Césène et Forli, probablement aussi à Ravenne et Faenza; dans les Marches, un centre d'*alte luci* est constitué à Ancône, et les ventes tendent à donner la main aux associations du nord. Dans le Bolonais, il y a, en face des carbonari, les *Guelf*, qui poussent plutôt vers le sud. D'après certains textes, cette société ne serait que la maçonnerie réorganisée par Bentinck, qui travaillait en effet pour la liberté italienne et pour la réforme constitutionnelle, et qui créait à Gênes, en 1814, la société des *Neri*; d'autres ont pensé qu'elle est le

1. La maçonnerie impériale, dont il a existé des loges en plusieurs endroits (Spadoni, *loc. cit.*, p. ci, n. 1), et à Rome même (G. Bourgin, dans la *Révolution française*, 14 mai 1905), était trop fonctionnarisée dans les départements romains pour servir immédiatement de lieux de réunion aux partisans de l'unité et des réformes.

2. Spadoni, *loc. cit.*, p. LX.

3. E. del Cerro, *Roma che ride*. Rome, 1904, in-18, p. 119 et suiv.

4. Murat avait interdit ces ventes, qui continuèrent sous des noms divers : *Greci in solitudine*, *Cinque in famiglia*, etc.

produit de l'épuration faite par Murat dans la maçonnerie et dans la charbonnerie, d'autres enfin qu'elle est une des formes des *Centri lombards*¹. Peu importent ces origines, que les affiliés, comme toujours, ont voulu faire ou étranges ou glorieuses; ce qui est sûr, c'est que les *Guelfi* adoptèrent, comme les *Centri*, les statuts de la société des *Raggi*, créée au temps du Directoire contre la domination française, et animée, par suite, de sentiments profondément patriotiques. Comment sur ces sentiments se greffa un programme constitutionnel, c'est ce que j'ai montré pour Naples; mais, mieux que MM. Johnston et Dito n'ont fait pour ce dernier pays, M. Spadoni explique avec beaucoup de critique de quelle façon s'est opérée, autour de Bologne et de Ferrare, la propagation de la société, dont il suit plusieurs des agents (Falcaro, Mallio, Pomilio) et dont il expose le symbolisme, les idées, l'organisation. Au printemps de 1817, on songea à réunir les deux sociétés, ce qui fut fait, après la tentative de Macerata, par l'institution de l'*Unione ou Costituzione latina*², d'où, plus tard, sortira, par l'influence de Gioberti et de Balbo, le néo-guelfisme³. A ces sociétés, les plus considérables, il faut joindre celle des *Fratelli seguaci dei protettori repubblicani*, d'origine marseillaise, — quoique, à la façon de la loge de Cagliostro, on ait voulu la faire venir d'Egypte, — et qui tendait à un idéal républicain et internationaliste⁴. A l'action de ces groupements réformateurs s'oppose celle des *Sanfedisti*, non organisés en secte comme dans le royaume de Naples⁵, et celle des *Concistoriali*, encore plus mal connus⁶.

M. Spadoni, dans son exposé, n'a pas absorbé l'étude des tentatives faites par les sectaires pour réaliser leur programme. C'est M. Dito qui nous donne là-dessus certaines indications sommaires, et pour lesquelles on s'étonne qu'il n'ait pas utilisé le livre d'E. del Cerro sur les conspirations romaines⁷. Déjà M. Spadoni avait étudié la tentative de Macerata, dans la nuit de la Saint-Jean 1817, faite pour donner au peuple italien le signal de la révolte constitutionnelle, et qui échoue misérablement. C'est alors qu'est créée l'*Unione latina*, au moyen de laquelle les sectaires espèrent concentrer davantage leur activité et éviter un nouvel échec, et qui est favorisée par Ferdinand de Toscane et son ministre, l'aimable Fossombroni; mais elle n'agit point. Et ici, M. Dito s'arrête trop vite, n'essaie pas d'expliquer le pourquoi des

1. Spadoni, *loc. cit.*, p. CXVII-CXVIII.

2. Cf. Dito, *loc. cit.*, 2^e partie, I. II, ch. II et III.

3. Spadoni, *loc. cit.*, p. CXL, n. 2.

4. Spadoni, *loc. cit.*, p. CXXXV, n. 2.

5. Spadoni, *loc. cit.*, p. CXLI.

6. M. Dito suppose, sans donner de preuve formelle, que les premiers datent du temps de la suppression des Jésuites, les seconds du temps de l'enlèvement de Pie VII.

7. *Le cospirazione romane*. Rome, 1899, in-18. Cf., du même, *Fra le quinte della storia*. Turin, 1903, in-18, ch. II, et *Roma che ride*. Rome, 1903, in-18, p. 153 et suiv.

chooses. Les événements de 1820-21 n'ont qu'une répercussion infime dans les États pontificaux, et, jusqu'au moment où, grâce à des influences nouvelles, parmi lesquelles il faut compter le romantisme littéraire¹, éclatera en 1831 la révolte des Romagnes, l'esprit sectaire se dissémine en d'infinitimement petits groupements, tous en rapport avec la maçonnerie, mais tous jaloux les uns des autres, — *Turba, Siberia, Fratelli artisti, Dovere, Difensori della Patria, Figli di Marte, Ermolaisti, Massoni riformati, Bersaglieri Americani, Adelphi, Illuminati*, etc., — et se heurte, à Ravenne², à Rome³, à la rigueur du gouvernement pontifical. Sans l'aide des baïonnettes autrichiennes, les juges des tribunaux théocratiques suffisent, pour le moment, à terrasser l'esprit sectaire.

Pour l'Italie du Nord, nous n'avons plus à suivre que M. Dito, vraiment ici trop sommaire, et négligeant par trop la préhistoire des sectes; il aurait fallu en effet expliquer leur action à partir de 1814 par leur formation sous le régime français, remonter, en particulier, aux *Raggi*, et, plus haut encore, aux loges maçonniques du XVIII^e siècle, dont les idées purent se développer à la faveur de la politique joséphiste et fébronianiste des princes réformateurs. Quand le royaume d'Italie croula, dans le *tumulte* du 20 avril 1814, sous la poussée de forces très diverses⁴, la régence crut un instant que les puissances allaient réaliser au moins l'indépendance de l'Italie lombarde et piémontaise. L'Autriche répondit à ces espérances par l'occupation du pays et par le décret du 26 août 1814 contre les sociétés secrètes. Celles-ci ripostèrent par un complot militaire, où entrèrent plusieurs généraux de l'*Esercito italiano*, et qui, dénoncé par le ministre des Affaires étrangères sarde, échoua. Ce fut alors la lourde domination policière de l'Autriche, qui voulait peut-être organiser en Italie une confédération dont elle aurait été la tête, et, contre cette domination, l'opposition incessante des sociétés secrètes. Ici encore, M. Dito ne dépasse pas 1820. Du moins, il expose les événements de 1818, et leurs causes, très obscures et encore mal connues.

Les carbonari, introduits dans la province de Rovigo (*Polesine*) par le Dr Foresti⁵, avaient institué des ventes actives à Crespino, Pobiella,

1. Bolton-King, *Histoire de l'Unité italienne*, trad. franc. Paris, 1901, t. I, p. 121.

2. *Sentenza pronunciata da S. E. R. il signor Cardinale Agostino Rivarola legato a latere della città e provincia di Ravenna il giorno 31 agosto 1825 negli affari politici*, in-fol., 29 p., dont on trouve un exemplaire aux Archives nationales (F⁷ 6976, dr. 13093). Un Français, Denis Girod, de Grenoble, fut impliqué dans l'affaire, d'où l'intervention du ministre des Affaires étrangères, qui obtint sa libération, bien qu'il n'eût fait que quatre années de prison sur vingt.

3. Cf. le compte-rendu du procès de 1825, *Alla commissione speciale romana di lesa maestà, e ferita qualificata contro Angelo Targhini*, etc... Rome, 1825, 2 vol. in-4^e (un exemplaire est conservé aux Archives nationales, F⁷ 6976, dr. 13090).

4. Dito, *loc. cit.*, p. 311, n. 1.

5. Cf. ses *Ricordi*, publiés par A. Vannucci en appendice à ses *Martiri della libertà italiana dal 1794 al 1814*.

Fratta. A Milan, le comte Confalonieri, maçon de la loge de Cambridge, organisait également un groupement. Ces carbonari, d'ailleurs, ajoutaient à leur programme patriotique et constitutionnel quelques idées sociales d'une espèce nouvelle, grâce à l'introduction dans la secte de certains *maestri perfetti* ou *fratelli*, plus ou moins touchés par la propagande du babouviste Buonarroti¹ et du jacobin Angeloni². A eux, s'agrègèrent les membres d'une société d'origine française, l'*Épinglé noire*, la *Spilla nera*. Sur cette société, on ne sait pas grand'chose, sinon qu'elle agit en France, contre le gouvernement de la Restauration, en 1816, sous le nom d'*Association des Amis de la patrie*³; les dossiers de la police ne nous renseignent nommément que sur l'un des affiliés, l'adjudant Monnier, condamné à mort, puis gracié et qui inonda les ministres de pétitions sans intérêt⁴. Elle fut importée en Italie par Elena Monti, femme du général d'Arnaud, et fit une propagande active, semble-t-il, en faveur de Napoléon II⁵. La police autrichienne finit par connaître l'existence de la société, s'empara des conjurés, qu'elle jeta dans les prisons de Venise, puis, grâce à une correspondance interceptée, tomba sur l'organisation carbonarique de Milan et instaura le procès Maroncelli-Pellico, dont M. Luzio a récemment publié les actes⁶. Dès lors, quand éclatera le mouvement révolutionnaire de 1820, les sectaires lombards seront désorganisés, et Confalonieri hésitera à donner la main aux révoltés piémontais, pour finir par être lui-même arrêté en décembre 1821.

Dans le Piémont, en effet, la restauration de Victor-Emmanuel I^e avait abouti au renouvellement de tous les anciens priviléges, de tous les anciens errements. La charbonnerie, comme dans le Lombard vénitien, avait des ventes en plusieurs villes, et elle s'appuyait sur la société des *Adelphi*, partagée en 1817 entre les *Liberi Italiani* et les *Federati*, puis réunifiée en *Federati italiani*, en relation avec l'*Épinglé noire*, et dirigée par le général Gifflenga. Le programme de ces sectaires se rapprochait assez de celui des sectaires napolitains, car ils voulaient comme roi constitutionnel le prince de Carignan, que Gifflenga avait mis en rapport avec Confalonieri et Angeloni, et, comme charte, la charte espagnole de 1812. A la nouvelle de la révolution napolitaine, et sur le même mode qu'à Naples, éclata, en 1821, un *pronunciamiento*, qui aboutit à l'abdication du roi, à la défection de Charles-Albert et à la défaite de Novare, où

1. Cf. G. Romano Catania, *Filippo Buonarrotti*, 2^e éd. Milan, 1902, in-8°.

2. Dito, *loc. cit.*, p. 329 et suiv.

3. De Vaulabelle, *Histoire des deux Restaurations*, t. IV, p. 167.

4. Arch. nat., F⁷ 6824, dr. 2636.

5. Sur cette société, cf. un article non utilisé par M. Dito, de G. Livi, *la Società della Spilla nera in Italia*, dans la *Revue napoléonienne*, 1904, t. III, p. 198-214, d'après certains documents de l'*Archivio* de Bologne.

6. *Processo Pellico-Marocelli*. Milan, 1903, in-8°. On trouvera au t. VIII des *Atti del Congresso internazionale di Scienze storiche*, t. IV, 1903, une contribution de M. D. Chiattoni à la biographie de S. Pellico.

les Autrichiens accomplirent à l'égard des constitutionnels piémontais ce qu'ils avaient accompli à Rieti à l'égard des constitutionnels napolitains.

Ainsi, les livres de MM. Dito¹, Spadoni et Johnston nous montrent que partout les tentatives sectaires ont échoué. Bien plus, elles amènent une réaction qui s'exerce partout également, et Metternich, en 1822, ayant vu que le cardinal Rivarola sait en Romagne égaler dans la poursuite des sectaires les gouvernements de Modène, de Parme et de Plaisance, propose d'organiser un tribunal fédéral qui poursuivra toutes les sociétés secrètes, de la même façon que, dans ces dernières années, un ministre italien proposa de constituer une police internationale pour la recherche des anarchistes. Pourquoi cet échec? Aucun de ces auteurs ne le dit clairement. Mais la vraie raison semble bien être que l'esprit national n'était pas en Italie complètement formé, qu'il n'existant pas également dans toutes les classes de la société; dans chacun des états, où les populations sont encadrées dans des institutions particularistes en partie rénovées, les sociétés secrètes travaillent pour la constitution et pour l'unité au profit du personnel proprement local, de sorte qu'elles couvrent l'Italie d'un réseau, sans doute, mais d'un réseau brisé en plusieurs parties, et que les divergences de leurs statuts et de leurs symboles empêchent de réaliser l'association des efforts. A partir de 1820, les idées révolutionnaires s'orientent dans une nouvelle direction. Plusieurs hommes, comme Angeloni, comme Confalonieri, avaient compris la nécessité d'une éducation profonde de l'esprit populaire, trop passif. La *Giovine carboneria dei veri Italiani*, fondée par le Toscan Gherardi et le Parmesan Mussi², la *Giovane Italia* du Génois Mazzini³, avec leur doctrine démocratique, leur sens de l'éducation par l'association, préparèrent l'Italie moderne, à laquelle le régime français, en détruisant bonne partie des institutions anciennes, les sociétés secrètes, même en échouant, avait travaillé. Quant au vieux carbonarisme, revenu dans son pays d'origine, la France, il y recruta des adhérents non moins héroïques, qui luttèrent pendant la Restauration, mais se perdirent, à partir de 1830, dans les groupements républicains et socialistes⁴.

Georges BOURGIN.

1. Le livre de M. Dito se termine par divers appendices, dont j'ai signalé plus d'un en passant. Le dernier comprend les reproductions, fort curieuses, de sceaux de loges et ventes napolitaines et d'insignes carbonariques. En dehors des livres de seconde main, notons que M. Dito a utilisé les archives de Lecce.

2. Cf. N. Rodolico, dans *l'Archivio storico italiano*, 1905, p. 481 et suiv.

3. Sur Mazzini, on consultera les numéros spéciaux de la *Rivista popolare* du 22 juin 1905 et de la *Rivista d'Italia* de juin 1905.

4. C'est ce que les livres de G. Weill et de Tchernoff nous ont montré, en attendant la thèse de M. A. Thomas.

Paul MATTER. **Bismarck et son temps.** T. I : *la Préparation, 1815-1862.* Paris, Alcan, 1903. In-8°, III-534 pages.

Le volume de M. Matter est le premier d'un ouvrage qui en aura trois : il conduit l'histoire de Bismarck jusqu'au moment où celui-ci devint président du Conseil, en septembre 1862. M. M. prend Bismarck à sa naissance, le 1^{er} avril 1815. Dans un premier chapitre, il résume même à grands traits l'histoire de la famille et note chez quelques aieux du chancelier certains goûts qu'il leur doit peut-être, certaines idées que la tradition et le milieu lui ont imposées d'abord. Rapidement aussi, il nous raconte l'enfance d'Otto en Poméranie, ses souffrances à l'institution Plamann, la liberté de ses études auprès d'un professeur indulgent et enthousiaste, M. Bonnell; les beuveries et les duels du séjour à Göttingen, où la vie de *Korpsstudent*, au milieu des jeunes hobereaux de la *Hanovera*, ancrera plus fortement en Bismarck les préjugés de sa caste. Puis nous suivons le jeune homme dans ses premiers postes de fonctionnaire, où la paperasse le rebute; à Kniephof, où il reconstitue le bien paternel, non sans peine, mais non sans joie aussi, car cette vie de gentilhomme campagnard fut peut-être celle qu'il aimait le mieux. Et nous en venons bientôt au début de sa vie publique : l'entrée de Bismarck, alors membre suppléant de l'ordre équestre au *landtag* de Saxe, dans la diète unie de 1847.

Jusqu'en 1851, il gardera la même attitude, celle du *Junker* dévoué à la monarchie de droit divin, défenseur acharné des priviléges nobiliaires, conservateur et Prussien exclusif, que le mouvement national inquiète et irrite doublement, par son caractère libéral, et parce que, dans l'Allemagne ainsi unifiée, la Prusse ne serait pas maîtresse. Dans les diètes de 1847 et 1848, à la *Gazette de la Croix*, à la Chambre prussienne, au Parlement d'Erfurt, enfin dans la Chambre encore, pendant les sessions de 1850 et 1851, il reste le champion ardent et hardi de ses convictions étroites : *Junkerthum* et *Preussenthum*, voilà tout son programme. En mars 1848, il s'indigne des concessions du roi et de la retraite des troupes devant l'émeute; il essaie de provoquer la répression. En mars 1849, il est de ceux qui poussent Frédéric-Guillaume à refuser la couronne impériale, offerte par des mains roturières. En décembre 1850, il prend la parole à la Chambre pour justifier la convention d'Olmütz, où la *camarilla*, et Bismarck avec elle, voyait moins alors une humiliation de la Prusse qu'une victoire sur la Révolution. Jusqu'à la nomination à Francfort, rien, semble-t-il, dans les idées de Bismarck, n'a changé encore.

Puis, dans les chapitres x à xiv, M. M. suit, au cours des événements qui la déterminent, la transformation si remarquable de Bismarck après 1851. En quelques mois de séjour à la diète, Bismarck devient l'adver-

saire irréconciliable de l'Autriche, après avoir applaudi à son triomphe. Gallophobe de naissance, il en vient presque à conseiller une entente avec Napoléon III, ou, tout au moins, ne voit-il de salut pour la Prusse que dans une neutralité bienveillante à l'égard de la France, en même temps que de la Russie; en 1854, pendant la guerre de Crimée, en 1859, pendant la guerre d'Italie, il tremble que son pays n'intervienne à la remorque de l'Autriche. Enfin, instruit par l'expérience, ce « réactionnaire rouge » finit par admettre que l'Allemagne, selon l'expression de M. Andler, pourra, sans danger, « s'assimiler la démocratie bourgeoise » : l'idée d'une représentation du peuple ne l'effraie plus. Mais, en 1858, survient la régence du prince Guillaume et l'ère nouvelle commence; c'en est fait de la *camarilla*, de la faveur de Bismarck, qui, par moments, avait presque dirigé, par l'intermédiaire de Gerlach, la politique générale de la Prusse. On l'éloigne d'abord à Saint-Pétersbourg, ensuite à Paris, demi-exil dont il sut à merveille tirer profit. Enfin, en 1862, le conflit s'aggrave entre Guillaume, devenu roi, et la Chambre de Prusse. Roon a besoin de Bismarck et l'appelle. Le premier volume de M. M. s'arrête là, au seuil des années décisives, que nous racontera le second.

Je n'ai, dans cette brève analyse, parlé que de Bismarck, et peut-être le titre de l'ouvrage : *Bismarck et son temps*, semble-t-il promettre un peu plus que nous n'y trouvons. M. M. nous raconte, il est vrai, les événements qu'il faut connaître pour comprendre les idées et les actes du futur chancelier, mais sommairement, et les pages qu'il leur consacre ne sont pas les plus personnelles : son titre ne serait tout à fait justifié que par une œuvre énorme, qu'il n'avait nullement l'ambition de nous donner. Du moins nous offre-t-il un livre très sérieux, utile, que plusieurs autres études ont précédé et préparé¹, et dont la lecture est agréable, ce qui ne nuit pas. M. M. a lu de près, dans les meilleurs recueils, les lettres de Bismarck; il a soigneusement dépouillé les *Bismarck-Regesten* et le *Bismarck-Jahrbuch*. Ses sources sont abondantes et toujours indiquées en note de façon précise. Les vues sont moins pénétrantes que dans le petit livre d'Andler, mais elles sont justes. Peut-être les idées maîtresses pourraient-elles se dégager parfois avec plus de relief encore, à travers la suite chronologique et nombreuse des faits. Mais le ton est réellement impartial, ce qui, dans une étude aussi délicate, prouve un vrai tempérament d'historien; le récit est toujours simple et net. Enfin, le style n'est jamais indifférent; avec quelques hardiesses d'expression, une nuance un peu familière par moments, il

1. Quelques articles : *Un parlement d'un mois : Erfurt* (*Annales des Sciences pol.*, sept. 1904). *Les Missions de M. de Persigny à Berlin* (*Rev. d'hist. dipl.*, 1898). *L'Incident d'Olmütz* (*Rev. hist.*, nov. 1904). Un volume : *la Prusse et la Révolution de 1848*. Paris, 1903.

est toujours rapide, coloré et vivant. Il fait lire avec plaisir un livre qui mérite tout à fait d'être lu¹.

G. PAGÈS.

1. Je relève en passant quelques négligences. P. 11, l. 3, lire *guerre de Trente ans*, au lieu de *guerre de Cent ans*; p. 52, l. 7, *thermomètre*, au lieu de *baromètre*; p. 65, l. 10, *biens*, au lieu de *liens*; p. 61, l. 4, *Novare*, au lieu de *Navare*; p. 204, note, *1656*, au lieu de *1666*; p. 330, l. 25, *rhénans*, au lieu de *rhénaux*; p. 479, l. 24, *Kladerradatsch*, au lieu de *Kladerratsch*. P. 445 et 472, M. décrit de façons contradictoires une blessure que Bismarck se fit en tombant de cheval. P. 320, *une bouteille de vin froid de Sect*; l'expression *Sectwein* signifie simplement un vin sec et se dit, par exemple, d'un champagne sec. Tout cela a d'ailleurs bien peu d'importance.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. Tome VII, n° 4, octobre 1905. — G. LANSO. La formation de la méthode historique de Michelet (métaphysicien et romantique, Michelet puise sa méthode surtout dans Dugald Stewart, dans Vico et dans Herder; « cette méthode n'oblige pas à choisir des faits exacts, à les contrôler rigoureusement; elle invite à ne voir dans les faits que des symboles qui seront vrais dès qu'ils représenteront bien l'idée, et par conséquent à placer dans ce seul rapport de fait à l'idée le critérium de la vérité historique »). — Henri PRENTOUT. Le travail d'histoire moderne en province : la Normandie, année 1904. — *Comptes-rendus* : *J. Baudry*. Étude historique et biographique sur la Bretagne à la veille de la Révolution, à propos d'une correspondance inédite, 1782-1790 (recueil de lettres d'un intérêt historique très restreint). — *Edmond Parisot*. Un éducateur mystique : Jean-Frédéric Oberlin, 1740-1826 (très intéressant). — N° 2, novembre. A. MATHIEZ. Coup d'œil critique sur l'histoire religieuse de la Révolution française (très intéressant; cherche à démontrer que, jusqu'à la fin de la Constituante et même après la Législative, les patriotes essayèrent d'organiser une Église, même en dehors du catholicisme, de réaliser l'unité religieuse au profit de l'État. C'est plus tard seulement, comme l'a déjà dit A. Aulard, que l'idée de la séparation commença de se faire jour). — J. CALMETTE. Le travail d'histoire moderne en province : la Bourgogne, année 1904. — *Compte-rendu critique* : *U.-V. Chatelain*. Le surintendant Nicolas Fouquet, protecteur des lettres, des arts et des sciences (beaucoup de faits; mais l'auteur a singulièrement exagéré le rôle de Fouquet; d'assez graves défauts de méthode).

2. — Revue des Études historiques. 1905, septembre-octobre. — Félix AUBERT. Le Parlement et la ville de Paris au xvi^e siècle; fin (les hôpitaux et la médecine, l'instruction publique, l'administration de la ville de Paris). — Marcel MARION. Le garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788; suite (la réforme en Bretagne et en Dauphiné). — *Comptes-rendus critiques* : *Demimuid*. Vie du vénérable Justin de Jacobis (bonne biographie d'un lazaroïste; né en Basilicate en 1800, Jacobis fut le premier vicaire apostolique de l'Abyssinie). — *Pierre Noël*. Les rapports de la France et du Maroc (bon).

3. — La Correspondance historique et archéologique. 1905, août-septembre. — Eug. WELVERT. La querelle du prince Napoléon et du comte d'Haussouville (à propos de l'Église romaine et le premier

Empire, dont certains passages avaient vivement irrité le prince. Il s'efforça d'interdire à son contradicteur l'accès des Archives impériales et le droit d'y chercher des documents sur l'histoire qu'il étudiait. Détails intéressants sur l'administration des Archives vers la fin de l'administration du marquis de La Borda. La lutte se termina par le déplacement de ce dernier, qui fut nommé sénateur et remplacé par Alfred Maury). — Octobre. Réorganisation des archives de France. Le rapport parlementaire et le projet de loi.

4. — Revue des Études rabelaisiennes. Tome III, 1905, 3^e fascicule. — Abel LEFRANC. Picrochole et Gaucher de Sainte-Marthe (les événements de la guerre picrocholine, en 1532, ont pour origine un fait réel, celui d'un procès intenté à Gaucher de Sainte-Marthe, docteur en médecine, seigneur de Lerné, par plusieurs particuliers et marchands de la région saumuroise et chinonaise, à propos des obstacles que ce Gaucher avait apportés à la navigation sur la Loire en construisant des moulins, barrages à poisson, etc. Le père de Rabelais, Antoine, qui possédait des terres près de celles de Gaucher, sur la Loire et ailleurs, fut partie au procès, dont les pièces ont été retrouvées par M. Lefranc aux archives d'Orléans. Gaucher de Sainte-Marthe est devenu le Picrochole du roman de Rabelais). — J. BARAT. L'influence de Tiraqueau sur Rabelais; fin (avant d'achever son III^e livre, Rabelais a connu et utilisé le *De legibus* de Tiraqueau, paru en 1546; il lui doit la plupart de ses idées sur la femme et le mariage). — Dr DE SANTI. Le cours de Rabelais à la Faculté de Montpellier, 18 octobre 1537-1538. — Abel LEFRANC. Nouveaux documents sur la famille de Rabelais.

5. — Revue d'histoire, rédigée à l'État-major de l'armée. 1905, octobre. — Études sur la tactique de l'infanterie au XVII^e siècle. — La campagne de 1793 à l'armée du Nord et des Ardennes. De Valenciennes à Hondschoote; 1^{er} art.; suite en novembre. — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; 2^e partie: la Marche vers Montmédy; chap. III: Journée du 25 août; chap. IV (novembre): Journée du 26 août. — Novembre. La course de Benavente (on donne ce nom à la marche de Napoléon 1^{er} qui, en décembre 1808, manœuvra pour couper l'armée anglaise. Histoire, jour par jour, de cette course à l'ennemi qui n'eut, d'ailleurs, aucun résultat pratique).

6. — Journal des Savants. 1905, octobre. — J. GUILFREY. Inventaire des monuments d'art en France et en Allemagne. — É. BERGER. Innocent III et les Albigeois (à propos de l'ouvrage d'A. Luchaire). — S. Lévi. L'Inde ancienne (à propos de l'ouvrage de Vincent-A. Smith, « ouvrage d'ensemble qui sera pour un long temps le guide nécessaire du grand public et même des indianistes, » mais le système chronologique de l'auteur est chancelant ou fragile). — Th. REINACH. L'Égypte sous les Lagides (à propos de l'ouvrage de Bouché-Leclercq; explication rationnelle de la conduite de Cléopâtre); fin en novembre. — A. LUCHAIRE. Un document retrouvé (c'est une liste détaillée des évêques qui

assistèrent au concile du Latran en 1215. Cette liste se trouvait consignée sur le registre d'Innocent III qui contenait les lettres de la dix-huitième et de la dix-neuvième année, mais qui est perdu; M. Luchaire l'a retrouvée dans un manuscrit de Zurich. Il dresse à la suite le tableau méthodique des diocèses qui y sont notés et termine en publiant un autre morceau inédit: c'est le complément d'une lettre adressée en 1213 par Innocent III au soudan d'Égypte). — Novembre. E. POTTIER. L'art antique en Espagne. — P. PUISEUX. Les dernières années de la Correspondance de Huygens. — I. LEGER. Le cycle épique de Marko Kraljevic.

7. — **Bulletin critique.** 1905, n° 29. — A. Dufour. Saint Irénée (remarquable). — N° 30. *Henri Gravier*. La colonisation de la Louisiane à l'époque de Law, 1717-1721 (excellent). — N° 31. Mémoires du maréchal de Villars; publ. p. le marquis de Vogué; t. VI. — Le Catalogue de Zoega (histoire du *Catalogus codicum coplicorum mss.*, qui était achevé en 1805 et qui vient seulement de paraître chez Hinrichs, à Leipzig). — N° 32. *Paul Foucard*. Le culte de Dionysos en Attique (très intéressant). — N° 33. *G.-M. de Fruges*. J.-J. Olier, 1608-1657, curé de Saint-Sulpice et fondateur des séminaires. Essai d'histoire religieuse sur le xvii^e siècle (ouvrage agréable, érudition abondante, mais peu précise). — *Mgr Banard*. Ernest Lelièvre et les fondations des Petites Sœurs des pauvres, 1826-1889 (d'après la correspondance d'E. Lelièvre, qui fut vraiment un saint; très attachant). — A. Cartellieri. *Ueber Wesen und Gliederung der Geschichtswissenschaft* (bon).

8. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1905, 30 septembre. — A. Erman. Die ägyptische Religion (très bon résumé, bien illustré). — F. Jacoby. Das Marmor Parium (nouvelle édition, accompagnée d'un précieux commentaire). — André Bonnefons. Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles (bon). — 7 octobre. Fr.-W. de Bissing. Die Mastaba des Gemni-Kai (excellentes reproductions par la photogravure). — H.-R. Hall. Nitokris-Rhodopis (ingénieuse tentative pour établir que la Rhodopis d'Hérodote est l'original de la Nitokris de Manéthon). — Th. Mommsen. Reden und Aufsätze. Gesammelte Schriften. — Général Canonge. La campagne de 1769 en Corse et le maréchal de Vaux (excellent). La valeur de Paoli comme général sort de cette étude très amouindrie). — Rod. Reuss. Jean Hermann. Notes historiques et archéologiques sur Strasbourg (se rapportant aux années 1796-1799). — K.-G. Bockenheimer. Kurmainz im Fürstenbunde. Franz Konrad Macke, Bürgermeister von Mainz, 1756-1834 (deux excellents travaux). — Dr Miquel Dalton. Les médecins dans l'histoire de la Révolution (bon). — Dr Alf. Guillois. Étude médico-psychologique sur Olympe de Gouges (très intéressant). — O. Christe. Feldmarschall Johannes Fürst von Liechtenstein (excellente biographie admirablement éditée). — Inventaire sommaire des archives historiques du ministère de la Guerre; III, 1 (F. Brun analyse la correspondance du 1^{er} janvier 1710 au 1^{er} janvier

1722). — Inventaire sommaire des archives du département des Affaires étrangères. Correspondance politique ; t. I (relatif à l'Allemagne, l'Angleterre, la république Argentine et l'Autriche). — *Mauss*. L'origine des pouvoirs magiques dans les sociétés australiennes (bon). — 14 octobre. *Sophus Müller*. Urgeschichte Europas (manuel qui est, en réalité, une critique de l'enseignement de Montelius; Copenhague contre Stockholm. Dans son ensemble, ce manuel « ne peut qu'induire en erreur les commençants auxquels il est destiné »). — *Novaesum*; das im Auftrag des Rheinischen Provinzialverbandes vom Bonner Provinzialmuseum 1887-1900 ausgegrabene Legionslager (bonne contribution à l'histoire de l'armée romaine). — *Paul Granié*. Une commune du Quercy pendant la Révolution (Saint-Céré, dans le Lot; intéressant). — *H. Coutanceau*. La campagne de 1794 à l'armée du Nord ; 1^{re} partie : Organisation ; t. II (contient une foule de renseignements et de documents). — *Vicomte du Breil de Pontbriand*. Un chouan : le général du Boisguy (apologie du général, faite d'ailleurs avec soin; un des meilleurs livres que nous ayons sur l'histoire de la chouannerie). — *Patrice Mahon*. Études sur les armées du Directoire ; 1^{re} partie : Joubert à l'armée d'Italie, Championnet à l'armée de Rome (excellent). — *Vicomte de Meaux*. Souvenirs politiques, 1871-1877 (remarquable). — *Karl Jacob*. Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens (bon). — 21 octobre. *R. Weil*. Recueil des inscriptions égyptiennes du Sinaï (travail très méritoire). — 28 octobre. *O. de Lemm*. Koptische Studien, 26-45 (remarquable). — *H.-J. Heyes*. Bibel und Ägypten, Abraham und seine Nachkommen in Ägypten (livre bien documenté et qui se lit avec plaisir; l'auteur, qui est un prêtre, se propose surtout d'illustrer par les monuments égyptiens les passages des livres saints qui se rapportent à l'Égypte, afin de montrer l'exactitude des renseignements qu'ils contiennent). — *A. Luchaire*. Innocent III. La croisade des Albigeois (remarquable). — *K. Hahlbaum*. Der Kurverein von Rense im Jahre 1338 (travail excellent et définitif). — *W. Brecht*. Die Verfasser der Epistolae obscurorum virorum (la première partie est l'œuvre de Crotus Rubianus et la seconde, de Hutten. La démonstration est péremptoire). — *Ad. Vautier*. Voyage de France. Mœurs et coutumes françaises, 1664-1665. Relation de Sébastien Locatelli, prêtre bolonais (très amusant et intéressant, surtout pour Paris et pour Lyon). — *D. F. Desmors*. Études historiques, économiques et religieuses sur Tournai pendant le règne de Louis XIV (bon). — 4 novembre. *A. H. Gardiner*. The inscription of Mes, a contribution to the study of agyptian judicial procedure (excellent). — *N. de G. Davies*. The tombs of Panhesy and Meyrira II (planches excellentes). — *M. Roslouzow*. Römische Bleitesserae (bon). — *Hans Freiherr von Soden*. Die Cyprianische Briefsammlung (travail critique très méritoire). — 11 novembre. *Wilhelm Meyer*. Die Legenden des heiligen Albanus (excellente étude sur la légende du « protomartyr » d'Angleterre et même sur un groupe de légendes qui intéressent la France). — *Br. Krusch*. Ionae, Vitae sanctorum Columbani, Vedastis, Joannis (remarquable édition).

— *Abbé E. Lesne.* La hiérarchie épiscopale, provinces, métropolitains, primats, en Gaule et en Germanie, depuis la réforme de saint Boniface jusqu'à la mort d'Hincmar, 742-882 (très bon travail critique). — *F. Dumas.* Étude sur le traité de commerce de 1786 entre la France et l'Angleterre (bon. Charles Schmidt montre combien ce traité fut mal accueilli par les industriels et quelles protestations ils ne cessèrent de renouveler jusqu'à la création de l'Empire et même plus tard. « Si l'on fait la preuve que le régime douanier inauguré en 1791 et continué après 1815 développa l'industrie française, on aura établi, du même coup, que ce traité fut une erreur »). — *Albert Meynier.* La Révellière-Lepeaux, 1753-1795 (La Révellière fut député angevin à la Constituante et à la Convention; l'auteur a donc esquissé une histoire de l'Anjou à cette époque, mais il n'a réussi à bien traiter ni l'histoire de la province ni la biographie de son héros, dont il entreprend l'apologie). — 18 novembre. *M. Steichen.* Les Daimyō chrétiens ou Un siècle de l'histoire religieuse et politique du Japon, 1549-1650 (intéressant). — *Séb eos.* Histoire d'Héraclius, traduite de l'arménien et annotée par *F. Macer* (édition très utile; on regrette que l'annotation historique ne soit pas plus abondante ni exacte). — *F. Hirsch.* Das Tagebuch Dietrich Sigismund von Buchs, 1674-1683; t. I (important pour l'histoire du grand Electeur; ce journal, rédigé par Thierry de Buch, gentilhomme d'origine mecklembourgeoise, est en français). — The Cambridge modern history; t. VIII : The french Revolution (consciencieux, inégal; l'histoire intérieure de la France sous la Révolution, peu originale, est assez souvent fautive dans le détail. L'ensemble est fort digne d'estime). — *F. Uzureau.* Histoire du Champ des martyrs. — *Abbé Ch. Boutard.* Lamennais; sa vie et sa doctrine; t. I, 1782-1828 (intéressant, un peu gris; n'a pas bien saisi le principe de l'évolution qui conduisit Lamennais d'une doctrine de théocratie chrétienne au mysticisme démocratique). — *J. Bourdeau.* Socialistes et sociologues (très intéressant). — 25 novembre. *W. Erman* et *E. Horn.* Bibliographie der deutschen Universitäten (très copieuse bibliographie des travaux relatifs aux cinquante universités, actuelles ou disparues, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, des provinces baltiques et de la Russie). — *Dahmann-Waitz.* Quellenkunde der deutschen Geschichte; 7^e Aufl. (édition améliorée et très augmentée). — *H. Harrisse.* Le président de Thou et ses descendants, leur célèbre bibliothèque, leurs armoires et les traductions françaises de J.-A. Thuani « Historiae sui temporis » (excellent). — *Edm. Parisot.* Un éducateur mystique : J.-Fr. Oberlin, 1740-1826 (remarquable). — 2 décembre. Recueil de mémoires et de textes publiés en l'honneur du XIV^e Congrès des orientalistes par les professeurs de l'École supérieure des lettres et des Médersas. — *Suitbert Bæumer.* Histoire du bréviaire; trad. p. dom R. Biron (traduction utile d'un répertoire excellent, qui est une notable contribution à l'histoire). — *J. Loserth.* Geschichte des späteren Mittelalters, 1197-1492 (beaucoup de faits clairement exposés, bibliographie abondante, pas d'idées).

— *H. Vignaud*. Études critiques sur la vie de Colomb avant ses découvertes (Colomb est un mystificateur ; ses biographes ont accrédité des erreurs et des faux que Colomb lui-même a dictés. Tout de même, il a découvert l'Amérique). — *W. Irvine*. The army of the Indian Moghuls ; its organization and administration (bon). — *N. Bain*. Scandinavia ; a political history of Denmark, Norway and Sweden, 1513-1900 (insuffisant et paradoxalement).

9. — **Bulletin de littérature ecclésiastique**. 1905, avril-mai. — *A. Deger*. Les origines de la Réforme (quelques pages d'après l'ouvrage d'Imbart de la Tour). — La valeur historique du dogme. Répliques de MM. *BLONDEL*, *LABERTHONIÈRE* et d'un lecteur du *Bulletin*. — Juin. *Pierre BATIFOL*. Pour l'histoire des dogmes (parle de quelques publications françaises récentes). — Juillet-octobre. *Louis SALLET*. La formation de la légende des papes *Libère* et *Félix* (distingue, dans l'élaboration de cette légende, trois moments successifs, représentés par quatre lettres apocryphes attribuées au pape *Libère* et contenues dans les *Fragmenta ex opere historico* de saint *Hilaire de Poitiers*, par la Vie de *Libère* et par celle de *Félix* dans le *Liber Pontificalis*). — *Rivière*. Histoire du dogme de la Rédemption (analyse d'une thèse pour le doctorat en théologie soutenue à l'Institut catholique de Toulouse).

10. — **Bulletin hispanique**. Tome VII, n° 4, octobre-décembre 1905. — *H. de la Ville de Mirmont*. Cicéron et les Espagnols ; suite. — *Alfred Morel-Fatio*. La duchesse d'Albe, D^a *Maria Enríquez*, et *Marie de Médicis* (publie plusieurs lettres de la duchesse relatives à la maladie et à la mort de la reine d'Espagne *Élisabeth*, fille de *Catherine de Médicis*, ainsi qu'à l'éducation des filles laissées par la défunte, 1567-1570).

11. — **Mélanges d'archéologie et d'histoire** (École française de Rome). 25^e année, fasc. 3-4, mai-août 1905. — *T. Arriby*. Monte Circeo (description des monuments antiques qui subsistent en cet endroit, situé sur le territoire de S. Felice-Circeo, avec une carte). — *J. Calmette*. Épitaphes et poèmes sur Charles VII, extraits des Manuscrits de la reine, au Vatican. — *Dom R. Ancel*. Les tableaux de la reine Christine de Suède. La vente au régent d'Orléans. — *P. Hazard*. Les milieux littéraires en Italie, de 1796 à 1799. — *Martin Chabot*. Le registre des lettres de Pierre Ameil, archevêque de Naples, 1363-1365, puis d'Embrun, 1365-1379. — *A. Grenier*. La transhumance des troupeaux en Italie et son rôle dans l'histoire romaine.

12. — **Revue archéologique**. 1905, juillet-août. — *Salomon Reinach*. Xerxès et l'Hellespont (explique par l'histoire comparée des superstitions antiques les trois épisodes de la vengeance exercée par le roi des Perses sur l'Hellespont : la flagellation des eaux, le jet des entraves, la malédiction). — *Jean Ebersolt*. Miniatures byzantines de Berlin. — *Th. Reinach*. Une monnaie de Dodone au type de Zeus Naos.

— M. CHABERT. Histoire sommaire des études d'épigraphie grecque en Europe; suite.

13. — Nouvelle Revue historique de droit. 1905, septembre-octobre. — L'ancien coutumier du pays de Berry (sous sa forme primitive, ce coutumier a été rédigé vers 1312; l'auteur, anonyme, était sans doute officier du roi, très au courant des usages de Bourges. Catherinot paraît en avoir vu le manuscrit original, contenant les 80 premiers articles. Nombreuses interpolations subséquentes. Publie en appendice les Annotations de Jehan de la Loë sur les articles 62, 81-168). — A. DUMAS. Le conseil des prises sous l'ancien régime; fin (pièces justificatives, 1624-1790). — Comptes-rendus critiques : *R. di Ruggiero. Studi papirologici sul matrimonio e sui divorzi nel Egitto greco-romano* (apporte un certain nombre de faits nouveaux). — Th. Kipp. Geschichte der Quellen des römischen Rechts (2^e édit.; très améliorée).

14. — Annales de géographie. 1905, 15 mai. — P. VIDAL DE LA BLACHE. La conception actuelle de l'enseignement de la géographie. — L. GALLOIS. Les programmes d'enseignement de la géographie dans les lycées et les collèges et leur application. — Paul DUPUY. Les procédés et le matériel de l'enseignement de la géographie dans les lycées et les collèges. — 15 juillet. Antoine VACHER. L'océanographie moderne. — Capitaine LEVAINVILLE. Les Mauges. Notes de géographie humaine. — Fernand MAURETTE. État de nos connaissances sur le nord-est africain.

15. — Revue de géographie. 1905, 1^{er} juillet. — Louis DOP. Leipzig (le commerce à Leipzig; en particulier la foire, son caractère actuel et ses organes). — 1^{er} août. Paul BARRÉ. La Nouvelle-Zélande (histoire de la colonisation anglaise; état actuel); fin le 1^{er} septembre. — ROURE. Les récentes annexions de l'Angleterre en Arabie (annexion de l'Hadramaout; la situation actuelle à Mascate et démembrément de cet État; agissements des Anglais à Koueit, au Nedjed et dans l'Yemen, et l'insurrection actuelle). — 1^{er} octobre. La guerre russo-japonaise; fin (la paix). — 1^{er} novembre. La guerre russo-japonaise : le traité anglo-japonais. — Paul BARRÉ. Le Canada (aspect physique, organisation politique, population). — Gustave REGELSPERGER. La délégation française en Perse : mission de Morgan (résumé de l'ouvrage de J. de Morgan). — L. ARQUÉ. L'essor économique de l'Allemagne au xix^e siècle (d'après l'ouvrage du Dr Sombart).

16. — Le Bibliographe moderne. 1904, novembre-décembre. — EMM. DE MARGERIE. A propos de la *Bibliographia geologica* de MM. Mourlon et Simoens. — Th. LEGRAND. Notes sur l'organisation des archives municipales de Guipuzcoa. — 1905, janvier-avril. ROSEBOT. Catalogue des actes royaux conservés dans les archives de la Haute-Marne; fin (en tout 566 numéros; le catalogue s'arrête à l'année 1501). — Henri STEIN. La collection Duviert à la Bibliothèque nationale (département des

Estampes; c'est une collection de vues, plans et gravures concernant les villes de France. Catalogue de cette collection).

17. — La Revue de Paris. 1905, 1^{er} octobre. — Gustave FLAUBERT. Lettres à ma nièce; suite le 15 octobre, le 1^{er} et le 15 novembre; fin le 1^{er} décembre (1871-1880; très intéressant, surtout au point de vue littéraire). — Lieutenant-colonel PÉROZ. Débuts de soldat : 1870 (le futur soldat n'avait alors que douze ans; raconte ses impressions à Vesoul depuis la déclaration de guerre jusqu'à l'arrivée des Allemands et ses tentatives pour combattre, à sa manière, l'envahisseur). — G. GLORZ. L'étude du droit grec (montre que cette étude permet de tracer l'évolution du droit depuis les plus anciennes formes de la société primitive jusqu'aux formes les plus compliquées des sociétés démocratiques). — Daniel MASSÉ. Un candidat au trône de Pologne, 1759-1764 (avant la mort d'Auguste III, son fils, Xavier de Saxe, appuyé par sa sœur la dauphine et poussé par son ancien précepteur, maintenant son aide de camp, Boué de Martanges, intrigua pour obtenir la couronne de Pologne. Après la mort d'Auguste III, ses intrigues continuèrent, mais sans succès; Choiseul ne voulut pas affronter seul l'hostilité de Catherine II, qui patronnait ouvertement Poniatovski. L'article a été fait à l'aide de la correspondance même de Xavier de Saxe, aujourd'hui déposée aux archives de l'Aube). — 15 octobre. L. SÉCHÉ. Les manuscrits de Lamartine. — Lieutenant-colonel PÉROZ. Débuts de soldat : la guerre carliste; fin le 1^{er} novembre (croquis colorés et vivants; ils font revivre moins les faits militaires que l'état d'esprit des carlistes, en particulier leur haine contre les Français). — 1^{er} novembre. Frédéric MASSON. Partie carrée à Naples, janvier 1812 (différend entre le baron Durant, envoyé extraordinaire de Napoléon auprès de Murat, et le prince Dolgorouki, ambassadeur de Russie; simple affaire de préséance en apparence, en réalité c'était une lutte diplomatique très serrée où Murat jouait sous main sa partie, avec le désir d'affirmer son indépendance à l'égard de l'empereur). — BILLOT. Un mariage princier en Portugal, 1886 (ce qui fait l'intérêt de cet article, c'est l'attitude que le gouvernement français et son ambassadeur durent observer pendant la négociation et surtout pendant les fêtes de ce mariage, qui unissait l'héritier du trône portugais à une fille du comte de Paris, au moment où le comte de Paris tenait une cour presque royale à Paris et faisait officiellement acte de prétendant à Lisbonne. L'ambassadeur étant l'auteur même de l'article, celui-ci en devient plus significatif). — 15 novembre. Victor HUGO. Le Neckar, Heilbronn, Stuttgart. — Arvède BARINE. L'enlèvement de M. le Premier (raconte agréablement comment M. de Beringen, premier écuyer du roi, fut, en 1707, enlevé près du pont de Sèvres par un parti ennemi, composé d'ailleurs en majorité de Français et commandé par un Français, le colonel Guethem). — Charles LESAGE. L'achat des actions de Suez, 1875 (raconte comment l'affaire ne put être conclue par la France et comment elle le fut par l'Angleterre, ce que l'opération coûta et rapporta au gouvernement anglais).

— 1^{er} décembre. Étienne DEJEAN. Beugnot, préfet du Consulat (d'après les papiers de Beugnot).

18. — Académie des sciences morales et politiques. Séances et travaux. *Compte-rendu*. 1905, 9^e et 10^e livr. — Louis MICHEL. Le gouvernement parlementaire au début de la deuxième Restauration (expose comment fut constitué et comment fonctionna le premier cabinet de Louis XVIII après la Restauration; de l'influence exercée par l'étranger sur la formation d'un cabinet homogène). — Ch. PETIT-DUTAILLIS. Un nouveau document sur l'Église de France à la fin de la guerre de Cent ans; le registre des visites archidiaconales de Josas (voir *Rev. hist.*, LXXXVIII, 296-316). — WEISS. Note sur les recherches des restes de l'amiral Jones. — 11^e livr. A. CHUQUET. Négociations de Du-gommier avec l'Espagne en 1794. — Léon LALLEMAND. De l'admission et du soin des malades dans les Maisons-Dieu du moyen âge. — Ad. LAIR. Un coup d'État académique (en 1854, pour répondre à l'élection d'O. Barrot par l'Académie des sciences morales et politiques, le ministre de l'Intérieur, Fortoul, fit prendre un décret qui créait à cette académie une section nouvelle, de « Politique, administration et finances », et en nommait directement les membres). — Fr. PICAVET. Deux directions de la théologie et de l'exégèse catholiques au XIII^e siècle : Roger Bacon et saint Thomas d'Aquin.

19. — Annales de l'Est et du Nord. 1905, octobre. — Souvenirs du baron André SERS, préfet de la Moselle sous le règne de Louis-Philippe, 1830-1838 (ces souvenirs ont été écrits longtemps après les événements, sous le second Empire). — Raoul BLANCHARD. Sur la date de l'invasion marine dans la plaine maritime de Flandre, à l'époque historique (cette plaine a été inondée vers la fin du IV^e siècle de notre ère). — Georges LE GENTIL. La Flandre jugée par un Castillan (d'après les *Recuerdos* de don Ramón de Mesonero-Romanos, mort en 1882). — F. LENNEL. Le siège de Calais par les Espagnols, 1596 (Calais fut enlevée par surprise et pillée; elle fut restituée au traité de Vervins). — Bibliographie : *P. Boyé*. La milice en Lorraine au XVII^e siècle (bon; l'auteur semble avoir épousé le sujet). — G. KURTH. Notger de Liège et la civilisation au X^e siècle (très remarquable).

20. — Annales du Midi. 1905, octobre. — J. ADHER. Les biens patrimoniaux du diocèse de Rieux au XVII^e siècle (on entend par « biens patrimoniaux » l'une des deux sources de revenus des communautés, l'autre, pour les villes, étant l'octroi; étude sur la nature et la quotité de ces biens, d'après les archives locales). — A. THOMAS. Isarn de Fontiès, archiprêtre de Carcassonne, archevêque de Riga, de Lund et de Salerne, mort en 1310 (cet Isarn « de Fontiano », qui est un Français et qui mourut archevêque de Riga, doit être distingué d'Isarn ou plutôt Isnard Tacconi, Italien, né à Pavie, qui fut archevêque de Thèbes en 1308 et mourut en 1329. Rectifie en passant la série des évêques de Carcassonne à la fin du XIII^e siècle). — A. VIDAL. Les comptes consu-

laires de Montagnac, Hérault (première moitié du xv^e siècle; publication fragmentaire). — Comptes-rendus critiques : *E. Roschach. Histoire graphique de l'ancienne province de Languedoc* (histoire graphique, c'est-à-dire exposé, sous forme d'album, des témoignages que la province a laissés d'elle-même par les monnaies, les médailles, les sceaux, les pierres gravées et les dessins des anciens livres). — *Abbé J. Aulagne. Un siècle de vie ecclésiastique en province. Henri et Raymond de La Martonie, François de La Fayette, Louis de Lascaris d'Urfé. La Réforme catholique dans le diocèse de Limoges au xvii^e siècle* (beaucoup de faits nouveaux et d'assez grandes lacunes).

21. — Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Tome XXXIII, 1905, 2^e trimestre. — Comte de *GIRONDE*. Rubens. Souvenir d'un voyage dans les Flandres. — Jean Fourcaous. Notice sur les fresques de l'église de Rampoux, arr. de Gourdon. — Dr Boé. Les domaines de la commanderie de Lavilledieu au xviii^e siècle. — Abbé *GALABERT*. Les écoles d'autrefois dans le pays du Tarn-et-Garonne; suite. — Abbé *de REYNIÈS*. Procès-verbal du siège et destruction du château de Reyniès et ses dépendances (26 juin 1679).

22. — Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne. 1904, août-novembre. — J. *BONNETON*. Étude sur les statues dites « Pédauques » du moyen âge. La « reine pédauque » d'Auvergne. — 1905, janvier. Fr. *MÈGE*. Les populations de l'Auvergne au début de 1789; suite en mars; fin en avril (article très fouillé). — Février. Marcellin *BOUDET*. Le domaine des dauphins de Viennois en Auvergne.

23. — Revue de Gascogne. 1905, septembre-octobre. — C. *TAUZIN*. Les débuts de la guerre de Cent ans en Gascogne, 1327-1340 (article intéressant, à noter). — J. *DEDIEU*. Le prieuré de Saint-Lézer-sur-l'Adour en 1402 (d'après le procès-verbal de la visite de Guillaume Rigaud, abbé de Lézat, de qui dépendait Saint-Lézer). — A. *DEGEERT*. L'ancien diocèse d'Aire; suite (à noter une étude sur les évêques d'Aire « évêques de Gascogne »). — V. *AURIOL*. La coutume de Cadeilhan (publie le texte latin fourni par un manuscrit des archives départementales de la Haute-Garonne; ce manuscrit est du xv^e siècle. Traduction française en regard et commentaire). — C. *CÉZÉRAC*. L'abbé de Montesquiou-Fezensac, prieur de Saint-Orens.

24. — Société des Antiquaires de l'Ouest. *Bulletin*. 1905, 1^{er} trimestre. — Lot. Réponse à la défense de M. Alfred Richard et réplique de M. Alfred *RICHARD* à cette réponse. — 2^e trimestre. *ERNAULT*. Nouvelles notes sur l'inscription du Vieux Poitiers (propose une nouvelle traduction de cette inscription celtique qui a subi assez fortement l'influence latine). — G. *CAILLARD*. Le Castrum Araldi (histoire de la formation de Châtellerault).

25. — Revue d'Alsace. 1905, novembre-décembre. — Rod. *REUSS*.

Londres et l'Angleterre en 1700, décrites par un commis négociant strasbourgeois : Jean-Éverard Zetzner (détails assez piquants sur la vie à Londres). — H. ADAM. Nos chaudronniers ; fin. — Mgr CHÈVRE. Les suffragants de Bâle au XVII^e siècle ; suite. — Ch. HOFFMANN. Les élections aux états généraux ; Colmar-Belfort ; suite.

26. — *Analecta Bollandiana*. 1905, n° 3. — H. QUENTIN. *Passio S. Dioscori*. — A. PONCELET. La date de la fête des saints Félix et Regula. — P. PEETERS. *Historia S. Abramii ex apographo arabico*. — E. HOCEDEZ. Lettre de Pierre Ranzano au pape Pie II sur le martyre du B. Antoine de Rivoli. — *Comptes-rendus* : *Rady*. Geschichte der katholischen Kirche in Hessen, vom heil. Bonifatius bis zu deren Aufhebung durch Philipp den Grossmutigen, 722-1526 (non dénué de mérite ; l'auteur n'a pas tenu suffisamment compte des publications scientifiques relatives à son sujet). — S. SCHIWETZ. Das morgenländische Mönchtum (quelque peu suranné). — N° 4. H. MORETUS. Catalogus codicum hagiographicorum latinorum bibliothecae Bollandianae. — H. DELEHAYE. *Hesychii Hierosolymorum presbyteri laudatio S. Procopii persae*. — A. PONCELET. Une source de la vie de saint Malo par Bili. — *Comptes-rendus* : *Lucius*. Die Anfänge des Heiligenkults in der christlichen Kirche (ne peut être recommandé comme un guide sûr). — B. KRUSCH. *Ionae vitae sanctorum Columbani, Vedastis, Johannis* (excellente édition). — G. KURTH. Notger de Liège et la civilisation du X^e siècle (solide et excellent, fait justice des légendes accumulées par Jean d'Outremeuse et F. Henaux). — E. KLEIN. Der heilige Benno, Bischof von Meissen. Sein Leben und seine Zeit (beaucoup de recherches faites avec soin). — W. GÄTZ. Die Quellen zur Geschichte des hl. Franz von Assisi. Eine kritische Untersuchung (l'auteur fait preuve de beaucoup de sagacité ; il combat la thèse de Muller, de Mandonnet et de Lempf sur la dénaturation de l'œuvre de saint François par le Saint-Siège en 1220). — P. SUAU. Saint François de Borgia, 1510-1572 (beaucoup de choses inédites).

27. — *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*. 1905, n° 2. — V. BARBIER. Obituaire du chapitre de Saint-Pierre au château de Namur (détails sur l'organisation de cette collégiale qui datait du XI^e siècle et fut détruite en 1775). — N° 3. J. LAENEN. Documents concernant Dominique de Pradt, archevêque nommé de Malines, 1808-1815 (rapport adressé au pape par le chanoine Van Helmont, en 1814, sur l'état du diocèse de Malines ; il contient des plaintes amères contre de Pradt. Lettre contre D. de Pradt adressée à Pie VII par une partie du chapitre). — L. VERRIEST. Professions des moines de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai (de 1568 à 1791). — G. VAN CASTER. Le chef de saint Guillaume, abbé de Mala-Valle (le dernier prieur du monastère guillemite de Fraentzen, près de Duren, céda cette relique, en 1573, au prieur des Carmes d'Alstot ; on publie cet acte sans dire où il est conservé). — J. WILS. La congrégation des théolo-

giens campinois de l'ancienne Université de Louvain (intéressant pour l'histoire des mœurs universitaires).

28. — **Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique.** 1905, nos 1-2. — J. VAN DEN GHEYN. Peiresc et Cobergher (détails intéressants sur un manuscrit de Peiresc volé jadis à la bibliothèque de Carpentries par Libri, et aujourd'hui déposé à la Bibliothèque royale de Bruxelles). — A. BLOMME. Un oculiste gallo-romain (description des objets trouvés dans la tombe de Fontvieille). — F. DESMONS. Les cloches de Tournai (description et histoire détaillée, d'après les archives communales). — N° 3. F. DONNET. Notes artistiques et archéologiques sur la province d'Anvers (inventaire des objets d'art conservés dans les églises). — J. LAENEN. Étude sur la suppression des couvents par l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas autrichiens et plus spécialement dans le Brabant, 1783-1794 (excellent travail fondé sur les documents des archives du Vatican, de l'État à Bruxelles et de l'archevêché de Malines).

29. — **Annales de la Fédération archéologique et historique de Belgique.** T. XVII, 1^{re} partie. — A. RUTROT. Le préhistorique dans l'Europe centrale (étude sur l'état des connaissances relatives aux industries de la pierre, en 1903, à l'exclusion du néolithique). — A. DE LOË. Les marchets (amas de pierre fort anciens recouvrant des sépultures à inhumation ou à incinération ; exposé des résultats de l'exploration des marchés de plusieurs localités du Luxembourg). — G. FOURNIER. Le Trou-Félix à Falmignoul (ossuaire de la première partie de l'époque néolithique). — J. JONCKHEERE. Chemins antéromains de l'Entre-Sambre-et-Meuse.

30. — **Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre.** 1905, n° 2. — E. REMBRY. F.-J. de Mulder, le dernier esclave brugeois (histoire curieuse du rachat, par la confrérie de la Trinité, d'un Brugeois détenu en Algérie au XVIII^e siècle). — Comptes-rendus : *J. Warichez*. Les origines de l'église de Tournai (c'est la meilleure étude que l'on possède sur la question). — *L. Van der Kindere*. La chronique de Giselbert de Mons (excellente édition critique). — *P. Kalkoff*. Die Anfänge der Gegenreformation in den Niederlanden (beaucoup de sens critique et d'objectivité). — *A.-C. de Schrevel*. Les gloires de la Flandre maritime et de la Flandre gallicante au XVI^e siècle (contient une foule de renseignements intéressants). — *Id.* Remi Drieux, évêque de Bruges, et les troubles des Pays-Bas (ne se borne pas à la biographie, mais apporte une contribution de valeur à l'histoire générale). — *Cauchie et Maere*. Recueil des instructions générales aux nonces de Flandre (documents inédits d'un intérêt considérable). — N° 3. L. RYELANDT. La révolution de 1830 à Bruges (détails pittoresques). — L. DE WOLF. La plus ancienne charte connue de Bruges (Van Brugge's eerstbekende geschreven Keure. Étude sur une charte de 1127). — Comptes-rendus : *L. Gilliodts*. Cartulaire

de l'ancienne estaple de Bruges (révélations sur le commerce et l'histoire économique de la ville). — *P. Bergmans*. L'imprimeur-libraire brugeois J.-J. Van Praet (biographie du père de J.-B.-B. Van Praet, conservateur de la Bibliothèque royale à Paris).

31. — Les Archives belges. 1905, n° 5. — Comptes-rendus : *Marc Van Vaernewijck*. Mémoires d'un patricien gantois sur les troubles religieux en Flandre (éd. de Smet de Naeyer. Témoignage intéressant d'un contemporain). — *Blok*. Histoire du peuple néerlandais; t. VI : *Geschiedenis van het Nederlandsche volk* (excellent tableau d'ensemble). — *H. Melis*. La Belgique indépendante, 1830-1905 (Onafhankelyk België) (n'a qu'une valeur littéraire). — *De Trannoy*. Jules Malou, 1810-1870 (l'auteur a utilisé les papiers de cet homme d'État). — *H. Verhaegen*. La lutte scolaire en Belgique (intéressant, mais manque de références; il y a aussi absence de proportions, et l'auteur se laisse influencer par ses préférences politiques; ce livre est un mémoire à consulter plutôt qu'une histoire). — N° 6. *Gilliots Van Severen*. Cartulaire de l'ancienne estaple de Bruges; t. II (775 documents datés de 1451 à 1554; ils donnent une idée de la lutte poursuivie par le commerce de Bruges contre la décadence). — *L. Detlehaye*. Les légendes hagiographiques (tient le juste milieu entre les exagérations pieuses et le scepticisme. Un peu de désordre). — N° 7. *Olschlewsky et Garsou*. Léopold II, roi des Belges; sa vie et son règne (rien de neuf). — *P. Deslandres*. L'ordre des Trinitaires pour le rachat des captifs (montre les légendes de l'histo-riographie trinitaire et reconstitue la biographie véritable de saint Jean de Matha). — *J.-B. Weckerlin*. Le drap « escarlate » au moyen âge (très important par les explications techniques qu'il fournit). — *J. Perquy*. La typographie à Bruxelles au début du xx^e s. (tableau plein d'intérêt). — Bibliographie complète des travaux de M. H. Schuermans (archéologue et épigraphiste distingué, 1825-1905). Cette bibliographie compte 9 pages et près de 300 numéros). — N° 8. *A. d'Hoop*. Inventaire général des archives ecclésiastiques du Brabant; t. I : Églises collégiales (très méthodique). — *A. Salcedo-Ruiz*. El cornel Cristobal de Mondragon (biographie, d'après les sources espagnoles, d'un des chefs militaires les plus distingués du xvi^e siècle). — *E. Gossart*. L'auberge des princes en exil. Anecdotes de la cour de Bruxelles au xvii^e s. (donne des aspects peu connus de la civilisation bruxelloise il y a deux cents ans). — *F.-C. Wittichen*. Preussen und die Revolutionen in Belgien und Lüttich (expose bien les fluctuations de la politique prussienne en 1789 et 1790; cette politique est intéressante, cauteleuse et jalouse). — *A. de Robiano*. Le baron Lambermont; sa vie et son œuvre (panégyrique). — *Ch. Lucas*. Mgr Doutreloux (intéressante biographie de l'évêque liégeois des ouvriers; document précieux pour l'histoire de la démocratie chrétienne).

32. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1905, n° 4. — *J.-B. Stockmans*. Les margraves ou écouteuses

d'Anvers et du pays de Ryen et les écouteuses de Lierre, Contich et Santhoven de 1350 à 1401 (rectifie les travaux de Mertens et Torfs). = Comptes-rendus : *Pirenne*. Dinant dans la Hanse teutonique (a découvert que cette ville, si éloignée des côtes, était entrée dans la puissante association). — *U. Berlière*. Inventaire analytique des *Libri obligatorum et solutionum* des archives du Vatican (éclaircit mainte difficulté de l'histoire religieuse de plusieurs diocèses belges). — *J.-F.-D. Blöte*. Das Aufkommen der Sage von Brabo Silvius den brabantischen Schwanritter (établit que cette légende est née entre 1320 et 1330). = N° 2. Comptes-rendus : *Soil de Moriamé*. L'habitation tournaise (bonne étude d'archéologie locale). — *U. Berlière*. Les évêques auxiliaires de Cambrai et de Tournai (précieuse contribution à l'histoire de ces diocèses). = N° 3. *H. HYMANS*. Le séjour de Van Dyck en Italie. — *Comhaire*. Le séjour du marquis de Ximenes à Liège en 1702 (ce personnage, gouverneur de la ville au nom de Louis XIV, se fit bien voir de ses administrés; ils firent frapper une médaille à son effigie et élèver à sa mémoire un monument lapidaire qui vient d'être retrouvé). = Compte-rendu : *Boissonnet*. Le parlement de Flandre (détails très neufs). = N° 4. *E. GEUDENS*. La confrérie de Saint-Yves à Anvers au xv^e s. (bonne contribution à l'histoire des mœurs et coutumes anversoises). = Comptes-rendus : *Laenen*. Les Lombards à Malines (très favorisés par l'autorité scabinale depuis le xii^e s., ils se voient retirer tous leurs priviléges à la fin du xv^e. L'institution des monts-de-piété les fait disparaître). — *Monchamp*. Van Bommel et la révolution belge (détermine la part prise par cet évêque de Liège aux événements de 1830).

33. — **Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique.** 1905, n° 1. — *U. BERLIERE*. Causes belges en cour de Rome, 1259-1263 (extrait d'un *Registrum causarum Alexandri IV* du Vatican; il relate onze causes relatives aux diocèses de Cambrai, de Liège et de Trèves). — *L. DEVILLERS*. Participation des États du Hainaut aux assemblées des états généraux des Pays-Bas, 1483-1790 (résume les travaux de ces assemblées et donne les noms des députés qui y ont pris part). = N° 2. *A. HANSAY*. Les fiefs du comté de Looz sous Englebert de La Marck (d'après un registre du dépôt des archives de l'État à Hasselt). — *E. FAIRON*. Supplément à l'inventaire analytique des chartes de l'abbaye du Val-Saint-Lambert-lez-Liège (complète l'inventaire publié en 1875-1880 par Schoonbroodt). — *L. KÖNIG*. Die Politik des Grafen Balduin V von Hennegau (suit un peu trop fidèlement Gisbert de Mons; beaucoup de soin et d'exactitude).

34. — **Bulletin de l'Institut archéologique liégeois.** 1905, n° 1. — *J. PAQUAY*. Regestes de Renier, écolâtre de Tongres, vicaire général de Henri de Gueldre (ce fut un des hommes les plus marquants de son époque). — *D. BROUWERS*. Relations entre la Prusse et le pays de Liège au xviii^e s. Recrutement d'ouvriers armuriers et de soldats

(détails très curieux sur les procédés vexatoires des recruteurs du roi de Prusse dans la principauté. La possession de Herstal par la maison de Hohenzollern facilitait singulièrement ces opérations. C'est également de Liège que le roi fit venir un grand nombre d'armuriers qui établirent la grande manufacture de Spandau). — **Baron J. de CHESTRET DE HANEFFE.** La maison de Jean du Chesne ou le mobilier d'un chanoine de Saint-Lambert au xv^e siècle (d'après un inventaire conservé aux archives de Liège, Jean du Chesne joua un rôle important sous le règne de Louis de Bourbon et immédiatement après). — **Th. GOBERT.** Un antique nom topographique de Liège : Merchoul (Kurth dit qu'au xiii^e s. ce ruisseau emprunte son nom au quartier qu'il traverse et qui s'appelle *Matricula*, c'est-à-dire le quartier des pauvres soutenus par la matricule de la cathédrale. Gobert y voit une corruption de *Merdeuel*).

35. — Bulletin de la Classe des lettres de l'Académie royale de Belgique. 1905, n° 3. — **E. DISCAILLES.** Le prince de Ligne ambassadeur en Italie en 1849 (d'après des correspondances inédites). — Comptes-rendus : *A. Rodriguez-Villa*. Charles-Quint et sa cour (recueil de dépêches relatives aux années 1522 à 1539). — *H. Delehaye*. Les légendes hagiographiques (code des lois de critique appliquées par les Bollandistes). — *E. Gossart*. Espagnols et Flamands au xv^e s. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection (grande étudition). — N° 4. **F. CUMONT.** Le gouvernement de Cappadoce sous les Flaviens (d'après les résultats des fouilles d'Éphèse). — **G. KURTH.** Encore Renier de Huy (complète l'étude publiée en 1903, où il démontre que Lambert Patras est un personnage inventé de toutes pièces par Jean d'Outre-Meuse, et que l'auteur des fonts baptismaux de Saint-Barthélemy de Liège s'appelle Renier de Huy). — **P. FREDERICQ.** Antoine de Montchrétien comme source de l'histoire économique des Pays-Bas au commencement du xvii^e s. (étude sur le *Traicté de l'Economie politique* réédité en 1889 par Th. Funck-Brentano). — Comptes-rendu : *Baron de Trannoy*. Jules Malou, 1810-1870 (biographie attachante d'un des chefs marquants du parti catholique belge). — N° 5. **G. MONCHAMP.** L'évêque Van Bommel et la révolution belge (d'après les documents des archives épiscopales de Liège). — **H. PIRENNE.** Une crise industrielle au xvi^e s. La draperie urbaine et la « nouvelle draperie » en Flandre (l'attitude presque constamment hostile des artisans urbains à l'égard du gouvernement s'explique par la décadence industrielle des grandes villes). — N° 6. **F. CUMONT.** La destruction de Nicopolis en 499 après Jésus-Christ (d'après le récit de la chronique syriaque attribuée à Josué le Styliste). — N° 7. **V. BRANTS.** Une page de sémitisme diplomatique et commercial (incidents de la vie d'Amsterdam au xvii^e s., d'après des pièces inédites). — N° 8. **G. MONCHAMP.** Deux réunions conciliaires en Gaule en 346 (un concile antiarien s'est tenu en Gaule, à Trèves ou à Troyes, au mois d'avril ou de mai 346, et une réunion conciliaire antimarcelliste s'est tenue à Cologne, sous la présidence de saint Maximin, le 12 mai 346. La sentence rendue à Cologne

est une proscription synodale du marcellisme et la première en date dans l'Église d'Occident). — E. MARCHAL. L'ancien palais de Bruxelles et ses hôtes princiers (histoire du palais et de ses hôtes de passage depuis 1150 jusqu'à 1905). — Comptes-rendus : *H. Van de Werdt*. Étude historique sur deux légions romaines du Bas-Danube (il s'agit de la V^e Macedonica et de la XI^e Claudia. L'auteur a puisé aux sources épigraphiques, numismatiques et littéraires).

36. — **Bulletin de la Société d'art et d'archéologie de Gand.** 1905, n° 2. — V. FAIS. Notes historiques sur les endiguements et les défrichements de la côte flamande par les moines des grandes abbayes cisterciennes et clunisiennes du XI^e et du XII^e s. (Oudenbourg-les-Dunes-Ter-Doest). — N° 3. V. VAN DER HAEGHEN. Les exhibitions et ventes de tableaux et objets d'art à la foire de la mi-carême à Gand, XVI^e-XVIII^e s. (détails curieux sur les mesures prises pour maintenir les priviléges des artistes gantois contre leurs confrères étrangers). — V. FAIS. La conspiration de Pierre Tyncke à Gand en 1541 (épisode de la lutte soutenue par la commune de Gand contre Philippe le Bon). — N° 4. A. VAN WERVEKE. Étude sur le beffroi de Gand, son horloge et ses cloches. — N° 5-16. P. FREDERICQ. Thorbecke à Gand (Professor Thorbecke te Gent) (l'éminent homme d'État hollandais fut professeur à l'Université de Gand pendant les années 1825-1830. L'auteur fonde son étude sur la correspondance de Thorbecke; elle contient beaucoup de lettres sur la révolution belge de 1830 qu'il put observer de près).

37. — **Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme belge.** N° 1. — P. FREDERICQ. Le protestantisme belge au XVI^e s. (tableau d'ensemble).

38. — **Bulletin du Cercle historique et archéologique de Courtrai.** 1905, n° 2. — Th. SEVENS. Notes sur la seconde moitié du XVI^e s. (documents des archives communales de Courtrai relatifs aux troubles religieux). — G. CAULLET. Essai sur l'histoire et le commerce des almanachs à Courtrai (description d'une importante collection d'almanachs datés de 1560 à 1786; contribution à l'histoire de la librairie et de l'imprimerie aux XVII^e et XVIII^e siècles). — J. BÉTHUNE. Un botaniste courtraien : Guillaume Quackebeen (ce savant accompagna Auger-Busbecq, ambassadeur de l'empire, auprès de Soliman II, et introduisit en Occident de nombreuses plantes orientales). — N° 3. L. VAN DORPE. Un procès de concussion à Courtrai en 1822 (il s'agit du procès intenté de ce chef au bourgmestre L. Pycke, qui fut acquitté). — N° 4. Th. SEVEN. Le poète Blieck (biographie d'un poète flamand de mérite, 1805-1880). — E. DE GRYSE. Histoire de la paroisse de Saint-Martin de Courtrai (on fait remonter son établissement au VII^e s.).

39. — **Documents et rapports de la Société paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroi.** T. XXVII. — L. DARRAS. La prévôté d'Hanzinnes (dépendance de l'abbaye Saint-Médard de Soissons; étude fondée sur les documents des

archives). — L. JACQUEMIN. Monographie de la ville de Fleurus (documentation abondante; lacunes pour l'histoire religieuse).

40. — Gazette numismatique. 1905, n° 1. — E. VAN DEN BROECK. Recherches sur les jetons des receveurs de Bruxelles postérieurs à la charte de 1421. — A. DE WITTE. Le graveur Théodore-Victor Van Berckel (biographie du célèbre artiste et catalogue de son œuvre). — F. ALVIN. Victor Lemaire, graveur en médailles (1826-1905). — J. JUSTICE. Le graveur P.-J.-J. Tiberghien (1755-1810; il est surtout connu par son talent d'orfèvre). — F. ALVIN. Documents inédits relatifs à Philippe Roëttiers, graveur général des monnaies des Pays-Bas et médailles inédites de cet artiste (1640-1718).

41. — Leodium. 1905, n° 6. — C. DE BORMAN. Le prince d'Orange à Maeseyck en 1544 (il s'agit de René de Nassau, qui fut tué le 18 juillet 1544 au siège de Saint-Dizier en Champagne). — J. CEYSENS. Les derniers Visétois à Rome (détails biographiques sur plusieurs dignitaires de la cour romaine originaires de Visé au pays de Liège : le cardinal de Sluse; l'official Jean Cloes, † 1698; le substitut cardinal F. Le Coq, † 1734, etc.). — N° 7. G. SIMENON. L'église abbatiale de Saint-Trond (étude archéologique sur cet édifice construit au x^e siècle et détruit en 1794). — N° 8. J. CEYSENS. Les abbés de Val-Dieu (importante abbaye cistercienne du pays de Liège, encore existante). — E. SCHOOLMEESTERS. Liste des prévôts et des doyens de l'église Saint-Lambert pendant les xi^e, xii^e et xiii^e s. (il s'agit de la cathédrale de Liège). — G. MONCHAMP. A propos de l'exégète J.-H. Janssens de Maeseyck (rapport du nonce Capaccini au cardinal secrétaire d'État, en 1829, au sujet de ce théologien distingué, auteur d'une *Histoire des Pays-Bas*, où il manifeste des sentiments jésuites et orangistes, et qui occupa une chaire au fameux collège philosophique érigé à Louvain par le roi Guillaume I^r). — N° 9. E. MARÉCHAL. Hartger Henot, de Limont en Hesbaye (biographie d'un dignitaire de la cour électoral de Cologne, chargé à différentes reprises d'importantes missions diplomatiques. En 1627, il fut poursuivi comme sorcier; il échappa au bourreau, mais sa sœur périt sur le bûcher, 1571-1637).

42. — Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut. 6^e série, t. VI. — J. DECLÈVE. Le wallon montois et le vieux français. Le glossaire de Philibert Delmotte (bonne dissertation). — E. DONY. Le village de Bourlers (modèle de monographie. Détails intéressants sur les défrichements de la Thiérache par les moines de l'abbaye de Saint-Michel).

43. — Le Musée belge. 1905, n° 3. — Th. LEFORT. Notes sur le culte d'Asklepios (il n'y a pas de trace de médecine dans ce culte). — N. HOHLWEIN. La papyrologie grecque; suite et fin (droit, médecine, mathématiques, astrologie, métrologie, numismatique, curiosités, paléographie). — J.-P. WALTZING. Une lettre de faire part de la mort du philologue Gevertius (philologue et poète latin natif d'Anvers, 1593-

1666). — P. GRAINDOR. Le bas-relief de Tralles (cherche à interpréter la scène qu'il représente). — W. LERMAN. Les sanctuaires de la Grèce; suite (notes sur les temples de Phigalie, de Lykosoura, de Tégée et l'Héraion d'Argos). — J.-P. WALTZING. Une nouvelle inscription romaine d'Arlon (découverte le 12 mai 1905 dans le cloître des Capucins). — L. MAES. Contributions à l'histoire de l'humanisme en Belgique. Une lettre d'A. Schott à Abr. Ortelius (datée de Tarragone, 1585. L'original est conservé à la bibliothèque de l'Université de Leyde; cette lettre a trait aux études de Schott). = Compte-rendu : *Renel. Cultes militaires de Rome. Les enseignes (œuvre de science solide et clair; on relève quelques inexactitudes)*. = N° 4. L. DELAUELLE. Une amitié d'humanistes (étude sur les relations de Budé et d'Érasme, d'après leur correspondance, 1516-1531). — A. BLOCH. Le « Praefectus fabrum »; 2^e part. — W. LERMAN. Les sanctuaires de la Grèce (Calaurie, Égine). — E. DRERUP. Inscriptions attiques (sur la question des frais de publication des décrets du peuple athénien; textes copiés au musée épigraphique d'Athènes). — N. HOHLWEIN. La police des villages égyptiens à l'époque romaine.

44. — **Le Muséon.** 1905, n° 4. — A. ROUSSEL. Les idées religieuses et sociales du Mahābhārata. = Comptes-rendus : *Bel. Histoire des Beni Abd-el-Wād*, rois de Tlemcen jusqu'au règne d'Abou H'ammou Mousa II (beaucoup de critique). — A. COUR. L'établissement des dynasties des cherifs au Maroc et leur rivalité avec les Turcs de la régence d'Alger, 1509-1830 (étude de près une des périodes les plus difficiles de l'histoire de l'Afrique du Nord). — *Casartelli*. Biographie de E.-W. West (orientaliste distingué, 1824-1905). = N° 2. A. WIEDEMANN. Quelques remarques sur le culte des animaux en Égypte. — L. GAY. Le Roi-Messie dans Hénoch. = Comptes-rendus : *S. Levy*. Le royaume indou du Népal (journal de voyage et description du pays d'après de nombreux documents orientaux). — *Van Berchem*. Matériaux pour un *Corpus inscriptionum arabicarum* (le premier volume contient les inscriptions historiques des musées et des monuments du Caire, plus quelques inscriptions des autres villes d'Égypte). — J. PARGOIRE. L'église byzantine de 527 à 847 (très complet pour l'organisation de la hiérarchie, du clergé, de la liturgie et du culte).

45. — **Publications de la Société archéologique et historique du duché de Limbourg.** T. XL. — A. POMPEN. Jacques I^{er}, comte de Hornes (père de Jean de Hornes, prince-évêque de Liège; † 1488. Beaucoup de choses nouvelles; étude bien documentée). — J. PAQUAY. « Codex documentorum » de l'abbaye de Kloosterrade (71 documents; Paquay établit que l'auteur des *Annales Rodenses* est l'abbé N. Heyndel, † 1733). — P.-H. VAN DER KEMP. Les autorités provinciales et communales à Maestricht à l'époque de la Révolution (détails curieux sur les événements de 1830 dans le chef-lieu du Limbourg).

46. — **Revue belge de numismatique.** 1905, n° 3. — B. DE

JONGHE. Les monnaies de Guillaume de Bronckhorst, baron de Gronsveld, 1559-1563 (détails sur l'histoire de la seigneurie). — **Ed. VAN DEN BROECK.** Numismatique bruxelloise. — Les jetons des trésoriers de Bruxelles au XV^e s., 1620-1698 (important au point de vue de l'histoire locale). — **F. LOMBAERTS.** Le sceau de M. F. Van Camp, évêque nommé de Bois-le-Duc (fait connaître des particularités inédites sur l'histoire religieuse de la Belgique sous le règne de Napoléon). — N° 4. **Baron de CHESTRET DE HANEFFE.** Monnaies inédites du XI^e et du XII^e s. découvertes à Maestricht. — **P. BORDEAUX.** Lettres de la fin du XVIII^e s. relatives à la collection de l'abbé Ghesquière (célèbre numismate belge dont les ouvrages furent très remarqués). — **A. DE WITTE.** Biographie de Hermann Dannenberg (savant numismate allemand † 1905). — Compte-rendu : *Hepli. Atlantino di monete papali moderne* (excellent recueil qui va d'Urbain VIII (1623) à Pie IX).

47. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1905, n° 3. — **U. BERLIÈRE.** Les chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoit. Notes supplémentaires (d'après les documents du Vatican). — Comptes-rendus : *P. Egidi.* Histoire de l'abbaye de Subiaco (important). — *J. Bæumer.* Histoire du Bréviaire (très complète et bien au courant des travaux modernes). — *H. Delehaye.* Les légendes hagiographiques (on y voit comment se sont formées la plupart des légendes hagiographiques et combien peu de documents reproduisent en ce genre la pure vérité historique). — *L. Gry.* Le millénarisme dans ses origines et son développement (peu de choses neuves). — N° 4. **R. ANCET.** La disgrâce et le procès de Carafa (cherche à compléter les études de G. Duruy sur ce sujet, grâce à un manuscrit du Vatican). — Comptes-rendus : *B. Monod.* Le moine Guibert et son temps (étude simplement ébauchée, mais sérieuse et promettant un historien de valeur). — *O. Ringholz.* Geschichte des fürtlichen Benediktnerstiftes von Einsiedeln (monographie monastique de premier ordre). — *Pijnacker-Hordijk.* Willelmi Capellani in Bredereode postea monachi et procuratoris Egmondensis Chronicon (intéressants détails sur l'histoire de cette chronique). — *S. Merkle.* Concilium tridentinum (le premier volume contient une magistrale introduction sur les sources). — *J. Van den Ghelyen.* Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique; t. IV : Jurisprudence et philosophie (excellent). — *J. Hitier.* La doctrine de l'absolutisme (bien documenté). — *Cramer et Pijper.* Bibliotheca reformatioria Neerlandica (reproduit les écrits des réformés néerlandais du XVI^e s. et certains traités de polémique des tenants de l'ancienne religion contre les novateurs; c'est une source de premier ordre pour l'histoire de la Réforme). — *J. Tixeront.* Histoire des dogmes. La théologie anténicéenne (bonne synthèse). — *J. Paroire.* L'Église byzantine de 527 à 847 (vaste accumulation de noms et de faits sans vue d'ensemble). — *P. Deslandres.* L'ordre des Trinitaires pour le rachat des captifs (érudition solide et étendue). — *Denifle.* Luther und Luthertum (insiste sur

la nécessité d'une étude attentive des auteurs du XII^e s. pour l'intelligence de la scolastique et sur l'étude des sources transcrives).

48. — Revue de bibliographie et de bibliothéconomie (*Tijdschrift voor Boek en Bibliotheekwesen*). 1905, n° 3. — G.-Y. BOEKENOGEN. Les livres populaires néerlandais (description détaillée des livres néerlandais particulièrement goûts par le peuple).

49. — Revue des bibliothèques et archives de Belgique. 1905, n° 1. — A. FAYEN. Notices sur les manuscrits de la bibliothèque Vaticane concernant la Belgique; I : Fonds de Christine de Suède. — A. n'HOOR. Aperçu général sur les archives ecclésiastiques du Brabant (exposé d'un plan de classement en voie d'exécution). — H. DUBRULLE. Inventaire des chartes de l'abbaye de Saint-André-du-Cateau (1033-1300). = N° 2. J. CUVELIER et H. PIRENNE. Les petites archives (plan de rédaction d'inventaires pour les archives des communes, des administrations hospitalières, etc.). — H. NELIS. Le dépôt des archives du royaume à Bruxelles pendant la Révolution de 1830 (détails inédits). = N° 3. A. DIEGERICK. Les archives de l'État à Gand (intéressante notice). — H. NELIS. La mention « Redde Litteras » dans les chartes du moyen âge (bonne dissertation; c'est une formule d'origine ecclésiastique, employée surtout dans les mandements, et elle a le sens de la formule moderne : prière d'accuser réception; vers 1250, son emploi se généralise, et elle disparaît au XVI^e siècle). = N° 3. J. BRASSINNE. La bibliothèque de l'Université de Liège. Origine et accroissements des collections. — J. MEES. L'abbé de Guasco et les lettres familiaires de Montesquieu (cherche à démontrer l'authenticité de ces lettres).

50. — Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain. 1905, n° 3. — M. VAES. La papauté et l'Église franque à l'époque de Grégoire le Grand; 1^{er} art. (combat la thèse, soutenue notamment par Fustel de Coulanges, qui fait dans l'Église franque de l'époque mérovingienne une Église nationale au sein de laquelle l'autorité pontificale jouit d'un grand ascendant moral, mais n'exerce aucun des pouvoirs judiciaires et disciplinaires de la primauté). — J.-M. VIDAL. Notice sur les œuvres du pape Benoit XII. — J.-P. KIRSCH. Biographie et bibliographie du P. Denifle (1844-1905). = Comptes-rendus : D.-W. Wrede. Das Messiasgeheimnis in den Evangelien (la théorie de l'auteur aboutit à la négation absolue de toute la tradition évangélique). — A. Linsenmayer. Die Bekämpfung des Christentums durch den römischen Staat bis zum Tode des Kaisers Julian (exposé complet, mais n'apportant pas de solutions neuves). — L. GRY. Le millénarisme dans ses origines et son développement (interprète sainement les textes, mais les examine à un point de vue trop étroit). — R. W. Carlyle. A history of mediaeval political theory in the West (recueil de textes précieux disposés avec méthode). — H. Delehaye. Les légendes hagiographiques (bon recueil de faits précis sur l'objet et les écueils de la science hagiographique). — G. Kurth. Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne (toute la

documentation diplomatique antérieure à 1066 a disparu; l'éditeur s'est livré à un travail des plus délicats pour en reconstituer une partie et a fait preuve d'une critique pénétrante). — *G. Kurth.* Notger de Liège et la civilisation au x^e s. (détruit beaucoup de légendes et trace un remarquable tableau de la civilisation liégeoise). — *Cramer et Pijper.* Bibliotheca reformatoria Neerlandica (collection des écrits les plus rares et les plus intéressants du xvi^e siècle concernant la Réforme aux Pays-Bas). — *G. Doublet.* Le jansénisme dans l'ancien diocèse de Vence (d'après les documents des archives; érudition solide). — *A. Mathiez.* La théophilanthropie et le culte décadai, 1796-1801 (écrit d'une manière très objective). — *Lanzac de Laborie.* Paris sous Napoléon. Consulat provisoire et Consulat à temps (bien documenté).

51. — Revue générale. 1905, n° 4. — *M. DAMOISEAUX.* Les origines de la révolution belge. — N° 6. *F. DE LANNOY.* Une page d'histoire diplomatique (détails nouveaux sur l'attitude prise par la Russie à l'égard de la révolution belge, d'après les publications récentes de Fr. de Martens). — *O. GROJEAN.* Sainte-Beuve à Liège (d'après des correspondances et des documents inédits). — N° 7. *L. DUPRIEZ.* Soixante-quinze ans d'indépendance (considérations de politique courante). — *C. WOESTE.* Le second Empire (d'après l'ouvrage de P. de la Gorce). — *P. POULLET.* Un essai de séparation de l'Église et de l'État, 1794-1802 (les rapports des cultes et de l'État avant la Constitution de l'an III; l'organisation légale des cultes sous le régime de la séparation). — *Baron de BORCHGRAVE.* Un barbier flamand de Louis XI : Olivier le Dain (détails nouveaux sur la biographie de ce personnage). — *Comte A. de ROBIANO.* Le baron Lambermont (particularités sur la jeunesse du célèbre diplomate belge, † 1905). — N° 8. *Baron L. DE BÉTHUNE.* L'élection du premier roi des Belges (utilise surtout les journaux de l'époque et les correspondances des hommes politiques). — *P. VERHAEGEN.* A propos du comte de Neny (conteste le jugement élogieux porté sur ce ministre de Joseph II par le procureur général Janssens). — Compte-rendu : *De Trannoy.* Jules Malou (bien documenté). — N° 9. *F. CAREZ.* Le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul (étude très intéressante sur cet éminent bibliographe-collectionneur). — N° 10. Comptes-rendus : *E. Daudet.* Mémoires du comte Valentin Esterhazy (permettent de se rendre compte de l'état d'âme d'un gentilhomme à la fin du xviii^e s.). — Mémoires du comte Golowkine (beaucoup d'anecdotes sur la fin du xviii^e s. et le commencement du xix^e). — N° 11. *Th. GOLLIER.* Herbert Spencer. — Comptes-rendus : *Challan de Belval.* Au Tonkin (contient de bien tristes tableaux). — *Khann.* Journal d'un correspondant de guerre en Extrême-Orient (assez partial en faveur des Russes). — *J. Sottau.* Histoire de la Compagnie des Indes orientales (bien documenté). — *Barbey.* Une amie de Marie-Antoinette. M^{me} Atkins et la prison du Temple (ébranle singulièrement la thèse de Beauchesne sur la mort de Louis XVII au Temple). — *Chavanon et Saint-Yves.* Joachim Murat (fait bien connaître le carac-

tère du personnage). — *A. Bonnefons*. Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles (détails intéressants sur l'action politique de la reine). — *G. Servières*. L'Allemagne française sous Napoléon (ne réalise pas complètement les promesses de son titre).

52. — Revue de l'Instruction publique en Belgique. 1905, nos 3-4. — *M. Laurent*. De l'architecture chrétienne à Rome et en Orient (discute les travaux d'Enlart et de G. Millet). — Comptes-rendus : *P. Foucart*. Le culte de Dionysos en Attique (remarquable). — *H. Grégoire*. Saints jumeaux et dieux cavaliers (publie la version capadocienne du martyre des trois saints jumeaux : Speusippe, Elasippe et Mélésippe; puis il établit la filiation des divers récits et cherche à mettre en lumière les origines de la légende; travail qui prouve des connaissances étendues et une grande sagacité). — *H. Van de Weerd*. Étude historique sur deux légions romaines du Bas-Danube, suivie d'un aperçu général sur l'armée romaine de la province de Mésie inférieure (beaucoup d'ordre et de méthode). — *M. Bauchond*. La justice criminelle du magistrat de Valenciennes au moyen âge (tableau achevé). — *E. Gossart*. Espagnols et Flamands au XVI^e s. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection (grande abondance d'information et parfaite objectivité). — *D. Simonis*. L'art du médailleur en Belgique (ce t. II constitue une excellente étude consacrée à Jacques Jonghelinck et Étienne de Hollandie). — *E. Gossart*. L'auberge des princes en exil. Anecdotes de la cour de Bruxelles au XV^e s. (notices sur la princesse de Condé, Marie de Médicis, Gaston d'Orléans, Emmanuel de Portugal, Charles de Lorraine, Christine de Suède, etc.; récit alerte; renseignements précieux sur la civilisation du XVII^e s.).

53. — Revue de l'Université de Bruxelles. 1905, n° 1. — Compte-rendu : *G. des Marez*. L'organisation du travail à Bruxelles au XV^e s. (très complet; apporte de sérieuses contributions à la critique des théories générales du travail). — N° 4. *G. DES MAREZ*. Les bureaux de placement à Bruxelles en 1791 (révèle, d'après les archives, un intéressant projet dû à F. Feigneux : un bureau central et général de placement pour les domestiques et les ouvriers aurait été institué sous la surveillance de l'autorité publique). — Compte-rendu : *H. Denis*. Histoire des systèmes économiques et socialistes; I : les Fondateurs (excellent exposé). — N° 5-6. *E. GOBLET D'ALVIELLA*. Le libre examen chez les Grecs (d'après le livre de P. Decharme : *la Critique des traditions religieuses chez les Grecs, des origines au temps de Plutarque*). — *H. PERGAMENI*. Ivan le Terrible et les origines de la Russie moderne (malgré ses échecs et ses folies, Ivan posé les bases de l'État moscovite telles que Pierre le Grand les a consolidées, et telles qu'elles existent encore aujourd'hui). — *M.-A. KUGENER*. Les brimades aux IV^e et V^e s. de notre ère (à Athènes, à Béryte et à Constantinople). — *F. Goldschmidt*. La mise à l'index des œuvres de Machiavel (cherche à démon-

trer que cette proscription était imméritée). — **E. WAXWEILER.** Biographie de Quetelet (célèbre astronome et statisticien, 1796 † 1874). — Comptes-rendus : *P. de Pelsmaeker*. Des formes d'association à Ypres au XIII^e s. (étude quelques contrats de société conservés aux archives communales d'Ypres). — *E. Dupréel*. Histoire critique de Godefroid le Barbu, duc de Lotharingie (a utilisé habilement les sources et supplié à leurs lacunes par des conjectures ingénieuses). — N° 7. **G. DES MAREZ.** Les Archives royales et impériales de Vienne (description pleine d'intérêt des nouvelles installations).

54. — Toxandria. Annales du Cercle historique et archéologique de la Campine. 1905, n° 1. — **P. GOETSCHALCK.** Herenthals au XVI^e s. (bonne monographie locale). — **L. BOONE.** Documents concernant les manufactures et les blanchisseries de Turnhout au XVIII^e s. (bonne contribution à l'histoire économique, fondée sur les registres des archives communales). — N° 2. **L. STROOBANT.** La nécropole par incinération de Grobbendonck.

55. — Historische Zeitschrift. Bd. LVIII, Heft 2. — **K. ZEUMER.** Le droit électoral de la Bohême et de la Bavière au XIII^e s. (c'est au cours du XII^e s. que la Bohême fut confirmée dans son droit de participer à l'élection du roi des Romains et que la Bavière en fut exclue). — **W. LANG.** L'alliance prusso-italienne de 1866 (d'après Chiala et Govone). — Comptes-rendus : *Seecck*. Geschichte des Untergangs der antiken Welt; 2^e vol. (remarquable). — **H. FINKE.** Aus den Tagen Bonifaz VIII (important et favorable article de Wenck, qui complète Finke). — **J. HALLER.** Papsttum u. Kirchenreform, Bd. I (le meilleur tableau de la réforme ecclésiastique à la fin du moyen âge). — **W. FRAKNOI.** Papst Innocenz XI. — **P. RICHTER.** Gesch. des Rheingaues. — **A. BRACHET.** Pathologie mentale des rois de France (M. Riezler critique la thèse de Brachet sur Louis XI). — **HASSALL.** Mazarin. — **D. SCHAFER.** Kolonialgeschichte. — **Harry H. JOHNSTON.** A history of the colonization of Africa by alien race. — **H. E. EGERTON.** The Origin and Growth of the English Colonies and of their system of Government. — **LUCAS.** A historical Geography of the British Colonies. — **A. N. HARTH.** The Foundations of American Foreign Policy. — **BINGER HERMAN.** The Louisiana Purchase. — Heft 3. **W. KOEHLER.** Bigamie du landgrave Philippe de Hesse (plaide avec ingéniosité, et une ingéniosité comique, les circonstances atténuantes). — **O. HINTZE.** Stein et l'État prussien (compte-rendu des deux premiers volumes de la belle biographie de Lehmann). — Comptes-rendus : *E. MEYER*. Zur Theorie u. Methodik der Geschichte (art. de Below). — **H. NISSEN.** Italische Landeskunde; II : Die Städte. — **K. MÜLLENHOF.** Deutsche Alterthumskunde (très important article d'Erhardt sur la nouvelle édition par M. Rediger). — **G. SCHNÜRER.** Die ursprüngliche Tempelregel (excellent). — **A. SCHULTE.** Die Fugger in Rom; 2 vol. — **STEINBERG.** Studien zur Geschichte der Juden in der Schweiz

während des Mittelalters. — Bd. LIX, Heft 1. J. KROMAYER. La bonne et la mauvaise critique des faits (polémique contre Delbrück, à qui Kromayer reproche de juger des choses antiques sur de fausses analogies avec les modernes). — R. HOLTZMANN. Le procès de Jean Sans-Terre et les origines de la cour des Pairs (accepte les conclusions de Bémont. C'est Roger de Wendover qui, le premier en 1230, parle d'un collège des douze pairs; mais, dans un poème de 1181 sur la mort du comte de Champagne, Henri I^r, il est qualifié de *pair*. Il est vraisemblable qu'en 1202, la Normandie, la Guyenne, la Bourgogne et Reims comptaient déjà comme pairies; en 1216, il y avait au moins neuf pairs, et, entre cette date et 1230, la Flandre, Toulouse et Laon sont comptés aussi comme pairies. Ainsi, la fiction des douze pairies se forme de 1180 à 1230, et le procès de 1202 contribua beaucoup à sa formation). — A. WAHL. L'entrevue de Bismarck avec le duc Frédéric d'Augustenbourg du 1^{er} juin 1864 (montre très bien comment Bismarck a réussi, en enveloppant d'obscurité sa pensée, à pousser Augustenbourg à de fausses démarches qui devaient le perdre, sans qu'il pût accuser Bismarck de fausseté. Bismarck prie Dieu d'aveugler Augustenbourg et Dieu l'exaute. Précieuse illustration du machiavéisme piétiste de la *Deutsche Redlichkeit*). — Heft 2. DEHIO. L'art dans l'Italie méridionale au temps de Frédéric II (à propos des ouvrages de Bertaux, Venturi et Avena). — K. BRANDI. Le traité de Passau et la paix religieuse d'Augsbourg. — Trois lettres de A. de Treitschke à L. Vulliemin, publ. p. W. Michael (très belles lettres. Dans la première, Treitschke expose la nécessité pour l'Allemagne de se soumettre à la Prusse pour être une et libre; dans la seconde, il affirme qu'elle n'a pas désiré la guerre, mais que, victorieuse, elle doit garder l'Alsace-Lorraine comme garantie de la paix européenne; dans la troisième, il prononce un jugement favorable sur Frédéric-Guillaume III et condamne Frédéric-Guillaume IV). — J. LOSERTH. Nouvelles publications sur Wiclif (à propos des nouvelles éditions du *De Civili dominio* et du *De Veritate sacrae scripturae de Wiclif*). — Comptes-rendus : *Luschin v. Ebengreuth*. Allgemeine Münzkunde und Geldgeschichte des Mittelalters u. der neueren Zeit. — *Goldmann*. Beiträge zur Gesch. der germanischen Freilassung durch Wehrhaftmachung. — E. Schmidt. Deutsche Volkskunde im Zeitalter des Humanismus u. der Reformation. — ROTT. Friedrich II von der Pfalz u. die Reformation. — Heft 3. K. HÄBLER. Sur l'histoire des *Comunidades* castillanes. — H. ULMANN. Les accusations de jacobinisme en Prusse en 1815 (curieux détails sur les dissents entre Hardenberg et Blücher, qui regrettait, entre autres choses, de n'avoir pas réduit Paris en cendres). — Mémoire de Niebuhr sur la conquête de la Hollande en 1813, publ. p. F. Meinecke. — Comptes-rendus : *Gatz*. Die Quellen z. Gesch. des hl. Franz von Assisi. — *Bitterauf*. Gesch. des Rheinbundes. — *Lettow-Vorbeck*. Gesch. des Krieges v. 1866 in Deutschland; 3 vol. — *Salomon*. W. Pitt; Bd. I. 56. — **Historische Vierteljahrsschrift**. 1905, Heft 2. — O. DITT-

RICH. Sur les limites de l'histoire (expose, dans une forme effroyablement obscure et abstraite, des idées très simples sur les relations de l'histoire avec les sciences naturelles et la sociologie. On prévoit le moment où les Allemands mettront la méthodologie historique en formules mathématiques et croiront l'avoir éclaircie). — J. PFLUGK-HARTUNG. Sur les journées des 17 et 18 juin 1815 (Grouchy a fait ce qu'il a pu et n'est pas responsable de la défaite). — A. GOETZE. Encore sur Christian Schappeler et les douze articles. — L. JORDAN. Machiavel et Catherine de Médicis (ce n'est qu'après la Saint-Barthélemy que Catherine s'est posée en disciple de Machiavel). — Comptes-rendus : L. ARNDT. Quellensetze zur Gesch. unseres Volkes von der Reformation bis zur Gegenwart. — Philipp der Grossmuthige. Beiträge zur Gesch. seines Lebens u. seiner Zeit. — H. VON PETERSDORFF. Friedrich der Grosse. — Heft 3. G. SEELIGER. Recherches sur l'histoire de la souveraineté territoriale au moyen âge (revient sur un très beau mémoire paru dans les *Mémoires de l'Académie des sciences de Saxe* en 1903; expose les idées de tous les savants sur le sujet et indique ses conclusions, d'après lesquelles le droit de justice de l'immuniste, comme le droit de justice patrimoniale sur les classes inférieures, ne sont pas des institutions de droit privé, mais tirent leur force de leur caractère d'institutions d'État; il sépare le droit de justice municipale du droit de justice patrimoniale). — W. STRUCK. L'assemblée des notables de 1787 (a repris les conclusions de Ranke en se servant des recherches de Wahl). — Comptes-rendus : MEYER V. KNONAU. Jahrbücher d. d. Reiches unter Heinrich IV V. Heinrich V. — BAUCH. Die Universität Erfurt im Zeitalter des Frühhumanismus. — CONCILIUM TRIDENTINUM; DIARIORUM, ACTORUM, ETC., NOVA COLL. ED. ST. EHSES. — Heft 4. L. ERHARDT. La migration des Germains en Allemagne et la résidence primitive des Saxon-Germains (ils ont résidé d'abord dans le Caucase, particulièrement en Transcaucanie, d'où ils s'étaient réfugiés de Scandinavie à la suite des bouleversements cosmiques qui avaient transformé la Scandinavie en glacier; c'est du Caucase qu'ils sont revenus en Germanie. Vaines hypothèses). — K. HAMPE. Description d'un séjour d'été de la curie romaine à Subiaco en 1201 (texte et commentaire d'une lettre adressée par un employé de la chancellerie à son ami [l'archevêque désigné : Rainald de Capoue?] et qui est conservée à la Bibliothèque nationale de Paris, lat. 11867). — Comptes-rendus : GRILL. Das Primat des Peters. — HERRMANN. Marengo (Bonaparte a été battu à Marengo, qu'on se le dise!). — H. ONCKEN. Lassalle.

57. — **Byzantinische Zeitschrift.** Bd. XIV (3 et 4), 22 août 1905. — C. DE BOOR. La chronique de Skylitzès; suite (voy. Bd. XIII, p. 356, étude importante sur le texte de Skylitzès. Avant de publier son édition du *Continuateur de Théophanes*, l'auteur a étudié les parties de Skylitzès qui dérivent de cette chronique. Il a examiné dix-huit manuscrits de Skylitzès, dont plusieurs inconnus jusqu'ici et dont il donne la description; sur ce nombre, dix sont des copies, un est écrit en grec vul-

gaire ; parmi les sept autres, le Vindob. 35 et le Coislodian. 136 fourniront les principaux éléments de l'édition grecque de Skylitzès). — **HORNA.** Remarques métriques et critiques sur les poésies d'Eugène de Palerme (voy. Bd. XI, p. 406, le texte de ces poésies, importantes pour l'histoire de la culture grecque en Italie). — **PRECHTER.** L'imitation de l'antiquité dans l'oraison funèbre de Jean Ducas, par Georges Akropolites. — **GRAF.** Texte arabe de la vie de saint Abramios (publie une intéressante traduction de ce texte qui provient du monastère de Saint-Sabas). — **PAPADOPoulos-KERAMEUS.** Canon inédit du mélode Kosmas. — **HAURY.** Sur la force des Vandales en Afrique (concilie contre Schmidt les témoignages de Victor de Vita et Procope. Le dénombrement ordonné par Gensérie donna 80,000 têtes de sexe masculin et 50,000 guerriers). — **Id.** Pierre le Patrice Magister et Pierre le Patrice Barsymes. — **BUK.** L'ancienne chronographie chrétienne de l'Islam. — **A. STRUCK.** La prise de Thessalonique par les Sarrasins en 904 (récit détaillé de cet événement d'après le témoignage de Jean Kameniatès). — **PAPADOPoulos-KERAMEUS.** Xiphilin, « protoproèdre » et « pronooetes » de Lacédémone (publie d'après un manuscrit de Saint-Pétersbourg une lettre inédite adressée à un certain Xiphilin, « protoproèdre » et « pronooetes » de Lacédémone. Ce Xiphilin paraît être celui qui est qualifié de protoproèdre sur un sceau publié par Schlumberger, *Sigillographie*, p. 572, et le même que le célèbre philosophe, ami et correspondant de Psellos). — **A. MUÑOZ.** Un ivoire byzantin au musée de Vich (Catalogne). — **WILPERT.** Les peintures de l'église S. Maria Antiqua. — **STÉPHANIDÉS.** Les manuscrits du gymnasie grec d'Andrinople (textes importants parmi lesquels se trouvent plusieurs chrysobulles). — Comptes-rendus : *E. Bertaux.* L'art dans l'Italie méridionale (œuvre monumentale, puissante par la masse et par l'ordonnance, neuve par les matériaux et par les idées). — *J. Strzygowski.* Mschatta (montre l'importance des influences persanes dans la genèse de l'art byzantin et de l'art roman). — *A. Vasschalde.* Three letters of Philoxenus bishop of Mabbogh (485-519). — *M. Peisker.* Severus von Antiochen. — *F. Nau.* Les maronites inquisiteurs de la foi catholique du vi^e au vii^e s. — *Procopii Caesariensis opera recognovit, J. Haury* (propose des corrections). — *Don Plácido de Meester, O. S. B.* L'Inno acatisto. *Ἀκάθος Ὑμῶν.* — *Fr. Settegast.* Quellenstudien zur gallo-romischen Epik. — *G. Schlumberger.* L'épopée byzantine à la fin du x^e siècle; 2^e et 3^e parties.

58. — K. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Klasse. *Abhandlungen*. N. F. VIII, n° 3. — **Friedrich SCHULTHESS.** Fragments de littérature chrétienne de Palestine trouvés à la mosquée oméïade de Damas (le Dr Bruno Violet a trouvé en 1900 et 1901 des fragments de manuscrits contenant des textes palestino-araméens et arabes, et qui sont en partie palimpsestes; ils sont des ix^e-xiii^e s. et contiennent des textes de la Bible, les *Acta Andreae et Mathiae*, des morceaux d'évangiles apocryphes, des hymnes, etc.

Édition de ces textes). — N° 4. Adolf SCHULTEN. *Numance, étude de topographie et d'histoire.*

59. — **Nord und Süd.** Bd. CIV. — K.-W. GOLDSCHMIDT. L'historiographie philosophique. — Oskar WILDA. *Elisa von der Recke* (biographie de cette femme spirituelle qui fut l'amie de Tiedge et qui démasqua Cagliostro ; écrite d'après les notes et les lettres d'Elisa, publiées par Paul Rachel). — Bernard FISCHER. *Les noces de Cana* ; leur importance pour la civilisation des peuples européens. — Rud. LINDAU. *Osman Hamdy bey* (esquisse biographique de cet éminent archéologue). — Julius von PFLUGK-HARTTUNG. *Le Berlin de Frédéric le Grand* (d'après les lettres adressées par un Français, voyageant en Allemagne, à son frère, à Paris ; l'auteur de ce livre est l'Allemand Kaspar Riesbeck). — Ola HANSSON. *Le journal d'une reine suédoise* (Hedvige-Élisabeth-Charlotte, dernière reine suédoise de la maison de Holstein-Gottorp, plus tard mère adoptive de Bernadotte, a laissé de copieux mémoires qui couvrent quarante-deux ans ; ils ont été publiés à Stockholm). — Bd. CV. Lettres inédites de Fr.-G. Klopstock, publiées par Ad. KOHUT. — Bruno GEBHARDT. *Les papiers de Guillaume de Humboldt* (publie des lettres, inconnues jusqu'ici, qui furent adressées à G. de Humboldt ; elles sont très intéressantes. La première partie des lettres est de l'époque où Humboldt était encore au pouvoir et complète l'ouvrage de Gebhardt, *W. von Humboldt als Staatsmann*. La seconde partie se rapporte à des faits personnels et littéraires). — Fedor von KOEPPEN. *De cadet à feld-maréchal* (biographie du ministre de la Guerre de Prusse, le comte Abrecht de Roon, né le 30 avril 1803, mort le 23 février 1879). — Bd. CVI. Otto SCHIFF. *Charles de Holtei et Charles Weinhold* (d'après des lettres inédites). — Sigmund MÜNZ. *Le pape Léon XIII.* — Ernst von SOMMERFELD. *Une maison de santé au temps de Louis le Pieux* (parle des guérisons obtenues à Seligenstadt, sur le Mein, fondation de Einhard, par les ossements de saint Pierre et de saint Marcellin). — Bd. CVII. Hans LINDAU. Herder. — Alfred FRIEDMANN. *L'arbre dans l'ancien et dans le nouveau monde* (dans la saga, la légende et l'histoire). — Bd. CVIII. — W. BRUCHMÜLLER. *La vie rurale dans la Marche brandebourgeoise aux temps passés* (organisation économique et juridique au xvi^e et au xvii^e siècle). — E. SABEL. *Sur le nombre sept* (du rôle important que ce nombre joue dans les superstitions, les contes et les usages des peuples). — Kurd von STRANTZ. *Les plus intéressantes populations de l'empire allemand* (parmi les habitants de l'Allemagne qui ne parlent pas l'allemand, la plupart sont d'origine germanique : les Lorrains et les Wallons sont des Francs ; les habitants du Slesvig septentrional qui parlent danois sont des Bas-Allemands ; les Wendes, Moraves et Lithuaniens, à l'orient de l'empire, sont en grande partie des colons germaniques). — A. ROGALLA von BIEBERSTEIN. *La Russie et le Japon au début de la guerre.* — Bd. CIX. Von KUNHARDT. *A la cour de Jacques I^{er} d'Angleterre* (publie une relation de l'an 1613 qui décrit le

roi et sa cour). — Karl BLIND. Le péril jaune et la diplomatie russe (la race mongolique en Russie; la Russie et l'Angleterre en Orient). — W. STAVENHAGEN. La marine allemande à l'époque antérieure à la Hanse (depuis le commencement de notre ère jusqu'au XIII^e siècle).

60. — **Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft.** Bd. LVIII, Heft 1. — Johann KRČSMÁŘIK. L'Islam et le droit criminel; la théorie et la pratique en Turquie; fin dans Heft 2 et 3. — Heft 2. Moritz STEINSCHNEIDER. La littérature alchimique des Arabes. — Th. BLOCH. Un théâtre grec en Inde (dans une grotte de la colline de Ramgash, dans l'état de Sirguja, se trouve un petit théâtre construit sur le modèle grec et décoré de peintures et d'inscriptions qui célèbrent la poésie. Ces peintures et ces inscriptions ont environ 2,000 ans d'existence). — Heft 4. Vincent-A. SMITH. Les rois indiens appelés Siladitya et le royaume de Mo-la-po. — Bd. LIX, Heft 1. D. MUELLER et H. ZIMMERN. Notes critiques sur la loi d'Hammourabi. — Franz PLETORIUS. L'inscription de Mésa. — Heft 2. Ed. KÖNIG. L'inscription de Mésa est-elle un faux? (l'opinion qu'elle serait un faux se heurte à une série d'invasions et d'impossibilités). — Heft 3. Wolf Wilhelm, C^{te} BAUDISSIN. Le dieu phénicien Esmun (ce dieu paraît en relation avec Astarté et est identifié avec Asclépios; c'est donc le dieu de la nature qui s'éveille et qui apporte aux hommes le salut). — Berthold COHN. Le second Elul (repousse l'opinion de l'abbé Mémain, que le calendrier juif, avant la réforme opérée par Hillel, a connu un second mois intercalaire, un second Elul qui devrait prendre place avant le mois Tischri).

61. — **Zeitschrift des deutschen Palästina Vereins.** Bd. XXVIII, Heft 1. — W. OEHLER. Les lieux et les frontières de la Galilée selon Josèphe (étude de topographie et de linguistique); fin dans fasc. 2-3. — Heft 2-3. H. GUTH. L'image de Jérusalem sur la carte en mosaïque de Madéba (commentaire topographique).

62. — **Zeitschrift für Assyriologie.** Bd. XVII, Heft 1. — J. OPPERT. Six cent trois et cinquante; tablette magique de Babylone (pour servir à la cabalistique chaldéenne). — Eug. MITTWOCH. Etymologie du nom des Esséniens. — Th. NOËLDEKE. Idris (le prototype de ce nom est celui de l'apôtre André). — Heft 2-3. R. GOTTHEIT. Une légende chrétienne de Bahira (suite de la traduction du texte arabe, commencée dans les vol. XIII, XIV et XV). — Fr. THUREAU-DANGIN. Le cylindre A. de Goudéa; suite; fin dans Bd. XVIII, 2. — F.-X. KUGLER. Une mystérieuse inscription astronomique en caractères cunéiformes (Strassmeier, inscription de Cambyses, 400). — Heft 4. Enno LITTMANN. Mention d'une guerre contre les Perses dans les inscriptions de Safa. — Beiheft: Ibn Quataiba 'Ujūn al Ahbār (publié d'après les manuscrits de Constantinople et de Saint-Pétersbourg par Carl Brockelmann; 2^e partie). — Bd. XVIII, Heft 1. G. KEWIRSCH. Doutes sur le fondement astronomique et géométrique du système 60 (ce système repose sur des nombres et non sur des mesures). — Heft 2. Maximilian STRECK. Remarques sur les

Annals of the kings of Assyria, I. — S. DAICHES. Commentaire sur la loi d'Hammourabi. — Heft 3-4. L.-J. DELAPORTE. Tablettes de comptabilité chaldéenne. — M. HORTEN. Le livre des cercles de pierre de Fārābī ; avec des extraits du commentaire de l'émir Ismāīl el Hoseini el Fārānī (texte et commentaire). — C.-H. BECKER. L'origine des pays d'Urser Harag en Égypte. Pour servir à l'histoire de la propriété foncière et à l'histoire économique dans l'Égypte ancienne.

63. — Beiträge zur Bayerischen Kirchengeschichte. Bd. XI, Heft 1. — Karl SCHORNAU. Leutershausen au début de l'époque de la Réforme, et la mort d'Eberlin de Günzburg (Eberlin fut l'écrivain populaire le plus important de l'époque de la Réforme). — Heft 2. Th. KOLDE. Arsacius Seehofer et Argula de Grumbach (deux partisans de la Réforme qui firent parler d'eux bien au delà des frontières du duché de Bavière ; leur biographie) ; suite dans Heft 3, fin dans Heft 4. — Heft 4. Th. KOLDE. Catéchismes de l'Allemagne du sud de 1530 à 1600 (d'après l'ouvrage de J.-M. Reu, *Quellen zur Geschichte des Katechismusunterrichts*, I). — Heft 5. Friedrich ROTH. Kaspar Huberinus et l'Interim d'Augsbourg (Huberinus, qui prit une part si énergique à la Réforme, conseilla cependant d'accepter l'intérim, parce qu'inconsciemment il tenait encore au catholicisme par de forts liens). — K. SCHORNAU. L'inspection ecclésiastique au Brandebourg et à Nuremberg en 1528 (publie quelques fragments des actes, aujourd'hui perdus, de cette visite). — Heft 6. Th. KOLDE. Un catéchisme crypto-calviniste pour le comté d'Ortenburg en 1598 (d'une tentative faite pour introduire subrepticement le calvinisme dans une communauté luthérienne).

64. — Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte. Bd. XVII, 2^e Helfte. — Johannes KRETZSCHMAR. Les négociations de Gustave-Adolphe avec le Brandebourg en mai et juin 1631 (d'après les actes. C'est à contre-cœur que le Brandebourg, sous la pression de Gustave-Adolphe, consentit à resserrer son alliance avec la Suède ; de son côté, le roi, jusqu'à sa mort, a nourri de la défiance à l'égard de l'Électeur, qu'il n'a lié à lui que par un projet de mariage entre sa fille Christine et le prince électoral, et en lui laissant entrevoir la succession à la couronne suédoise. De la conclusion d'une alliance positive nous ne savons rien). — Hans PLEHN. Pour servir à l'histoire des institutions agraires dans la Prusse orientale et occidentale (colonisation, propriété du sol, administration domaniale au moyen âge, servage). — M^{me} KLINKENBORG. Études sur les traités de Frédéric II (la convention postale, non ratifiée, entre la Prusse et la Saxe électoral du 22 avril 1767. Négociations avec l'Espagne en vue d'un traité de commerce, en 1765 et en 1782). — Reinholt STEIG. *La Sonntagszeitung* de Stettin (ce journal patriote est, pour l'époque napoléonienne, un fidèle miroir du mouvement politique qui s'agita dans le peuple ; il n'a pas été sans influence). — Friedrich THIMME. La mission de Knesebeck à Pétersbourg en 1812, d'après de nouveaux documents (le fond du récit, donné par Knesebeck dans ses Mémoires sur son ambassade à Péters-

bourg, subsiste, malgré les objections de la critique). — **Wilhelm Stolze.** Les testaments de Frédéric-Guillaume I^{er} (on en publie toutes les parties). — **H. von Petersdorff.** Un programme de Bismarck pour la fondation d'un journal conservateur en 1847. — **Fried. Holtze jun.** Documents nouveaux sur le procès de Müller Arnold (le procès de Frédéric II avec Arnold est particulièrement intéressant pour l'histoire du droit en Prusse). — **Fried. Thimme.** Le général Prittwitz et la journée des 18-19 mars 1848 (contre Rachfahl. L'attitude de Prittwitz parle plutôt contre que pour sa sujétion au parti militaire ; néanmoins, ce n'est pas lui, c'est la faiblesse du roi qui fut la cause de la victoire remportée par la Révolution).

65. — Zeitschrift der historischen Gesellschaft für die Provinz Posen. Jahrg. XIX, Heft. 1. — **Adolf Warschauer.** Le pays de Posen et les époques de son histoire (discours de réception à l'Académie de Posen ; dans la première époque, jusqu'en 1638, Posen est le centre intellectuel et mondain du royaume naissant de Pologne. Suit l'époque où Posen forma un duché indépendant, puis celle où elle fut une province du royaume de Pologne. Après la Réforme, survient l'immigration de colons allemands, la période de déclin depuis 1655 et enfin l'occupation du pays par la Prusse). — **Oswald Collmann.** La chevauchée du landgrave Frédéric de Hesse, de Posen à Kosten (pour servir à l'histoire de l'occupation de la Pologne par les Suédois en 1655). — Heft 2. **Kurt Schottmüller.** La Prusse, son projet pour la paix en 1712 et le roi Stanislas Leszczynski (la Prusse employa comme intermédiaires le théologien polonais Daniel Ernest Jablonski et le bourgmestre de Lissa, Arnold. Il dépendait de la Prusse d'empêcher, par opposition à la Suède, le retour du roi Stanislas sur le trône ; à cet effet, elle s'efforça d'agir directement sur Stanislas par ces deux intermédiaires). — **Ernst von Schönenfeldt.** Notes journalières et lettres datant de l'époque des troubles en Pologne en 1793 et 1794 (lettres des frères Guillaume et Charles de Pannwitz en 1794 ; elles donnent un vivant tableau de la campagne et de la vie à l'armée).

66. — Zeitschrift des historischen Vereins für Niedersachsen. Jahrg. 1905, Heft 1. — **Fr. Wicmann.** Recherches sur l'histoire ancienne de l'évêché de Verden ; suite ; fin dans Heft 2 (les évêques au XI^e et au XII^e siècle ; leur place dans l'histoire de l'empire). — Heft 2. Le lieutenant général hanovrien baron de Bussche-Ippenburg et son Journal sur les guerres de la Révolution en 1793-1795, publié par le capitaine **Schwertfeger** (intéressant ; le futur général fit ces campagnes en qualité d'adjudant).

67. — Mitteilungen des Vereins für Geschichte der Deutschen in Bohmen. Jahrg. XLIII, n° 1. — **Paul Gantzer.** Torstenson ; sa campagne en Bohême jusqu'à la bataille de Jankau ; suite (la bataille de Jankau ; la défaite de l'armée impériale eut pour causes les fautes du généralissime impérial, l'insubordination et l'étourderie de ses

généraux, les talents de Torstenson, la mobilité supérieure de ses troupes et leur meilleur emploi de l'artillerie); fin au n° 2. — Karl SIEGL. Dépenses de la ville d'Eger pour Wallenstein (d'après des pièces d'archives). — N° 2. Friedrich STEUER. Les pamphlets relatifs à la mort de Wallenstein; étude critique (les seuls qui aient de la valeur au point de vue historique sont ceux qui ont été publiés par des adversaires de Wallenstein, témoins oculaires de sa mort. Raconte d'après eux le dernier jour de Wallenstein à Pilsen, sa marche vers Eger et son assassinat); suite et fin dans les n° 3 et 4. — L. SCHÖENACH. Documents relatifs à l'histoire de la Bohême sous le roi Henri de Carinthie (onze documents de 1307 à 1330). — G. SOMMERFELDT. Mathieu de Cracovie et Albert Engelschalk (étude sur deux traités concernant le schisme : le *De squaloribus curiae romanae* et le *Speculum aureum de titulis beneficiorum*). — N° 3. L. SCHÖENACH. Les années de jeunesse du roi Charles IV d'après des documents d'archives (d'après les livres de comptes conservés aux archives d'Innsbruck, de Munich et de Vienne. 64 numéros pour les années 1334-1355). — N° 4. Heinrich RAUCHBERG. La population en Bohême au XIX^e s. — L. SCHÖENACH. Le projet d'échange entre le Tyrol et le Brandebourg (on a prétendu que le roi Jean de Bohême avait voulu échanger son pays contre le Brandebourg; ce bruit est démenti par les actes de Jean. Publie le texte même de ces actes et un accord, passé sous serment, entre les seigneurs du Tyrol, d'un côté, et les fils de Jean, Charles et Jean, d'autre part).

68. — Wiener Zeitschrift für die Kunde des Morgenlandes. Bd. XVIII, Heft 3. — Louis-H. GRAY. Kai Lohrasp et Nebuchadrezzar II. — Heft 4. Alois MUSIL. La province d'Arabie, par R.-E. Brün-nold, A. von Domaszewski et J. Euting (à l'occasion du t. I de *Provincia Arabia*, ouvrage paru à Strasbourg en 1904). — Bd. XIX, Heft 1-2. L. von SCHROEDER. La croyance en un être souverainement bon chez les Ariens (c'était le Dieu du ciel). — A. BÜCHLER. Les cheveux coupés, moyen qu'employaient les anciens sémites pour punir l'adultére. — D.-H. MÜLLEB. Le code de droit syro-romain et Hammourabi (contre L. Mitteis).

69. — Zeitschrift des deutschen Vereines für die Geschichte Mährens und Schlesiens. Jahrg. IX, Heft 1-2. — Karl BERGER. La colonisation des villages allemands de la Moravie septentrionale (d'après les documents du *Codex diplomaticus Moraviae*). — B. BRETHOLZ. Cosmas et Christian (on ne sait exactement en quel temps a vécu l'auteur de la légende de Venceslas et Ludmilla; mais Cosmas ne l'a certainement pas connue ni utilisée. Contre Pekař). — J. E SCHLER. Les noms de territoires dans la région de la Moravie méridionale qu'arrose la Thaya).

70. — Jahrbuch für Schweizerische Geschichte. T. XXX, 1905. — A. STRÖBELE. Contribution à l'histoire constitutionnelle de

l'évêché de Coire jusqu'au xv^e s. — P. von SPRECHER. La révolution neuchâteloise de 1831, d'après les lettres privées du commissaire fédéral J.-U. de Sprecher de Jenins. — G. GAUTHEROT. La grande révolution dans le val de Saint-Imier, 1792-1797 (l'Erguel ou val de Saint-Imier relevait du prince évêque de Bâle; il participa jusqu'à la fin de 1797 à la neutralité de la Suisse et fut réuni alors au département français du Mont-Terrible). — A. BÜCHI. Les chroniques et les chroniqueurs de la ville de Fribourg en Suisse (étude remarquable sur l'histoire fribourgeoise jusqu'à la fin du xvii^e s.). — Annexe : Table des t. XXI-XXX du *Jahrbuch*.

71. — Société d'histoire et d'archéologie de Genève. *Mémoires et documents*. T. XXVIII, livr. 1 (1902). — L. DUFOUR-VERNES. Les défenseurs de Genève à l'Escalade (recueil de biographies où les traits de mœurs intéressants abondent). — Livr. 2 (1904). F. GARDY. « Histoire de la supervenue inopinée des Savoyards en la ville de Genève en la nuit du dimanche 12, jour de décembre 1602, » par Melchior Goldast (réimpression de cet opuscule, avec une introduction sur le séjour et les études de Goldast à Genève, de 1599 à 1603). — E. CHATELAN. Le syndic Philibert Blondel (1555-1606), étude sur sa vie et son procès d'auteur renonce à établir avec certitude la culpabilité ou l'innocence de ce magistrat, accusé de trahison au moment de l'escalade de 1602, et qui fut condamné et mis à mort en 1606). — *Bulletin*. T. II, livr. 4-9 (1901-1904). — A. CARTIER. Les idées politiques de Théodore de Bèze d'après le traité : *Du droit des magistrats sur leurs sujets*. — Liste des publications relatives aux sciences historiques, faites par les membres de la Société de 1890 à 1900. — C. FAVRE. Corniches romaines et enceintes du moyen âge (2 pl.). — E. DOUMERGUE. L'emplacement du bûcher de Michel Servet (3 pl.). — Ch. SEITZ. Théodore Mommsen; son activité littéraire à Zurich et sa correspondance avec Charles Morel.

72. — Bulletin de l'Institut national genevois. T. XXXVI (1905). — Eug. RITTER. V. Cherbuliez; recherches généalogiques (notes sur plusieurs descendants de l'écrivain, qui ont une place dans l'histoire littéraire de Genève, et sur les nombreuses familles d'origine française dont Cherbuliez descend). — P. OLTRAMARE. Les épigrammes de Martial et le témoignage qu'elles apportent sur la société romaine. — B. REBER. De l'importance des monuments à sculptures préhistoriques. — Eug. PITTAUD. Les progrès de l'anthropologie en Suisse. — Eug. RITTER. Saint François de Sales et la nouvelle édition de ses œuvres. — Id. Les quatre dictionnaires français (notes sur les dictionnaires de l'Académie, Littré, Hatzfeld et Godefroy, suivies de quelques centaines de remarques « sur des mots qu'on trouve ou qu'on devrait trouver dans l'un ou l'autre de ces quatre recueils »).

73. — Basler Zeitschrift für Geschichte und Kunst. T. III (1903-1904). — J. SCHNEIDER. Un mémoire sur l'activité des réfugiés politiques allemands de 1848 et 1849 en Suisse. — E.-A. STÜCKELBERG.

Le culte de sainte Euphrosyne à Bâle. — A. BURCKHARDT-FINSLER. A propos des origines de la constitution de la « Médiation » (1801). — A. BERNOULLI. De la plus ancienne liste des évêques de Bâle. — Mélanges. — K. HORNER. Recueil d'actes relatifs à la guerre de Souabe, tirés des archives d'État de Bâle (a réuni 321 pièces de l'année 1499). — W. MERZ. Le château de Schenkenberg en Argovie (après avoir relevé des Habsbourg, il passa au xv^e siècle entre les mains de Berne; il est aujourd'hui en ruine). — A. RIEDER. A propos de la construction de la cathédrale de Bâle. — T. IV (1904-1905). E. PREISWERK. Une seconde description de la ville de Bâle par Énée Silvius (publie ce curieux morceau, écrit en latin en 1438 et dédié à l'archevêque de Tours, Philippe de Coetquen, envoyé par le roi de France et qui occupait alors la première place au concile). — D. BURCKHARDT-WERTHEMANN. Trois œuvres de Holbein, appartenant au début de son séjour à Bâle (1520-1522). — Th. BURCKHARDT-BIEDERMANN. Le pamphlet intitulé : *Luther als Hercules Germanicus* (rédigé en 1522 sous l'influence d'Érasme et dirigé contre Luther). — Th. von LIEBENAU. Extraits du *Diarium* de Jean Rütiner (gendre du réformateur saint-gallois Jean Kessler), de 1529 à 1539. — D. BURCKHARDT-WERTHEMANN. Un épisode inexpliqué des troubles politiques de 1830. — A. HUBER. Bâle et la querelle de la succession du château de Rötenlin en 1503. — H. JONELI. Projet d'une constitution bâloise, rédigé en 1798 par le bourgmestre P. Burckhardt. — F. HOLZACH. Les relations politiques de la Suisse avec Olivier Cromwell (première partie d'un mémoire important). — A. BURCKHARDT. La famille juive des Eberler, dit Grünenzwig, à Bâle pendant le xiv^e et le xv^e s. — Mélanges.

74. — *The Athenaeum*. 1905, 5 août. — *Mary Browne*. The diary of a girl in France in 1821, edit. by H. N. Shore (souvenirs ingénus d'une fillette de quatorze ans qui demeura en France pendant cinq mois, qui n'y trouva que déceptions et ennuis et qui critique tout). — *Lady Knight*. Letters from France and Italy, 1776-1795 (insignifiant). — 12 août. *Pollard*. Thomas Cranmer (excellent). — Jeanne, « le fou » de la reine (Marie Tudor eut « un fou », qui était une femme. Détails sur cette personne, d'après les comptes de la reine). — 19 août. A. Lang. John Knox and the Reformation (remarquable biographie critique. M. Lang admire Knox et ne craint pas de le blâmer, parfois même avec une rigueur excessive). — The book of the Cinque Ports (ce volume comprend la table des décrets rendus par les « cours de fraternité » de ces villes depuis 1433 jusqu'à l'avènement d'Édouard VII). — 26 août. J. Wilson. The Victoria history of the county of Cumberland; vol. II. — Ch. Bigg. The church's task under the roman Empire (intéressant). — 2 sept. J. E. Cutler. Lynch law (très bonne étude. La loi de Lynch doit son nom au colonel Charles Lynch, du comte de Bedford, en Virginie, qui prit des mesures expéditives pour combattre les malandrins du pays, dans le dernier quart du

xviii^e s.). — 16 sept. *A. Little*. *The far East* (admirable ouvrage sur la Chine). — 23 sept. *The Victoria history of the county of Buckingham*; vol. I (à noter le chapitre de R. A. Smith sur les antiquités anglo-saxonnes et celui de Round sur le Domesday book). — *Thos. Coryat*. *Coryat crudities* (notes de voyage d'un lettré qui, en 1608, visita la France, l'Italie, les Grisons, une partie de l'Allemagne; texte curieux, superbement publié). — 30 sept. *Vida D. Scudder*. *S^t Catherine of Siena as seen in her letters* (bon choix, bonne traduction, bonne introduction). — *F. M. Capes*. *S^t Catherine de' Ricci*; her letters, her community (adaptation un peu trop prolixe de la vie de sainte Catherine par le P. Hyacinthe Bayonne). — *W. B. Wood et Major Edmonds*. *The civil war in the United states* (fait avec un soin exact et scrupuleux, mais sans apporter ni faits nouveaux ni idées originales). — 7 octobre. Espagne; revue des publications littéraires et historiques, en 1904-5, par R. ALTAMIRA. — *W. J. Watson*. *Place names of Ross and Cromarty* (bon). — 14 oct. *Lord Edmond Fitzmaurice*. *The life of Lord Granville* (intéressante et importante biographie du second comte Granville, 1805-1891). — *G. Cirot*. *Etudes sur l'historiographie espagnole*; Mariana l'historien (excellente étude; mais l'auteur a tout de même surfaît le célèbre historien). — Russie; revue des publications littéraires et historiques en 1904-5, par Valerii Baulov. — 21 octobre. *Julian S. Corbett*. *Fighting instructions, 1530-1816* (recueil très intéressant qui montre le soin avec lequel les Anglais ont, pendant tout le XVIII^e siècle, perfectionné leur tactique navale, et qui explique la victoire de Trafalgar). — *Henry Newbolt*. *The year of Trafalgar* (intéressant). — *Sir Archibald C. Laurie*. *Early scottish charters prior to A. D. 1153* (remarquable; la critique négative de Sir Archibald est parfois poussée à l'excès). — Nelson et ses études sur la tactique navale. Ses manuscrits officiels. — *Wertheimer*. *The duke of Reichstadt, Napoléon II* (bonne traduction anglaise d'un livre excellent). — 28 oct. *Florence A. Mac Cunn*. *Mary Stuart* (bon résumé, sobre et intelligent). — *William Hunt*. *The political history of England*; vol. X : 1760-1801 (excellent exposé). — *R. G. Wilberforce*. *Bishop Wilberforce* (très bonne biographie). — 4 nov. *Martin Hume*. *The wives of Henry VIII* (très intéressant). — 11 nov. *L. Gomme*. *The Gentleman's Magazine library*. London, 3 vol. (curieuse réédition). — *W. E. Curtis*. *Modern India* (écrit par un Américain pour des Américains; curieux mélange de plaisanterie et de sagesse, d'ignorances et d'erreurs, mais où le bon l'emporte en somme sur le mauvais). — *G. Vigfusson et F. York Powell*. *Origines islandicae* (important). — 18 nov. *Le mouvement littéraire en Allemagne en 1904-1905*, par Ernst HEILBORN. — 25 nov. *Andrew Lang*. *The secret of the Totem* (remarquable). — 2 déc. *J. G. Frazer*. *Lectures on early kingship* (très attachant et savant; addition importante au *Golden bough*, qui prendra sa place dans la troisième édition de cet ouvrage, un des chefs-d'œuvre de l'anthropologie contemporaine).

75. — *The english historical Review*. 1905, oct. — Prof. E. H.

PARKER. La Chine et l'ancienne vallée de Caboul (histoire de l'État que les Chinois ont appelé Ki-Pin et les Grecs Cophen). — W. T. VAUGH. Sir John Oldcastle; 2^e partie (son arrestation et sa fuite; arrêté une seconde fois vers la fin de novembre 1417, il fut traduit devant le Parlement, condamné à mort et brûlé comme traître au roi et à Dieu). — Prof. Edward P. CHEYNEY. Le droit international sous la reine Élisabeth (négociations de la reine, à partir de 1580, avec les puissances maritimes, concernant la contrebande de guerre et la liberté des mers). — R. W. RAMSEY. Les archives de Houghton-le-Spring, 1531-1771 (étude sur les finances de ce bénéfice, le plus riche de toute l'Angleterre, situé au comté de Durham). — J.-E. FIELD. Les origines de l'abbaye d'Abingdon. — F.-M. STENTON. « Godmundeslaech » (nom du lieu où fut délivré, en 749, le diplôme connu sous le titre de « Donation d'Ethelbald »; c'est aujourd'hui Gumley, village du comté de Leicester, non loin de Market-Harborough. Il était situé à peu près au centre du royaume de Mercie, tel qu'il était constitué au temps du roi Offa). — W. O. MASSINGBERD. Les « sokemen » du comté de Lincoln (histoire de cette classe de petits paysans propriétaires, depuis le temps du « Domesday book » jusqu'au XIII^e s.). — T. D. PRYCE et Mrs. E. ARMITAGE. La prétendue origine normande des « châteaux » en Angleterre (discussion sur ce point entre les deux auteurs). — H. W. C. DAVIS. Une charte inconnue des libertés anglaises (c'est un document qui se trouve dans les *Layettes du Trésor des chartes*, I, 423. Quand et pour quel but a-t-il été rédigé? Sans doute en 1215, à la suite d'une conférence où avaient été discutés les « Articuli baronum »). — Prof. TOUT. De quelques combats oubliés entre Crécy et Poitiers (pour servir à l'histoire de la tactique appliquée par l'armée française). — John WILCOCK. Le chiffre employé dans le Journal de Monmouth. — C. Litton FALKNER. Correspondance de l'archevêque Stone et du duc de Newcastle; 2^e partie : janvier 1754 à mars 1755. — L'exécution du général Torrijos et de Robert Boyd, 1831 (fusillés le 11 décembre 1831 après avoir été pris dans leur tentative d'invasion en Espagne). — Bibliographie : Atti del Congresso internazionale di scienze storiche. Roma, aprile 1903. — C. H. TURNER. Ecclesiae Occidentalis monumenta juris antiquissimi; fasc. 1-2 (admirable édition). — C. BUGIANI. Storia di Ezio, generale dell' impero sotto Valentiniano III (bon). — Libri sancti Patricii. The latin writings of saint Patrick, edited by N. J. D. WHITE (excellent). — J. PÉRIER. Vie d'Al-Hadjadj Ibn Yousof, d'après les sources arabes (bonne biographie d'Hajjaj, qui fut pendant une vingtaine d'années vice-roi de l'Irak et dont les lieutenants conquirent l'Asie centrale). — GUDBRAND VIGFUSSON et F. YORK POWELL. Origines islandicae (recueil de tous les textes relatifs à la colonisation et à l'histoire primitive de l'Islande. Important). — L. PASTOR. Ungedruckte Akten zur Geschichte der Päpste; I : 1376-1464 (bon choix de documents édités avec beaucoup d'érudition). — DOM BEDE CAMM. Lives of the english martyrs declared blessed by Pope Leo XIII in 1885 and 1895; t. II :

Martyrs under Elizabeth (intéressant). — *J. R. Magrath*. The Flemings in Oxford, being documents selected from the Rydal papers; t. I : 1650-1680 (il s'agit des papiers conservés dans les archives de la famille Fleming; ils n'ont guère qu'un intérêt privé, local et universitaire). — *B. Curran*. The despatches of William Perwich, english agent in Paris, 1669-1677 (correspondance d'un intérêt assez restreint et médiocrement éditée). — The chronicles of an old Campaigner, M. de La Colonie, 1692-1717; trad. du français par *W. C. Orsley* (intéressant). — *A. Friis*. Bernstorfferne og Danmark, 1750-1835. Bernstorffsche papiere, 1732-1835 (beaucoup de faits nouveaux, mais qui, cependant, importent moins à l'histoire du Danemark qu'on ne pouvait s'y attendre). — *Conrad de Mandach*. Le comte Guillaume de Portes, 1750-1823 (intéressant). — *Fr. Herrmann*. Die Geschichtsauffassung Heinrich Ludens im Lichte der gleichzeitigen geschichtsphilosophischen Strömungen (intéressant).

76. — The Nineteenth Century. 1905, février. — *A. VAMBÉRY*. L'éveil des Tartares (de la condition des Musulmans qui vivent en Russie). — *Mars. Lady WIMBORNE*. Rome ou la Réforme (réplique à l'article de M. Jackson). — *Avril. A. VAMBÉRY*. Le Japon et le monde musulman. — *J. MALCOLM*. Le Thibet et l'India Office. — *Sidney LEE*. La commémoration de Shakespeare. — *Mai. AMEER-ALI*. L'Angleterre et la Russie dans l'Afghanistan. — *Juin. Wilfrid WARD*. Un Fabius Maximus politique (M. Balfour). — *Sir Martin CONWAY*. Le Parlement est-il autre chose qu'une foule? (ce n'est plus le Parlement anglais qui délibère, c'est le Cabinet; la Chambre des communes a, par sa faute, perdu ses pouvoirs d'initiative et de contrôle; elle n'est plus qu'une assemblée d'hommes, une foule; comme telle, « privée de religion, privée de morale humaine, non gouvernée par la raison »; il faut qu'elle soit dirigée et contrôlée par un homme. Là désormais est le principal problème du parlementarisme). — *Sir George T. LAMBERT*. Le scandale de l'éducation universitaire en Irlande (de la nécessité de réorganiser un système qui néglige les intérêts des trois quarts de la population). — *J. E. C. WELLDON*. Ce que sont devenus les restes de Cromwell (en 1661, le corps, déterré de sa sépulture à Westminster, fut conduit à Tyburn; il y fut décapité et enseveli; la tête, après avoir été exposée à Westminster-Hall pendant vingt ans, a disparu. Des ossements, il ne reste plus aujourd'hui aucun vestige reconnaissable). — *C. Fortescue YONGE*. De quelques lettres d'amour (celles d'Anne Boleyn). — *G. VILLIERS-HEMING*. La fête des fous. — *G. G. COULTON*. L'autobiographie d'un frère mendiant (la chronique de Salimbene). — *Juillet. A. N. CUMMING*. L'histoire secrète du traité de Berlin; une conversation avec feu Lord Rowton (rapporte un exemple de la duplicité de la diplomatie russe). — *Dr JESSOPP*. Un « curé de campagne » au XVIII^e siècle (d'après la correspondance d'Edmond Pyle, chapelain de Georges II et « vicar » de Dersingham). — *Mrs CORNER-OHLMÜTZ*. Rites et superstitions païennes à Ceylan. — *W. F. LORD*. Le comte de

Saint-Paul à Paris (il y fut ambassadeur d'Angleterre pendant quatre ans, 1772-1776; mais il est pour ainsi dire un inconnu). — Aout. D. DALY. Madame Tallien (après le 9 thermidor). — W. SAINT-CLAIR TISDALL. Les cosmologies hébraïque et babylonienne. — Michael MAC DONAGH. « Mr Speaker » (les fonctions et le rôle du président de la Chambre des communes au xixe s., de cet « orateur » du Parlement, dont la première fonction est de ne jamais prendre la parole). — Sept. Sir William E. GARSTIN. Quelques problèmes du Haut-Nil, avec une carte (irrigation). — Mrs. W. KEMP-WELCH. Agnès Sorel. — D. C. LATHBURY. La Commission sur la discipline ecclésiastique (il ne faut pas regarder de trop près les anomalies du système d'après lequel fonctionne l'Église établie ni prétendre la soumettre à des règles logiques; on aboutirait bientôt au « disestablishment »). — Oct. C. H. K. MARTEN. L'enseignement de l'histoire dans les écoles publiques (cet enseignement devrait être plus large, se renfermer moins dans les limites étroites de l'histoire d'Angleterre et chercher à faire mieux connaître, comprendre, estimer les autres pays). — Baronne SUZETTE DE ZUYLEN DE NYEVELT. Un épisode de la vie de cour à Vienne au xviii^e siècle (rapports de l'empereur Joseph II avec la princesse Éléonore de Liechtenstein).

77. — *Quarterly Review*. Vol. 202, janvier-avril 1905. — William Stubbs, ecclésiastique et historien (conservateur en religion comme en politique, mais assez impartial pour ne jamais traduire ses opinions dans ses livres; d'ailleurs persuadé qu'il est peu de questions où l'on n'ait autant à dire en faveur d'un parti que de l'autre, Stubbs regardait le développement interne des institutions comme une étude essentielle en histoire parce que le succès de ces institutions est presque le seul résultat positif qui ne risque point d'induire l'historien en erreur sur la valeur d'une époque. Il croyait, en même temps, que le progrès est plutôt accidentel, spontané, que l'œuvre des théoriciens et de leurs préconceptions. A ses yeux, le xiii^e siècle était fort au-dessus du xvi^e, et, dans celui-ci, le règne de Charles-Quint l'intéressait plus que les guerres de religion ou la libération des Pays-Bas. Quoique peu sympathique aux nations latines et très porté vers les peuples teutons, il a toujours pris résolument parti pour la maison d'Autriche contre l'Allemagne du Nord, et son anglicanisme religieux ne l'empêchait pas d'être énergiquement sévère pour les excès du protestantisme). — Rowland PROTHERO. Horace Walpole et William Cowper (très intéressant tableau de l'Angleterre mondaine et rurale au xviii^e siècle, d'après les correspondances de deux hommes fort dissemblables de goûts, de mœurs et de caractère; leurs lettres sont les plus brillantes que possède la littérature anglaise, et les éditions que viennent d'en donner M. Toynbee pour Walpole, M. Wright pour Cowper, sont excellentes). — La fondation des États-Unis (complète une étude, parue en juillet 1899, sur les colonies de la Nouvelle-Angleterre et qui les montrait animées, dès le début, d'une antipathie systé-

matique contre la métropole. Les historiens américains commencent à reconnaître loyalement les défauts de leurs pères et les exagérations de leurs réclamations politiques. Notons ici que Washington, on l'avoue maintenant, était dans son tort lors de l'affaire de Jumonville, d'où est sortie la guerre de Sept ans). — Les Tudors et la marine (Henri VII est le premier souverain d'Angleterre qui ait osé se montrer franchement *insulaire*, et de lui date l'organisation systématique, régulière, de la marine, continuée sous Henry VIII et même sous Marie. Élisabeth, malgré le triomphe de ses navires contre l'Armada, a plutôt desservi la marine par son étroite parcimonie, ses demi-mesures, son incapacité de prendre une décision ferme, bien qu'elle eût à sa disposition des hommes de haute valeur). — La guerre en Extrême-Orient. — Lord Dufferin (analyse de sa biographie par Sir Alfred Lyall, qui était mieux qualifié que personne pour écrire la vie de ce brillant diplomate. Lord Dufferin, petit-fils de Sheridan, eût fait un littérateur de mérite s'il se fût consacré aux lettres. On admirera qu'il fut capable de répondre dans la même langue à une adresse universitaire en grec et de causer en persan avec le shah de Perse. La seule critique que l'on adresse au livre de Sir Alfred Lyall est la trop grande discréption de l'auteur à se servir des documents dont il a eu communication). — Gilbert MURRAY. Les voyages d'Ulysse (discute le livre de M. Bérard. « Ce serait l'aveuglement de l'admiration que refuser d'y relever des erreurs... Mais les erreurs sont telles qu'on les trouve en beaucoup d'autres livres, tandis que les mérites sont personnels à l'auteur et vraiment extraordinaires »). — H. DODWELL. Hippolyte Taine, philosophe et critique (« nous savons avec quelle amer- tume une certaine classe d'esprits a attaqué son enseignement, non seulement en littérature et en art, mais encore plus en politique. Peut-être le traitement impersonnel, scientifique, des questions morales sera-t-il un jour remplacé, jugé aussi inutile que la philosophie scola- tique qu'il avait lui-même reléguée dans l'ombre... Aujourd'hui, les con- clusions de Taine semblent moins satisfaisantes, moins convaincantes, moins consolantes, qu'elles ne l'étaient pour sa génération; mais la calme beauté de sa vie reste et restera toujours »). Si, toutefois, on abandonne l'étude scientifique des questions sociales et politiques, comme il est prédit ici, sera-ce bien un progrès?). — Deux grands ecclésiastiques, le chanoine Liddon et l'évêque Creighton (consacré surtout à ce dernier, qui a su écrire l'histoire avec le sens pratique d'un homme d'action. Il savait même, dans les questions de politique religieuse, se montrer supérieur aux hommes politiques de carrière tels que Sir William Harcourt). — Nos monuments à l'abandon (négligence et vandalisme des municipalités anglaises; nécessité d'une législation pro- tectrice comme il en existe en France et ailleurs). — H. PELHAM. Les premiers empereurs romains (travaux récents et points de vue nouveaux sur Jules César, par Rice Holmes et Frank Scott; sur Auguste, par Shuckburgh, Gardthausen et Otto Seek; sur Tibère, par Tarwer; sur

Caligula, par Willrich; sur Néron, par Henderson et Samuel Dill. L'auteur paraît avoir systématiquement omis tout livre français). — La situation de la Russie (très hostile au tsar).

78. — Archivio della r. Società romana di Storia patria. Anno XXVII, 1904, fasc. 3-4. — M. ANTONELLI. La domination pontificale dans le patrimoine de Saint Pierre en Toscane et ses vicissitudes, depuis la translation du Saint-Siège jusqu'à la restauration par Albornoz; suite et fin (appendice de vingt-trois documents, 1318-1357). — A. MONACI. Regeste de l'abbaye de Sant' Alessio sur l'Aventin; 1^{er} art. (le plus ancien document est du IV^e s.). — P. FEDELE. La famille d'Anaclet II et de Gélase II. — G. FERRI. Les chartes de l'Archivio Liberiano, du X^e s. au XV^e; suite (26 janvier 1133-12 décembre 1193). — G. TOMMASSETTI. La campagne romaine; suite (Via Labicana et via Prenestina). — P. TACCHI-VENTURI. Pour servir à l'histoire de l'église neuve et des rapports entre saint Philippe de Néri et Anne Borromeo (cette église neuve, autrement appelée « di S. Maria in Vallicella », est celle où siège la Société d'histoire de Rome depuis 1883. Publie deux lettres d'Anne Borromeo au cardinal Alexandre Farnèse, 15 janvier et 4 mars 1580). — V. FEDERICI. Un fragment du statut de Tivoli en 1305. — Id. Chartes du moyen âge avec signatures en vers. — G. RADICOTTI. L'imprimerie à Tivoli aux XVI^e et XVII^e s. — Bibliographie : E. Rocchi. Le piante iconografiche e prospettiche di Roma nel secolo XVI. — Anno XXVIII, 1905, fasc. 1-2. P. FEDELE. De quelques rapports entre les comtes de Tusculum et les princes de Salerne (X^e et XI^e s.). — G. FERRI. Les chartes de l'Archivio Liberiano, du X^e au XV^e s.; suite (du 1^{er} mai 1208 au 1^{er} octobre 1255). — P. FEDELE. Les archives de Sainte-Praxède; fin (publie en tout quatre-vingt-dix chartes, dont la dernière est du 21 juillet 1365). — G. TOMMASSETTI. La campagne romaine (suite des recherches sur les voies Labicana et Prenestina). — A. MONACI. Regeste de l'abbaye de Sant' Alessio sur l'Aventin; suite (chartes du XIII^e s.). — P. PICCOLOMINI. Deux lettres inédites de Bernardino Ochino (ces deux lettres sont adressées de Genève, le 2 octobre et le 7 décembre 1542, la première au cardinal Al. Farnèse, la seconde à la seigneurie de Venise; telle est du moins l'attribution donnée par le manuscrit, mais sans doute à tort. Il est plus vraisemblable que les destinataires véritables sont le cardinal Pole et un ami inconnu de Venise). — P. FEDELE. Le léopard et l'agneau de la maison Frangipane (publie deux chartes de 1209 et 1230). — N. BARONE. L'abbaye de Grottaferrata sous la protection des rois angevins de Naples (d'après un acte du 24 juin 1276). — Bibliographie : I libri commemorali della repubblica di Venezia. Regesti, t. VI. — G. Baracconi. I rioni di Roma (3^e édition, qui aurait gagné à être révisée de plus près). — Biblioteca del senato del regno. Bollettino delle pubblicazioni di recente acquisto. — R. Archivio di stato in Lucca. Regesti. — Marco Besso, Roma e il papa nei proverbi e nei modi di dire (intéressant).

79. — **Archivio storico italiano.** 1905, disp. 1. — Fr. LABRUZZI. Le comte Humbert aux Blanches-Mains fut-il connétable du royaume de Bourgogne? (conteste l'interprétation donnée par G. de Manteyer d'une charte d'Aoste de 1032). — Eugenia MONTANARI. Parme et l'agitation de 1831; 1^{re} partie. — Carlo CIPOLLA. L'histoire des Scaliger aux archives de Sienne (publie quelques documents des années 1388-1432). — Ferdinando GABOTTO. Les origines véritables des communes (réponse aux objections de G. Volpe; maintient ce qu'il a dit sur l'origine « seigneuriale » des communes). — Fr. SAVINI. Sur les flagellants, sur les fraticelles et sur les « Bizochi » du pays de Teramo pendant les XIII^e et XIV^e s., et sur une bulle de Boniface VIII en 1297 contre les « Bizochi », qui s'y étaient réfugiés (de la confraternité des flagellants à Teramo en 1318; les fraticelles dans les Marches et l'Ombrie; la congrégation des « Clareni » ou fraticelles institués par Clareno à Montorio en 1294. Examen de la bulle de Boniface VIII contre les « Bizochi » ou fraticelles réfugiés dans la région montagneuse du pays de Teramo et texte de cette bulle). — E. ROBIONY. Une mission ignorée d'un envoyé du duc de Parme, Francesco Farnèse, auprès du grand-duc Côme III, à propos des négociations relatives à la succession d'Espagne (publie le texte d'une instruction donnée au P. Rossi, de Plaisance, le 15 avril 1698). — Arnaldo DELLA TORRE. Le sixième centenaire de la naissance de Pétrarque. Compte-rendu des publications parues en 1904 (copieux article de 85 pages). — Bibliographie : *N. Rodolico. Cronaca fiorentina di Marchionne di Coppo Stefani* (chronique importante pour l'histoire florentine, surtout au XIV^e s. Les bases de l'édition ne sont pas aussi larges qu'on l'eût désiré). — Jos. SCHNITZER. Bartolommeo Cerretani (Cerretani écrivit une *Storia fiorentina*, publiée dans le tome III des *Fonti e Ricerche per la storia di Savonarola*; elle va des origines à 1385, puis de 1494 au sac de Prato en 1512. Important pour l'histoire de Savonarole). — G. CHINALI. Il castello di Caprese e Michelangelo Buonarroti (des faits et des documents intéressants pour l'histoire d'une localité fort modeste. L'auteur prouve qu'elle est la patrie de Michel-Ange; il y naquit le 6 mars 1475). — F. CICCAGLIONE. *Manuale di storia del diritto italiano* (travail estimable, malgré d'assez nombreuses lacunes et des erreurs). — Disp. 2. Arrigo SOLMI. Les chartes en langue vulgaire des archives archiépiscopales de Cagliari (publie vingt et une chartes, de 1070 à 1226, très intéressantes au point de vue linguistique et juridique, avec un lexique des mots les plus remarquables). — F. TOCCO. Les fraticelles (important travail d'ensemble sur l'histoire de cette secte). — Attilio MORI. Études, traités et propositions pour l'établissement d'une carte géographique de la Toscane dans la seconde moitié du XVIII^e s. — Emilio COSTA. Gerolamo Cardano à l'Université de Bologne, 1569-1570. — E. LASINIO. Fragments d'un registre de paiements ordonnés par l'ancienne Trésorerie de la commune de Florence, 1259. — Lod. FRATI. Souvenirs laissés par deux papes (Paul III, Farnèse, mort en 1549, et Innocent IX, Fachinetti, élu et mort en

1591). — Bibliographie : *P. Villari*. I primi due secoli della storia di Firenze (remarquable). — *D. Valla*. Vita di Carlantonio Dal Pozzo, arcivescovo di Pisa, fondateur del Collegio Puteano. — *Fr. Boncompagni-Ludovisi*. Le prime due ambasciate dei Giapponesi a Roma, 1585-1615. — *Gius. Romano-Catania*. Filippo Buonarroti; 2^e édition (augmentée de documents inédits. Buonarroti fut l'adversaire de Mazzini, après avoir été son ami).

80. — **Archivio storico lombardo.** 4^e série, fasc. 4, anno XXXI, 31 décembre 1904. — *Attilio Simioni*. Un humaniste milanais : Piat-tino Piatti; suite et fin (mort en 1508; liste de ses œuvres manuscrites et imprimées). — *Gerolamo Biscaro*. Notes et documents relatifs à la basilique de Saint Ambroise (1^o documents de la fin du XI^e s. publiés par Giulini; 2^o les « allegationes juris » de 1144 et autres actes des procès entre les deux clergés de la basilique, celui du monastère et celui du chapitre; texte de ces actes, qui étaient presque entièrement inédits; 3^o les diplômes faux). — *Zanino Volta*. Notes de Bartolomeo Morone sur l'histoire politique de son temps, 1411-1449. Publie, avec un commentaire, le texte de ces notes, rédigées en latin). — *Edmondo Solmi*. Documents inédits concernant le séjour de Léonard de Vinci en France en 1517 et en 1518. — *Giuseppe Gallavresi*. Fragments de la correspondance du comte Giuseppe Prina (quelques lettres assez insignifiantes de Prina, ministre des Finances de la république italienne, à Paravicini, préfet du département de l'Agogna). — Bibliographie : *G. Miglioli*. Le corporazioni Cremonesi d'arti e mestieri nella legislazione statutaria del medio evo (utile analyse des sources crémonaises; mais il est évident que l'auteur manque de préparation scientifique). — *M. Campori*. Epistolario di L.-A. Muratori; vol. IV et V, 1711-1721. — Fasc. 5, anno XXXII, 31 mars 1905. M. *Roberti* et L. *Tovini*. La partie inédite du plus ancien recueil de statuts de Brescia (se rapporte à la seconde moitié du XII^e s.; analyse détaillée). — *Gerolamo Biscaro*. Notes et documents relatifs à la basilique de Saint-Ambroise; suite (1^o la « superstantia », ou « labor ecclesiae », autrement dit la fabrique de l'église depuis le XII^e s.; 2^o l'autel d'or et sa garde; 3^o les stalles du chœur). — *Emanuele Greppi*. Une œuvre inédite d'Alessandro Verri sur l'histoire d'Italie (Verri commença d'imprimer son Histoire d'Italie en 1767; cette publication fut bientôt suspendue pour des raisons politiques. Puis Verri fut pris de scrupules divers et l'œuvre ne fut jamais achevée). — *Louis Delaruelle*. Le séjour à Milan d'Aulo Giano Parrasio (Parrasio était un humaniste, rhéteur de profession; à Milan, il se trouva en contact avec les Français, qu'il commença d'initier aux belles-lettres et à l'antiquité). — *Giuseppe Petraglione*. Une édition officielle d'historiens milanais (1622-1630). — Bibliographie : *Enrico Casanova*. Dizionario feudale delle provincie componenti l'antico stato di Milano all' epoca della cessazione del sistema feudale, 1796 (très intéressant). — *G. Visconti-Venosta*. Ricordi di gioventù; cose vedute o sapute, 1847-1860 (beau et bon livre, très instructif).

81. — Archivio storico per le provincie napoletane. Anno XXIX, 1904, fasc. 4. — F. NICOLINI. Lettres inédites de Bernardo Tanucci à Ferdinand Galiani; suite dans anno XXX, fasc. 1 (août 1764-avril 1765). — G. GENTILE. Le fils de G.-B. Vico et les débuts de l'enseignement de la littérature italienne à l'Université de Naples (Vico, marié le 12 décembre 1699, eut huit enfants : quatre filles et quatre fils. De ces derniers, deux ont porté le nom de Gennaro; c'est du second, né en décembre 1715, qu'il est ici question. Sa vie et ses œuvres; il mourut en 1806); suite dans anno XXX, fasc. 1. — P. FEDELE. D'un préteudue du Gaète au xviii^e s. (d'après un acte qu'on a daté de 787, mais qui serait au plus tôt de la fin du ix^e siècle; de ce document, on ne saurait tirer l'existence d'un Anatolius, duc de Gaète, qui est un être imaginaire). — Anno XXX, 1905, fasc. 1. Bibliographie : *Thomae de Chaula. Siculi, patria Claramontis, Gestorum per Alphonsum, Aragonum et Siciliae regem, libri V* (Thomas de Chaula, né à Chiaramonte, dans le comté de Modica, vécut dans la première moitié du xv^e siècle; ses *Gesta*, qui se rapportent aux années 1420-1424, n'ont que peu de valeur; c'est de la déclamation en hexamètres). — A. LOMBROSO. L'agonie di un regno : Gioacchino Murat al Pizzo, 1815; t. I : l'Addio al regno di Napoli (recueil de matériaux qui ne forment pas un livre). — Ouvrages sur les *Carbonari*. — E. GASPAR. Roger II und die Gründung der Normannisch-Sicilischen Monarchie (excellent). — B. MUSOLINO. La rivoluzione del 1848 nelle Calabrie (récit écrit en 1859 à Paris, où l'auteur s'était réfugié).

82. — Studi storici. Vol. XIII, 1904, fasc. 1. — F. FILIPPINI. La deuxième légation du cardinal Albornoz en Italie, 1358-1367 (suite des documents). — G. VOLPE. *Lambardi et Romani* dans les campagnes et les villes. Notes pour servir à l'histoire des classes sociales, de la nation et de la Renaissance italiennes, xii^e-xv^e s. (dans les documents toscans et lombards des xi^e, xii^e et xiii^e s., on trouve de fréquentes mentions de *Lambardi* ou *Longabardi*; ce mot désigne la petite aristocratie rurale des vassaux inférieurs, des vavasseurs, chevaliers, châtelains, « *gastaldi* », etc. Notes pour servir à l'histoire de cette classe de personnes qui disparaît dans les premières années du xiv^e s.). — S. PELLINI. Le testament d'Alfonse Fieramosca (6 novembre 1526. Texte latin). — Comptes-rendus : *St. Lottici et Gius. Silli. Bibliografia generale per la storia parmense* (utile; mais les auteurs ont eu le tort de mêler l'indication des ouvrages manuscrits à celle des imprimés. Ce sont deux départements distincts qu'on ne peut traiter d'après la même méthode et qu'il faut tenir soigneusement séparés). — G. SCARAMELLA. Il lodo del duca di Ferrara tra Firenze e Venezia (bonne étude sur l'accord prononcé, le 6 avril 1499, par le duc de Ferrare, Hercule I^{er}, pour mettre fin à la guerre que se faisaient Florence et Venise à propos de Pise). — Al. LUZIO. Il processo Pellico-Maroncelli secondo gli atti officiali segreti (important pour l'histoire des procès autrichiens de 1821). — DOMINICI. Documenti Livornesi inediti sulla guerra dell' Indipendenza Ameri-

cana (correspondance échangée par le gouverneur de Livourne et son gouvernement au sujet d'un navire de guerre anglais qui prétendait se faire livrer un bateau marchand suspect de porter de la poudre aux « Insurgents »). — **Fasc. 2.** G. MANACORDA. Études sur l'histoire des écoles et des universités (notes bibliographiques et résumé des travaux). — G. VOLPE. *Lambardi et Romani* dans les campagnes et dans les villes; 2^e art. (naissance de la petite aristocratie féodale au XI^e s.). — *Seb. Nicastro*. Lucques dans les dernières années de la République aristocratique; fin dans le fasc. 4 — *Comptes-rendus* : *G. Brizzalora. La Francia dalla Restaurazione alla fondazione della terza Repubblica, 1814-1870* (insuffisant). — *V. Lazarini. I titoli dei dogi di Venezia* (bon). — *A. Amelli. Quadernus de excadencis et revocatis Capitanatae, de mandato S. M. Friderici II* (très belle édition d'un texte important). — **Fasc. 3.** G. VOLPE. *Lambardi et Romani* dans les campagnes et dans les villes; 3^e art. (de la formation du droit propre aux diverses classes de la population aux degrés divers de l'aristocratie; formation et droits de la classe des *Lambardi*). — A. CRIVELLUCCI. Les évêchés d'Italie et l'invasion lombarde (réponse aux critiques faites à Crivellucci par Mgr Duchesne). — Pio PECHIA. Un sirvento gibelin inédit concernant la bataille de Montecatini (en italien; avec un appendice de documents inédits). — **Fasc. 4.** G. VOLPE. *Lambardi et Romani* dans les campagnes et dans les villes; 4^e art. (tendance qui, à partir du XI^e s., pousse les Italiens à se rattacher aux institutions de l'ancienne Rome; l'élément romain croît dans les villes au XII^e s.; il s'y forme une classe consulaire, d'où sortent les juges et les recteurs des communes. Mais, en même temps, les différents éléments ethniques de la population se fondent dans une unité qui trouvera sa plus ancienne forme dans les ligues, si nombreuses au XII^e et au XIII^e s.). — F.-E. COMANI. Une correction au texte du *Chronicon Regiense* (concernant les événements de l'année 1315). — *Comptes-rendus* : *Caggese. Su l'origine della parte guelfa e le sue relazioni col comune* (dissertation ingénieuse, intéressante, mais peu convaincante). — *Memorie sulle società segrete dell'Italia meridionale, e specialmente sui Carbonari* (trad. italienne, par A.-M. Cavallotti, d'une très intéressante brochure anonyme publiée d'abord en anglais. Nombreux documents en appendice sur l'obscur question de l'origine de la Charbonnerie). — *E. Casa. I Carbonari Parmigiani e Guastallesi, conspiratori nel 1821, e la duchessa Maria Luigia Imperiale* (gros volume avec de nombreuses illustrations). — **Vol. XIV**, 1905, fasc. 1. A. CRIVELLUCCI. Les origines de l'État pontifical; fin (le désir d'échapper à la domination lombarde ou à la prédominance de l'aristocratie conduisit la papauté à faire de graves altérations à l'organisation de l'Église; elle se soumit à l'alliance des Francs et finit par leur transférer la couronne impériale que les Italiens avaient essayé vainement de ramener en Italie). — F. FILIPPI. *La deuxième légation du cardinal Albornoz en Italie, 1358-1367*; fin (publie en tout quatre-vingt-trois documents inédits). — G. BRIZZALORA. *Cola di Rienzo et Pétrarque*

(Filippini a eu tort de nier que Pétrarque ait compté sur Cola pour ramener le pape à Rome). — A. MANCINI. Sur la correspondance entre Bajazet II et Innocent VIII (publie trois lettres inédites, écrites en grec). = Comptes-rendus : *G. Rodolico. Il sistema monetario e le classi sociali del Medio evo* (très intéressant). — G. COLANERI. *Bibliografia araldica e genealogica d'Italia* (fait sans méthode et très incomplet).

83. — *'Axpīta*; (revue bi-hebdomadaire. Athènes), n° 1, 1^{er} mars 1904. — S. SKIPIS. Acritas (expose l'objet de cette nouvelle publication, qui s'est placée d'une manière significative sous le patronage du héros par excellence de l'épopée populaire et qui se propose de publier en dialecte « démotique » des poésies, des articles de critique littéraire, de philosophie, d'histoire, etc... On ne peut que souhaiter bon succès à cette initiative et féliciter les écrivains qui voient de quel côté sont les véritables intérêts du développement de la culture hellénique contemporaine). — A. CAMPANI. Les jaunes (l'Europe en face des progrès du Japon). — G. CHATZIDAKIS. Quelques mots sur la recherche scientifique de la langue néohellénique (historique de la question de la langue populaire depuis le moyen âge). — NICOS VEIS. Le fils d'Andronic, fragment du cycle d'Acritas, d'après un manuscrit de Monembasia (publie une version un peu différente du texte publié déjà par E. Legrand). — P. CALLIMACHOS. Les précurseurs de la Renaissance hellénique. Eustathe de Thessalonique (voit dans Eustathe un des plus purs représentants du patriotisme hellénique au moyen âge). = N° 2, 15 mars 1904. G. CHATZIDAKIS. Quelques mots sur la recherche scientifique de la langue néohellénique; suite. — NICOS VEIS. Courte chronique des années du monde 6903-6943 (en grec vulgaire). = N° 3 et 4, 15 avril 1904. POLITIS. Le chant des fils d'Andronic (comparaison entre la version de Monembasia et celle qui se trouve dans les papiers de Villoison).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Alfred RAMBAUD, membre de l'Institut, professeur à l'Université de Paris, né à Besançon le 2 juillet 1842, est mort à Paris, le 10 novembre dernier, à la suite d'une longue maladie. Nous ne pouvons aujourd'hui qu'enregistrer la perte si sensible que font notre haut enseignement et la science historique par la mort d'Alfred Rambaud. Nous rappellerons dans notre prochaine livraison ce qu'a été son immense labeur et les services qu'il a rendus.

— Le 5 décembre est mort à Monaco M. Gustave SAIGE, conservateur des archives et de la bibliothèque de la principauté. Il était né à Paris le 20 août 1838. Il sortit de l'École des chartes (1862) avec une thèse sur *l'honor, seigneurie territoriale de Languedoc, et en particulier de l'honor des Juifs du XI^e au XIV^e siècle*, qui reçut l'année suivante une médaille au concours des Antiquités de la France, et qui, remaniée plus tard, devint l'étude publiée sous le titre : *les Juifs du Languedoc antérieurement au XIV^e siècle* (1883); puis il entra aux Archives nationales où il resta jusqu'en 1881; à cette époque, il fut nommé surintendant des archives, bibliothèques et musées de la principauté de Monaco. Désormais, c'est des belles collections mises sous sa garde que Saige tira la matière de ses travaux : *Documents relatifs à la principauté de Monaco depuis le XV^e siècle*; *Cartulaire de la seigneurie de Fontenay-le-Marmion* (1899), etc.

— Le 9 décembre est mort M. Bernard PROST, à l'âge de cinquante-six ans. Après être sorti de l'École des chartes (1870), avec une thèse sur le *Cartulaire de l'abbaye de Baume-les-Moines*, il fut nommé archiviste du Jura. Il fut ensuite rédacteur, puis sous-chef à la direction du secrétariat au ministère de l'Instruction publique, enfin inspecteur général des bibliothèques et des archives (1896). Il a publié surtout des textes relatifs à l'histoire de sa province : *Traicté de la forme et devis comme on fait les tournois, par Olivier de la Marche, Hardouin de La Jaille, Anthoine de La Salle* (1878); *Inventaires mobiliers et Extraits des comtes et ducs de Bourgogne de la maison de Valois, 1363-1477*; *Journal de Guillaume Durand, chirurgien à Poligny de 1610 à 1683* (1883); *le Trésor de l'abbaye Saint-Bénigne de Dijon* (1894), etc.

— *Programme d'agrégation d'histoire et de géographie, 1906.* — HISTOIRE ANCIENNE : 1^o la Colonisation grecque; 2^o la Vie publique et la vie privée à Athènes et à Sparte aux V^e et IV^e siècles avant Jésus-Christ; 3^o Conquête et administration du monde méditerranéen par les Romains sous la République; 4^o l'Empire romain sous les Antonins. — HISTOIRE

DU MOYEN AGE : 1^o Tableau de la Gaule mérovingienne : le pouvoir royal, l'état social, économique et intellectuel; 2^o l'Angleterre depuis l'avènement de Henri IV jusqu'à l'avènement d'Élisabeth; 3^o l'Église d'Occident depuis l'avènement de Grégoire VII jusqu'à la mort d'Innocent IV; 4^o la Noblesse, les villes et les paysans en France au XIII^e siècle; 5^o les Arts en Flandre et en France depuis le début du règne de Charles V jusqu'aux guerres d'Italie exclusivement. — HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE : 1^o les Pays-Bas espagnols et les Provinces-Unies, de l'avènement de Philippe II à la paix d'Utrecht; 2^o la France sous Louis XV et Louis XVI jusqu'à la Révolution; 3^o la France et l'Europe sous le Consulat et l'Empire (1799-1815); 4^o les États-Unis d'Amérique depuis la déclaration d'indépendance jusqu'à la fin du XIX^e siècle; 5^o Institutions de la France de 1789 à nos jours. — GÉOGRAPHIE : 1^o Géographie physique générale; 2^o la France; 3^o l'Allemagne; 4^o l'Afrique; 5^o les Produits alimentaires.

— Un bénédictin de Solesmes, dom Albert BRUNET, se propose de rééditer le *Sanctuarium seu Vitae sanctorum ex diversis codicibus collectae*, de Boninus MOMBRIUS. Ce recueil, imprimé à Milan vers 1480, est aujourd'hui introuvable, et cependant il est toujours utile à consulter, parce que certains textes ne se trouvent publiés que là et que les éditeurs n'ont eu d'autre souci que de reproduire exactement les manuscrits mis à leur disposition. La nouvelle édition reproduira scrupuleusement l'originale; les abréviations seront résolues, mais on respectera (nous ne voyons pas trop pourquoi) la ponctuation et toutes les autres particularités du texte. Un choix de « novae lectiones » viendra aider à corriger ça et là le texte de Mombritius. Le prix de souscription est de 60 francs (s'adresser à dom Brunet, à Appuldurcombe House, par Wroxall, île de Wight, Angleterre).

— La plaquette de M. Henri Clouzot, *les Amitiés de Rabelais en Orléanais et la lettre au bailli du bailli des baillis* (Champion, 1905, in-8°, 19 p. Extrait de *Rev. des Ét. rab.*, III, n), établit que la lettre à Antoine Hullot est authentique. Cette lettre doit être datée de 1544 à 1545. Elle témoigne des liens qui rattachaient Rabelais aux calvinistes orléanais. — Le même M. Clouzot étudie *Un voyage à l'île de Cordouan au XVI^e s.* (Niort, 1905, in-8°, 25 p. Extrait de *Bibl. Éc. des ch.*, t. LXVI). Il s'agit d'un voyage accompli en 1592 par La Popelinière pendant que Louis de Foix y construisait son phare. M. Clouzot ajoute au journal de ce voyage un Mémoire du même auteur sur les modifications du rivage du Médoc.

— Le tome V et dernier des *Lettres de Charles VIII*, de feu P. Pélicier, paraît sous le double nom de P. Pélicier et B. de Mandrot. Ce volume contient 108 lettres correspondant aux années 1496-1498, plus un supplément de 77 numéros, la table alphabétique des cinq volumes et une courte préface due à M. de Mandrot. Il n'est pas besoin de faire ressortir l'intérêt de ce nouveau volume, ni de louer le nouvel éditeur

de la façon dont il s'est acquitté d'une tâche délicate. Comme il n'est pas de collection, si bien pourvue soit-elle de suppléments, qui ne présente des lacunes, je signalerai à M. de Mandrot quelques lettres qu'il a omises : à Ludovic, 11 août 1495, p. p. L.-G. Pélissier, *Arch. st. it.*, 5^e série, XV, 104; trois lettres, au sieur de Saint-Pol, de Lyon, 25 janv. 1496, aux Florentins, 26 mai et 27 nov., p. p. Champollion-Figeac, *Méл. hist.*, I, 671, 672, 674; enfin une lettre aux Florentins en faveur de Savonarole, p. dans *Arch. st. it.*, 4^e série, VIII, 192 (Soc. de l'*Hist. de Fr.*, 1905, XII-343 p.).

H. HR.

— MM. Abel LEFRANC et Jacques BOULENGER ont eu l'heureuse chance de mettre la main sur deux années (1515, 1522) des Comptes de Louise de Savoie, sur trois années (1512, 1517, 1524) de ceux de Charles d'Alençon, sur deux années (1529, 1539) de Marguerite. Leur publication, aussi élégante que soignée (*Comptes de Louise de Savoie et de Marguerite d'Angoulême*, Champion, 1905, in-8°, VIII-122 p.), accompagnée d'un index, est une précieuse contribution à l'onomastique du XVI^e siècle.

— Les mêmes auteurs, dans la collection de la *Société des Études rabelaisiennes*, ont réimprimé *l'Isle sonante* (Champion, 1905, in-8°, xx-41 p.). Non seulement ils ont ainsi mis à la disposition des amateurs et des érudits un texte qui n'avait jamais passé tel quel sous les presses depuis l'unique édition de 1562, mais ils ont, par cette publication même, apporté de nouveaux éléments à la critique du V^e livre. Il ne paraît pas douteux, pour qui a suivi d'un peu près leur discussion critique, que l'imprimé de 1562 (et, dans une certaine mesure, le ms., postérieur à cette édition, publié par Montaignon) n'émane de Rabelais. Si l'édition du V^e livre de 1564 contient des interpolations nombreuses, il reste que des parties essentielles, le mythe du Papegault, celui de Grippeminault et des chats fourrés seraient bien des mythes rabelaisiens. Pour peu que l'on soit au courant des controverses sur la nature et la portée de l'œuvre de Rabelais, on mesurera l'importance capitale de ces conclusions. — La question est moins claire en ce qui regarde le mythe des Apedestes, dont M. Boulenger défend l'authenticité, tandis que M. Lefranc a donné (*Navigations de Pantagruel*) de fort bonnes raisons pour le croire interpolé, bien qu'il figure dans le texte de 1562.

H. HR.

— M. F. Giroix ajoute à ses études sur les entours de la Saint-Barthélemy une courte notice sur Pellevè (*Un cardinal ligueur au XVI^e s. : Pellevè, archevêque de Sens et de Reims*. Laon, 1905, in-12, 61 p.), faite presque exclusivement avec la *Satyre*, l'*Estoile* et les procès-verbaux de 1593.

— M. Edmond Poupé, dans *les Pontevès-Bargème et la Ligue en Provence* (extrait des *Annales de la Société d'Études provençales*. Aix, 1905, in-8°, 126 p.), publie une « Correspondance relative à la prise d'armes carciste [de Carcès] de 1578-1579 », et particulièrement à la petite ville

et au château de Callas, disputés entre les *razats* (protestants royalistes) et les ligueurs.

— L'idée était bonne de publier des *Œuvres poétiques choisies* de Th.-Agrrippa d'Aubigné. Le *Printemps*, les *Tragiques*, le *Discours au royaume*, des pièces inédites, ont fourni à M. Ad. van BEVER la matière d'un élégant volume (Sansot, 1905, in-18, xlv-231 p., un portrait, un fac-similé, un croquis du château de Talcy). Le texte a été, pour le *Printemps*, établi à la fois sur les mss. Tronchin et sur le ms. Monmerqué (sans qu'on nous donne suffisamment de renseignements critiques sur ce ms.); pour les *Tragiques*, sur « l'édition sans lieu ni date », qui avait servi, en 1896, à l'édition du 1^{er} livre donnée par des élèves de l'École normale. — La vie de d'Aubigné qui ouvre le volume ne nous apporte rien de nouveau et ne tient même pas compte de tous les travaux parus sur le personnage.

H. HR.

— L'étude de M. P. BOISSONNADE sur *la Production et le commerce des céréales, des vins et des eaux-de-vie en Languedoc, dans la seconde moitié du XVII^e siècle* (extrait des *Annales du Midi*, t. XVII, 1905, in-8^o, 32 p.), est, dans sa brièveté, très riche de renseignements sur l'état de l'agriculture en cette province. La routine, l'absence de capitaux, le défaut de communications avaient pour conséquence la dissémination des cultures : « Le champ de blé et le vignoble se rencontrent presque partout; nulle part ils ne forment les vastes domaines que l'on peut voir aujourd'hui. » — Le Languedoc ne peut alors vendre au dehors que ses produits de choix.

— M. Jean L'HOMER a consacré une notice détaillée, trop détaillée peut-être, à Jean-Frédéric Perregaux, né à Neuchâtel en 1744, venu à Paris en 1765 et banquier célèbre au moment de la Révolution. Mécène des artistes de son temps, il sut se concilier aussi les meneurs de la Convention elle-même, auxquels il rendit plus d'un service pécuniaire, échappa, non sans peine, aux dangers de la Terreur, fut influent encore sous le Directoire et le resta sous le Consulat, sa fille Hortense ayant épousé Marmont, l'aide de camp de Bonaparte, dès avril 1798. Devenu sénateur sous l'Empire, le banquier suisse eut après sa mort, en 1808, les honneurs du Panthéon. Le reste du volume de M. L'Homer (*Perregaux et sa fille, la duchesse de Raguse*. Paris, Lahure, 1905, viii-149 p. in-8^o, portr.) est consacré principalement aux brouilles du maréchal Marmont avec sa femme, brouilles qui succédèrent assez rapidement à la lune de miel; il nous raconte aussi le long veuvage de la duchesse de Raguse, qui n'est morte à Paris qu'en 1855. C'est une étude assurément conscientieuse, mais qui s'attarde à bien des faits d'un intérêt médiocre; un simple article de revue aurait suffi pour nous donner tout ce que le livre renferme de vraiment curieux et nous faire apprécier les deux personnages qui se trouvent au premier plan de ce récit. R.

— Dans un nouveau volume de la collection des *Saints*, publiée par la librairie Lecoffre (Paris, 1905, xxiv-188 p. in-18), M. Victor PIERRE

nous raconte le malheureux sort de seize religieuses carmélites de Compiègne qui furent condamnées à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, le 17 juillet 1794, et guillotinées le même jour place du Trône. En 1902, le pape Léon XIII les déclara *vénérables*; « une seconde décision, qu'il y a lieu d'espérer très prochaine, les déclarera *martyres*. C'est la première fois que, parmi les victimes de la Terreur, l'Église en choisit quelques-unes pour les éléver sur les autels ». Muni du *nihil obstat* de la sainte Congrégation de l'Index, ce récit, « dernier souvenir du zèle catholique » de l'auteur, récemment décédé, est rédigé surtout d'après les témoignages recueillis par l'abbé Jauffret et l'abbé Guillon, l'abbé Villecourt et M. Alexandre Sorel; tous, à peu près, se sont servis des notes rédigées par une survivante, sœur Marie de l'Incarnation (Mme Philippe), morte en 1835. Ces pauvres religieuses furent condamnées pour avoir conspiré contre la souveraineté du peuple et pour avoir constitué des conciliabules de contre-révolution. Le fait est que, de l'aveu de l'auteur lui-même, la Mère prieure proclama à l'audience « leur attachement à Louis XVI et à son auguste famille ». On était guillotiné, en ces temps-là, pour de moindres méfaits. — L'auteur nous apprend que « plusieurs interventions surnaturelles (de ces seize saintes futures) ont été canoniquement constatées... Elles ouvrent la brèche où d'autres les suivront sans doute ». — En effet, il y a là une mine presque inépuisable à exploiter et l'on peuplera sans peine le paradis de saints royalistes; mais le peuple consentira-t-il à les prier? R.

— La littérature napoléonienne grossit sans cesse. M. COLONNA DE CESARI-ROCCA nous donne une étude sur le *Nid de l'Aigle*, c'est-à-dire sur Napoléon, sa patrie, son foyer, sa race, d'après des documents inédits (Paris, Librairie universelle, 1905, 314 p. in-18). On y trouve d'abord une centaine de pages sur la Corse à travers l'histoire, puis une exposition critique du passé des ascendantes directes et collatéraux de Napoléon, surtout du quémandeur infatigable et souple que fut son père, Charles Bonaparte. L'auteur nous montre ensuite les légendes qui furent forgées sur ce passé, quand une fois le plus illustre rejeton de la race eut ceint la couronne, et comment on parvint à le rattacher aux Paléologues, aux Comnènes et même à Charlemagne, en ignorant les humbles bouchers ou marchands de fromage, les mercenaires et les régisseurs de ce nom qui vinrent de Génés, Sarzani ou Chiavari, s'établir en Corse et ne prirent, d'ailleurs, qu'assez tard un contact sérieux avec la population native au point de s'identifier avec elle. Il y a là toute une série de faits de détail intéressants, des glanes fructueuses dans les archives italiennes ou corses simplement racontées. Nous regrettons seulement que l'auteur se soit arrêté à jongler avec les chiffres des ascendances généalogiques de l'empereur, selon la méthode mise à la mode récemment par MM. Lorenz, Brachet et autres. Il nous apprend (p. 8) qu' « un peu plus de *onze cents milliards d'individus* ont participé, depuis le *vii^e* siècle, à la formation de Napoléon ». En appuyant sérieusement sur des arguments pareils, on en arrivera bien-

tôt à faire nier toute influence de race et de famille par les esprits sensés.

R.

— M. le comte Joseph GREPPI, sénateur du royaume d'Italie, a mis au jour le troisième et dernier volume des *Souvenirs sur la Révolution française de son ancêtre Paolo Greppi (la Rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano, III. Milan, Hoepli, 1904, xv-419 p. in-18)*. Il débute par la triomphale entrée de Bonaparte à Milan; les lettres de Greppi adressées à son père, le comte Antoine, nous montrent avec quelle rapidité l'enthousiasme reconnaissant pour les *libérateurs* de l'Italie s'éteint devant les pillages et les exactions des agents du Directoire et se change en haine ouverte, une fois que le général vainqueur est parti pour l'Orient. Greppi lui-même, fort bien vu de Bonaparte et de Joséphine, dont il « reçoit journalement mille démonstrations de gentillesse et de courtoisie » (p. 76), est obligé de sortir de Milan pour Florence, afin de ne pas être assassiné comme ami des Français. Il quitte la Toscane en 1799, à la demande de Joseph Bonaparte et de Salicetti, pour venir à Paris y discuter avec le premier consul, en qualité de délégué de la République cisalpine, l'avenir de sa patrie. Il y est mort le 4 septembre 1800. Ses lettres, divisées en cinq chapitres, sont encadrées dans un texte courant par l'éditeur; on y remarque une lacune pour la seconde moitié de l'année 1798, le vieux comte Antonio, trop désorienté par tant de révolutions successives, ayant prié son fils de ne plus lui raconter ces bouleversements qui se précipitent et qui l'afflagent. La correspondance s'arrête à la reprise de Rome, en février 1799; elle sera consultée avec fruit, ainsi que le commentaire de l'éditeur, par tous ceux qui auront à s'occuper de l'histoire de la péninsule pendant les dernières années du XVIII^e siècle. R.

— Un jeune savant allemand, décédé depuis, M. Paul WITTICHEN, a publié dans les *Quellen und Forschungen* de l'Institut historique prussien à Rome une série de lettres du futur cardinal Consalvi, alors auditeur de la rote, adressées au comte Litta, nonce à Varsovie depuis mars 1794 et plus tard préfet de la Propagande et adversaire de Consalvi, mais alors son confident et son ami. Ces lettres, qui vont du 18 juillet 1795 au 22 octobre 1796 (une seule est de juillet 1798), ont été reproduites en tirage à part (Rome, Loescher, 1904, 34 p. in-8^o), et elles méritaient d'être connues par les indications qu'elles fournissent sur les rapports de la curie romaine avec la République française et sur la situation générale des États de l'Église à la date indiquée. Ce n'est pas, si l'on en croit Consalvi, le pape, mais bien le Directoire, qui a pris l'initiative des négociations avant la fin de la campagne de Bonaparte; ce dernier n'est pas nommé dans cette correspondance et ne fut chargé, d'ailleurs, que plus tard de suivre la discussion qui se termina par l'accord de Tolentino. R.

— Le cimetière de Sainte-Marguerite à Paris, établi en 1637 autour de la chapelle de ce nom, qu'avait fondée peu auparavant le curé de Saint-

Paul, M^e Anthoine Fayet, a servi, pendant de longues années, de lieu de sépulture à des gens fort obscurs, et, s'il en avait toujours été ainsi, M. Lucien LAMBEAU, secrétaire de la Commission municipale du Vieux-Paris, n'aurait pas songé sans doute à lui consacrer tout un volume (Paris, Daragon, 1905, 238 p. in-8^o, planches), maintenant qu'il va disparaître pour faire place à un nouveau groupe de bâtiments scolaires. Mais, vers la fin de la Terreur, il reçut aussi les corps des suppliciés de la barrière du Trône, en concurrence avec le cimetière de Picpus, et les hôpitaux de Paris y déversèrent, plus tard encore, leurs *maccabées*, jusqu'à ce que le préfet Frochot l'eut interdit en l'an XIII. Surtout on y ensevelit, en 1795, soit le fils de Louis XVI, mort au Temple, soit l'enfant qui lui aurait été substitué, si l'on admet l'évasion du dauphin. C'est à cette inhumation et aux exhumations successives de ses ossements, authentiques ou non, qu'est consacré le gros du travail de l'auteur; de là son sous-titre : *la Question Louis XVI*. Quel que soit l'avis du lecteur (les déclarations des médecins qui ont attribué ces restes à un individu de dix-huit à vingt ans méritent d'être retenues) sur le fond même de la question, le travail de M. Lambeau conservera tout au moins le souvenir du cadre, bientôt disparu, dans lequel s'est joué le dernier acte de la comédie macabre ou de la véritable tragédie du Temple.

R.

— M. le commandant SAUZEY continue ses études sur *les Allemands sous les aigles françaises au temps de la Confédération du Rhin (1806-1813)*. Au fascicule sur le *Régiment de Francfort* fait suite celui sur *le Contingent badois* (Paris, R. Chapélot, 1904, ix-170 p. in-8^o, avec portr. et cartes); c'est un résumé des travaux imprimés allemands de F.-X. Rigel, Krieg von Hochfelden, Roeder de Diersburg, augmenté de quelques extraits de mémoires français du temps. M. Margerand, qui a mis une préface élogieuse en tête du volume, dit avec raison « qu'on doit rechercher dans les archives des pays étrangers, dans les manuscrits, les mémoires et les livres allemands les documents qui nous font entièrement défaut ». Mais il ne semble pas que l'auteur ait tenu beaucoup à réaliser ce programme; le *Landesarchiv* de Carlsruhe, qu'il fallait explorer avant tout, ne paraît pas avoir été visité; le volumineux recueil de la *Correspondance politique de Charles-Frédéric de Bade* n'est nulle part cité. L'auteur aurait trouvé encore des détails anecdotiques sur son sujet dans l'ouvrage de Becht, *Denckwürdigkeiten der zwey Feldzüge baderischer Truppen im Elsass* (Heidelberg, 1817), où l'un des appendices raconte l'historique du régiment badois de Neuenstein, en Espagne, et un autre renferme des faits divers relatifs aux campagnes de 1807-1812¹.

R.

1. M. S. ne signale pas le fait, assez intéressant pourtant, de la présence d'officiers français dans ce contingent badois. Ainsi, le lieutenant von Massenet, qu'il cite p. 51, est un fils de J.-P. Massenet, député du Bas-Rhin à l'Assemblée législative. — P. 34, lire *Kageneck* pour *Krageneck*.

— M. Edmond PARISER a consacré un travail très documenté, simplement, mais chaleureusement écrit, au célèbre philanthrope du Bande-la-Roche, le pasteur Jean-Frédéric Oberlin († 1826), qui, pendant un demi-siècle, fit de ce coin sauvage des Vosges un champ d'expériences bénies pour le développement intellectuel, matériel et moral des paroisses confiées à ses soins. Il a limité volontairement, comme le montre le titre de l'ouvrage (*Un éducateur mystique*. Paris, H. Paulin, 1905, 323 p. in-8°), son sujet en étudiant surtout les principes d'éducation d'Oberlin et l'application qu'il en fit dans la sphère très spéciale où il se trouvait placé, isolé de tout concours extérieur, officiel ou autre. Il nous le montre créateur de salles d'asile, organisateur d'écoles primaires, travaillant déjà, cent ans en avance, aux œuvres d'enseignement post-scolaire par ses conférences populaires et par ses instructions civiques adressées aux paroissiens adultes pendant la Terreur, et puisant dans la profondeur de son sentiment religieux le dévouement inlassable à son œuvre difficile, dont les résultats sont encore aujourd'hui visibles dans cette pittoresque région, si changée pourtant par l'industrie moderne, de la terre d'Alsace. R.

— Cacault nous est connu comme ambassadeur de la République française à Naples; on sait encore que, de 1764 à 1769, il fut professeur de fortifications, puis inspecteur à l'École militaire; mais que devint-il entre le moment où ce dernier emploi fut supprimé et celui où Cacault devint secrétaire du marquis d'Aubeterre, commandant en chef de la province de Bretagne (1775)? M. C. JORET nous l'apprend (*Cacault écrivain*, dans les *Annales de Bretagne*, juillet 1905, et à part, 24 p.): il visita d'abord l'Italie (1769-1771), puis l'Allemagne (1772-1775); de ce dernier pays, il étudia la langue et la littérature avec une ardeur intelligente; il connut Lessing et, presque sous ses yeux, écrivit une traduction de la *Dramaturgie*; il connut Herder, qui l'hébergea chez lui à Bückebourg, l'année même de son mariage, etc. Ces cinq années passées à l'étranger, dans cette Allemagne qui se lançait avec une jeunesse si enthousiaste à la conquête du monde intellectuel, ont été fécondes; le futur diplomate travaillait déjà au rapprochement des peuples en leur apprenant à se mieux connaître.

— M. DE ROUX, la *République de Bismarck*, ou *Origines allemandes de la troisième République* (1 broch. in-32. Paris, 1905, Bureaux de la Gazette de France. Prix : 0 fr. 25). — M. de Roux aime les thèses fortes et paradoxales. Dans une conférence sous les auspices de « la Ligue d'action française », il a tenté de démontrer aux Poitevins que la troisième République a été fondée uniquement pour le bien de l'Allemagne. Nous ignorons le succès qu'il a pu avoir à Poitiers et les conversions qu'il a déterminées, mais il nous sera permis de penser que son effort a dépassé son succès. A la suite de cette conférence, et pour l'appuyer, M. Jacques Bainville a traduit certaines lettres extraites du volume *Aus Bismarck's Briefwechsel*, notamment la correspondance du comte Henckel de Donnersmarck, qui démontrent les efforts de ce

diplomate officieux pour rapprocher Bismarck et Gambetta : on sait que leur résultat fut nul. Enfin la brochure se termine par quelques curieux articles de journaux, dont un pittoresque portrait du même comte Henckel.

P. M.

— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790*. Gironde, série E. Supplément, t. III (nos 3698 à 4657), rédigé par M. Gaston DUGAUNNÈS-DUVAL et, pour les documents antérieurs à 1500, par M. Jean-Auguste BRUTAILS (Bordeaux, Gounouilhou, 1905, in-4°, 337 p.). — Dans ce volume, on trouvera l'inventaire des archives communales des cantons de Lesparre, de Saint-Laurent, de Pauillac, de Saint-Vivien et de Libourne. Ce dernier occupe d'ailleurs à lui tout seul le volume presque entier (p. 39-337) et contient deux gros morceaux sacrés aux archives de Libourne et de Saint-Émilion. Abondant et précis, cet inventaire paraît avoir été dressé avec le plus grand soin.

— Le 6^e fascicule du *Répertoire des sources historiques du moyen âge*, par Ulysse CHEVALIER, *Bio-bibliographie* (nouvelle édit., chez A. Picard), vient de paraître; il comprend les articles *Laurent de Rosendaël à Nas-tagio de Montalcino*.

— Il nous faut louer MM. Robert de LASTEVRIE et Auguste VIDIER de nous donner, si tôt après le premier, le second fascicule de leur *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France* (1902-1903). Ce recueil continue le précédent en ce sens que les numéros se suivent; mais il a sa pagination séparée; il se rapporte à l'ensemble des départements français; il a sa table des matières. Des raisons budgétaires ont empêché d'y joindre un index; celui-ci n'est que différé.

LIVRES NOUVEAUX. — **DOCUMENTS.** — Correspondance inédite de *Victor-François, duc de Broglie*, maréchal de France, avec le prince *Xavier de Saxe, comte de Lusace*, lieutenant général, pour servir à l'histoire de la guerre de Sept ans, publiée par le *duc de Broglie et J. Vernier*; t. IV. Michel, 729 p. — **A. Douarche.** Les tribunaux civils de Paris pendant la Révolution. Documents inédits, recueillis avant l'incendie du Palais de justice, en 1871, par Caseneuve, conseiller à la Cour de cassation; t. I. Cerf, Noblet, Quantin, ccxii-205 p. **Prix : 7 fr. 50.**

HISTOIRE LOCALE. — **Paul Granié.** Une commune du Quercy pendant la Révolution, d'après des documents inédits des archives de la mairie de Saint-Cré (Lot). Champion, 203 p. — **Gaston Noblet.** Histoire de Royan et de ses environs, précédée de l'histoire générale de la Saintonge. Fontenay-aux-Roses, Bellenaud, in-16, 294 p. **Prix : 3 fr. 50.** — **Abbé S. Poulet.** Histoire de Forest, arrond. d'Avesnes. Cambrai, impr. Halluin-Carion, 601 p. — **Ernest Rupin.** Roc-Amadour; étude historique et archéologique. Baranger fils, gr. in-8°, viii-418 p., avec 120 grav., 12 pl. et une chromolithographie. **Prix : 20 fr.** — **Docteur Georges Cardiergues.** Histoire de la seigneurie de La Capelle-Merlivat jusqu'en 1789. Cahors, Girma, xc-276 p. **Prix : 5 fr.** — **Maurice Cadiz.** Essai historique sur la Réforme à Besançon, au xvi^e siècle. Montauban, impr. coopérative, 175 p. — **Gaston Duchesne.** Histoire de l'abbaye royale de Longchamp,

1255-1789. Daragon, n°225 p. Prix : 4 fr. (Bull. de la Soc. hist. d'Auteuil et de Passy.)

Belgique. — M. J. DARIS, ancien professeur au grand séminaire de Liège, est décédé à Looz (Limbourg) le 11 septembre dernier. Agé de quatre-vingt-quatre ans, il était l'auteur de nombreuses études sur l'histoire de la principauté de Liège, il a fourni une somme de labeur très considérable, mais, s'il connaît bien les sources, il les cite peu et mal, il manque d'esprit critique, et ses œuvres laissent beaucoup à désirer, sous le double rapport de la composition et du style. Ses travaux les plus importants sont : *Histoire de la bonne ville, de l'église et des comtes de Looz* (Liège, 1864, 2 vol. in-8°); *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège* (Ibid., 1868-1890, 10 vol. in-8°); *Notices historiques sur les églises du diocèse de Liège* (Ibid., 1867-1899, 17 vol. in-8°).

— Les 21, 22 et 23 août 1905 s'est tenu à Liège, sous la présidence de M. Omont, membre de l'Institut, un Congrès international pour la reproduction des manuscrits, des monnaies et des sceaux. Le nombre des adhérents s'élevait à 149, dont 82 Belges et 67 étrangers.

Nous donnons ci-après le relevé des mémoires qui ont été présentés au cours des séances, et la liste des principaux vœux émis par le Congrès : 1. Paul BERGMANS, *les Tentatives antérieures d'entente internationale pour la reproduction des manuscrits*; 2. M. PROU, *l'Etat actuel des publications de fac-similé de chartes et autres documents d'archives*; 3. D. VAN DA CASTEELE, *l'Utilité des reproductions photographiques au point de vue des expéditions officielles des documents d'archives*; 4. J. VAN DEN GHEYN, *les Manuscrits des bibliothèques de Belgique à reproduire*; 5. X. DA CUNHA, *la Législation portugaise sur la reproduction des manuscrits*; 6. A. GAILLARD, *les Procédés de reproduction des sceaux*; 7. F. ALVIN, *la Reproduction des médailles*; 8. M. L'HOEST, *Étude des différents papiers à employer comme support des photocollographies et phototypographies*; 9. C. SURY, *Organisation d'un bureau international d'échange des reproductions*; 10. Ch. MILLS-GAYLEY, *Organisation d'un bureau international pour la reproduction des manuscrits au point de vue américain*; 11. H. STEIN, *la Collection de moulages des sceaux de l'École nationale des chartes de Paris*; 12. H. PIRENNE, *la Formation d'un album paléographique belge*; 13. L. STAINIER, *Étude des procédés techniques les meilleurs et les plus économiques à recommander pour la reproduction des manuscrits, des monnaies et des sceaux*; 14. P. FRANCOTTE, *Une méthode photographique pour projections lumineuses et agrandissements destinés à l'enseignement*; 15. P. VAN DEN VEN, *Organisation d'un système de reproduction dans les grandes bibliothèques publiques*.

Vœux : I. Le Congrès émet le vœu de voir publier des fac-similés de chartes en format réduit, à condition que l'on y joigne la reproduction, à la grandeur de l'original, de quelques lignes du document judicieusement choisies. II. Le Congrès estime qu'il y a lieu de remplacer les copies par des photographies dans l'expédition des documents d'ar-

chives demandées par des érudits. III. Le Congrès, remerciant le gouvernement belge de l'intérêt qu'il porte à la reproduction des manuscrits, des monnaies et des sceaux, émet le vœu de lui voir donner son concours à la publication des documents à reproduire. IV. Le Congrès émet le vœu de voir se fonder dans chaque pays une commission composée de spécialistes et chargée de désigner les manuscrits qu'il serait le plus utile de voir reproduire par la photographie. V. Le Congrès émet le vœu de voir les gouvernements élaborer les règlements les plus libéraux possible, pour permettre aux érudits d'obtenir la reproduction des manuscrits qui les intéressent. VI. Le Congrès émet le vœu de voir publier : 1^o une liste des reproductions intégrales de manuscrits édités jusqu'à ce jour; 2^o dans la mesure où le travail pourra être effectué, une bibliographie détaillée des fac-similés de manuscrits contenus dans les recueils de spécimens. VII. Le Congrès émet le vœu que les reproductions de manuscrits conservent un format égal à celui des originaux, qu'elles soient publiées sous forme de volumes reliés, et, autant que faire se peut, tirées sur les deux faces des feuillets. VIII. Le Congrès, tout en reconnaissant qu'il n'est pas nécessaire de joindre des commentaires scientifiques aux reproductions de manuscrits, désire qu'elles soient régulièrement accompagnées d'une description minutieuse des volumes reproduits. IX. Le Congrès émet le vœu de voir joindre désormais à toute reproduction de manuscrits la mention du procédé par lequel elle a été obtenue, et adopte, à cet effet, la terminologie établie par les congrès internationaux de photographie. X. Le Congrès émet le vœu de voir M. Gayley organiser aux États-Unis un bureau destiné à provoquer l'exécution de reproductions de manuscrits, de monnaies et de sceaux. XI. Le Congrès désignera un Comité international permanent. XII. Dans chaque pays, il sera établi au dépôt principal des Archives de l'État un atelier et un musée sigillographique ayant pour mission de reproduire les sceaux par le moulage. XIII. Dans chaque État, en annexe au Cabinet national des médailles, sera créé un établissement central chargé de reproduire en plâtre et en galvanoplastie toutes les pièces des collections publiques et privées dont la conservation s'impose. XIV. Le Congrès proclame l'impérieuse nécessité et l'urgence extrême de posséder dans les grands dépôts scientifiques un atelier photographique servant aux travaux de reproduction des documents. XV. Le Congrès émet le vœu de voir les gouvernements faire exécuter dans leurs collections nationales : 1^o un phototype en grandeur naturelle des manuscrits, monnaies et sceaux que les commissions chargées de dresser la liste des documents à reproduire désigneront; 2^o d'après ce phototype, des photocopies, par un procédé à déterminer dans chaque cas et de prix minime, pour les besoins des particuliers et des bibliothèques étrangères.

— La librairie Misch et Thron, à Bruxelles, se propose de publier, sous la direction du R. P. J. VAN DEN GHEYN, conservateur à la section des manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique, un recueil de

volumes en fac-similés, sous le titre : *Codices belgici selecti*; on annonce déjà la Chronique de Gilles li Muisis et celle de Sigebert de Gembloux, qui seront reproduites, la première pour le prix de 17 fr. 50, la seconde pour celui de 30 fr. Les souscripteurs à la collection entière bénéficieront d'une réduction de 20 %.

Pays-Bas. — Dr W.-P.-C. KNUTTEL, *Catalogus van de Pamfletten-Verzameling, berustende in de koninklijke Bibliotheek*. 5^e partie (1776-95). La Haye, 1905. In-4^o, 502 p. Le docteur Knuttel continue à publier le volumineux catalogue des pamphlets que possède la Bibliothèque royale de La Haye. Je n'ai pas à insister sur l'importance de cet inventaire, commencé en 1889, et dont la cinquième partie vient de paraître. Les 3,580 pièces énumérées dans le présent catalogue forment les numéros 49,414 à 22,694 de la collection et concernent les années 1776 à 1795. L'époque est fertile en événements (guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique, négociations actives avec l'Angleterre et la France, révolte contre le stathouder Guillaume V, invasion prussienne de 1787, Révolution française et expulsion de la Maison d'Orange). Les documents récemment catalogués ont donc un intérêt tout particulier, et l'index alphabétique des auteurs renferme, à côté des inconnus ou des pseudonymes, une foule de noms célèbres (notamment ceux de Collot d'Herbois, de Condorcet, de Mirabeau, à côté de ceux de Van de Spiegel, de Quint-Ondaatje et de Schimmelpenninck). A. W.

— Dr A.-J. VAN DER MEULEN, *Studien over het ministerie van Van de Spiegel*. Leyde, 1905. In-8^o, xi-553 p. — Comme le dit M. Van der Meulen, l'époque qui précède immédiatement la Révolution française est, dans l'histoire de Hollande, la plus impopulaire et la moins étudiée de toutes. Il faut reconnaître que c'est à juste titre, car c'est une des moins intéressantes. L'ouvrage conscient et solide que vient de publier M. Van der Meulen en est la preuve. Rien de plus incohérent et en même temps de plus aride que ces études qu'il a cherché à faire pivoter autour de la personnalité du grand pensionnaire, Pierre-Laurent Van de Spiegel; le personnage, du reste, qui aurait mérité d'être mis en lumière, a été laissé dans l'ombre, et le lecteur se débat au milieu de récits sans lien entre eux, qu'il s'agisse soit des conditions de la restauration orangiste de 1787, soit des alliances de 1788 avec la Prusse et l'Angleterre, soit surtout des réformes financières et commerciales qui furent tentées de 1787 à 1795 (réforme du tableau de répartition des charges entre les sept provinces, emprunts et impôts plus ou moins forcés et vexatoires, avances à la Compagnie des Indes orientales, dissolution de la Compagnie des Indes occidentales en 1791-92). Les faits et les chiffres dont le livre fourmille sont utiles et ont leur éloquence, mais rien ne vient soutenir l'attention du lecteur, fatigué par la monotonie affligeante de discussions interminables et souvent inefficaces. On ne saurait en rendre l'auteur absolument responsable. Tout récemment un jeune savant, M. H. de Peyster, publiant un travail approfondi sur les *Troubles de Hollande à la veille de la Révolution française* (1780-95),

n'a pu, malgré de réels talents, retracer sans confusion ni ennui cette période de l'histoire. C'est que la matière est par elle-même lourde et indigeste, et que ni les hommes ni les choses ne présentent un véritable intérêt à cette heure trouble de la vie du peuple hollandais.

Albert WADDINGTON.

Allemagne. — Le 12 octobre dernier est mort, trop tôt pour la science, le professeur Ernst BERLER, archiviste de la maison royale de Prusse. Il nous a laissé plusieurs bons ouvrages, parmi lesquels les suivants : *Zur Verfassungsgeschichte der Stadt Augsburg, vom Ende der Raemerherrschaft bis 1276*; *Geschichte des Preussischen Staates* (2^e édit., 1896); *Wilhelm der Grosse* (1897); *Aus dem Briefwechsel Königs Friedrich I von Preussen und seiner Familie* (1901); *Der Regierungsanfang des Prinzregenten von Preussen und seiner Gemahlin* (1902). Il dirigea aussi les *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft* et les *Quellen und Untersuchungen zur Geschichte des Hauses Hohenzollern*. Il avait seulement cinquante-deux ans.

— Le 17 novembre est mort à Carlsruhe le directeur des archives du grand-duché, le Dr Friedrich von WEECH, un des meilleurs archivistes, un des plus distingués historiens de l'Allemagne. Né à Munich le 16 octobre 1837, il s'habilita à l'Université de Fribourg (1862), après avoir pendant deux années collaboré aux travaux de la Commission d'histoire de l'Académie de Bavière. En 1864, il fut nommé directeur de la bibliothèque de Carlsruhe, puis directeur général des archives badoises (1885). Les vingt années de sa charge directoriale ont été très fécondes : il remania complètement les archives et en renouvela l'administration. Ce qu'il a fait pour l'histoire badoise est connu de tous. C'est grâce à lui qu'en 1883 fut fondé le Comité d'histoire badoise ; il en fut le secrétaire permanent et il en porta pendant près de vingt-cinq ans presque tout le poids. La plupart de ses travaux se rapportent à l'histoire badoise. Sans parler des nombreux articles publiés dans la *Zeitschrift f. d. Geschichte d. Oberrheins*, il a publié : *Ludwig der Bayer und Johann von Böhmen* (1860); *Ministerkonferenz von Karlsbad und Wien* (1865); *Baden unter Karl-Friedrich, Karl und Ludwig* (1866); *Geschichte der badischen Verfassung* (1867); *Badische Biographieen* (5 vol., 1875-1905); *Sebastian Bürsters Beschreibung des Schwedischen Krieges* (1875); *Die Deutschen seit der Reformation* (1878); *Die Zähringer in Baden* (1881); *Codex diplomaticus Salemitanus, Urkundenbuch der Cistercienser Abtei Salem* (3 vol., 1883-1895); *Badische Geschichte* (1890); *Karlsruhe, Geschichte der Stadt und ihrer Verwaltung* (3 vol., 1894-1902); *Römische Prälaten am deutschen Rhein, 1761 bis* (1898); *Siegel der Badischen Städte* (2 séries, 1899, 1903); *Staatsminister Dr. Wilhelm Nokk* (1904).

— Le professeur Walter GÖTZ a été nommé professeur ordinaire d'histoire du moyen âge à l'Université de Tubingue. — Le Dr Hugo RIEMANN a été nommé professeur extraordinaire d'histoire et d'esthétique de la musique à Leipzig.

— Sous la direction du professeur Ludwig TRAUBE, la librairie Beck, à Munich, commence une série de travaux sur la philologie latine du moyen âge : *Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie des Mittelalters*. La 1^{re} livraison, qui vient de paraître, est consacrée à *Sedulius Scottus*, par S. HELLMANN; l'auteur étudie en trois chapitres le *Liber de rectoribus christianis*, le *Kollectaneum* (d'après le Cod. Cusanus C. 14, aug. 37) et les rapports de Séduilus avec Pélage (in-8°, xvi-203 p.). Viendront ensuite : *Die Kommentare des Johannes Scottus und Remigius von Auxerre zu den Opuscula sacra des Boethius*, par Edw.-K. RAND (fasc. 2) et *Untersuchungen zur Ueberlieferungsgeschichte der ältesten lateinischen Mönchsregeln*, par Heribert PLENKERS (fasc. 3).

— Sous le titre : *Die Dresdner Handschrift der Chronik des Bischofs Thietmar von Merseburg*, M. Ludwig SCHMIDT vient de publier à la librairie Brockmann, à Dresde, un fac-similé photographique du manuscrit autographe de la chronique de Thietmar. Il comprend 385 planches et est en vente au prix de 250 m.

— La 2^e partie du tome V de la *Weltgeschichte*, que publie le *Bibliographisches Institut* de Leipzig sous la direction du Dr Hans-F. HELMOLZ, se rapporte aux peuples des Slaves du sud : *Der Slowenische und der Serbo-Kroatische Stamm*, par le prof. Wladimir MILKOWICZ.

— La même librairie nous envoie le t. XI du *Grosses Konversations-Lexikon* de MEYER. Il va du mot *Kimpolung* au mot *Kyzikos*. Parmi les articles d'un intérêt général, on peut signaler ceux qui se rapportent à l'Église (*Kirche*), aux colonies (et en particulier aux colonies allemandes), à l'art (*Kunst*), à la guerre (*Krieg*), à la criminalité, aux maladies (avec des cartes étiologiques de l'Allemagne), au charbon (*Kohl*), à la Corée (dont l'histoire est poussée jusqu'au récent traité d'alliance entre l'Angleterre et le Japon), à la Cochinchine (*Kotschinchina*), etc.

— Dr Wilhelm BUSCH, *Die Kämpfe um Reichsverfassung und Kaiserthum 1870-1871* (Tubingue, Mohr, 1905. 1 vol., 157 p. in-8°). Prix : 3 m.

— Les événements de 1870-1871 sont à peine entrés dans le passé qu'ils ont déjà de nombreux historiens. M. W. Busch, professeur à l'Université de Tubingue, très connu par ses travaux sur l'histoire des Tudors et sur la révolution de 1848 à Berlin, a étudié avec un soin particulier la formation de l'empire allemand pendant les deux grandes années. Nous avions déjà loué, ici même, sa critique serrée et logique; cette qualité se retrouve dans son nouvel ouvrage. M. Busch commence par exposer l'émotion nationale qui s'empare des populations de l'Allemagne méridionale dès la déclaration de la guerre; députés et journalistes proclament à l'envi que « du sang versé doit venir l'unité allemande ». Les premières victoires ne font qu'augmenter cet enthousiasme, et les gouvernements sont amenés à préparer la naissance du nouvel empire, celui de Bade avec ardeur, les cabinets de Munich et de Stuttgart avec quelque maussaderie. Le président de l'Office fédéral du nord, Delbrück, le bras droit de Bismarck, vient à Munich le 22 septembre

pour conférer avec les ministres de Bavière et de Wurtemberg; mais on n'arrive pas à un résultat définitif. Les négociations reprennent en octobre à Versailles et se poursuivent en novembre; avec beaucoup de précision et de nombreuses références, M. Busch entre dans les détails nombreux et compliqués de ces délibérations; entre le roi, le prince royal, le parti militaire, les représentants des princes, les princes eux-mêmes, les députés du Reichstag, Bismarck évolue et louvoie, se heurtant sans cesse à de nouvelles difficultés et mettant partout sa griffe. Ainsi signe-t-il les traités avec les quatre États du sud; les Parlements des divers pays approuvent celui de la Confédération du nord en l'absence de Bismarck et sous la direction vigoureuse de Delbrück. Et le 18 janvier 1871 l'empire est proclamé.

Paul MATTER.

Autriche-Hongrie. — MM. BIDLO et SUSTA, « privat docenten » pour l'histoire à l'Université bohémienne de Prague, ont été nommés professeurs extraordinaires d'histoire.

— Le comité pour l'histoire moderne de l'Autriche a tenu sa séance plénière et annuelle le 31 octobre 1905 à Vienne, sous la présidence du prince Franz Liechtenstein. Pendant l'exercice écoulé a paru le tome I de l'ouvrage de Hans UEBERSBERGER, *Oesterreich und Russland seit dem Ende des XV Jahrhunderts*, où sont exposés les rapports politiques des deux États de 1488 à 1605 (Vienne, Braumüller, 1906). On va mettre incessamment sous presse le 1^{er} fascicule des *Materialien zur neuern Geschichte Oesterreichs*, qui contiendra des documents sur l'histoire du XVII^e siècle tirés des archives de Bohême et de Moravie. Dans la section des Traités, on a commencé l'impression du tome I des Traités entre l'Autriche et l'Angleterre jusqu'en 1748, par M. PRIBRAM; le recueil des traités avec la France a été confié à M. SCHLITTER. Le Dr Heinrich-R. von SRBIN prépare les *Hollandica* des archives d'État jusqu'en 1701; l'introduction est à peu près terminée. Le Dr Roderich GOoss est chargé des traités avec la Transylvanie. Enfin, le Dr Ludwig BITTNER a continué le dépouillement des livres imprimés pour la seconde partie du *Chronolog. Verzeichniss der asterr. Staatsverträge* (de 1763 jusqu'à nos jours). Pour la correspondance de l'empereur Ferdinand I^r, le Dr Wilhelm BAUER compte avoir terminé en 1906 ses recherches dans les archives et préparé ses textes pour l'impression. On a décidé d'ajouter à la correspondance de Ferdinand I^r celle de Maximilien II. — En ce qui concerne l'histoire de l'administration centrale de l'Autriche, qui avait d'abord été confiée au Dr Thomas FELLNER, M. Heinrich KRESTCHMAYR, actuellement chargé du travail, espère pouvoir en commencer prochainement l'impression.

Grande-Bretagne. — J. P. MAHARRY, *The progress of hellenism in Alexander's Empire* (Londres, Unwin, 1905. 1 vol. in-12, vi-149 p.). — Recueil de dix conférences faites à l'Université de Chicago. Dans la première, Xénophon nous est montré comme un précurseur de l'époque hellénistique, cet « âge d'argent » de l'art et de la littérature grecque.

La seconde étudie l'action que la Macédoine, une fois hellénisée, eut à son tour sur la Grèce. La troisième est un tableau de la vie hellénistique en Égypte, et particulièrement à Alexandrie. Dans la quatrième, une place moins brillante, mais considérable encore, est faite au royaume syrien. La cinquième présente des réflexions générales, toujours saines, souvent ingénieuses, sur l'hellénisme, et la sixième met en lumière les influences que ce même hellénisme exerce, par l'intermédiaire du monde alexandrin, sur le christianisme. C'est dans ces deux derniers chapitres, et dans le premier, que l'on trouvera le plus d'aperçus nouveaux. L'auteur, on n'en sera pas surpris, est également bien inspiré dès que son sujet ou ses préférences le ramènent à la terre des Ptolémées.

Georges RADET.

— Le tome XXVI des publications de la *Pipe roll Society* (1905) contient le rôle de la Pipe, ou grand rôle de l'Échiquier, pour la vingt-troisième année de Henri II (1176-1177); il est précédé d'une brève et substantielle introduction par M. J. Horace ROUND.

— Deux nouveaux volumes de la *Political history of England* viennent de paraître (Longmans) : le tome II, *The History of England from the Norman Conquest to the death of John, 1066-1216*, par M. George Burton ADAMS, professeur à l'Université d'Yale, et le tome III, *The History of England from the accession of Henry III to the death of Edward III, 1216-1377*, par M. T. F. Tout, professeur à l'Université de Manchester.

— A l'histoire de la guerre civile au xvii^e siècle se rapportent deux biographies : *Archbishop Laud and priestly government*, par M. Henry BELL, avocat, ancien membre du service civil des Indes (Londres, Archibald Constable, 1905, 333 p. Prix : 10 sh. 6 d.), et *Life of Sir Henry Vane the Younger, with a history of the events of his time*, par M. William W. IRELAND (Londres, Eveleigh Nash; Édimbourg, Oliver et Boyd, 1905, xiv-513 p. Prix : 12 sh. 6 d.).

— Mentionnons enfin brièvement : 1^o *The Scottish Parliament; its constitution and procedure, 1603-1707*, par M. Charles Sanford TERRY (Glasgow, Maclehose, 1905, x-228 p. Prix : 10 sh. Les pages 127-233 sont occupées par des documents inédits); 2^o *Scotland and the Union, from 1695 to 1747*, par M. William Law MATHIESON (Ibid., xiii-387 p.). Ce dernier ouvrage fait suite au remarquable ouvrage du même auteur : *Politics and religion in Scotland, 1550-1695*, que la *Revue historique* a déjà signalé.

— Dans la série des *English men of Letters*, que publie la maison Macmillan (chaque volume au prix de 2 sh.), les historiens liront avec intérêt les biographies de *Sir Thomas Browne*, par Edmund GOSSE; *d'Andrew Marvell*, par Augustine BIRRELL; de *Sydney Smith*, par George W. E. RUSSELL. Né en 1605, Browne est un médecin qui fit ses études à Oxford, puis à Montpellier et à Leyde (1630-1633); peu après son retour, en 1636, il écrivit sa principale œuvre, *Religio medici*, qui parut

en 1643 et qui eut un grand succès auprès des savants européens. On lui trouvait au XVII^e siècle une dangereuse saveur de scepticisme; c'est, à vrai dire, une défense de la religion par un homme éclairé, que l'étude des sciences de la nature avait pendant un temps brouillé avec le surnaturel, mais que les croyances de son enfance ont ramené, sans souffrance d'ailleurs, à la foi. Mais cette foi n'était pas exempte de superstition : Browne croyait au diable et à la sorcellerie. Dans un procès intenté à deux prétendues sorcières (1664), alors que les juges inclinaient au doute, les déclarations de Browne, entendu comme expert, déterminèrent le verdict du jury; les deux pauvres femmes furent pendues. Sir Thomas mourut le 19 octobre 1682. — Marvell est un poète; né à Winestead-in-Holderness, le 31 mars 1621, il fit ses études à Cambridge, puis il voyagea en France, en Espagne, en Hollande, en Italie (1642-1646); en 1650, il entra dans la maison de Lord Fairfax comme précepteur de son unique enfant, Mary, alors âgée de douze ans; plus tard, il fut choisi par Milton, devenu aveugle, pour l'assister dans ses fonctions de secrétaire d'État pour les affaires étrangères (1657). Quoiqu'il eût chanté le retour de Cromwell d'Irlande (1650) et sa mort (1658), il était resté au fond partisan du roi et du Parlement, et il applaudit à la Restauration. Élu membre du Parlement en 1659 par la ville de Kingston-upon-Hull, et constamment réélu jusqu'à sa mort (1678), il appartient désormais à l'histoire politique, où, d'ailleurs, il ne joua qu'un rôle effacé; mais sa correspondance est une source précieuse à consulter. — Sidney Smith est un publiciste; fondateur de l'*Edinburgh Review* (1803), il fut un des champions les plus ardents de l'émancipation des catholiques, et c'est à cette question qu'est surtout consacré le recueil fameux de lettres qu'il écrivit en 1807-1808 sous le pseudonyme de Peter Plymley. L'analyse de ses œuvres et de sa correspondance se rattache étroitement à l'histoire du parti whig au temps des grandes réformes accomplies pendant le second quart du XIX^e siècle. Il mourut chanoine de Saint-Paul de Londres, le 22 février 1845, à l'âge de soixante-quatorze ans. B.

— *A Register of national bibliography, with a Selection of the chief bibliographical books and articles printed in other countries*, by William Prideaux COURTNEY (Londres, Archibald Constable, 631 p. in-8° en 2 vol.). Prix : 31 sh. 6 d. — C'est une bibliographie des bibliographies tant anglaises qu'étrangères, à l'usage des personnes qui lisent l'anglais et qui ne sont pas des novices en fait de recherches bibliographiques. L'auteur s'est proposé d'indiquer, outre les ouvrages consacrés spécialement à la bibliographie, ceux qui contiennent la bibliographie d'un sujet déterminé. A ce compte, il est peu d'ouvrages d'érudition parus en Europe et en Amérique en toute matière de science, de littérature et d'histoire qui n'ait sa place marquée dans ce volume; c'est le cas, par exemple, de beaucoup de nos thèses de doctorat, de la plupart des articles publiés dans la *Revue de synthèse historique*, etc. Le cadre de l'ouvrage peut donc s'élargir presque à l'infini, M. Courtney s'interdi-

On
est,
que
avec
ans
de
pro-
ges
me
nes
est
ses
ol-
de
gée
our
an-
50)
e-
en
slu-
ne,
est
e;
us
on
en
es
du
le
de
ef
m
n
es
is
s.
n
s
e
-
s
e

sant seulement de noter les catalogues de vente, les bibliographies de manuscrits et de cartes, les catalogues des bibliothèques libres. Même pour l'Angleterre, son répertoire ne saurait être complet, et il en avertit le lecteur dans sa Préface. Le classement par matières rend les recherches souvent hasardeuses; un excellent index atténue ce défaut inévitable. Les services qu'un tel ouvrage est appelé à rendre ne sont peut-être pas en proportion avec la peine qu'il a coûtée à son auteur; ne le chicanons pas cependant et rendons hommage à son conscientieux labour.

B.

Canada. — Une nouvelle Société historique vient d'être fondée au Canada, sous le nom de *Champlain Society*, en honneur du « Père de la Nouvelle-France ». M. Byron E. WALKER, de la Banque canadienne du commerce, en est le président, avec deux secrétaires, M. le professeur WATSON, de l'Université de Toronto, et M. le professeur COLBY, de l'Université de M^o Gill, à Montréal. Les membres de la Société, dont le nombre ne peut excéder deux cent cinquante, se proposent de publier des documents inédits ou rares sur l'histoire du Canada à diverses époques. On doit publier au moins deux volumes par an. Le premier volume paraîtra au mois de juin 1906 et sera une traduction anglaise des trois derniers livres de l'*Histoire de la Nouvelle-France* par Marc Lescarbot (éd. de 1618). La traduction sera faite par M. W. L. Grant et sera enrichie d'une préface et de notes par M. H. P. Biggar. Il serait fort à désirer que le texte original de l'ouvrage fût aussi réimprimé dans le même volume; une traduction, si fidèle qu'elle soit, ne remplacera jamais, aux yeux des érudits, le document lui-même.

Suisse. — Un certain nombre de professeurs de l'Université de Fribourg, parmi lesquels MM. Albert Büchi, Jean-Pierre Kirsch, Pierre Mandonnet, Henri Reinhardt, Gustave Schnürer, François Steffens, ont décidé de fonder, sous leur direction collective, un organe spécial sous ce titre : *Études historiques de Fribourg*. Ces nouvelles *Études* paraîtront en fascicules indépendants et à temps indéterminé. Chaque fascicule, d'environ cinq à sept feuillets d'impression, formera un tout et se vendra séparément. Le contenu des *Études historiques de Fribourg* embrassera à la fois l'histoire ecclésiastique et l'histoire profane, mais en accordant toutefois la préférence aux questions d'intérêt général. Pour se conformer à l'usage des trois langues usitées en Suisse, des travaux seront acceptés en allemand, français et italien. Le premier numéro contient une étude du P. Eberhard HOFFMANN, S. O. C. de Marienstatt (Westerwald), intitulée : *Das Konverseninstitut des Cisterzienserordens*, avec un avant-propos du prof. J.-P. Kirsch (xii-104 p. Prix : 2 fr. 50; pour les souscripteurs à toute la série : 2 fr.). — Le numéro suivant contiendra : *Das Fragmentum Fantuzzianum*, par MM. Gustav SCHNÜRER et Diomedes ULIVI; c'est une contribution à l'histoire des origines des États de l'Église.

Italie. — Le nouveau volume de M. Emilio DEL CERRO sur *Vittorio*

Alfieri e la contessa d'Albany, storia d'una grande passione (Roma-Torino, Roux e Viarengo, 1905, in-12, 318 p.) est une réhabilitation en règle, à la fois d'Alfieri et de la comtesse d'Albany. L'auteur veut laver la mémoire des deux amants des accusations portées contre eux par de récents biographes et surtout par le dernier en date, M. Bertana. Son livre est d'une lecture agréable et le plaidoyer fort habile. Peut-être M. del Cerro va-t-il cependant un peu loin dans son désir de réagir contre l'opinion de ses devanciers. Il y a, en outre, bien des longueurs; la Préface eût gagné à être allégée; le récit a de la peine à se mettre en train; au chapitre 1^{er}, on piétine sur place; le dernier chapitre, sur la comtesse d'Albany après la mort d'Alfieri, est, lui aussi, bien long. Mais ce sont là des défauts d'exposition qui n'empêchent pas le livre d'être un des plus fins qui aient été écrits sur les amours du grand poète italien.

Louis HALPHEN.

Danemark. — Le 28 octobre est mort à Copenhague M. J.-L. Ussing, ancien professeur de philologie classique à l'Université; il était âgé de quatre-vingt-cinq ans. Le spirituel et sage savant s'est créé surtout une haute réputation par ses excellents ouvrages archéologiques; il a ainsi publié des études sur le Parthénon, un livre sur Pergame, des recherches intéressantes sur la date du livre de Vitruve sur l'architecture.

ERRATUM.

M. Frédéric BARBEY, auteur d'une étude sur *Madame Atkins et la prison du Temple*, nous prie de rectifier un passage de l'article qui lui a été consacré dans notre avant-dernière livraison (LXXXIX, 107). Nous reproduisons les termes mêmes de sa lettre :

« Je n'appartiens point à la « chapelle des Nauendorffistes ». J'ai évité dans mon travail toute allusion à l'identité de Louis XVII avec Nauendorff, réservant très nettement mon opinion à cet égard. En utilisant des documents inédits, j'ai cherché à déterminer le rôle joué par M^{me} Atkins dans les tentatives d'évasion du dauphin du Temple et à établir le succès ou l'insuccès de ses efforts. Je n'ai pas été plus loin. »

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

,
h
a
e
n
e
r
;
e
r
r
e
e
,